

RAPPORT FINAL D'ÉVALUATION

« GENRE ET SEXUALITÉS EN MILIEU RURAL »

ANNEXES

PENNEC Études Conseils

AUTEURS

François MORLET
Philippe LABBÉ

Date de remise du rapport

MARS 2023

Cette évaluation a été financée par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets APDISCRI 2 lancé en 2018 par le Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées.

Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Les résultats de cette étude n'engagent que leurs auteurs, et ne sauraient en aucun cas engager le Ministère.

Les résultats sont présentés en deux formats : un format long dit « Rapport final », et un format court de quelques pages qui présente les principaux éléments, résultats et enseignements.

Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse
Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'Expérimentation et d'évaluation des politiques publiques
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Pour plus d'informations sur le déroulement des projets, vous pouvez consulter sur le site <http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/> la note de restitution finale soumise au FEJ par les porteurs de projets.

Sommaire des Annexes

ANNEXE 1 :

Présentation de l'expérimentation et de l'évaluation_APDISCRI 2_COPI 1_Mars 20195

ANNEXE 2 :

Supports de formation à la réalisation des diagnostics de territoire pour les sections locales_APDISCRI 2_Décembre 202014

ANNEXE 3 :

Diagnostic de territoire – section locale des Deux-Sèvres20

ANNEXE 4 :

Diagnostic de territoire – section locale des Monts du Lyonnais.....72

ANNEXE 5 :

Diagnostic de territoire – section locale du Doubs89

ANNEXE 6 :

Esquisse de questionnaire d'enquête à l'échelle nationale du MRJC124

ANNEXE 7 :

Outils pédagogiques et ressources pour informer et animer des temps de formation et d'échanges sur les questions de Genre et de sexualités

- La malle pédagogique sexygenre
- Guide d'animation d'une intervention Genre et Sexualités pendant les séjours
- Les jours où (1 et 2)
- Note sur retour expérience utilisation Les Jours Où... (formations des volontaires)
- Outil d'animation d'un atelier de discussion et d'écriture
- Le Kit Égalité des genres_EEDF
- Jeunes et Adultes Transgenres dans les activités de scoutismes_EEDF et CEMEA128

ANNEXE 8 :

Guide pour des Interventions en Milieu Scolaire204

ANNEXE 9 :

Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire (2016 - Chaire de recherche sur l'homophobie, Université du Québec, Montréal)	206
--	-----

ANNEXE 10 :

« Genre et sexualités en milieu rural : table ronde les gens du coins », Denis Quinqueton et Flora Bolter, observatoire LGBT+, 14 décembre 2019	245
---	-----

ANNEXE 11 :

« Genre et sexualités en milieu rural », Récit de formation du WE de formation des 13, 14 et 15 décembre 2019, Dossier « Vivre ensemble » - MRJC	266
--	-----

ANNEXE 12 :

« Genre et sexualités en rural : libérons la parole ! » in Transrural Initiatives, Avril-Mai 2020	291
---	-----

ANNEXE 13 :

Recommandations du MRJC à l'issue de l'expérimentation Genre et Sexualités en Milieu Rural	309
--	-----

Annexe 1

Présentation de l'expérimentation et de l'évaluation
_APDISCRI 2_COPIL 1_Mars 2019



Projet Genre et sexualités

Comité de pilotage n°1
17 avril 2019

Ordre du Jour

- Tour de Table
- Présentation de la démarche du Fond Expérimentation Jeunesse
- Présentation du projet
 - Pourquoi travailler cette problématique
 - Origine du projet
 - Les actions
- Présentation de la démarche d'évaluation
- Questions et échanges

Présentation du projet

Présentation générale de l'expérimentation

La question du genre et des sexualités en milieu rural est peu travaillée. Elle présente un caractère spécifique du fait de la rareté des dispositifs existants dans ces territoires pour lutter contre les violences et les discriminations liées au sexe et à l'orientation/ l'identité sexuelle. Le MRJC souhaite s'engager dans un projet identifiant les difficultés propres aux jeunes habitants des territoires ruraux, proposer avec leur participation des dispositifs adaptés et rompre avec le silence et l'isolement sur ces questions en milieu rural pour lutter efficacement contre les violences sexuelles, le sexisme et la lgbtphobie.

Objectifs du projet

Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations de genre et de sexualités, que subissent les jeunes issu.e.s de territoires ruraux en proposant des espaces d'échange et de formation :

- en identifiant, analysant et rendant visible ces actes ;
- en permettant aux jeunes ruraux de se mobiliser pour proposer et faire avancer les dispositifs visant à lutter efficacement contre les violences sexuelles, le sexisme et la lgbtphobie

Présentation des actions

1. Recueil de témoignages de jeunes
2. Diagnostics sur des territoires cibles
3. Espaces de formations et d'échanges
4. Projet pédagogique
5. Plaidoyer et recommandations

Présentation du Fond d'Expérimentation pour la Jeunesse



Mis en place par l'article 25 de la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008, le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse a pour objet de financer des programmes expérimentaux visant à favoriser la réussite scolaire des élèves, à contribuer à l'égalité des chances et à améliorer l'insertion sociale et professionnelle durable des jeunes.

Détails du projet

Origines du projet

- **Le Stage de recherche « Egalité » - janvier 2018**
- **Les week-ends régionaux en 2018**
 - Week-end éNormes (Poitou-Charentes et Centre),
 - Genre et sexualité en milieu rural (Auvergne Rhône-Alpes),
 - Parle en'corps (Maine et Loire),
 - 50 ans après mai 68, quelles conquêtes pour l'Egalité ? (Bourgogne Franche Comté),
 - Sexisme et des inégalités Hommes – Femmes (Lorraine).

Chacun d'eux ont réunis entre 20 et 80 personnes et les bilans sont très positifs notamment par la création d'espaces d'échange et de débat sur ces sujets.
- **Une réflexion en Conseil d'Administration National**
- **Un appel des militants et militantes au Congrès – juin 2018**
- **Le parcours « Vivre ensemble et Habiter la Terre » au Festival Rendez-Vous – août 2018**
- **La formalisation du dossier « Vivre ensemble »**
- **La rencontre avec la Conférence des Evêques de France – décembre 2018**

Détail du projet

Pourquoi ce projet ?

- Un sujet très peu étudié dans la ruralité
- Ce projet porté par des jeunes issus des territoires ruraux permettra de :
 - Libérer la parole, lutter contre l'isolement de jeunes personnes discriminées en milieu rural;
 - Travailler avec des structures partenaires qui ne sont pas implantées en rural ou au contraire de permettre à des structures rurales d'aborder des questions de genre et de sexualités ;
 - Mettre en réseau des actrices et des acteurs pour faire avancer les problématiques de genre et sexualités en milieu rural notamment en direction des jeunes ;
 - Déconstruire des stéréotypes de genre en milieu rural en offrant des espaces en libre accès à l'ensemble de la population ;
- le MRJC en tant que mouvement d'Eglise, a une place particulière pour animer ces problématiques auprès de jeunes chrétiens qui sont victimes et/ ou acteurs de discriminations.

1. Recueil de témoignages de jeunes

Recueillir et partager des témoignages de jeunes issu.e.s de territoires ruraux qui subissent des discriminations liées au genre ou à leur sexualité.

- Mise en place d'une plateforme numérique
- Réalisation d'une web série documentaire : Portrait de jeunes ruraux



2. Diagnostics sur des territoires cibles

Réalisation, par des équipes de jeunes, de diagnostics des dispositifs d'égalité de genre et d'orientation sexuelle, d'éducation à la sexualité et d'accès à la santé existants sur leur territoire. Réalisation de diagnostics dans 4 territoires cibles

Eure

- Territoire : Le Neubourg
- Collectif : 18 permanent.e.s du mouvement
- Dates : 1 au 5 avril 2019
- Observations :

Manque d'espace d'accès à l'information sur la sexualité et d'accès aux soins



Doubs

Territoire : Doubs

Personnes dans le Collectif : 10 jeunes

Actions :

- Formations en se rendant à des conférences, conférences gesticulées, animations
- Animation de ciné-débat en rural
- Réalisation d'une enquête
- Réalisation d'évènements de sensibilisations



3. Espaces de formations et d'échanges

Organisation d'espace de formations, informations, échanges, ouverts à tou.s.tes ou plus spécifiquement à destination de jeunes, sur les territoires ruraux sur les questions de stéréotypes de genre et de discriminations liés aux sexualités : cinés-débats, table-rondes, soirée-débats... ;

CENTRE

Place des jeunes LGBTQ+ en milieu rural

- Lieu : Villexanton (41)
- Date : 2 mars 2019
- Exemples d'atelier s:
Discours de Mr Norma, Jeune et Rural, Témoignages,
Ecriture inclusive, Etre allié.e, Ciné-débat
- Nombre de personnes : 33 participants



Vienne



Week-end Fais pas Genres !

- Lieu : Poitiers
- Date : 30-31 mars 2019
- Nombre d'ateliers : 21 dont 4 en continu
- Exemples : S'aimer à tout âge / Parcours d'autonomie et d'intégration des femmes / Quel accompagnement pour les personnes LGBTI ? / Quizz des droits / Instant projection
- Partenaires : 34

Dont Le Reguge, le Planning Familial, La compagne Cie Sans Titre, Atelier émulsion, Le Centre LGBT du Poitou

- Nombre de personnes : 90 participants

4. Projet pédagogique

Définition d'un projet pédagogique et proposition de contenus d'animation pour la réalisation d'interventions en milieu scolaire sur les thématiques des inégalités de genre et d'orientation sexuelle

- Définir un projet pédagogique et proposer des contenus d'animation pour la réalisation d'interventions en milieu scolaire sur les thématiques des inégalités de genre et d'orientation sexuelle. Il s'agira de créer des modules d'intervention permettant l'interaction avec les jeunes élèves en partant de leur propres stéréotypes et venir réquisitionner les ressources dont ils disposent pour les dépasser ; (action réalisée en partenariat avec des établissements scolaires, le MAG jeunes LGBT)
- Création de module de formation et de sensibilisation pour questionner les postures d'animation sur les sujets de genre et de sexualité dans nos séjours. A destination des formations d'animateurs et formation et BAFA ainsi que directement lors de week-end de formation à l'animation et lors des BAFA. Travail mené en partenariat avec les EEDF, les EEUDF, voire les SGDF ou autre organisation de jeunesse voulant travailler ces sujets en son sein

=> Perspectives 2020 - 2021

5. Plaidoyer et recommandations

Réalisation d'un recueil de recommandations par des jeunes issu.e.s de ces territoires

Réalisation d'un colloque national avec des élu.e.s, chercheur.euse.s, associations, organisations de jeunesse pour travailler à faire émerger les problématiques de genre et de sexualités en milieu rural

- Faire du plaidoyer auprès d'élu.e.s pour avoir davantage de services d'accompagnement en milieu rural (espaces d'informations, de soins et d'éducation à la sexualité en milieu rural, dans les établissements scolaires) et de promotion de l'égalité de genre et d'orientation sexuelle (campagne d'information, exemplarité...)

=> Perspectives 2020- 2021

La démarche d'évaluation

EQUIPE DE RECHERCHE

- Philippe Labbé, ethnologue, docteur en sociologie
- François Morlet, socioéconomiste

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION

3 critères d'évaluation ex ante:

- *Pertinence...* car il pose la question de l'égalité de traitement entre individus selon les territoires, ici l'urbain plutôt équipé de structures agissant au titre de la lutte contre les discriminations de genre et de sexualités et le rural, nettement moins doté mais, surtout, développant à l'encontre des jeunes concernés une violence qui n'est pas que « symbolique » dont certains effets sont dramatiques (« situations critiques »).
- *Ambition...* car ce projet touche un terrain « sensible » où la seule prise de conscience des jeunes ciblés et même leur mobilisation ne suffisent pas : les évolutions impliquent nécessairement celles et ceux qui, sur les territoires ruraux véhiculent sinon valident par leur silence la production des stigmates, singulièrement les élu.e.s « entrepreneurs de morale » que le projet va mobiliser.
- *Conformité...* parce que ce projet s'inscrit totalement dans les orientations prioritaires de la politique de l'emploi qu'il s'agisse de l'égalité entre les femmes et les hommes, sujet transversal et politique intégrée de longue date, affirmés dans le PNR et dans la *Stratégie Europe 2020* de l'UE, ou de la lutte contre les discriminations développée par le Haut Conseil à l'Egalité (Priorité n° 1 « *Mieux connaître et reconnaître la sexualité des jeunes* »).

L'hypothèse du MRJC est que, face à un sentiment d'isolement et de discrimination, les jeunes concernés trouveront un intérêt à se connaître, puis à se reconnaître et, ensemble, à faire évoluer leurs places avec leurs différences dans l'espace rural. C'est la validité de cette hypothèse, la démonstration de sa faisabilité, qu'il nous faudra d'abord vérifier, le challenge du MRJC étant d'inviter à ce que le vécu de la sphère privée (avec ses doutes, ses souffrances, ses craintes) puisse s'exprimer dans la sphère semi-publique puis publique, passant d'une logique de résignation à celles d'explicitation puis d'émancipation. Comment le MRJC s'y prendra-t-il, par exemple, pour que des jeunes rejoignent des « week-end de sensibilisation et de découverte » alors que le simple fait de vouloir y participer pourra générer des soupçons, moqueries et critiques ?

PREMIÈRES QUESTIONS ET HYPOTHÈSES

La question des territoires.

Un facteur sans doute majeur dans la production ou non de stigmates et de discriminations est le local, la communauté de sociabilité, celle dont on est visible et qui, du fait de la proximité, peut exercer une pression. Caractériser les localités afin d'apprécier, selon les caractéristiques sociologiques (importance plus ou moins grande de la catégorie des agriculteurs, des néo-ruraux, etc.), économiques (le dynamisme ou l'atonie du développement économique qui détermine les conditions de sélectivité pour l'entrée sur le marché du travail, donc le seuil de tolérance), la proximité ou l'éloignement d'un centre urbain disposant d'une offre en direction des jeunes LGBTQI+ et des femmes (CIDF, Planning familial, bureau d'aide aux femmes victimes de violence...), la couleur politique des édiles et les résultats électoraux (discours d'inclusion ou d'exclusion), l'ancienneté résidentielle des jeunes concernés...

Celle du genre et des sexualités.

Le projet du MRJC englobe dans sa population-cible les jeunes LGBTQI+ et les jeunes femmes peinant à accéder à l'emploi et à « vivre pleinement leurs métiers » compte-tenu d'une assignation dans la sphère privée et domestique. Si ces deux catégories subissent des discriminations systémiques, la perception de ces dernières n'est probablement pas identique : pour les premiers, les discriminations renvoient à un procès en anormalité (leurs orientations sexuelles étant jugées comme déviantes) alors que, pour les secondes, c'est une pression en normalité, l'assignation aux stéréotypes de genre (hiérarchie genrée des rôles sociaux, professionnel-masculin vs domestique-féminin, ce que Françoise L'Heritier nomme « *la valence différentielle des sexes* »).

Enfin - hypothèse centrale du point de vue de l'évaluateur – apprécier si permettre une visibilité de ces problématiques est pertinent et possible : la question de la visibilité dans l'espace communautaire et rural étant un facteur de discrimination, le pari de l'interconnaissance en favorisant l'expression et la visibilité de ces sexualités n'est pas sans risque car les deux grands choix de ces minorités sexuelles sont généralement soit de cacher ces orientations, soit de rejoindre la ville et son anonymat. Ainsi, s'il est ambitieux, le projet du MRJC apparaît pour partie paradoxal, appelant une analyse fine des stratégies de conviction côté MRJC et d'adhésion (capacité à dépasser la peur du stigmat) côté jeunes.

MÉTHODES MOBILISÉES

L'évaluation s'inscrit

- a) dans le *champ théorique de la complexité*
- b) dans une *logique formative et in itinere* correspondant aux indications du FEJ dès lors qu'il s'agit d'un « *dispositif en construction ou co-construction* ».

Ainsi la place de l'évaluateur, moins qu'en surplomb, est d'être aux côtés des acteurs, de produire un *effet-miroir* et d'apprécier les multiples évolutions : celle des acteurs du MRJC, celle des jeunes femmes et LGBTQI+, celle du « grand public » et des scolaires (jeunes et enseignants) sensibilisés lors des situations mises en place, celle des messages sur les réseaux sociaux et plateformes, celle enfin des élites locales (élu-e-s, acteurs associatifs, « entrepreneurs de morale »).

Questions et échanges

Annexe 2

Supports de formation à la réalisation des diagnostics de territoire
pour les sections locales_APDISCRI 2_Décembre 2020



Diagnostic de territoire

Projet MRJC

« Genre et sexualités en milieu rural »

FEJ programme « APDISRI »

Décembre 2020

Diagnostic de territoire (DT)?

- Sur le plan conceptuel, qu'est ce que cette notion recouvre ?

Un diagnostic de territoire vise, à partir d'une **caractérisation d'un ensemble d'éléments qui lui sont propres ou rattachés (ETAPE 1)**, à pouvoir **en apprécier les atouts (ou points forts), les faiblesses (ou points faibles), les opportunités, les menaces (ou risques)** pour les individus, les organisations... qui y vivent, y sont implantés, s'y développent... (on parle souvent de matrice « AFOM » ou « SWOT » en anglais) (ETAPE 2)

L'approche est souvent « orientée » selon une thématique, une approche dite « sectorielle » : diagnostic socio-économique de territoire, diagnostic territorial de santé, diagnostic environnemental Tout dépend du « sujet » auquel on s'intéresse.

- ⇒ Pour le MRJC, sur cette expérimentation, l'idée centrale ici est d'apprécier à partir de ce diagnostic si le territoire - le local, les communautés de sociabilité - représente un facteur majeur ou non dans la production de stigmates ou de discriminations, voire de pressions... à l'encontre des personnes dont l'identité de genre et/ou les orientations sexuelles diffère de l'identité dominante (cisgenre + hétérosexuel). Ce qui suppose une approche nécessairement « croisée » et comparative : territoire et jeunes...

DT : caractérisation (Etape 1)

1. Le Périmètre en question :

De quel territoire parle-t-on ?

Comment le délimiter ? (références administratives ?)

Quelle définition de la ruralité ? (cf. opposition rural / urbain)

=> Définition incontournable et déterminante pour :

- amorcer un travail de caractérisation (recueillir des données, cartographier...)
- analyser... par comparaison dans l'espace (cf. rural / urbain) et dans le temps (cf. c'était mieux avant)

DT : caractérisation (Etape 1)

2. Les données de caractérisation

- **Géographie du territoire** (au sens biophysique) ... données essentielles pour y étudier les conditions d'activités et de vie, les mobilités... : + ou - hostile à la vie humaine...
 - **Démographie du territoire** : + ou - peuplé, + ou - jeune, + ou - « brassé »...
 - **Economie du territoire** : + ou - riche / pauvre (en raison des ressources naturelles, des activités développées...), dynamique de création de valeur et d'emplois, et donc ici + ou - urbain / rural
 - **Sociologie du territoire** : caractérisation selon les grandes variables de la sociologie (âge, genre, statut matrimonial / âge de ma vie, PCS...) : importance + ou - grande du secteur dit « primaire »
- **Focale évidemment sur la jeunesse ou les jeunes**
- Avec une question, pas si simple... : comment définir les jeunes ruraux ?

DT : caractérisation (Etape 1)

➤ Focale évidemment sur la jeunesse ou les jeunes

Comment définir les jeunes ruraux ?

- Des jeunes issus (nés) sur des territoires ruraux et qui y vivent ?
- Des jeunes issus (nés) sur d'autres territoires et qui vivent ou souhaitent vivre sur des territoires ruraux ?
- Des jeunes, quel que soit le type de territoire dont ils sont issus, aspirent à vivre sur des territoires ruraux ?

... avec la nécessaire prise en compte du fait que le temps de la jeunesse est caractérisée par une certaine mobilité (études, stages, expérience de vie à l'étranger, 1ères expériences professionnelles) avant de rechercher et trouver une certaine stabilité sur de nombreux plans (vie personnelle, familiale (se caser), professionnel...).

Cf. référence à la sociologie des âges de la vie : un double passage marque celui de l'adolescence à la vie adulte : de la famille d'origine à celle que l'on se construit (famille dite souvent de procréation) et de l'école à l'emploi. Il y a 4/5 décennies. Jusque fin des années 70 / début des années 80 = double passage qui s'effectuait à peu près dans le même temps vers l'âge de 20/22 ans.... Et aujourd'hui, selon vous ?

DT : caractérisation (Etape 1)

Autres données de caractérisation : liées directement à l'expérimentation et donc au sujet

Quid des **lieux d'information et d'écoute** / des **personnes ou institutions ressources** / des **appuis existants sur le territoire** pour les jeunes (et moins jeunes) en matière de santé, de sexualité, de lutte contre les discriminations... et également de protection (violences en tous genres...)

Quid des **études locales** sur le sujet ?

Quid de données ou études existantes sur les discriminations, les agressions, etc.

Quid également ... des **politiques locales** (inclusives) ?

DT : caractérisation (Etape 1)

Autres données : celles issues de l'observation, du travail de terrain (repérage), du canal WEB...

Référence pouvant être faite ici à la méthode de réflexion et d'utilisation de la doctrine sociale de l'Eglise : VOIR - JUGER - AGIR, utilisée par la JOC notamment.

Cf. par ex:

https://doctrinesocialeeglise.org/IMG/pdf/Methode_DSE_Voir_-_Juger_-_Agir_PPT.pdf

-
-
-

DT : analyse (Etape 2)

L'analyse doit permettre de mettre en exergue (par rapport aux autres territoires ruraux ou urbains...) :

- De ce qui finalement apparaît « commun »
- De ce qui fait « spécificités »

Focales sur ce qui pose problème... et invite à l'action.

=> Utilisation d'une échelle de type Likert maison : ici il fait bon vivre quelle que soit son identité de genre et orientation sexuelle (--- au +++) ?

DT : actions (Etape 3)

C'est le sens même du Diagnostic de Territoire : être utile pour « agir sur ... »

- ▶ ...
- ▶ ...
- ▶ ...

Annexe 3

Diagnostic de territoire – section locale des Deux-Sèvres

Diagnostic de territoire En Bocage Bressuirais « Genre et Sexualité en Milieu rural »



Action menée par une équipe de jeunes du MRJC Deux-Sèvres
Dans le cadre du projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » porté par le MRJC

-Février 2022-

Au départ, plusieurs jeunes de la section MRJC des Deux-Sèvres se questionnent sur la place que nous laissons au sujet « genre et sexualité » dans notre société ainsi que dans nos territoires ruraux :

- Pourquoi cette thématique « genre et sexualité » est compliquée à aborder et parfois taboue dans notre société ?
- Que pensent les jeunes et les habitant·e·s de notre territoire sur ces sujets ?
- Pourquoi des jeunes se sentent discriminés concernant leurs orientations sexuelles ?
- Quelles actions pourrait-on proposer à ces sujets ?

Puis, un constat est fait : celui qu'il n'existe sur le territoire du Bocage Bressuirais, ainsi que dans les territoires alentours de la Gâtine et du Pays Thouarsais, aucune association ni espace dédié aux personnes LGBT et très peu autour du genre et des sexualités de manière générale. A travers différentes actions menées durant l'année 2019-2020 (Assemblée libre des jeunes, divers débats), les membres de notre association ainsi que les jeunes participant à nos actions ont pu nous partager les difficultés rencontrées autour de ces thématiques. Nous avons donc identifié un manque de sensibilisation, d'accompagnement et d'écoute autour de ces questions chez les jeunes de notre territoire.

Nous avons donc décidé de réaliser un diagnostic sur le territoire du Bocage Bressuirais autour des « genre et sexualité en milieu rural ». Ce projet n'est pas une fin en soi, il est pour nous un moyen d'ouvrir le dialogue sur ces sujets tout en observant le monde qui nous entoure pour nous permettre ensuite de proposer à notre échelle des espaces de paroles, d'écoutes et des actions répondant aux besoins identifiés. Nous voulons également transformer la parole ainsi recueillie en un plaidoyer pour interpeller les structures partenaires ainsi que les politiques locales sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des besoins des jeunes à ces sujets.

Ce document présente donc les résultats du diagnostic réalisé au cours de l'année 2021 et les recommandations que nous en tirons.

Note sur l'usage de l'écriture inclusive

En français dit « classique », le neutre est souvent représenté par le genre masculin. Cela ne permet pas de représenter les femmes et les personnes non-binaires dans le discours. Or, les travaux de recherche sur la ruralité s'intéressant déjà assez peu à ces genres, dans notre document au sujet du genre en milieu rural traitant d'identité, d'égalité et de discriminations, il nous semblait primordial de les rendre visibles.

Dans un souci d'égalité et d'inclusion, nous avons donc choisi d'utiliser l'écriture inclusive, comme c'est d'ailleurs le cas dans la plupart des documents publiés par le MRJC. Plusieurs possibilités existent : utilisation du mot féminin puis masculin, utilisation de points médians ou autres signes typographiques permettant de séparer deux accords, utilisation de parenthèses pour les accords féminins, utilisation de mots épiciens, utilisation de néo-accords et néo-pronoms. Ces solutions présentent toutes des avantages et inconvénients dans la fluidité de la lecture, l'accessibilité et dans la visibilisation des genres. L'utilisation de mots épiciens et du point médian reste la meilleure solution que nous ayons trouvée et il s'agit de celle la plus répandue dans la communauté francophone.

Remerciements

Nous remercions tout d'abord l'ensemble des répondant·e·s à l'enquête et les jeunes ayant accepté de participer aux entretiens. Merci M., C., C., M., G., E., P., pour la confiance accordée et les témoignages précieux.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers les partenaires, notamment les structures de jeunesse et établissements scolaires, ainsi qu'à toutes les personnes ayant relayé l'enquête auprès des jeunes du territoire.

Pour leurs précieux conseils, les réflexions qu'il·elle·s ont permis de faire naître ou de nourrir, nous remercions l'ensemble des intervenant·e·s et formateur·ice·s qui ont pris part aux ateliers organisés par le MRJC dans le cadre du projet « Genre et sexualités en milieu rural ». Nous souhaitons en particulier adresser notre reconnaissance à Juliette et Samia de l'association Lallab, Stéphane du centre LGBTI de l'Anjou, Noella @nos alliés les hommes et Clément Reversé.

Nous remercions François Morlet pour l'accompagnement et les conseils dont nous avons pu bénéficier pour mener ce diagnostic.

Nous tenions également à remercier tout particulièrement les permanent·e·s MRJC nationaux pour le suivi global du dossier et sans qui ce projet n'aurait pas pu voir le jour.

Enfin, la réalisation de ce diagnostic de territoire n'aurait pas été possible sans le soutien financier ou matériel de :



Table des matières

Edito	2
<i>Note sur l'usage de l'écriture inclusive</i>	2
Remerciements	3
Table des matières	4
Le Contexte	5
Le MRJC : Qui sommes-nous ?	5
Notre territoire : Zoom sur le Bocage Bressuirais	6
Un territoire rural industriel et agricole	6
Un territoire identifié comme vulnérable	7
La population cible : les jeunes de 14-30 ans en Bocage Bressuirais	8
Les lieux ressources « Genre et sexualité » sur le territoire	9
Les espaces dédiés à la jeunesse	9
Les espaces de santé sexuelle	10
Les associations féministes et LGBTQIA+	10
L'enquête	12
La démarche	12
Libérer la parole et expérimenter	12
Le processus d'élaboration de l'enquête	12
Contexte de diffusion de l'enquête et sélection pour les entretiens	14
Les résultats de l'enquête	15
Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais	15
Les sources, espaces d'informations et de prévention	23
Les pressions sociales autour de la sexualité vécues par les jeunes	31
L'expérience des discriminations	36
Les résultats en bref	42
Les suites : préconisations et actions envisagées	44
Ce que nous souhaitons mettre en place en tant que MRJC	44
Ce que nous aimerions qu'il soit mis en place sur le territoire	45
Glossaire	47
Bibliographie	49

Le Contexte

Le MRJC : Qui sommes-nous ?

Ce projet de diagnostic de territoire en Bocage Bressuirais « Genre et Sexualité en Milieu Rural » est porté par une équipe de cinq jeunes de la section Deux-Sèvres du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne.

Le MRJC est une association qui œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux. Elle propose aux jeunes ruraux·ales de se réunir en équipe à l'échelle d'une ou plusieurs communes afin d'agir ensemble sur leur lieu de vie. Les actions passent ainsi par des fêtes de village, des échanges internationaux, de l'accompagnement à l'installation agricole, des festivals... Le MRJC organise également tout au long de l'année des séjours éducatifs, des formations à l'animation pour expérimenter l'autonomie et la vie en groupe. Il propose aussi des formations et espaces d'échanges sur différents sujets de société (égalité, culture en milieu rural, laïcité...). Entièrement géré et animé par des jeunes de 13 à 30 ans, le MRJC constitue une expérience d'engagement et de citoyenneté. En permettant aux jeunes d'être acteur·trice·s de l'association et des projets mis en place, le MRJC est un outil d'émancipation et de transformation de la société¹.

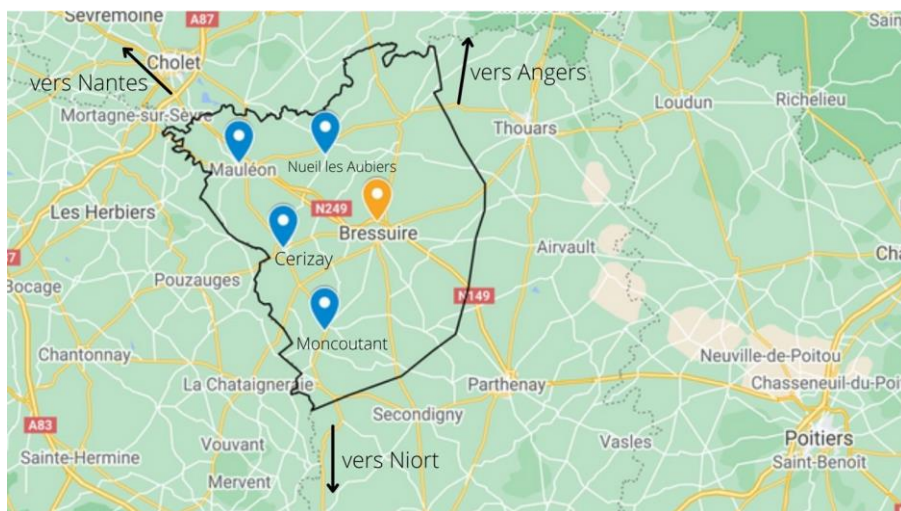
Depuis 2019, Le MRJC est engagé dans le projet « Genre et sexualités en milieu rural ». Plusieurs raisons ont motivé l'ouverture de ce dossier au niveau national. En tant que mouvement d'éducation Populaire, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole, faciliter l'entraide et la socialisation. En tant que mouvement de jeunes, nous voulons proposer des espaces de formation et de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun·e. En tant que mouvement rural, nous souhaitons contribuer à créer des espaces ruraux ouverts et accueillants. En tant que mouvement d'action catholique et mouvement d'Eglise nous voulons permettre de prendre le temps de se questionner sur le sens de nos actes et actions. Dans les différents territoires sur lesquels le projet s'est implanté ou essaimé, il prend différentes formes : diagnostics de territoire, débats, recueil de témoignage, campagnes de communication, rencontres nationales, espaces de formations et de d'échanges, week-ends de sensibilisation et de découverte, réalisation de projets pédagogiques, création de modules de formation et de sensibilisation.

Dans les Deux-Sèvres, le projet s'est principalement concentré sur les années 2020-2021 et se poursuit en 2022. En 2020-2021, nous avons réalisé un diagnostic de territoire comprenant une enquête avec un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs auprès de jeunes âgés de 14 à 30 ans résidant sur le territoire, l'organisation un week-end de formation et de réflexion autour des questions « être allié·e des luttes féministes, LGBT et anti-racistes » ainsi qu'une dynamique de débats « genre et sexualité en milieu rural » avec une première après-midi début 2020, reprise fin 2021 lors d'une soirée. En 2022, il s'agit de la phase de rédaction du diagnostic, la formulation de nos recommandations et de leur restitution. Cette année, est également prévue plus riche en actions avec la programmation de soirée débat plus régulières, d'une conférence et d'un ciné-débat.

¹ Site internet du MRJC <https://www.mrjc.org/mrjc/>

Notre territoire : Zoom sur le Bocage Bressuirais

Le Bocage Bressuirais est une région naturelle de France, située dans la région Nouvelle Aquitaine, au nord-ouest du département des Deux Sèvres. En 2018, le territoire comptait un peu moins de 74000 habitants². Ce territoire a pour particularité de voir sa population augmenter au cours des dernières décennies.



Le Bocage Bressuirais correspond également à un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunal) : « l'agglomération », qui compte 33 communes pour une superficie de 1378,76 km². Ce territoire est organisé autour d'une ville centrale : Bressuire et de plusieurs petits pôles urbains : Mauléon, Cerizay, Moncoutant-sur-Sèvre et Nueil-les-Aubiers.

Il s'agit d'un territoire rural, situé en périphérie des grandes agglomérations de la région Nouvelle Aquitaine (Poitiers, Niort, La Rochelle) et à l'écart des infrastructures. Il se situe à proximité de la région Pays de la Loire (Cholet, Nantes et Angers). Il a d'ailleurs été observé que 56 % des flux domicile-travail sortants sont dirigés vers la Région Pays de la Loire³.

Un territoire rural industriel et agricole

La ruralité caractérise ce territoire avec la présence d'usines « à la campagne », le poids de l'agriculture et de l'industrie y étant prégnants. Selon la géographe Marjolaine Gros-Balthazard, le Bocage Bressuirais est un territoire « néo-industriel », c'est-à-dire qu'il n'était pas parmi les plus industriels en 1975 mais l'était en 2012 en termes d'emploi⁴. Elle montre que le maintien de l'emploi industriel y est largement endogène, lié à la présence d'un tissu local d'entreprises qui parviennent à réemployer les salariés faiblement qualifiés lors de la fermeture d'un site. En effet, on y compte un réseau de 5700 PME dans divers domaines d'activité : agro-alimentaire, construction, mobilier,

² Selon le rapport de l'Insee, séries historiques du RP, exploitation principale, 2018.

³ Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

⁴ Marjolaine Gros-Balthazard, « À la découverte des territoires néo-industriels français », *Géoflèches*, décembre 2019.

automobile qui cohabitent avec un réseau dense de TPE (très petites entreprises)⁵. La proportion d'ouvriers est 1,5 fois plus importante dans le Bocage Bressuirais que dans la population générale française et il s'agit de l'un des 5 bassins les plus industriels de la région Nouvelle Aquitaine en prenant en compte l'emploi généré par ce secteur.

Le territoire compte également trois fois plus d'agriculteur·ices que dans la population française⁶. En effet, parmi les 15 ans et plus, 3 % de la population est agriculteur·ice exploitant contre 0,8 % dans la population française globale.

Chez les actif·ve·s, les femmes appartiennent majoritairement à la catégorie des employées et les hommes sont majoritaires chez les ouvriers et les agriculteurs.

Sur les communes de Cerizay, Bressuire et Nueil-Les-Aubiers, on observe une part importante de populations issues de l'immigration⁷. Ces populations occupent majoritairement des emplois ouvriers précaires. Cette situation génère des problématiques d'insertion professionnelles et de logements.

Un territoire identifié comme vulnérable

Selon les critères de vulnérabilité définis par la région Nouvelle Aquitaine dans sa politique de soutien financier, le Bocage Bressuirais est qualifié de « territoire plus vulnérable » (il s'agit du niveau de vulnérabilité le plus élevé) et ce dans les quatre critères (le revenu des ménages, l'emploi et le marché du travail, le niveau de formation de la population, la démographie et l'accessibilité aux services de la vie courante) en comparaison avec les autres communautés d'agglomération de la région. Ainsi, ce territoire bénéficie du soutien de la région pour plusieurs projets afin de redynamiser et rendre plus attractif ce territoire. Les politiques jeunesse y ont été appuyées notamment par la région ainsi que par un PIA (programme d'investissement d'avenir) dont l'association BOGAJE (Bocage Gâtine Jeunesse) a été lauréate afin d'entretenir le dynamisme et l'attractivité du territoire.

Malgré des politiques en faveur du développement durable et le développement de modes de transports collectifs (réseau de bus Tréma à l'échelle de l'agglomération, réseau de bus et trains régionaux avec un pôle multimodal à la gare de Bressuire), le « mode routier » est largement prédominant sur le territoire du Bocage Bressuirais. En matière de déplacements domicile-travail, c'est presque 85% des actif·ve·s qui utilisent une voiture. Cela s'explique notamment par le fait que certaines communes restent très largement isolées, en particulier pour les plus jeunes habitants qui ne possèdent pas de voiture. Cela crée des difficultés pour rejoindre des jeunes quels que soient les types d'actions et d'acteurs qui les proposent. En effet, malgré quelques dispositifs mis en place, l'utilisation de deux-roues ou de vélo et trottinettes, les jeunes sont peu mobiles lorsque l'on prend en compte l'étendue du territoire. Ils dépendent de leurs parents ou des transports en commun quasi inexistant mis à part les transports scolaires dans les zones les plus rurales. Il s'agit de l'une des problématiques les plus importantes vis à vis de ce public sur le territoire.

⁵ Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

⁶ Selon le rapport de l'Insee, RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021.

⁷ Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

La population cible : les jeunes de 14-30 ans en Bocage Bressuirais

Selon L'INSEE, en 2018, les 15-29 ans représentaient 10 505 personnes, soit 14,2% de la population du territoire (contre 17,5% en moyenne en France)⁸. Cette population se divise en 5 432 hommes pour 5 074 femmes, avec 2 854 personnes âgés de 15-17 ans, 4 264 personnes âgés de 18-24 ans et 3 388 personnes âgées de 25-29 ans.

Chez les 15-24 ans, 53% sont sans activité professionnelle (dont les élèves et étudiants), 24,4% sont ouvriers et 12,6% sont employés. Chez les 15-17 ans, 95,9 % sont scolarisés, 33,4% chez les 18-24 ans et 2,3% chez les 25-30 ans.

Le faible taux de scolarisation des + de 18 ans s'explique par la faible proposition de formations post bac, les jeunes souhaitant poursuivre des études plus longues quittent pour la plupart le territoire. En effet, le Bocage Bressuirais compte 10 collèges avec des classes de la 6ème à la 3ème (2 à Bressuire, 2 à Argentonay, 2 à Moncoutant, 2 à Cerizay, 1 à Mauléon, 1 à Nueil-les-Aubiers), 3 lycées généraux et professionnels (2 à Bressuire et 1 à Mauléon du CAP au BTS), 1 lycée agricole (Bressuire du CAP à la licence pro), 5 MFR (Moncoutant, Mauléon, Argentonay et 2 à Bressuire de la 4ème au BTS). Ainsi, les cursus post-bac sur le territoire se limitent à des formations offrant un diplôme bac+2 à bac+3, dans un nombre limité de filières (agricole, gestion et comptabilité, services, commerce et informatique).

Ces 10 dernières années, deux enquêtes se sont intéressées aux jeunes du Bocage Bressuirais. Elles ont été réalisées par Jeudevi, dans le cadre de l'Observatoire de la jeunesse permettant de définir des axes pour les politiques jeunesse sur le territoire⁹. Une première enquête est réalisée en 2013 et la seconde en 2021.

⁸ Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

⁹ « Un projet de territoire jeunesse en bocage bressuirais », Jeudevi, mai 2013.

Les lieux ressources « Genre et sexualité » sur le territoire

Dans notre démarche de diagnostic, un des axes que nous avons retenus est d'identifier des problématiques qu'entraînent les inégalités d'accès aux services de prévention et d'informations et à la rareté des dispositifs pour lutter contre les violences et les discriminations liées à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle chez les jeunes du territoire, ainsi que connaître les attentes et les besoins des jeunes sur ces sujets. Pour cela, nous avons commencé par lister les quelques lieux ressources qui ont été identifiés sur le territoire et dans les territoires voisins. Comme nous le verrons par la suite dans les résultats de notre enquête, ces lieux ne bénéficient pas tous de la même visibilité entraînant parfois une méconnaissance de la part du public interrogé et donc une inégalité dans leur taux d'utilisation.

Les espaces dédiés à la jeunesse

A Bressuire, deux espaces sont consacrés aux jeunes et constituent des lieux d'information non spécialisés au sujet du genre et de la sexualité.

- **La cité de la jeunesse et des métiers.** Elle regroupe depuis son ouverture au public le 1^{er} septembre 2021 en un même lieu : Maison de l'emploi, Mission locale, Bureau d'Information Jeunesse favorisant la concertation et une plus grande transversalité entre les différentes structures et dispositifs d'accompagnement des jeunes¹⁰. Ce lieu s'adresse aux 11-30 ans et à leurs encadrants (parents et professionnels). Ce lieu se veut être accessible pour tou-te-s, gratuitement, sans condition et sans rendez-vous (hors période de restriction sanitaire). Un espace documentaire permet de trouver des ressources notamment au sujet de la santé avec quelques ressources de prévention autour de la sexualité. Ce lieu est également pensé comme central au cœur d'un maillage du territoire avec un réseau de Référents Jeunesse au sein d'antennes locales qui sont des professionnels auxquels les jeunes peuvent s'adresser sur les sujets du genre et de la sexualité et qui peuvent les réorienter vers d'autres professionnels si besoin. Le MRJC est un acteur partenaire impliqué dans le réseau des référents jeunesses.

Ce lieu est plutôt bien identifié par les jeunes au vu de la fréquentation quotidienne élevée entre septembre et décembre 2021. Cependant, son ouverture récente et la cohabitation de divers services ne permet pas encore de mesurer le réel impact de ce lieu pour le sujet qui nous intéresse au moment de la rédaction du diagnostic.

- **La maison des Adolescents à l'Agora-MDA à Bocapole.** Centre de prévention et de planification familiale confidentiel et gratuit, ouvert aux 11-25 ans et à leur famille avec des permanences de professionnels de santé et social (lieu d'accueil, d'écoute, de consultation, de prévention, d'accompagnement) : une assistante sociale, une conseillère conjugale et familiale, une éducatrice spécialisée, une infirmière, une psychologue ou encore une sage-femme¹¹.

¹⁰ Site internet de l'Agglo2B, <https://www.agglo2b.fr/12-social/jeunesse/964-cite-de-la-jeunesse-des-metiers>

¹¹ Site internet du département des Deux-Sèvres, <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenfance-et-la-famille/la-maison-de-ladolencece-ecoute-et-information-pour-les-jeunes>

Ce lieu est relativement bien connu et identifié mais il est excentré par rapport aux établissements scolaires ce qui rend la venue des jeunes complexe, notamment pour ceux qui ne souhaitent pas parler de ces sujets avec leurs parents. De plus, mis à part le mercredi après-midi, les horaires d'ouverture sont celles sur les plages horaires dédiées aux cours pour les lycéens et les collégiens, ce qui représente parfois un frein.

Les espaces de santé sexuelle

Les professionnels de santé constituent également des personnes ressources. Deux réseaux sont mobilisés sur le territoire :

- **L'unité C.A.S.C.I.S** (Centre d'Accueil et de Soins pour la Contraception, l'IVG et la Sexualité) au sein du service Femme-Mère-Enfant de l'hôpital Nord Deux-Sèvres : consultations gynécologiques gratuites pour les mineures, des consultations pour des contraceptions d'urgence, des dépistages des infections sexuellement transmissibles (dépistages réalisés sans rendez-vous au CEGIDD en centre-ville de Bressuire le lundi et le mercredi), des consultations pour des IVG ainsi que l'hospitalisation pour des IVG¹². Les consultations pour les IVG ont lieu à l'hôpital de Faye l'Abbesse qui est excentré et peu accessible autrement qu'en voiture (quelques bus dans la journée le desservent depuis Bressuire) et dans le réseau de la médecine de ville.

- **Le réseau des médecins et sage-femmes libéral.** Selon l'observatoire régional de la santé, la densité de médecins généralistes libéraux est plus faible sur le territoire en comparaison à l'ensemble de la France tandis que la densité de sage-femme est plus élevée que dans le reste du pays (9 sage-femmes recensées sur le territoire)¹³.

Aucun gynécologue libéral n'est recensé sur le territoire. Les plus proches se trouvent dans les territoires voisins à Thouars, Parthenay, Cholet ou Niort.

Les sage-femmes semblent être des professionnelles plutôt bien identifiées sur le territoire et sont reconnues par les jeunes pour leur travail de qualité. En effet, trois jeunes avec lesquels nous nous sommes entretenus nous ont fait part de bonnes expériences lors de consultations avec des sage-femmes et préfèrent leur approche à celle des gynécologues pour les conseils à propos de contraception.

Les associations féministes et LGBTQIA+

Sur le territoire du Bocage Bressuirais, il n'existe aucune association dont le but premier est de défendre, accompagner ou informer les femmes et/ou les personnes LGBT+ de leurs droits ou d'organiser des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes. Seules quelques permanences autour des thématiques de violences faites aux femmes sont assurées par des associations d'envergure nationale mais la plupart du temps, il faut se rendre dans les villes les plus proches pour les rencontrer.

- **L'association du Planning Familial des Deux-Sèvres** (association d'écoute, de prévention et d'éducation populaire pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, à l'avortement, à

¹² Site internet Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres, <https://www.chnds.fr/Planning-familial/5/13/17>

¹³ Contrat Local de Santé, Bocage Bressuirais, Observatoire Régional de la Santé, juin 2020.

l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et combat toutes formes de violences et de discriminations) est présente à Niort. Dans le Nord Deux-Sèvres, l'association anime un groupe de parole pour les femmes victimes de violence un samedi par mois à Parthenay¹⁴.

- **Association Impulsions Femmes** créée par le Planning Familial des Deux-Sèvres, agit en faveur de l'égalité femmes-hommes par le biais de proposition culturelles, notamment par l'organisation d'un festival chaque année à Niort, aux alentours de Niort, ainsi que quelques propositions dans le Nord Deux-Sèvres¹⁵.

- **Le CIDFF 79** : association ayant pour but l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des femmes victimes de violences sexistes¹⁶. Le siège se trouve à Niort avec quelques permanences à Bressuire, Parthenay et Thouars.

- **Des centres LGBTI** (lieu d'accueil, d'écoute, d'information au service des personnes LGBTI) sont implantés dans les préfectures des départements voisins : Centre LGBTI du Poitou (regroupement d'associations LGBTI à Poitiers dans le département de la Vienne), Centres LGBT Adheos (association ayant plusieurs locaux de permanence à Angoulême en Charente, Saintes et la Rochelle en Charente-Maritime), Centre LGBTI+ Quazar (à Angers dans le Maine-et-Loire avec une permanence un mercredi par mois à Cholet), Centre LGBT de Vendée (La Roche sur Yon), Centre LGBTQI+ Nosig (Nantes, Loire-Atlantique).

- **A Poitiers, diverses associations ou collectifs féministes et LGBT** sont actifs : les Ami.e.s des femmes de la Libération (aide les femmes victimes de la traite humaine et/ou contraintes à la prostitution), Collectif Soror Poitiers (collectif féministe, intersectionnel et inclusif), Les insolent.E.s (collectif féministe, queer, non mixte), Volar (association qui défend l'égalité femme/homme et les différentes identités, vise à la sensibilisation, à la réflexion et à l'intervention autour des thématiques de l'égalité homme-femme et de la question du genre), le collectif du 8 mars (collectif réunissant des partis politiques, des syndicats et plusieurs associations et collectifs féministes poitevins, organise des événements autour des luttes féministes, notamment la journée internationale du droit des femmes qui a lieu le 8 mars).

- De nombreuses **associations et collectifs féministes et LGBT** sont également actifs à Nantes.

- **Des collectifs de colleur·euse·s féministes et contre les violences faites aux femmes** mènent des actions à Niort, Cholet, Poitiers, Nantes et Angers pour les plus proches.

¹⁴ Site internet de l'association Planning familial, <https://www.planning-familial.org/fr/le-planning-familial-des-deux-sevres-79>

¹⁵ Site internet de l'association impulsions femmes, <https://www.impulsionsfemmes.fr/>

¹⁶ Site internet du CIDFF, <https://fncidff.info/cidff-des-deux-sevres>

L'enquête

La démarche

Libérer la parole et expérimenter

A travers ce projet de diagnostic de territoire, nous souhaitons avant tout accorder une grande place aux récits des jeunes du territoire sur leurs vécus et leurs sentiments aux sujets du genre et des sexualités. En effet, il est rare que des espaces permettant de libérer la parole sur ces thématiques soient mis en place et il est encore plus rare que ce soient des jeunes ruraux qui s'en saisissent. Nous partons du principe que si les faits peuvent être vérifiés de manière objective, les ressentis liés à une expérience sont propres à chacun·e et ne peuvent pas être remis en cause. L'écoute est donc le meilleur outil pour essayer de les comprendre. Les paroles recueillies dans cette enquête sont uniques et constituent donc en cela une richesse.

Nous avons pleinement conscience que la démarche entreprise pour la réalisation de cette enquête revêt un caractère d'amateur·ice. Elle comporte de nombreux biais dont nous avons plus ou moins pu identifier l'ampleur, tant dans la méthode d'élaboration du questionnaire, la manière dont nous avons mené les entretiens, que dans la méthode d'analyse des résultats. Même si nous n'avons pas les moyens de le vérifier, une majorité des répondant·e-s, s'intéressent déjà sûrement plus profondément à ces sujets pour avoir eu envie de consacrer du temps à l'enquête, ce qui pourrait créer une tendance dans les réponses qui ne refléteraient pas la réalité.

Notre démarche vise avant tout à aller à la rencontre d'autres jeunes, de confronter nos points de vue et surtout d'expérimenter en réalisant un projet collectif. En effet, la pédagogie du MRJC en tant que mouvement d'éducation populaire repose sur l'expérimentation, le Voir-juger-agir.

Ainsi, notre ambition n'est pas de réaliser une étude sociologique avec une méthode scientifique. Pour autant, nous avons souhaité rendre notre parole crédible pour qu'elle puisse avoir l'impact que nous lui destinons, nous ne voulons pas faire dire à notre enquête ce qu'elle ne dit pas. Aussi, nous nous efforcerons d'explicitier dans les lignes qui suivent les différentes étapes du processus qui nous a permis d'arriver aux résultats présentés et d'être honnête quant aux limites que nous avons identifiées. Par la suite, nous comparerons nos résultats à des études nationales réalisées par des professionnels, lorsqu'elles existent, pour éclairer nos analyses et nous prendrons soin de clarifier ce qui relève alors davantage de nos intuitions.

Le processus d'élaboration de l'enquête

Afin de recueillir un maximum des données sur les jeunes du territoire nous avons réalisé une enquête. Elle se divise en deux volets : un volet « questionnaire » et un volet « entretiens ».

Le questionnaire a pour avantage de garantir l'anonymat des répondant·e-s parfois mineur·e-s, ce qui encourage un plus grand nombre de personnes à répondre. Même si l'honnêteté ne peut pas être vérifiée à 100%, cette méthode permet en théorie de recueillir des réponses plus sincères car les répondant·e-s n'ont pas à affronter le regard de la personne menant l'enquête sur des sujets parfois très personnels. Les personnes peuvent également choisir le moment et l'endroit selon leurs préférences pour répondre. Cependant, les questionnaires ne permettent pas de saisir certains

aspects émotionnels des répondant·e·s. Le nombre et la longueur des questions doivent être limités pour ne pas décourager les enquêtés ce qui empêche d'approfondir tous les aspects des sujets. De plus, la forme du questionnaire peut poser des problèmes de compréhension en l'absence d'un interlocuteur qui l'explique et qui s'assure que chacun ait saisi le sens des questions de la même façon.

C'est pourquoi, nous avons dès le départ décidé de compléter les résultats du questionnaire par des entretiens semi-directifs avec des jeunes volontaires du territoire.

Pour commencer, nous avons sélectionné les grandes thématiques que nous voulions aborder dans l'enquête et ce que nous voulions connaître :

- Les personnes LGBT (nombre de personnes LGBT et leur répartition sur le territoire)
- Savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité
- Les personnes ressources, les cours d'éducation sexuelle et la prévention (est ce que les jeunes ont des personnes à qui parler de ces sujets ? Est-ce que l'école est un vecteur d'informations, est ce que les professeurs sont perçus comme des personnes ressources ? En dehors de l'école, où et auprès de qui les jeunes s'informent ?)
- La contraception (quels moyens de contraception sont utilisés par les jeunes du territoire ? Où peuvent-ils s'en procurer ?)
- Les discriminations et les pressions sociales (Les jeunes du territoire ressentent-ils des pressions sociales à être en couple, à avoir une sexualité (première fois, régulière, par amour) ? Ont-ils subi ou ressentent-ils des discriminations en raison de leur genre ou de leur sexualité ? Ont-ils ou pensent-ils avoir déjà discriminé ? Ont-ils déjà aidé une personne victime de discrimination ?)
- Le consentement (Savoir à quoi jeunes du territoire pensent quand on parle de consentement)

Ensuite, nous sommes passés à l'écriture du questionnaire. Lors de la première étape, nous avons rédigé 42 premières questions (31 QCM, 4 réponses courtes, 7 réponses longues) réparties en 8 catégories (questions générales à propos de toi, qu'est-ce que le genre et la sexualité selon toi, les espaces d'information sur le genre et la sexualité, questions à propos de ta sexualité et des types de relations, les contraceptions et moyens de protection, les discriminations, les actions auxquelles tu aimerais participer ou mettre en place suite à ce questionnaire). Puis, nous les avons fait relire à un échantillon de personnes pour éliminer des problèmes de formulation et de compréhension. Enfin, nous avons sélectionné 31 questions (26 QCM, 3 réponses courtes et 2 réponses longues) pour le questionnaire et avons choisi de garder les autres pour les entretiens. Pour le questionnaire, nous avons privilégié les QCM afin de faciliter le traitement des réponses et ne pas décourager les répondant·e·s avec un questionnaire qui serait trop long. Nous avons cependant laissé des champs libres « autre » pour beaucoup de questions afin de laisser la possibilité de saisir des identités dont nous n'aurions pas connaissance. Ainsi, la catégorie « qu'est-ce que le genre et la sexualité selon toi » a été retirée du questionnaire et nous ne l'avons gardé uniquement pour les entretiens. Nous avons récolté des témoignages supplémentaires pour cette thématique lors de l'organisation de la soirée débat en octobre 2021.

Contexte de diffusion de l'enquête et sélection pour les entretiens

Notre enquête a été élaborée et diffusée dans un contexte particulier : la pandémie de covid-19. Ainsi, pour la diffusion du questionnaire nous avons privilégié le format numérique en ligne. Nous avons choisi le logiciel « framaforms » qui a pour avantage d'être un logiciel libre, gratuit et garantissant ne pas récolter les données personnelles. L'enquête a été partagée sur les réseaux sociaux du MRJC 79 (facebook, instagram, listing mail) ainsi qu'auprès des partenaires au contact des jeunes du territoire (MFR, collègues, lycées, référents jeunes du territoire).

Le questionnaire a été diffusé en mai 2021 avec une première vague de réponses au cours des mois de mai à juin. Nous avons alors obtenu 64 réponses. Cependant, cette première salve ne nous semblait pas suffisante car la majorité des répondant·e·s étaient alors des jeunes âgés de 18 à 30 ans. En effet, nous passons à côté des moins de 18 ans qui constituent une part importante des jeunes résidant sur le territoire et qui selon nous constitue une population qui doit être ciblée dans les actions concernant le genre et la sexualité. Cela s'explique par une diffusion trop tardive auprès des établissements et trop proche des examens de la fin de l'année scolaire qui n'a pas permis une diffusion optimale auprès des élèves. Nous avons donc choisi d'effectuer une seconde campagne de diffusion auprès des partenaires en septembre 2021 qui a permis de récolter 69 nouvelles réponses, en majorité des jeunes collégiens et lycéens.

Lors de la clôture du questionnaire au 27 septembre 2021, nous avons donc obtenu 133 réponses. Parmi les répondant·e·s au questionnaire, nous observons une forte proportion de femmes et une faible proportion d'hommes : 60 % de notre panel de répondant·e·s sont des femmes et 36% sont des hommes. Or, selon l'INSEE sur la population du Bocage Bressuirais, les femmes représentent 48,3% des 15-29 ans et les hommes 51,7%. Cela induit donc un biais dans nos réponses car nous avons une surreprésentation des femmes par rapport à la population générale, surtout pour la tranche d'âge 19-24 ans.

L'échantillon des réponses obtenues ne correspond pas à la méthode des quotas permettant l'inférence statistique. Ainsi, les résultats n'ont pas vocation à être généralisés à l'ensemble du département des Deux-Sèvres.

Dans le questionnaire, la dernière question proposait de laisser ses coordonnées pour participer à un entretien. Douze répondant·e·s souhaitaient être recontacté·e·s et l'ont été fin septembre 2021. Finalement, sept personnes ont accepté de réaliser un entretien. Il s'agit de personnes âgées de 17 à 30 ans, 3 femmes, 1 homme et 2 personnes non-binaires, tous·tes relativement proches du MRJC.

Afin de respecter l'anonymat des personnes ayant accepté de témoigner, nous n'avons fait apparaître ni leur prénom, ni un prénom d'emprunt. Lorsque des extraits d'entretiens sont cités, nous avons choisi de mentionner leur genre, leur orientation sexuelle et leur âge déclarés en début d'entretien, qui nous semblaient être les informations principales pour comprendre d'où parlent ces personnes.

Les résultats de l'enquête

Les résultats de l'enquête sont présentés selon 4 axes qui correspondent aux thématiques explorées dans le questionnaire et les entretiens : les identités de genre et d'orientation sexuelle, les espaces et les sources d'information et de prévention, les pressions sociales et les discriminations.

Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais

Concernant les identités, nos objectifs étaient de chercher à quantifier le nombre de jeunes LGBT sur le territoire et de savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité. Ainsi, les réponses à l'enquête nous permettent de dégager 4 axes pour dresser cette « fresque des identités » : le genre, l'orientation sexuelle, les types de relations affectives qu'entretiennent les jeunes et le ressenti des jeunes autour de l'absence de sexualité.

Afin de rendre visible le large panel des identités de genre, de sexualités et de types de relations que vivent les jeunes du territoire, nous utilisons un vocabulaire parfois méconnu en dehors de la communauté LGBTQIA+. Afin de fluidifier la lecture, nous avons choisi de placer les définitions de ces mots dans un glossaire à la fin du dossier.

Le genre, entre éducation et autodétermination

Le genre est une notion complexe tant sa construction est ancienne et dans la manière dont elle permet aujourd'hui d'organiser la société. Sa définition est donc profondément liée aux contextes dans lesquels elle est employée. Il convient donc tout d'abord de présenter celle que nous retiendrons ici.

La définition du dictionnaire Larousse du mot "Genre" dans le domaine de la sociologie est la suivante : concept qui renvoie à la dimension identitaire, historique, politique, sociale, culturelle et symbolique des identités sexuées¹⁷. Cette notion récente est en constante évolution.

Ici, il s'agit bien de la dimension identitaire que nous explorerons, même si elle est intrinsèquement liée aux autres aspects qui la composent. Selon un lexique réalisé par le planning familial, l'identité de genre est expliquée comme ceci : « Femme, homme, non-binaire, de genre fluide, etc... C'est le genre auquel on se sent appartenir, l'identité dans laquelle on se perçoit : une question de ressenti. Par rapport au genre qui nous a été assigné, on peut se sentir en conformité ou non. Notre identité de genre n'est pas forcément visible »¹⁸.

Comme nous invitent à le faire ces définitions, nous partons donc du principe que l'identité de genre d'une personne est auto-déterminée. C'est pourquoi dans notre questionnaire nous avons élargie le panel des propositions au-delà de "homme" et "femme" et nous avons laissé un champ libre "autre". Lors des entretiens, nous accordions une écoute attentive aux réponses concernant l'identité de genre à laquelle s'identifient les personnes interrogées. Certains jeunes nous ont ainsi donné leur conception du mot genre et de l'évolution de ce concept. Même si tous-tes ne le formule pas de la

¹⁷ Dictionnaire Larousse en ligne, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/genre/36604>, consulté le 15/02/2022.

¹⁸ *Sexe, genre, orientation sexuelle ... Quelques éléments de définition*, Commission déconstruction de l'hétéronormativité, Association Planning Familial, mai 2015.

même manière, une attention est portée à l'éducation, au sexe assigné à la naissance ainsi qu'au ressenti propre à chacun·e :

« Pour moi on n'éduque pas de la même manière un petit garçon qu'on éduque une petite fille, que ça soit dans le foyer familial ou que ça soit à l'école. Il y a quelques années ce n'est pas ça qu'on utilisait comme terme, c'était le sexe. Je trouve que sexe c'est encore plus orienté homme ou femme, il n'y avait pas la possibilité je trouve avant de pouvoir être ni l'un ni l'autre et puis il y a des gens qui n'ont pas envie de se dire qu'ils sont homme ou femme et peut-être qu'on n'est pas tous vraiment des hommes ou des femmes mais bon ça c'est peut-être une autre question. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

« Je dirais que c'est comment on se sent être : femme, homme, fille, garçon. On peut aussi ne se sentir ni un homme, ni une femme, C'est relié à l'identité, pas au sexe physique. Ce n'est pas inné, ça peut changer. Au début, je pensais que c'était relié au sexe, aujourd'hui je pense que c'est devenu « comment on se sent être », que le sexe est différent du genre. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

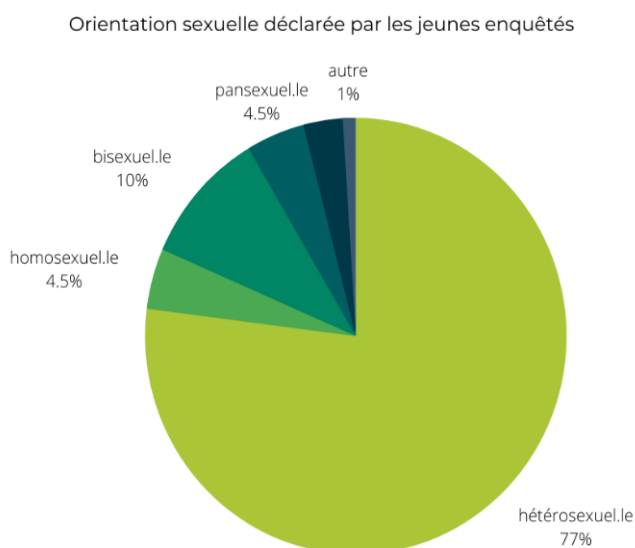
« Pour moi le genre d'une personne c'est le mélange de deux choses : c'est lié au sexe assigné à la naissance par les médecins qui doivent cocher une case très binaire, soit « m » soit « f » et c'est à partir de là que tout se construit, par l'éducation, comment on est perçu dans la société. A partir d'un moment soit très jeune ou un peu plus tard selon les personnes, on se rend compte si le genre qui nous a été attribué à la naissance c'est celui dont on se sent être ou non. » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Comme ces définitions et témoignages l'évoquent, certaines personnes situent leur identité de genre en dehors de la binarité « homme/femme ». Ainsi, 3% des répondant·e·s à notre questionnaire se déclarent non-binaire. Ce taux est plus faible que ceux relevés par deux enquêtes réalisées sur la population française. En effet, elles quantifient la part de personnes non-binaires entre 6% et 13%. En 2018, selon une étude OpinionWay pour le journal 20 Minutes réalisée en ligne du 31 janvier au 1er février 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 820 jeunes âgés de 18 à 30 ans (méthode des quotas), **13% des 18-30 ans ne s'identifient ni comme des hommes ni comme des femmes**. La même année, une enquête YouGov est réalisée sur 1.003 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France, du 24 au 25 janvier 2018, selon la méthode des quotas. Ici, c'est **6% de la population qui ne se définit pas de manière binaire**. Notre panel, avec le public visé des 14 à 30 ans, est plus proche de celui de l'enquête OpinionWay. Si nous comparons nos résultats avec cette enquête, ils sont très largement en dessous car il y aurait quatre fois moins de personnes non-binaires dans le Bocage Bressuirais que dans la population générale Française. Pour expliquer cet écart au-delà des biais que peuvent induire le faible échantillonnage, nous supposons que cela peut venir de la spécificité du caractère rural de notre territoire d'enquête. Parmi les témoignages que nous avons recueillis une personne exprime sa vision des différences qu'il peut y avoir entre la ville et la campagne au sujet de l'identité de genre : *« Je pense j'aurais eu une autre perception si j'étais née dans une grande ville avec une pride tous les ans enfin ce genre de trucs. Du coup peut être qu'on est plus, enfin c'est un peu limite et dans les clichés, on est un peu plus traditionalistes en milieu rural. Donc peut être dans notre entourage on est moins amené à se poser cette question. »* Personne non-binaire pansexuelle de 17ans.

L'orientation sexuelle : une plus forte proportion de jeunes LGB dans le Bocage Bressuirais qu'en France ?

Après le genre, nous nous sommes intéressés à l'identité relative à l'orientation et l'attraction sexuelle. L'orientation sexuelle est un terme apparu dans les années 1970, bien que des premières tentatives de classification des sexualités ont été réalisées dès la fin du 19^{ème} siècle¹⁹. Ainsi, cette question de l'identité relative à l'attraction sexuelle est désormais quelque chose de plus en plus normalisée. Selon le dictionnaire Larousse, la définition actuelle d'orientation sexuelle correspond à l'une des composantes de l'identité sexuelle au même titre que le genre ou le rôle sexuel. Elle peut désigner le désir affectif et sexuel, l'attraction érotique pour les personnes de même sexe (homosexualité), de sexe opposé (hétérosexualité) ou indifféremment pour l'un ou l'autre sexe (bisexualité). Elle peut porter sur le comportement sexuel, affectif ou sur l'identité servant à définir subjectivement la personnalité.

Cette définition nous semble toutefois assez restrictive. Comme pour l'identité de genre, nous avons accordé une place importante à l'autodétermination en proposant un large panel d'orientations (hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, pansexuel, asexuel) ainsi qu'un champ laissé libre "autre".



Les résultats du questionnaire indiquent que 77% de répondant·e·s à notre enquête sont hétérosexuel·le·s. Ce chiffre est légèrement plus faible que celui généralement admis dans la population française. En effet, selon une étude réalisée par l'IFOP en 2018 qui concernent les personnes âgées de plus de 18 ans, les personnes se déclarant hétérosexuelles représentent 82,7% de la population²⁰.

Au contraire, dans notre échantillon 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuel·le, ce qui représente un taux un peu plus élevé que le chiffre présenté par l'IFOP : 3,2 %. De plus, dans notre enquête, une plus forte proportion de personnes se définissent comme bisexuelles ou pansexuelles (10% et 4,5%) par rapport aux chiffres de la même enquête réalisée par l'IFOP en 2018.

¹⁹Notamment le juriste allemand Karl Heinrich Ulrichs dans les années 1860 ou les recherches du Dr Alfred Kinsey dans les années 1950.

²⁰ François Kraus, *Observatoire LGBT+, enquête réalisée par la fondation Jean Jaurès et la DILCRAH*, IFOP, 26 juin 2018.

Selon cet institut, la population française compte 4,8% de personnes bisexuelles et 0,9 % de personnes qualifiées de « bisexuelles non assumées ». Cependant, le sondage de l'IFOP ne nous paraît pas être optimal comme point de repère et le comparer à notre enquête. Tout d'abord, la pansexualité n'est pas prise en compte. De plus, la formulation des questions permettant de définir l'orientation sexuelle des répondant·e·s nous semble porter à confusion et ne nous paraît pas respecter pleinement l'identité des personnes en les qualifiant au moment de l'analyse de « non assumé », sans s'attarder sur la réalité des vécus de ces personnes. En effet, la méthode utilisée combine l'autoidentification et la déclaration des attirances sexuelles conduisant à qualifier certaines personnes comme « bisexuelles non assumées » lorsqu'il·elle·s déclaraient une orientation hétérosexuelle et une attirance pour les femmes et les hommes. Cependant, selon les résultats de l'enquête Virage de 2015, dont le but était de caractériser les violences et les rapports de genre, il existe justement un décalage entre ces deux déclarations qu'il est nécessaire de prendre en compte²¹.

La part des Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Pansexuels dans notre échantillon est au total de 19%. Ce chiffre est donc deux fois plus élevé que celui du sondage de l'IFOP.

Selon nous, cette différence peut être expliquée par au moins trois raisons. Tout d'abord, cela est peut-être dû à notre échantillon qui ne serait pas représentatif de la réalité du territoire. Les personnes qui ont répondu à l'enquête sont peut-être celles qui s'intéressent le plus aux questions de genre et sexualité et qui sont donc plus concernées par le fait d'être LGB. Une fois les questions d'échantillonnage soulevées, nous pouvons nous attarder à d'autres facteurs, notamment celui de l'âge des répondant·e·s et l'évolution de la société. Les plus jeunes assumeraient peut-être plus facilement leur bisexualité et leur homosexualité. Or, notre enquête interroge une part importante de jeunes de moins de 18 ans alors que l'enquête de l'IFOP ne concerne que des majeurs.

La dernière hypothèse concerne la formulation des questions de l'enquête de l'IFOP, que nous avons déjà évoqué à propos de la bisexualité.

Concernant la bisexualité, mis à part le taux assez élevé, un autre point nous a particulièrement interrogé. En effet, sur notre échantillon, aucun homme ne s'est déclaré bisexuel. Selon l'enquête Virage, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer s'identifier comme bisexuelles : 3,4% de femmes pour 2% d'hommes²². Ainsi, ce phénomène pourrait être amplifié dans notre cas par le fait que moins d'hommes ont répondu au questionnaire. Selon la même enquête, près de la moitié des femmes bisexuelles ont moins de 30 ans. Selon Mathieu Trachman, il s'agit peut-être du signe d'une identification bisexuelle plus tolérée dans la jeunesse, car souvent perçue comme une identification transitoire ou cette fréquence dans les générations récente peut être interprétée comme un indice d'un accroissement de l'autonomie sexuelle féminine.

²¹ Mathieu Trachman, Enquête *Virage*, Ined, 2015, *Population & Sociétés* n° 561, INED, décembre 2018.

²² *Ibid.*

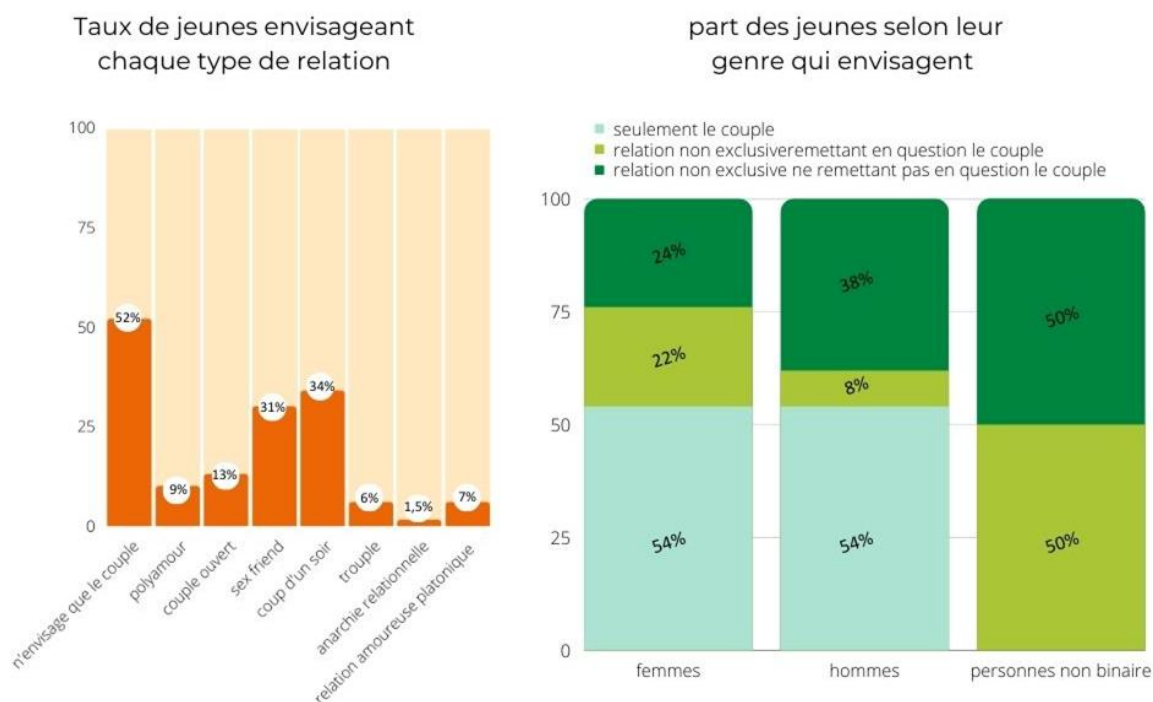
Les types de relations affectives vécues par les jeunes : le couple traditionnel et la non-exclusivité

Après s'être attaché à l'orientation sexuelle, nous avons continué d'explorer le rapport des jeunes du territoire à la sexualité, en interrogeant les types de relations affectives qu'ils entretiennent.

Le type de relation affective romantique et sexuelle traditionnelle est le couple. Selon l'INSEE, une personne est considérée comme étant en couple si elle est âgée de plus de 14 ans et répond "oui" à la question "vivez-vous en couple". Cette définition nous apprend que le couple est quelque chose d'auto-défini selon les personnes interrogées et nécessite donc quelques précisions. Nous retiendrons donc qu'il s'agit de personnes unies par des sentiments et formant une entité. Traditionnellement, un couple est fidèle et exclusif c'est à dire que les personnes n'ont pas de relations amoureuses et/ou sexuelles extérieures au duo initial. Un couple peut être marié, lié par un pacs, vivre en concubinage ou non.

Certaines formes de relations ne répondent pas à cette définition. Ainsi nous avons interrogé les participant·e·s sur les possibilités d'autres formes de relations qu'il·elle·s envisageraient : polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique, sex friend, coup d'un soir. Cependant, selon nous, ces deux dernières formes ne remettent pas en question le couple traditionnel. Il nous semble que ces relations peuvent dans la plupart des cas être vécues comme un intermédiaire dans l'attente entre deux relations "exclusives".

Parmi les réponses au questionnaire, nous avons donc fait une distinction entre le couple traditionnel, les relations ne remettant pas en question le couple traditionnel (sexfriend et coup d'un soir) et les relations qui le remettent en question (polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique).



52% des répondant·e·s envisagent seulement le couple comme forme de relation.

Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple traditionnel contre 8% des hommes. D'après ces résultats, les femmes paraissent donc s'intéresser davantage à d'autres formes possibles de relations. Selon nous, cela pourrait être dû aux inégalités courantes au sein du couple hétérosexuel, qui désavantage les femmes dans ce type de relation et qui les pousseraient donc à réfléchir à des alternatives.

Par ailleurs, la non-exclusivité est un sujet de plus en plus traité dans les podcasts, essais et articles "féministes". Nous faisons l'hypothèse que les femmes s'informent davantage sur ces sujets, ce qui pourrait expliquer cet écart entre les hommes et les femmes très important. Par exemple, une femme que nous avons interrogée se questionne sur le sujet qui semble de plus en plus présent : *« [ce sujet] me questionne oui car j'ai parfois envie d'autres personnes même si je sais que l'homme avec qui je vis, je l'aime et je me vois vivre avec lui longtemps pour toutes ses qualités. Mais je suis attirée sexuellement par d'autres hommes ou femmes. Nous en discutons avec mon conjoint car les gens qui nous entourent ont souvent des relations extra conjugales sans qu'ils soient jugés. »* Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

La non-exclusivité semble, pour être concrétisée, demander d'abord un travail sur la jalousie et la « peur de la tromperie » fréquente dans les couples traditionnels :

« Effectivement, c'est une possibilité que je n'exclue pas. Je n'éprouve pas à l'heure actuelle de jalousie ou de sentiment possessif dans mes relations, ma crainte serait un délaissement par l'autre. Si un équilibre émotionnel et logistique (disponibilité pour se voir) est trouvé, je pense que c'est une option à laisser à la relation. Plutôt que s'interdire de tromper, nous nous disons avec mon copain « on en parle avant ». Si l'un ou l'autre à envie de tenter quelque chose avec une autre personne, on en informe tous les partis (y compris la personne tierce), on en parle et quoiqu'il arrive on assure la sécurité (test MST ou préservatif). Donc pas encore d'actualité mais oui le sujet peut m'intéresser. » Personne non-binaire hétérosexuelle de 25 ans.

« J'ai essayé à de nombreuses reprises d'être en couple exclusif, vraiment ça ne m'allait pas ! Je sentais un grand poids peser sur moi, ça ne m'arrive plus tous les quatre matins d'être très attiré par quelqu'un, d'avoir envie d'aller plus loin, mais rien que de m'imaginer que si ça doit arriver tandis que je suis déjà en relation, alors je devrais m'empêcher de le vivre, cela me semble un grand gâchis. Avoir une connexion forte avec quelqu'un me semble une chose tellement belle et rare que je ne désire plus être dans des relations qui me l'interdirait. On a tous relativement appris à gérer sa jalousie en amitié, il me semble qu'il est également possible d'apprendre à gérer sa jalousie dans le cadre amoureux. J'aimerais quand même pouvoir échanger, discuter avec des personnes qui vivent des relations non-exclusives car je me sens assez isolée, seule sur ces questions, mais en milieu rural c'est compliqué d'en rencontrer » Femme lesbienne de 29 ans.

L'absence de sexualité, quelle vision de l'abstinence ont les jeunes ?

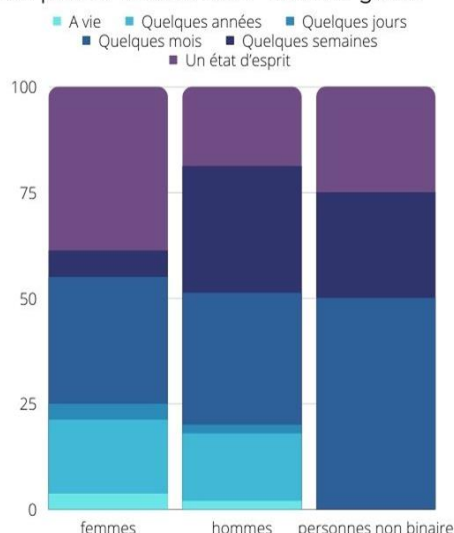
Après nous être intéressé aux types de relations, nous souhaitons également aborder comment est vécue l'absence de sexualité par les jeunes. En effet, bien que la sexualité soit encore un sujet tabou dans notre société, son absence passé un certain âge peut surprendre, interroger, voire être considérée comme pathologique ou du moins anormale.

Plusieurs raisons peuvent conduire chaque personne à expérimenter une période plus ou moins longue sans rapport sexuel. Tout d'abord, il peut s'agir d'une orientation sexuelle : l'asexualité. Dans notre questionnaire, « asexuel-le » était une des réponses possibles à la question « Comment qualifiais-tu ton orientation sexuelle ». Aucun·e répondant·e n'a sélectionné cette réponse. En revanche, une personne pendant les entretiens a évoqué le fait de se placer sur le « spectre de l'asexualité » : *« Je me définis comme pansexuelle parce que je ressens du désir pour des personnes, peu importe leur genre, mais je dirais aussi que je suis quelque part sur le spectre de l'asexualité. Je ne me définis pas comme asexuelle car je ressens du désir, pour moi avoir une sexualité c'est quelque chose que j'apprécie. Après je dirais que je ne place pas le fait d'avoir des relations sexuelles comme une priorité et du coup c'est en ça que j'ai toujours senti un décalage. »* Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Mis à part avec l'asexualité, nous avons abordé cette question de l'absence de sexualité par la notion d'abstinence. Le dictionnaire Larousse donne une définition de l'abstinence : « Action de s'interdire certains plaisirs, en particulier les plaisirs sexuels ; chasteté, continence. » Nous trouvons dommage de cantonner le concept d'abstinence au sens péjoratif de l'auto interdiction, pour ceci nous lui préférons la définition plus élargie de l'autrice Emmanuelle Richard dans son livre *Les corps abstinents* : « La plupart du temps, les représentations médiatiques de l'abstinence la limitent à deux aspects : soit l'abstinence voulue pour des raisons religieuses - pas de sexe avant le mariage -, très présente dans les divertissements américains, soit l'abstinence forcée - malgré tous ses efforts, une personne n'arrive pas à avoir de relations sexuelles. Dans ces représentations, l'abstinence est, sinon ouvertement moquée, au moins dépeinte comme une incongruité. Convaincue de l'existence d'une infinité d'explications autres que la religion ou l'insuccès, [je] ne relie pas non plus cette notion à un paramètre temporel. Il s'agit d'une période où un individu n'a pas de relations sexuelles avec autrui, de durée probablement plus ou moins longue en fonction du ressenti de la personne. Les raisons à l'origine peuvent être très variées. Il est possible de se sentir abstinente à partir de deux mois sans sexe comme à partir de deux ans. »²³ Dans notre enquête nous posons justement cette question du ressenti relatif à une notion de durée, la question était celle-ci : « À partir de quelle durée sans rapport sexuel considères-tu que l'on parle d'abstinence ? ».

²³ Emmanuelle Richard, *Les corps abstinents*, Flammarion, Paris, 2020, p11-12.

Réponse à la question : " à partir de quelle durée sans rapport sexuel considères tu que l'on parle d'abstinence ? " selon le genre



D'après les résultats obtenus, le genre n'influe pas pour la majorité des durées évoquées à partir de laquelle les personnes se considèrent abstinentes. Hormis pour l'une des périodes les plus courtes. En effet, les hommes sont plus nombreux à se considérer abstinentes au bout de quelques semaines sans rapports sexuels : presque 30 % des hommes pour seulement 7 % des femmes. La réponse « un état d'esprit », qui ne fait pas référence à une durée précise est plus fréquente chez les femmes que pour les autres genres : près de 40% des femmes interrogées pour seulement 20% des hommes et 25% de personnes non-binaires.

Dans le questionnaire, nous posions également la question « pour toi est-ce nécessaire d'avoir des rapports sexuels quand tu es amoureux-se ». Les hommes sont également plus nombreux à répondre oui : 64% des hommes contre 40% des femmes, ce qui est corrélé avec la durée moindre sans rapport sexuel pour se considérer abstinent chez les hommes.

Nous faisons l'hypothèse que cet écart puisse être relié à des attentes en termes de performances qui seraient plus élevées chez les hommes. En effet, les normes relatives à la virilité se traduisent en un certain nombre d'injonctions et de mythes notamment celui du désir sexuel qui serait constant chez l'homme²⁴.

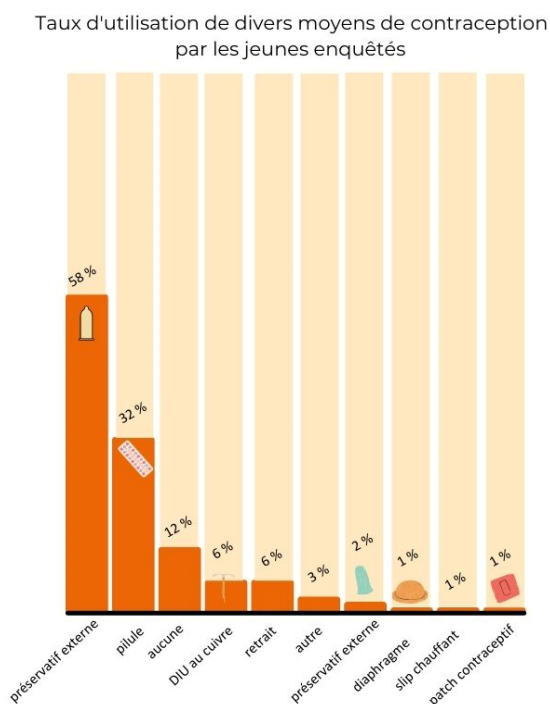
A la question « Selon-toi l'abstinence c'est ? », 60% des personnes interrogées répondent que l'abstinence est une réflexion personnelle. Cependant, cette réponse nous paraît trop englobante pour pouvoir en tirer des analyses. En effet, beaucoup de répondant-e-s ont également répondu « je ne sais pas ». Parmi les plus jeunes (14-18 ans), c'est 46% qui ont répondu ne pas savoir ce qu'est l'abstinence contre 25% des 19-24 et 9% des 25-30 ans. Cela nous semble être corrélé avec l'expérience qui croissante avec l'âge amène alors à se poser la question sur ce qu'est l'abstinence.

²⁴ Olivia Gazalé, *Le mythe de la virilité*, Robert Lafont, Paris, 2017.

Les sources, espaces d'informations et de prévention

Les moyens de contraception : un choix par défaut entre pilule et préservatif ?

Selon les résultats de notre enquête, le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais. Le DIU au cuivre arrive en 3^{ème} position mais son taux d'utilisation est très inférieur aux deux premiers.



Clé de lecture : 58% des jeunes interrogés déclarent utiliser le préservatif (seul ou combiné à une autre contraception) comme moyen de contraception

Note : Parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, seules les personnes ayant déclaré avoir déjà eu une ou des expériences sexuelles ont été pris en compte.

Ce constat est peu étonnant car le préservatif et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus évoqués lors des interventions de prévention, ceux proposés en premier lors des consultations pour une contraception et ceux les plus accessibles. De plus, le préservatif est le seul moyen, de se protéger contre les IST. Il est à noter que la pilule est également utilisée par des personnes n'ayant jamais eu d'expérience sexuelle.

Dans les témoignages que nous avons recueillis, le préservatif externe est systématiquement mentionné. Premièrement, il existe plusieurs endroits qui permettent de s'en procurer et qui sont identifiés par les jeunes :

« Je sais qu'au lycée y'en a à l'infirmerie, par contre il n'y a que les préservatifs masculins. Sinon en grande surface ou en distributeur automatique, peut être en pharmacie je crois. Sinon sur internet. » personne non binaire pansexuelle de 17 ans

« ça dépend si j'avais de la thune bah je vais au magasin, j'achète un paquet de préservatifs, il y en a plein. Si j'ai pas de thunes, j'allais à la maison de santé à l'université et j'avais dû demander quand j'étais au lycée à une copine d'aller en acheter ou à mes parents. Mais je crois qu'au lycée ils devaient en laisser traîner je ne sais pas trop où, peut-être dans les accueils ». Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

Ce second témoignage introduit un second aspect, il est mentionné à plusieurs reprises que l'achat de préservatif a un cout. Cependant, ils peuvent être accessibles gratuitement dans certains cas (remboursement sur prescription médicale, distribués gratuitement par des associations, dans des établissements de santé ou scolaire), ce qui facilite son accès. Bien que les préservatifs gratuits ne conviennent pas toujours, ils permettent une protection accessible au moins temporairement :

« Les préservatifs c'est un budget, ça coûte cher, [...] je me suis fait rembourser des préservatifs mais c'est pas agréable, ça sent la rose, l'horreur quoi » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Le DIU au cuivre (stérilet) suscite des craintes (douleurs, règles abondantes, grossesses extra-utérines).

« C'est un truc qui dérègle un peu, au niveau des règles c'est pas la même chose, c'est douloureux, au niveau des douleurs de règles ce n'est pas les mêmes. [...] Il y a des risques de grossesses au niveau des trompes de Fallope et c'est pas anodin comme choix » Homme cisgenre de 24 ans

Cette méthode a également été pendant longtemps considérée comme convenant aux femmes ayant déjà eu des grossesses et n'est pas proposée comme première méthode de contraception aux femmes débutant leur vie sexuelle. Souvent, avant d'arriver au stérilet, les femmes ont déjà essayé d'autres moyens :

« J'ai pris la pilule, ça ne me convenait pas parce que j'étais très tête en l'air, je sortais beaucoup et du coup je l'oubliais. Après on m'a mis un implant contraceptif qui ne m'a pas du tout convenu mais on a refusé de me l'enlever car je n'étais pas en capacité d'avoir conscience que ça m'était nécessaire. Donc à l'hôpital ils ont refusé de me l'enlever, ça a duré plus d'un an je crois, six mois un an, j'ai dû retourner chez mon médecin de famille qui a accepté de me l'arracher. Et après j'ai eu un stérilet au cuivre. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

Le préservatif interne dit féminin, le diaphragme et le patch contraceptif sont de manière générale moins connus car moins médiatisés et sont beaucoup moins accessibles. En effet, contrairement au préservatif externe, le préservatif interne n'est que très rarement proposé lors des distributions gratuites et son cout est plus élevé. Selon le Haut conseil de l'égalité, Le tarif public indicatif d'une boîte de 3 préservatifs féminins est de 8,70€ contre 1,30 € pour la boîte de 6 préservatifs masculins. Le diaphragme et le patch contraceptif représentent également un coût non négligeable et ne sont pas ou très peu remboursés par l'Assurance Maladie, ce qui représente un frein pour les jeunes.

Un témoignage est éclairant sur les raisons de la non-utilisation de préservatif interne : *« Et après il existe des préservatifs féminins mais bon voilà quoi, personne n'en parle, personne ne les utilise, personne ne t'explique »*. Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Le retrait, qui est une méthode peu fiable (78 % d'efficacité pratique²⁵) revient autant que le stérilet. Cependant, il n'est utilisé comme unique méthode que par une seule personne, les autres l'utilisent en complément au préservatif et/ou à la pilule ou au DIU. Parmi les réponses « autres », la symptothermie également reconnue comme peu fiable (Elle est fiable à 98% mais pour atteindre ce

²⁵ Selon le site <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

taux, elle nécessite une formation de plusieurs mois et une application extrêmement rigoureuse²⁶) a été mentionnée en complément à d'autres méthodes.

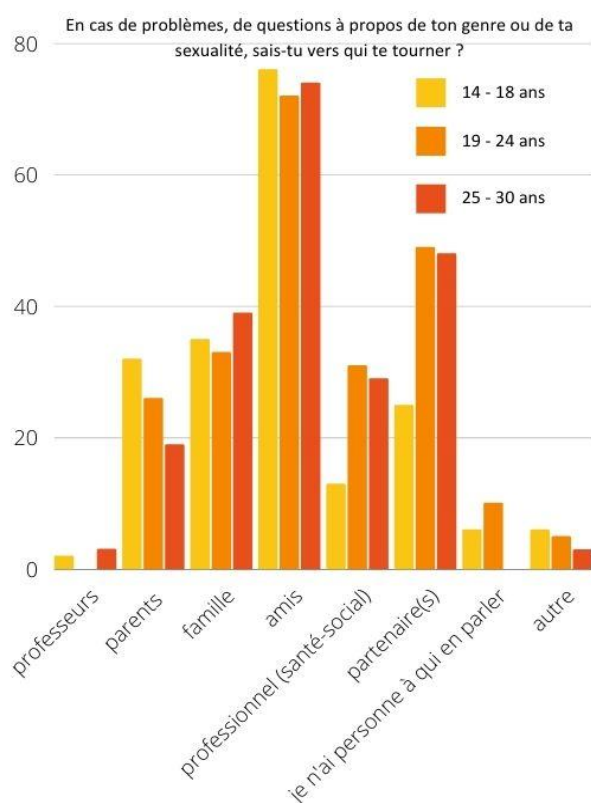
12% des jeunes ayant déjà eu une ou des expérience(s) sexuelle(s) déclarent n'utiliser aucun moyen de contraception. Nous n'avons pas récolté d'information sur leur sexualité au moment de la réponse au questionnaire, ni sur le désir de grossesse. Ainsi, il n'est pas possible de connaître la proportion de sexualité à risque de grossesse et/ou d'IST parmi ces jeunes interrogés. Il est cependant à noter que parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, la moitié sont des hommes hétérosexuels, nous pouvons donc présumer qu'une part d'entre eux laissent la charge de la contraception à leur(s) partenaire(s). En effet, mis à part le préservatif masculin dont nous avons déjà parlé, les contraceptions masculines sont confidentielles et très peu utilisées (slip chauffant, vasectomie). Parmi les jeunes interrogés, seulement une personne déclare utiliser un slip chauffant en complémentarité du préservatif masculin. Lors des entretiens, un homme a témoigné au sujet des contraceptions masculines. Il mentionne leurs caractères confidentielles et/ou peu pratiques :

« Je sais qu'il y a plein d'autres moyens pour la contraception masculine maintenant, il y a le slip chauffant, qui permet de faire remonter les testicules à l'intérieur mais j'ai l'impression que ça reste assez confidentiel et on ne m'en a jamais vraiment trop parlé. En plus je ne sais pas trop à quel moment je pourrais le faire, et puis il faudrait que ça soit des caleçons, il faut que ça soit confortable parce que déjà ça ne doit pas être très agréable donc il faudrait que le reste soit quali quoi. Et après il y a euh ... apparemment aux Etats Unis ils font très bien, ils sont assez doués dans tout ce qui est vasectomie, après en France apparemment c'est assez compliqué, c'est assez définitif alors qu'aux Etats Unis ils sont plus agiles à ce niveau-là, pour faire en sorte que ça soit moins définitif quoi, ils sont plus 70/30, fin 70% de réussite aux Etats Unis et 30 % en France, enfin de ce que disait ma copine, ça me paraissait quand même euh ... parfois je me dis que si un jour ça devenait compliqué... »
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

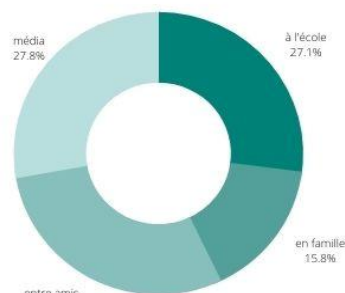
Pour conclure, les jeunes du Bocage Bressuirais utilisent quasi systématiquement les moyens de contraception et de protection, ce qui montre qu'ils agissent en conscience des risques liés à la sexualité. Cependant, nous pouvons nous poser la question du réel choix laissé aux jeunes dans la gestion de leur intimité et de leur corps parmi les différentes options possibles. En effet, le recours massif au préservatif et à la pilule peut être le symptôme d'un choix « par défaut », possiblement par manque d'information effectuée volontairement ou non par les différents professionnels de santé sur les différentes méthodes contraceptives et en raison des coûts liés aux autres contraceptifs.

²⁶ Selon le site <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

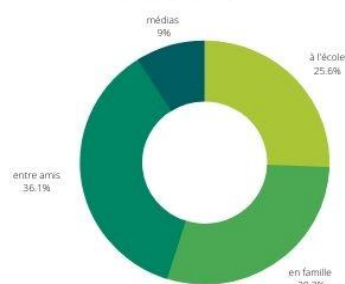
Vers qui se tournent les jeunes pour parler et s'informer aux sujets liés au genre et à la sexualité ?



Où as-tu entendu parler du genre pour la première fois ?



Où as-tu entendu parler de la sexualité pour la première fois ?



Les proches sont les interlocuteurs privilégiés des jeunes

Les amis occupent une place très importante tout au long de la vie des jeunes enquêtés. Ils sont les personnes avec qui les jeunes ont leurs premières discussions autour de la sexualité (pour près de 40% des jeunes c'est entre amis qu'ils ont entendu parler de la sexualité pour la première fois) et restent des interlocuteurs en cas de questions ou de difficultés plus tard dans la vie sexuelle (les ¾ peuvent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité).

Un témoignage remarque toutefois qu'aborder la sexualité et les sentiments "entre mecs" est plus difficile qu'avec des femmes :

« C'est cliché mais essayer d'aborder des sentiments avec d'autres hommes cisgenre c'est souvent très compliqué. [...] systématiquement je me suis tourné vers des femmes pour parler de sexualité et avec des hommes moins souvent, mon meilleur ami il n'y avait pas de problèmes, ça arrivait régulièrement qu'on en parle. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Cependant, parler de ces sujets uniquement entre amis expose au risque que personne ne soit correctement informé et de reproduire des stéréotypes notamment vu dans les contenus pornographiques.

« J'ai dû parler sexualité avec mes copines les premières fois et très mal informée pour le coup ça c'est une certitude, avoir pleins de stéréotypes sur ce qu'était la sexualité. Savoir qu'il fallait se protéger mais sans vraiment comprendre pour pourquoi et comment, peut-être un peu influencée par la pornographie. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Les parents et la famille sont également des interlocuteurs. Pour les plus jeunes, âgés de moins de 18 ans, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. En effet, la famille est le deuxième endroit le plus cité après « entre amis » où les jeunes de 14 à 18 ans ont entendu parler de sexualité pour la première fois (pour les plus de 18 ans, la deuxième réponse la plus citée après « entre amis » est « à l'école »). Pour certain·e·s, le sujet est abordé en famille mais plutôt avec les frères et sœurs, dont les vécus sont plus proches et avec qui le sujet est moins tabou :

« Mes parents ne m'en ont jamais parlé, c'était tabou. Je me revois à 12 ans recroquevillée à lire le guide du zizi sexuel que ma sœur m'a offert. [...] Dans l'ensemble je parlais de ces choses-là plutôt avec mes amies, ou mes sœurs. Pour parler de sexualité, c'est un travail sur soi avant d'être à l'aise pour en parler avec d'autres. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

En cas de problèmes ou de questions, les jeunes se tournent également en priorité vers leur famille et leurs parents (arrivent en 3^{ème} et 4^{ème} positions après les amis et les partenaires), quel que soit leur âge. Même si la part des parents et de la famille reste importante chez les jeunes âgés de plus de 18 ans (plus d'1 jeune sur 5 de plus de 18 ans se tourne vers ses parents et plus d'1/3 vers des membres de leur famille), ils se tournent néanmoins plus fréquemment vers d'autres interlocuteurs (partenaires et professionnels de santé).

Les jeunes se tournent donc en priorité vers leurs proches en cas de question et de problèmes liés au genre et à la sexualité.

Les professionnels : des interlocuteurs qui semblent délaissés par les jeunes du territoire

Seulement 22% des personnes interrogées se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans (autour de 30%). Ce phénomène ne semble pas concerner seulement le genre et la sexualité. En effet, selon une enquête réalisée par Jeudevi dans le cadre du PIA Les Jeunes s'en mêlent sur les territoires du Bocage Bressuirais et de la Gâtine, les jeunes s'adressent en priorité à leur famille et cherchent des informations sur internet lorsqu'ils recherchent des informations ou ont besoin de conseil avant de s'adresser à des professionnels (arrivent en 4^{ème} position après les amis). Cela est encore plus marqué pour la question « à qui les jeunes s'adressent en cas de coup dur » car si les jeunes s'adressent pour plus de 75% d'entre eux à leur famille ou à leur amis, les professionnels ne représentent alors que 10% des interlocuteurs.

Le non-recours aux professionnels pose donc question alors qu'ils pourraient être des interlocuteurs privilégiés.

Pour en revenir au sujet de notre diagnostic, cela peut s'expliquer sur notre territoire par un manque de professionnels de santé (pour rappel, il n'y a pas de gynécologue en consultation libérale sur le territoire et le nombre de médecin généraliste libéral est inférieur à la moyenne française). Une autre raison peut l'expliquer. Dans les témoignages il a été question de violences gynécologiques et de non prise en compte de l'identité et des envies de personnes par des personnels soignants. Il a toutefois été question des sage-femmes (dont le nombre sur le territoire est supérieur à la moyenne française) qui sont perçues comme étant plus à l'écoute que des gynécologues et qui semblent donc être des interlocutrices privilégiées notamment en ce qui concerne la prescription de moyens de contraception.

« Un gynécologue m'a prescrit une pilule, après j'ai testé l'implant qui m'a pas du tout convenu et ça a été une galère monstre parce que quand ça ne convient pas à une femme il faut toujours trois plombes avant qu'il t'arrive quelque chose et qu'on daigne bouger le petit doigt. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« J'ai subi un avortement parce que j'ai eu des complications et je suis tombée sur un médecin qui était contre l'IVG et ça ce n'est pas tolérable, qui m'a fait écouter le cœur du bébé juste avant de partir me faire opérer, c'est interdit. Et un mois avant avec mon conjoint on avait vu une gynéco qui nous avait dit « écoutez, vous êtes mignons, vous êtes jeunes, gardez-le ». C'est juste pas tolérable mais c'est, je pense, une réalité beaucoup plus présente qu'on peut le penser. Et du coup moi vraiment, je l'ai toujours dit, j'ai été sauvée par une sage-femme qui s'est interposée contre le gynéco parce que ce soir-là le gynéco ne voulait pas opérer, j'allais y passer. Il ne voulait pas m'avorter parce que ça réveillait l'anesthésiste qui était un homme également, qui n'en avait rien à foutre et c'est la sage-femme qui s'est interposée. Heureusement qu'il y a encore ces femmes qui sont engagées et c'est de moins en moins parce que qui dit engagement dit risque et tout est lié à l'argent aujourd'hui donc les gens ne veulent pas perdre leur boulot quoi. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« Après avec ma copine, on est allé voir une sage-femme qui nous avait été recommandée parce que sa gynéco n'avait pas l'air très sympathique et pas respectueuse de ses envies et de ses droits et de ce qu'elle semblait, de son identité quoi. Sa sage-femme l'avait bien conseillée et lui avait prescrit un stérilet. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Ce type de situations vécues peut donc amener les jeunes à moins consulter pour ne pas risquer de subir ce type de violence.

Si l'école est le lieu où ¼ des jeunes ont déclaré avoir entendu du parler du genre et/ou de la sexualité pour la première fois, les professeurs ne sont que très peu mentionnés comme personnes ressources en cas de problèmes ou de questions. Seulement 3 jeunes ont répondu se tourner vers les professeurs en cas de problèmes ou de questions, alors qu'il pourrait y avoir des discussions à ces sujets avec les professeurs. Cela nous pose question : est-ce dû à un tabou dans l'éducation nationale ? Un manque de formation des professeurs ? La question de la charge de travail est également soulevée, les professeurs ont déjà beaucoup de missions, devrait-on leur ajouter du travail ? Cependant, selon nous l'école ne devrait pas seulement être un lieu où seules des connaissances sont enseignées mais également l'apprentissage du vivre ensemble et donc où le genre et la sexualité devraient être abordé. Lors de notre soirée débat organisée en 2021, les cours d'éducation sexuelle ont été évoqués, pour certains il s'agit seulement d'aborder la sexualité à des fins reproductives ou pour la prévention contre les IST. La sexualité comme moment de plaisir et de découverte du corps n'est que rarement abordé en classe alors qu'il s'agit d'un des aspects les plus importants selon les personnes qui ont pris la parole.

Un témoignage raconte la chance d'avoir eu une professeure de SVT qui parle de clitoris et de consentement mais seulement lorsque le sujet vient dans le programme qui est selon la personne interrogée mal fait :

« Peut-être qu'à l'école on n'en parlait pas assez, peut-être que l'école ce n'est pas un lieu pour ça aussi. C'est peut-être ce qu'on peut en vouloir à l'école, de ne pas avoir de programmes adaptés, c'est ce que je me rends compte avec le recul, de ne pas avoir eu à part une prof de SVT au lycée qui était au taquet pour nous parler de clitoris, de consentement et tout ça mais c'était quoi, une heure et demie par semaine et quand c'était le gros sujet, le gros chapitre et qui en profitait pour gratter

quelques minutes pour en parler mais les programmes sont mal faits, il n'y a pas le temps. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Internet, un moyen de pallier le manque de lieux ressources et de soutien physique sur le territoire ?

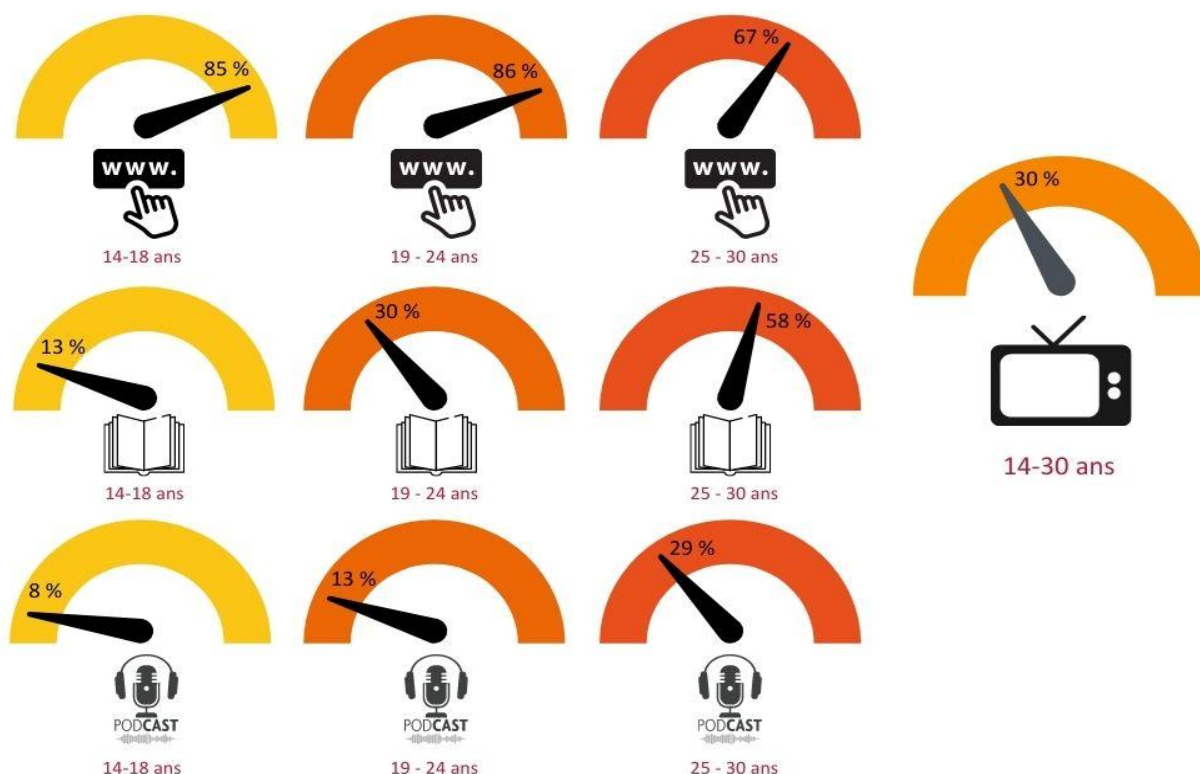
6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de question ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Cela est préoccupant, d'autant plus que cela concerne des jeunes âgés de 14 à 24 ans. En effet, les plus jeunes sont encore en construction de leur identité et c'est à cet âge en particulier que les besoins d'avoir des interlocuteurs sur ces sujets sont les plus forts.

La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire. Cela reflète donc un réel besoin. Cependant, dans les témoignages que nous avons pu récolter, plusieurs personnes se questionnent sur la nécessité de lieux spécialisés sur ces sujets. En effet, plusieurs personnes pensent que si de tels lieux existaient elles ne franchiraient pas forcément le cap d'y aller ou n'en ressentent pas spécialement le besoin. Une autre raison évoquée par les jeunes est qu'en milieu rural, du fait qu'il y ait une densité plus faible d'habitants, il y a proportionnellement moins de personnes concernées par les questions relatives aux minorités de genre et sexuelles. Des lieux spécialisés pourraient être donc moins fréquentés que dans des plus grandes villes et rendrait donc moins légitime leur implantation, même si le besoin s'en fait ressentir par certains :

« est qu'il y en a assez je ne sais pas parce que enfin j'ai pas eu le besoin de rencontrer quelqu'un en physique sur ce sujet là ou avoir quelque chose de plus officiel on va dire. Mais en tout cas il ne me semble pas avoir vu de lieu d'écoute en particulier LGBT. J'ai pas été personnellement ou alors je connais très peu des gens qui ont été harcelés qui ont eu des problèmes par rapport à leur genre ou sexualité. Donc pour moi personnellement j'en éprouve pas le besoin on va dire mais en tout cas ce que je vois c'est qu'il n'y en a pas à l'heure actuelle. » Personne non binaire de 17 ans pansexuelle.

« C'est toujours bien d'avoir un lieu, une safe place où on peut parler de ça. Après il y a déjà des lieux d'écoute comme l'Agora par exemple mais du coup c'est assez général [...] On peut rattacher des problèmes qu'on a par rapport à ça à quelque chose de plus général on va dire. Mais par contre j'estime qu'ils sont capables d'être bienveillants dans des lieux d'écoute comme ça. Mais vu que déjà la communauté LGBT c'est une minorité et qu'on a une densité plus faible, est ce que ... c'est un peu embêtant à dire mais est-ce que ça « vaudrait le coup » d'avoir un endroit spécialisé dans ça quand y a pas tant de personnes qui en sentent le besoin peut être ? Et que ouais de toute façon c'est les systèmes qu'on a, j'ai l'impression qu'en milieu rural on a quelque chose très générale qui regroupe plein de choses et que dans des grandes villes ça serait plus spécialisé du coup. » Personne non binaire de 17 ans pansexuelle.

Où trouves-tu des informations sur le genre et la sexualité ?



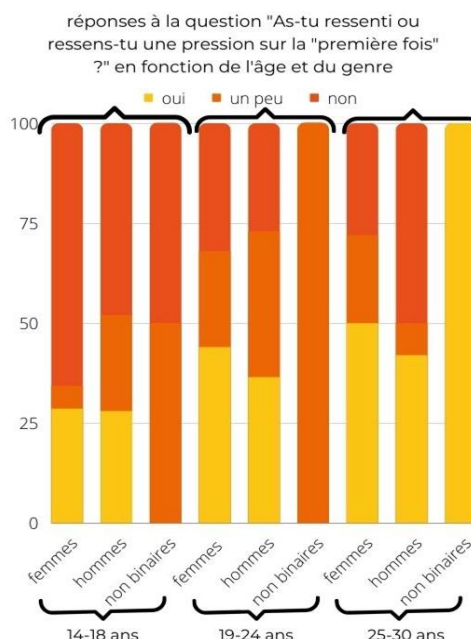
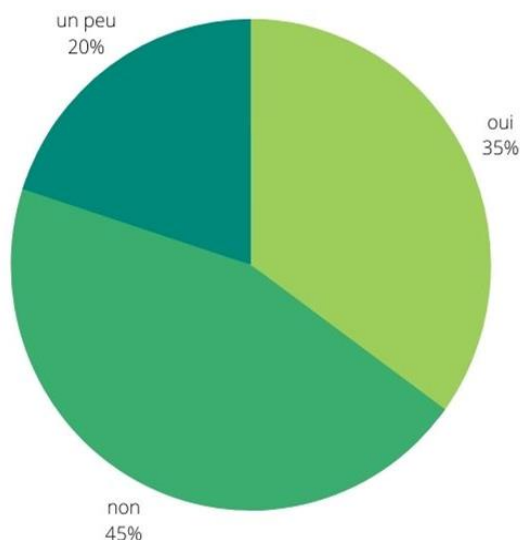
Du fait qu'il n'existe pas de lieux ressources spécialisées sur le sujet, pour leur recherche d'informations les jeunes se tournent donc vers d'autres sources.

Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source pour leur recherche d'information sur le sujet et 67 % pour les 25-30 ans. La télévision et les séries sont également une source d'information pour 30 % des jeunes quel que soit l'âge. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources. En effet, la moitié d'entre eux utilisent également les supports papier (essais, romans, magazines, revues) et un quart écoute des podcasts. Ces supports sont moins fréquents chez les plus jeunes : moins de 15 % des 14-24 ans écoutent des podcasts pour s'informer sur les questions de genre et sexualité. L'utilisation des supports papier augmente légèrement avec l'âge si seulement 13 % des moins de 18 ans lisent pour s'informer sur ces sujets, c'est 30 % des 18-24 ans.

Les pressions sociales autour de la sexualité vécues par les jeunes

Les pressions à « faire sa première fois »

pression ressentie sur la "première fois"



Quasiment les deux tiers des personnes répondantes, quelle que soit leur orientation sexuelle, indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ». Cela représente même un individu sur deux si on prend en compte les personnes ayant répondu "un peu de pression". Entre 14 et 18 ans, les hommes semblent ressentir un peu plus de pression que les femmes du même âge (les hommes sont moins nombreux à avoir répondu « non » que les femmes).

Cela est préoccupant car peut potentiellement provoquer des expériences mal vécues, les personnes pouvant être amenées à vouloir se débarrasser d'une virginité trop lourde à porter. Deux des témoignages récoltés abondent en ce sens :

« Oui j'ai ressenti une pression lors de ma première fois car les filles et les garçons autour de moi l'avaient déjà "fait" donc je me suis empressée de coucher avec n'importe qui. (...) Je n'étais pas en confiance la première fois » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« Avec le recul, j'avais très envie d'essayer et en même temps ça s'est tellement mal passé que c'était gâché voilà. C'était pas royal, je me suis mis la pression tout seul, personne ne m'avait mis la pression pour quoi que ce soit, c'était que les gens en parlaient, ça avait l'air sympa, et en même temps j'étais gavé au porno (...) » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Une pression peut également intervenir plus tôt que celle autour du premier rapport sexuel. Deux personnes nous rapportent notamment une pression au collège autour du fait d'embrasser la personne avec qui elles étaient en couple :

« Plus tôt, au collège, le jeu était d'aligner les couples et de leur demander de s'embrasser « en mettant la langue » après le décompte. J'ai refusé. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

« En sixième j'ai été en couple avec un garçon mais je n'étais clairement pas amoureuse de lui car c'était pour faire comme mes copines. Et il m'a mis une très grosse pression pour qu'on s'embrasse sinon il m'avait dit qu'il me quittait et moi je n'en avais pas vraiment envie même si j'étais un peu curieuse comme tout le monde en parlait, que ça avait l'air génial et que mes copines disaient que c'était bizarre que je ne veuille pas. Et donc au final je l'ai fait mais je n'ai pas vraiment apprécié ce moment et maintenant je me dis que là ce n'était qu'un bisou mais ça aurait pu aller plus loin si on avait été un peu plus âgés. » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Les plus jeunes semblent moins ressentir cette pression que les autres, mais elle est quand même présente chez une personne sur deux pour les hommes et les personnes non binaires, et une personne sur trois chez les femmes. D'après un témoignage, la pression semble cependant s'atténuer avec le temps :

« J'ai perçu cette pression du « tu l'as déjà fait ? ». Cependant, passé un certain âge (vers 20 je dirais), la pression s'atténue car les personnes doivent partir du principe que oui ou que l'on est un cas désespéré. [...] A 18 ans je m'inquiétais de n'avoir jamais embrassé, d'être capable d'aimer quelqu'un. A 23 ans, je m'impatiais et me demandais si je pouvais céder au « coup d'un soir » et au fond de moi je sais que je ne pourrai pas. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans

Tout cela traduit d'un univers où la sexualité est ressentie comme un passage obligé, une norme, un "devoir". Une pression encore très présente dans la société, qui peut être de groupe (les copains l'ont fait) ou plus générale, insidieuse. En effet, dans la culture cinématographique, les séries, les romans à destination d'un public adolescent, l'étape de la "première fois" est souvent représentée d'une manière similaire : vécue comme un enjeu de prestige social, ce qui constitue une norme.

Les pressions à avoir une sexualité « régulière »

Au moins un quart des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière. Lorsque nous les avons interrogés au sujet du consentement, les jeunes ayant répondu (environ la moitié des répondant·e·s au questionnaire ont répondu à la question qui était facultative) semblent être bien informés. Il s'agit pour eux de quelque chose d'essentiel qui dépasse parfois le seul cadre des relations sexuelles et intimes.

« Le consentement est le fait que chaque personne doit répondre d'accord que l'Autre vienne intégrer sa bulle/sphère intime. On ne force pas les enfants à leur faire de bisous ou de câlins s'ils n'en n'ont pas envie, ça passe déjà par la petite enfance ! Si bien que peu importe l'âge, on ne nous approche pas si on ne le souhaite pas (que ce soit un bisou, un câlin, ou avoir une relation sexuelle). » Femme hétérosexuelle de 27 ans (réponse issue du questionnaire)

Les témoignages mentionnent le fait de demander et de respecter les « oui » et le « non » des partenaires, de manière claire et libre.

« Toutes les personnes concerné.e.s doivent être d'accord. Ni forcé.e.s, ni fortement conseillé.e.s, ni menacé.e.s, ni jugé.e.s ... le choix de dire oui ou non ! » Personne pansexuelle de 18 ans (réponse issue du questionnaire)

La communication est un aspect important pour beaucoup, qui évoquent le fait que les partenaires doivent se parler pour échanger sur leurs attentes, leurs désirs et se mettre d'accord. Certain·e·s

vont au-delà de la communication verbale en parlant de ressenti, ce qui rend parfois plus complexe l'interprétation.

« Ce n'est pas seulement le fait de dire oui, c'est ressentir si la personne en a vraiment envie. »
Femme hétérosexuelle de 23 ans. (Réponse issue du questionnaire)

« Le consentement c'est se dire l'un à l'autre ce dont on a envie à tout moment, quel que soit le moment du rapport, avant, pendant, après et savoir s'arrêter s'il n'y a pas consentement, le comprendre et puis en parler. Prendre le temps d'y réfléchir et de savoir ce qu'il se passe. Si on ne sait pas ce qu'il se passe s'arrêter, parfois juste ne pas savoir ce n'est pas le consentement. C'est pas toujours facile au début, même à distinguer, c'est quelque chose de subtil » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Nuage de mot reprenant ce qu'évoque le consentement chez les jeunes interrogés



Cependant, du fait de cette pression, il est difficile de discerner à quel point le consentement est respecté, où se situe le réel désir ou l'envie de coller aux attentes de la société.

Deux témoignages nous éclairent d'ailleurs sur le décalage entre la théorie du consentement qui peut être abordée dans les livres ou autres ressources auxquelles les jeunes ont accès et la réalité :

« là-dessus [le consentement] j'ai l'impression de réciter un bouquin mais euh voilà c'est comme ça que j'ai appris ce que c'était. Mais c'était assez tard par rapport à ce que moi j'ai vécu c'était plus après mes premières expériences que j'ai appris ça. Donc dans mes premières expériences parfois ça s'est mal passé ou elles n'ont pas été fructueuses parce que moi ou l'autre n'était pas sûr de ce qu'on voulait ou on n'avait pas ... Enfin, voilà, il y avait beaucoup de flou ou de difficultés à ce sujet-là. »
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Ainsi, la vision qu'on les jeunes de la sexualité en général et de leur propre sexualité peut également influencer cette pression ressentie.

« Il y a autant de sexualités que de personnes, c'est différent en fonction des partenaires aussi. C'est très large. Ça demande d'être à l'aise avec son corps. Ça demande aussi beaucoup de déconstruction

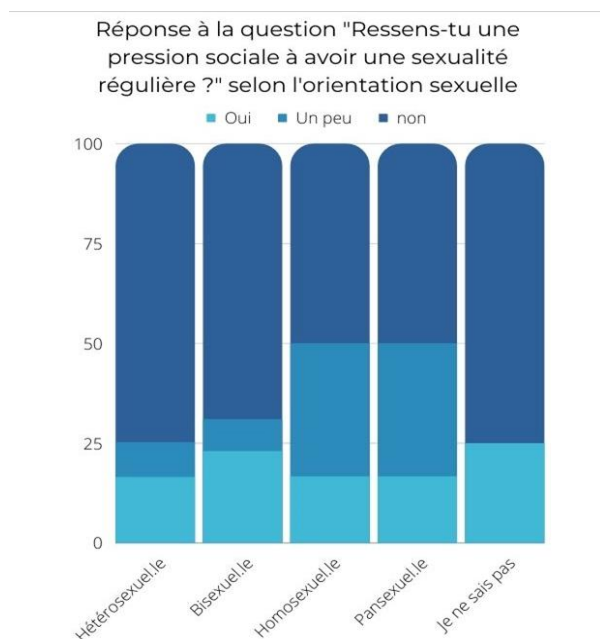
de qui on est vraiment, qui on aimerait être. Il n'y a pas que la pénétration, le plaisir masculin. La déconstruction se fait à deux, c'est beaucoup de travail. Aussi entre ce qu'on dit et pense et la réalité, plus restreinte. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

Cette personne poursuit son témoignage par la peur de décevoir son partenaire. *« Je ne me sens pas totalement libérée, j'ai peur de décevoir. Dire oui ou non demande d'arriver à communiquer et se libérer, ce qui n'est pas si facile. »*

Un autre point est évoqué dans plusieurs témoignages : la pression par les pairs lors de jeux ou de discussions basées uniquement sur l'aspect performance de la sexualité.

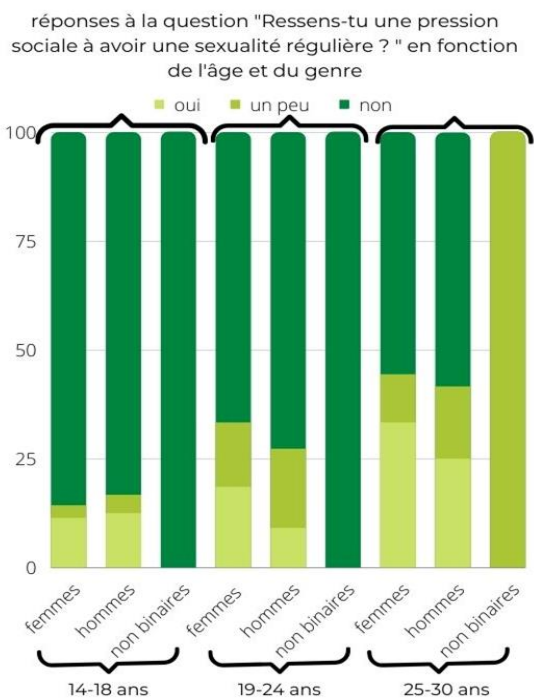
« A cause de certains jeux débiles, le piccolo par exemple, avant je pensais qu'il fallait faire l'amour plusieurs fois par semaine pour être épanouie. Il y a certaines pratiques aussi, si on ne fait pas certaines choses, on peut être vu comme coincé, has been. Comme si, si on n'avait pas tout essayé, on n'est pas cool. Mais ça nous regarde si on n'a pas envie, on n'a pas de comptes à rendre. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

« Pour ma part, je suis peu attirée par les pratiques bucco-génitales. [...] Lors des études supérieures, les filles du bus sondaient « t'as déjà avalé ? ». Il y a certaines discussions où je ne peux participer et je suis à l'écart mais c'est pour le mieux car aborder la sexualité sous cet angle de la comparaison et du sondage ne me plaisait guère. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans



Selon les résultats de notre questionnaire, cette pression est davantage ressentie parmi une partie des personnes LGB (homosexuel·le·s et pansexuel·le·s). En effet, 75% des personnes se définissant comme hétérosexuelles ont indiqué ne pas ressentir de pression à avoir une sexualité régulière (25% des hétérosexuel·le·s ressentent donc de la pression). Contre 70% des personnes se définissant comme bisexuelles (30% ressentent de la pression), et 50% des personnes homosexuelles et pansexuelles (50% ressentent de la pression).

Cette pression ressentie pourrait être due à l'envie d'appartenir à une norme en compensation de faire partie d'une minorité.



D'après les résultats de l'enquête les personnes de plus de 25 ans ressentent plus de pression à avoir une sexualité régulière que les 14-24 ans. La différence étant faible, nous supposons qu'il s'agit peut-être d'un effet d'âge et d'avancée dans la vie.

Les pratiques taboues : les jeunes entretiennent-ils un rapport serein au corps et à la sexualité ?

La moitié des répondant·e·s déclarent ne trouver aucune pratique taboue. Parmi ces personnes, les hommes sont plus nombreux : 66% des hommes ont répondu aucune contre 47% des femmes.

Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM.

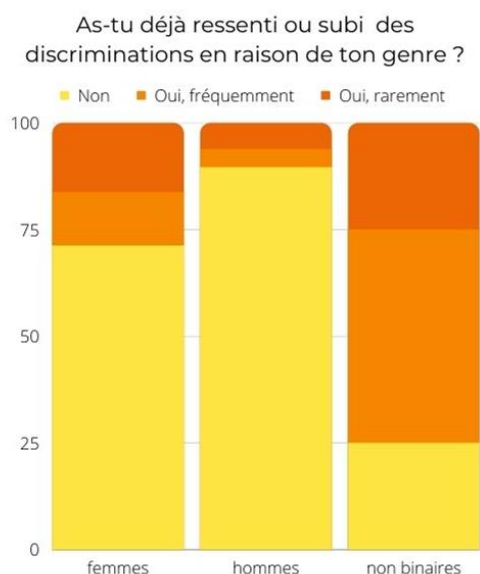
La différence entre hommes et femmes quant à leur rapport au sexe solitaire est flagrante. En effet, cette dernière pratique est un tabou uniquement chez les femmes, 17,5% des femmes considèrent la masturbation taboue contre 0% chez les hommes. La masturbation chez les hommes est présente dans la culture populaire alors que pour les femmes elle reste encore très largement invisible. Ce manque de représentation, associé à de nombreuses stigmatisations autour de la sexualité féminine entraîne encore un tabou chez les jeunes femmes. Cela nous semble traduire d'un rapport au corps qui reste plus problématique pour les femmes sur notre territoire.

Chez les plus jeunes, soit les 14-18 ans la pratique la plus tabou est "les sexto". Cette pratique est de plus en plus représentée, notamment pour les conséquences qu'elle peut engendrer (Revenge porn). Les cours d'éducation à la sexualité et les médias s'emparent de ces sujets. Les jeunes qui y sont plus confrontés, sont donc plus conscients des conséquences qui peuvent être parfois dramatiques pour les personnes visées.

L'expérience des discriminations

Le mot « discrimination » a pour origine étymologique le latin *discriminis*, qui signifie différence ou distinction. Son sens s'est restreint depuis les années 1950 pour prendre le sens négatif qu'on lui connaît aujourd'hui²⁷. Dans le langage courant, la discrimination est le fait de traiter de manière inégale et défavorable un ou plusieurs individus en se basant sur des critères variables. De manière plus précise, il s'agit de distinguer une personne en raison de son appartenance à un groupe social en fonction de caractères définis dans les textes juridiques.

Les discriminations en raison de l'identité de genre



A la question « as-tu déjà été discriminé en raison de ton genre ? », les femmes sont 29% à avoir répondu oui, contre 10% des hommes. Les personnes non binaires, quant à elles, ont répondu oui à 75%. On note donc une grande disparité, déjà entre les hommes et les femmes. Et un gouffre en ce qui concerne les personnes non binaires, qui subiraient bien plus fréquemment des discriminations en raison de leur genre. Les hommes seraient les moins touchés par les discriminations liées au genre, ce que corrobore ce témoignage que nous avons recueilli auprès d'un homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans : « *Non je suis un mec cisgenre qui correspond plutôt au modèle donc on ne m'a jamais trop emmerdé, on ne m'a jamais insulté parce que j'étais un homme.* »

Parmi les témoignages faisant état de discriminations liées au genre féminin, parmi les personnes que nous avons enquêté plusieurs font référence au monde du travail :

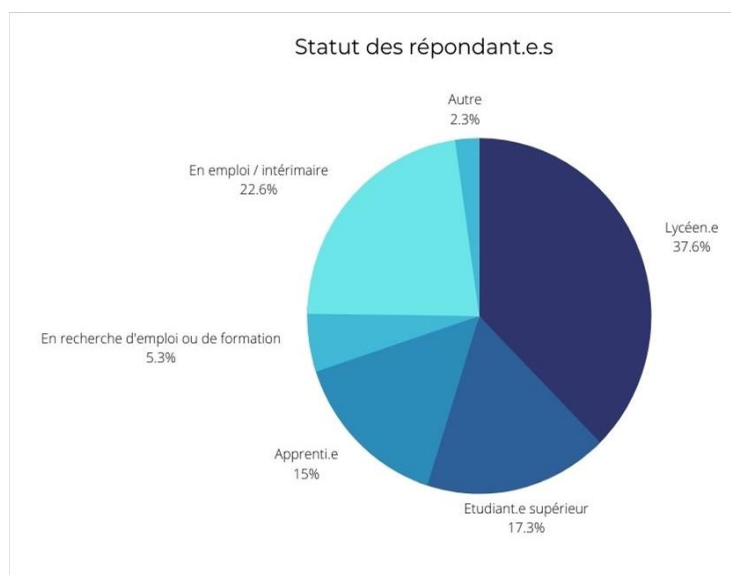
« *Oui, dans le cadre du travail, je suis une femme et j'ai souvent vécu des réunions où les hommes se parlent entre hommes.* » Femme cisgenre bisexuelle de 27 ans

²⁷ Centre National de Ressources Textuelles et Linguistiques, Ortolang, « discriminations », URL : <https://www.cnrtl.fr/definition/discrimination> [consulté le 7/03/2022].

« Dans le travail oui, mon copain a été embauché 1 mois plus tôt que moi dans la même entreprise. Certains milieux sont encore très genrés (les garçons pour brasser de la palette, les filles au conditionnement car plus soigneuses). Et il y a des réflexes dans la société que je remarque : à l'achat de MON opinel, les vendeurs se tournaient plutôt vers mon copain. Une parole que je sens moins écoutée en tant que femme dans les groupes est aussi une impression qui revient. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Ces témoignages font état de difficultés. Cependant, d'un point de vue juridique ces témoignages ne nous permettent pas de les caractériser. En effet, il faudrait pour cela la preuve que ces traitements soient réalisés dans le but d'écarter sciemment les femmes. Un témoignage va dans ce sens « Difficile à dire si l'on est victime de discrimination, les situations sont rarement si explicites et la discrimination ne se dit pas. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Cependant, en référence au sens courant du terme discrimination, nous trouvons étrange que les femmes aient si peu répondu "oui" ou "oui, rarement" à cette question étant donné les inégalités encore présentes. D'autant plus que dans la littérature les discriminations que subissent les jeunes femmes en milieu rural en raison du genre sont bien présentes, notamment lors de la recherche d'emploi²⁸. Cependant, cela peut être dû au milieu social dans lequel évoluent les personnes enquêtées. Dans l'ouvrage *Les filles du coin*, il s'agit de personnes plutôt précaires, classes sociales que nous n'avons pas forcément touchées par notre enquête. En effet, dans le questionnaire, nous n'avons pas demandé la classe sociale des parents, seulement le statut des répondant.e.s et les personnes ayant témoigné lors des entretiens sont toutes diplômées.



Deux hypothèses pourraient en découler. La première serait que les choses ont effectivement évolué dans le bon sens, et ces femmes ont pu ne vivre aucune situation de discrimination. Ou bien, peut-être en ont-elles vécu mais n'en n'ont pas entièrement conscience, et cela pourrait avoir plusieurs explications possibles. Peut-être ont-elles vécu certaines discriminations, mais sans les identifier

²⁸ Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, Paris, 2021, p.146-153.

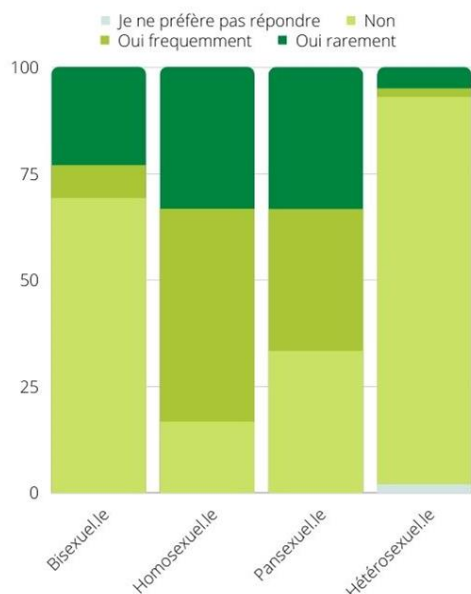
comme telles. Ou bien, elles ont pu ne pas associer certaines situations désagréables qu'elles ont pu vivre au fait qu'elles soient des femmes. Ou encore, elles se disent qu'il y a plus grave, et n'y ont pas prêté attention. De plus, le terme discrimination est lié au caractère inscrit dans la loi qui les interdit, les rendant parfois plus insidieuses et moins faciles à caractériser pour les personnes qui les subissent.

Les personnes non binaires disent subir, quant à elles, plus fréquemment des discriminations en raison de leur genre. Une raison que l'on pourrait évoquer est le fait que la non-binarité a été mise en lumière relativement récemment, et tout ce qui semble nouveau et différent, à l'écart des normes de la société fait peur. Il faudra très certainement du temps pour que la société dans son ensemble intègre la diversité des identités de genre.

« Je me souviens que toute petite, je ne portais que des pantalons, j'étais pas du tout à l'aise dans les habits typés féminins et un jour on m'a donné à porter une robe du coup j'ai porté une robe pendant toute la journée et apparemment je suis revenue à la maison j'étais très fâchée car du coup mes amis ont compris que j'étais pas un garçon. J'étais une fille, du coup ils ne voulaient plus jouer avec moi. » Personne non binaire de 17 ans parlant de son genre assigné à la naissance

Les discriminations liées à l'orientation sexuelle

réponses à "As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ton orientation sexuelle réelle ou présumée ?" selon l'orientation sexuelle déclarée



Cette question met en lumière le fait que des personnes LGBT interrogées se considèrent comme victime de discriminations en raison de l'orientation sexuelle. Malgré le faible nombre de personnes interrogées en raison de la taille de notre échantillon, 83% des personnes homosexuelles disent avoir déjà été discriminées. C'est 50% qui le sont fréquemment et 33% rarement.

Selon Santé publique France, c'est 35% des personnes LGBT qui déclaraient avoir été victime de discrimination au cours de leur vie en raison de leur orientation sexuelle²⁹. Ainsi, les chiffres de notre

²⁹ Discriminations : un enjeu majeur de santé publique, Santé Publique France, 17 mai 2021.

enquête sont beaucoup plus élevés. Nous nous interrogeons sur les causes, cela est peut-être dû à la spécificité rurale de notre territoire ou le mot discrimination n'a peut-être pas été interprété de la même manière par les répondant·e·s à notre enquête et à celle de santé publique France. Ces discriminations sont difficiles à caractériser comme telles au sens juridique car l'identité n'est pas nécessairement visible ou revendiquée. Cependant, des témoignages recueillis montrent que des personnes LGBT sur le territoire ont vécu des situations violentes en raison de leur identité.

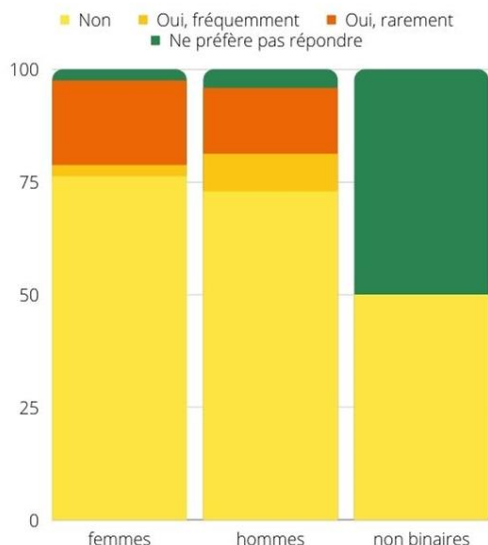
Une personne témoigne d'une agression qu'elle a subi : *« Quand j'avais 17 ans, un jour dans le jardin collectif d'un petit immeuble de deux étages. On pique-niquait avec des amies. A un moment donné avec ma copine on s'est embrassées, et la voisine de l'étage du dessus est alors sortie à sa fenêtre en nous criant presque « vous êtes dégueulasses, ça me dégoûte ». Je crois qu'on a été trop choquées pour réagir. On n'a pas compris comment quelqu'un avait pu nous dire ça, comment c'était possible, on était sidérées. C'était la première fois que je subissais une agression homophobe aussi directe. »* Femme lesbienne de 29 ans.

Une autre témoigne de remarques homophobes moins directes : *« Oui, alors ce n'était pas forcément direct mais y'a plein de moment où j'ai entendu des remarques homophobes alors que je n'étais pas out moi-même et ça a renforcé le fait que j'ai mis du temps avant de comprendre que je n'étais pas hétéro alors que j'étais pourtant attirée par des femmes. Après ça n'a jamais été directement contre moi mais plusieurs fois des personnes avec qui je pratiquais des activités sportives ont fait des remarques homophobes et ont cherché ma complicité alors que j'étais concernée donc je ne me suis pas sentie en confiance. »* Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans

Les personnes se définissant comme bisexuelles ont quant à elles répondu être fréquemment discriminées pour 7% d'entre elles ou bien, rarement pour 15%. Ce chiffre plus bas pourrait s'expliquer par le fait qu'être bisexuel peut passer plus inaperçu, notamment si la personne est en couple avec un individu du genre opposé. Il est cependant à noter que les personnes bisexuelles sont amenées à vivre des discriminations propres à leur orientation différente de celles vécues par les personnes homosexuelles. Les chiffres de notre enquête relatifs à la bisexualité concernant les discriminations sont plus bas que les chiffres nationaux (santé publique France). Ainsi, nous pouvons nous poser la question sur une meilleure acceptation de cette orientation sexuelle chez les plus jeunes ou sur notre territoire par rapport à des données nationales, ce qui expliquerait également la plus forte proportion de personnes se déclarant bisexuelles par rapport aux chiffres nationaux.

Les discriminations en raison de la fréquence de sexualité (réelle ou supposée)

réponse à " As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ta sexualité réelle ou présumée (quantité qui serait trop ou pas assez selon les autres) ? " selon le genre



1/4 des personnes répondantes disent avoir ressenti des discriminations ou jugements en raison de leur quantité de sexualité, qu'elle soit réelle ou supposée. Les hommes semblent légèrement plus touchés par ces discriminations, 8% en ayant fait l'objet fréquemment, contre 2.5% pour les femmes. Mis à part cette différence, les chiffres ne montrent pas d'écart notable en fonction de l'orientation sexuelle ou bien de l'âge des personnes sondées.

Deux témoignages nous rapportent que les personnes préfèrent rester discrètes sur ces sujets afin d'éviter justement, ces discriminations, jugements et autres risques de harcèlement :

« Si je parlais de mes relations c'était dans un cadre très dans la confiance donc c'était pas favorable à la discrimination de toute façon. Donc non. » Personne non binaire pansexuelle de 17 ans

« Non, car de fait j'étais dans le mensonge pour éviter cela. » Femme cisgenre bisexuelle de 27 ans

Ainsi, comme nous l'avons vu dans les réponses relatives aux pressions sociales, la quantité de sexualité reste une injonction par rapport à une norme abstraite, trop ou pas assez de sexualité peut représenter un critère de jugement.

As-tu déjà discriminé ?

Dans la démarche du diagnostic, il nous semblait intéressant de poser cette question pour amener les répondant·e·s à se questionner. Cependant, nous n'attendions pas de réponses franches ou réellement représentatives.

Le résultat nous semble toutefois significatif car les hommes déclarant avoir discriminé sont plus nombreux que les femmes ou personnes non binaire : 20 % d'hommes déclarent avoir discriminé contre moins de 5% des femmes et personnes non-binaires, ces deux catégories étant celles déclarant subir plus fréquemment des discriminations.

Dans le cadre de ce travail de diagnostic accordant une place importante aux discriminations vécues par les jeunes sur notre territoire, venant nourrir notre démarche s'inscrivant dans la lutte contre ces situations, s'intéresser à la place des allié·e·s nous semblait primordiale. En effet, chaque personne au MRJC n'est pas concernée de la même manière par ces discriminations et lorsque nous affirmons vouloir lutter contre, il nous faut nous interroger sur la manière dont nous l'envisageons. C'est pourquoi, nous nous sommes formés sur le sujet, ce qui a permis de formuler une définition collective de ce qu'est être alli·é·s et de nous questionner sur les bonnes pratiques à avoir.

Ainsi, pour commencer, être un·e allié·e, est différent que d'être concerné·e·s par une discrimination ou une oppression. Les personnes concerné·e·s subissent directement la discrimination tandis que les allié·e·s sont toutes les autres personnes qui s'inscrivent dans une lutte. Quand une personne n'est pas victime d'une oppression systémique, cela veut dire qu'elle a des privilèges³⁰. Un privilège est un avantage, un bénéfice, une immunité, conférée à une personne grâce à son identité sociale (choses extérieures à notre contrôle, avec lesquelles on est né·es, et qui sont immuables), économique ou politique. Un privilège ne peut pas être éliminé, mais il peut être utilisé pour aider à créer un monde avec plus de justice sociale, il s'agit alors d'une posture d'allier avec celles et ceux qui ne disposent pas de ces privilèges. Cependant, cette posture nécessite quelques notions d'éthique pour être réellement bénéfique. En effet, seules les personnes concernées par des oppressions et discriminations savent ce dont elles ont besoin. Être allié·e est donc une posture qui n'est jamais acquise, qui nécessite de s'éduquer, de savoir s'effacer pour laisser les personnes concernées s'exprimer et se retrouver entre-elles, et surtout de transmettre aux autres personnes de son entourage qui n'ont pas la même démarche d'aller s'informer.

Lors des entretiens nous avons posé la question : Quelle définition donnerais-tu du mot allié·e dans le contexte des discriminations en raison du genre et de la sexualité ?

Plusieurs réponses permettent de compléter cette définition et nourrir cette réflexion :

« Je pense qu'un allié en tant qu'homme c'est peut être quelqu'un qui laisse les personnes concernées parler en premier·ère·s et qui sait se mettre en arrière. Cela passe par des petits gestes, ne pas couper la parole par exemple. Être allié·e je pense que c'est quelqu'un qui est déjà déconstruit, qui fait ce travail là de tous les jours et qui fait attention à la place qu'il prend parce qu'il est privilégié et qui donne un peu de cette place aux autres pour leur donner la parole. Et ça demande du temps, et il faut choisir sa cause, qui est parfois dans le social, l'aide aux plus démunis, parfois on est l'allié·e de quelqu'un qui est moins privilégié que sois et pas forcément aux féministes et aux associations

³⁰ La notion de privilège est entendue ici comme le fait d'appartenir à un groupe sociale majoritaire ou valorisé et de se conformer à ses normes. Les individus de ce groupe ne sont alors pas victimes des discriminations dites systémiques. La notion de « privilège blanc », théorisée par Peggy McIntosh met en lumière que les personnes blanches sont privilégiées dans les sociétés occidentales car elles ne subissent pas le racisme systémique, le « privilège masculin » (Debby Philipps, Michael Kimmel), est quant à lui utilisé pour signifier que les hommes ne subissent pas le sexisme. Les privilèges peuvent être déclinés pour tous les critères de discriminations (privilège d'être valide, privilège hétérosexuel, cisgenre ...) Cependant, des études plus récentes montrent que ces privilèges devraient être perçus de manière intersectionnelles. En effet, une femme blanche ne subira pas les mêmes oppressions qu'une femme noire ou qu'un homme homosexuel (pour cela voir notamment les travaux de la philosophe Elsa Dorlin)

LGBT ça peut être un autre truc. Mais je pense que c'est plus que d'être juste sympas avec les filles et citer Simone de Beauvoir ou King Kong Théorie. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

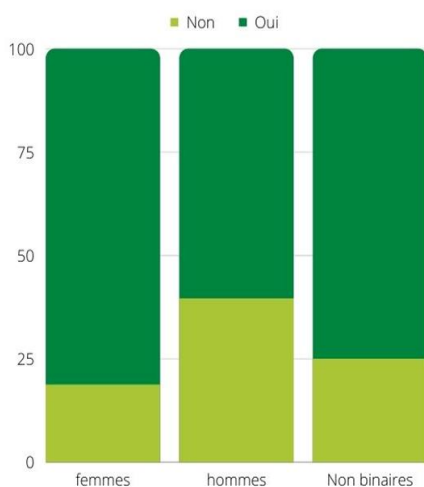
« Pour moi un allié c'est quelqu'un de cisgenre et hétéro qui sans être rattaché à la communauté [LGBT] défend ses valeurs et peut être une source de confiance, de réconfort si on ne se sent pas bien. Après, il peut y avoir les alliés à l'extérieur de la communauté, mais aussi à l'intérieur par exemple s'il y a quelqu'un de trans mais hétéro ça va être un allié pour des personnes cisgenres et homosexuelles par exemple. » Personne non-binaire pansexuelle de 17 ans.

« C'est une personne sur qui nous pouvons compter, avec qui nous pouvons échanger sans jugement. qui sera en capacité de t'aiguiller vers des personnes ressources. » femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Dans le questionnaire, nous abordions la question sous l'angle d'un apport d'aide ou du réconfort à une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Ainsi, 3/4 des répondant·e·s déclarent avoir déjà aidé ou réconforté une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité.

Les femmes sont plus nombreuses à le déclarer. Nous nous sommes interrogés sur les raisons : est-ce dû à leur éducation qui les dirige davantage vers le soin, l'attention aux autres, l'empathie ? Est-ce dû au fait que les femmes ont plus conscience des discriminations par le fait qu'elles en subissent plus elles-mêmes et donc vont aider les autres car les repèrent mieux ?

réponse à la question "As-tu déjà aidé, réconforté, défendu une personne qui a subi des discriminations ? " selon le genre



Les résultats en bref

- 133 répondant.e.s : 60 % sont des femmes, 36% sont des hommes, 3% sont non-binaires.
- 77% de répondant·e·s à notre enquête sont hétérosexuel·le·s, 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuel·le, 10% comme bisexuel·le et 4,5% comme pansexuel·le.
- 52% des répondant·e·s envisagent seulement le couple comme forme de relation. Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple traditionnel (polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique) contre 8% des hommes.
- 30% des hommes se considèrent abstinents au bout de quelques semaines sans rapports pour seulement 7 % des femmes. Les femmes sont 40% à répondre qu'il s'agit plutôt d'un « état d'esprit » pour seulement 20% des hommes et 25% de personnes non-binaires.

60% des personnes interrogées répondent que l'abstinence est une réflexion personnelle. Parmi les plus jeunes (14-18 ans), c'est 46% qui ont répondu ne pas savoir ce qu'est l'abstinence contre 25% des 19-24 et 9% des 25-30 ans.

- Le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais.
- 6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de questions ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Pour près de 40% des jeunes c'est entre amis qu'ils ont entendu parler de la sexualité pour la première fois et les ¾ peuvent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité. Pour les plus jeunes, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. Seulement 22% des personnes interrogées se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans.
- Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante dans la recherche d'informations sur le genre et la sexualité, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source et 67 % pour les 25-30 ans. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources.
- La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire.
- 2/3 des personnes répondantes indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ». ¼ des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière. Cette pression est davantage ressentie parmi les personnes LGBTQ. Les personnes de plus de 25 ans ressentent plus de pression à avoir une sexualité régulière que les 14-24 ans.
- La moitié des répondant.e.s déclarent ne trouver aucune pratique taboue, cela concerne davantage les hommes. Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM. 17,5% des femmes considèrent la masturbation taboue, il s'agit d'un tabou uniquement féminin.
- 75% des personnes non-binaires et 29% des femmes déclarent avoir été discriminé en raison de leur genre contre 10% des hommes.
- 83% des personnes homosexuelles et 22% des personnes bisexuelles déclarent avoir été discriminées en raison de leur orientation sexuelle.
- 1/4 des personnes répondantes disent avoir ressenti des discriminations ou jugements en raison de leur quantité de sexualité, qu'elle soit réelle ou supposée. Les hommes semblent légèrement plus touchés par ces discriminations.
- 20 % d'hommes déclarent avoir discriminé contre moins de 5% des femmes et personnes non-binaires.
- 3/4 des répondant.e.s déclarent avoir déjà aidé ou réconforté une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Les femmes sont plus nombreuses à le déclarer.

Les suites : préconisations et actions envisagées

Ce que nous souhaitons mettre en place en tant que MRJC

L'objectif initial de ce diagnostic était de recenser les besoins pour mettre en place des actions.

Pour cela nous avons demandé aux répondant·e·s les actions qu'il·elle·s aimeraient voir mises en place. Il en est ressorti que les jeunes du territoire ayant répondu à l'enquête veulent avant tout participer à des débats sur ces sujets, arrivent ensuite des propositions d'animations autour de jeux ou de films, puis des cercles de paroles et des interventions. Les thématiques qui intéressent le plus sont l'égalité femmes-hommes, le rapport au corps et la sensibilisation autour de la sexualité.

Ces réponses nous confortent donc dans l'idée de poursuivre les actions que nous avons envisagées :

- continuer de créer des espaces d'échanges et de rencontre avec diverses formes de débats et de médiation : apéro-débat avec des thématiques liées au genre et à la sexualité, ciné-débat, soirées jeux sur les thèmes genre et sexualités. Pour cela, nous envisageons d'acquérir de nouveaux supports et ressources : jeux et livres pour diversifier les approches.

Une autre demande qui est ressortie du diagnostic est une évolution des pratiques lors des cours et interventions d'éducation à la sexualité :

- Au travers des Interventions en Milieu Scolaire que le MRJC peut faire, nous souhaitons développer les thématiques relatives au genre et aux sexualités afin de prendre en compte les demandes des jeunes à la suite des cours d'éducation à la sexualité dont ils ont pu bénéficier.

Le frein majeur sur le territoire reste la mobilité des jeunes, l'une des réponses que nous pouvons apporter à cela est la démarche d'aller-vers dans les villages les plus isolés :

- le projet de la caravane du coin, transversal aux thématiques développées au MRJC Deux-Sèvres a pour objectif d'aller à la rencontre des jeunes isolés dans les villages ruraux du Bocage Bressuirais. Cette caravane permettra de rendre plus accessibles les supports pédagogiques et les ressources sur le genre et sexualité à notre disposition pour les jeunes.

Ce que nous aimerions qu'il soit mis en place sur le territoire

Suite à ce diagnostic de territoire, nous identifions quatre axes d'amélioration sur le territoire : l'éducation à la vie affective et sexuelle à l'école, l'accès à des professionnels de santé et du social spécialisés dans la santé sexuelle et les violences, agir pour plus d'égalité dans l'espace public, à l'école et au travail, l'accompagnement et les conditions de vie des personnes LGBT.

Concernant le premier axe, autour de l'éducation à la vie affective et sexuelle à l'école plusieurs pistes sont envisageables :

- augmenter le nombre d'heures dédiées à l'éducation sexuelle pour correspondre aux préconisations des programmes de l'éducation nationale dans les établissements qui n'en bénéficient pas.
- former les professeurs, les infirmier·e·s scolaires, les CPE pour une meilleure prise en compte des diverses identités des élèves, faire de l'école un espace où le dialogue est possible autour de ces sujets et l'identifier auprès des élèves.
- adapter les discours aux évolutions de la société lors des cours et interventions aux sujets de la vie affective et sexuelle : prise en compte des sexualités non hétérosexuelles, intégrer les notions de consentement dès le plus jeune âge et de manière graduelle, parler davantage de plaisir, de sentiments et de relations au-delà de l'aspect « technique » et biologique de la sexualité et de la prévention contre les MST/IST.

Le deuxième axe autour de l'amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et d'accueil en cas de violence concerne deux propositions :

- l'une part du constat que les lieux où des professionnels sont spécialisés dans les questions de sexualité sont éloignés des lieux fréquentés par les jeunes (établissements scolaires, CJM, centre-ville ...). De plus, les démarches liées aux prises de rendez-vous sont un frein pour les jeunes en difficultés. Nous préconisons donc des permanences à destination des jeunes autour des questions de sexualité en centre-ville de Bressuire et dans les pôles secondaires (Moncoutant, Mauléon, Nueil-les-Aubiers, Cerizay). Ces permanences devraient également être rendues plus visibles pour pouvoir être identifiées par les jeunes.
- Nous préconisons également plus de permanences pour les personnes victimes de violences sexistes ou LGBTphobes avec des professionnels formés spécifiquement sur ces sujets pour permettre une meilleure prise en charge dans l'urgence (hébergement d'urgence, informer des droits, aide au dépôt de plainte si la personne le souhaite ...) comme sur le plus long terme (accompagnement psychologique, administratif et juridique)

Afin d'agir pour plus d'égalité entre les genres dans l'espace public, à l'école et au travail, nous émettons quelques propositions :

- Effectuer un travail de sensibilisation auprès des professionnels de l'orientation scolaire (professeurs, conseiller·e·s d'orientation, documentalistes, CPE) et des intervenant·e·s dans les processus d'orientation pour dégenrer certaines filières qui demeurent très peu mixtes. Lorsque ces professionnels seront formés, ils pourront ainsi effectuer un travail auprès des (futurs) élèves et étudiant·e·s pour rendre ces filières et métiers davantage mixtes. Nous pensons notamment aux travaux manuels souvent très masculins et les métiers du soin associés aux femmes. Cela pourrait

notamment permettre une meilleure reconnaissance de ces métiers et des compétences qu'ils nécessitent.

- Effectuer un travail auprès des recruteurs, notamment dans les secteurs industriels, pour dégenrer le travail manuel et permettre à davantage de femmes non diplômées d'accéder aux emplois peu qualifiés.

- Interdire les affiches publicitaires sexistes et sexualisantes dans l'espace public.

Le quatrième axe autour de l'amélioration des conditions de vie des personnes LGBT concerne avant tout la mise en place de lieux dédiés à ces personnes sur le territoire. En effet, même si aucun·e jeune concerné·e au cours du diagnostic n'a explicitement demandé l'ouverture d'un espace dédié aux personnes LGBT sur le territoire, leur présence pourrait justifier :

- l'existence dans les Deux-Sèvres d'une association dont l'objet serait de travailler spécifiquement sur les questions LGBT, même si nous avons conscience qu'il faut des militant·e·s et bénévoles pour la créer et l'animer.

- l'ouverture d'un lieu culturel et/ou convivial « LGBT friendly » sur le territoire

Glossaire

LGBT : **LGBT** est un sigle désignant les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, et transgenres. Ce dernier évolué pour inclure plus d'identités de genre et orientation sexuelles. Une des évolutions du sigle LGBT que l'on retrouve fréquemment est LGBTQI+, pour y ajouter les personnes queers et intersexes et permettre de regrouper toutes les autres personnes et leurs identités dans le « + ».

On peut également retrouver d'autres sigles plus ou moins longs tels que LGBTQ+, LGBTQIA+, LGBTQI2SAA, ...

Cisgenre : Une personne **cisgenre** est une personne dont le genre ressenti correspond au genre qui lui a été assigné à sa naissance.

Transgenre : Une personne **transgenre**, ou trans, est une personne dont l'identité de genre s'écarte du sexe assigné à la naissance. Les personnes transgenres peuvent choisir ou non de suivre certains des traitements médicaux.

Non binaire : La **non-binarité** est un terme générique utilisé pour catégoriser les différentes identités de genre non binaires ou genderqueer qui ne s'inscrivent pas dans la norme binaire occidentale moderne, c'est-à-dire que les personnes non-binaires ou genderqueer n'appartiennent strictement ni au genre homme, ni au genre femme. Ce terme peut par exemple regrouper les identités de genre fluide, agendre, demi-genre, androgyne, mavérique ...

Intersexe : Les individus **intersexes** sont des personnes nées avec des caractéristiques sexuelles qui ne rentrent pas dans les définitions classiques (binaire) des sexes. Le terme recouvre un nombre assez large de conditions qui peuvent se retrouver à différents niveaux : dans les chromosomes de la personne intersexe, dans son anatomie, ou au niveau de ses hormones.

Homosexuel-le-s : Une personne **homosexuelle** est attirée par les personnes du même sexe ou genre. Il s'agit d'un synonyme des mots **gay** et **lesbienne**, qui inclût les deux variantes (« homme aimant les hommes » et « femme aimant d'autres femmes »).

Bisexuel-le : La **bisexualité** est le fait d'éprouver de l'attirance sexuelle ou des sentiments amoureux pour plus d'un sexe ou genre. Plus largement, la bisexualité est le fait d'avoir des relations amoureuses ou sexuelles aussi bien avec des personnes du même genre qu'avec des personnes d'un autre genre.

Pansexuel-le : Un individu **pansexuel** peut être attiré par tous les sexes et genres. Cela comprend les personnes binaires mais également les non-binaires, ainsi que toute personne n'ayant pas de genre défini. Parfois utilisé comme synonyme ou en remplacement de bisexuel, le *bi* de « bisexualité » pouvant impliquer qu'il n'y a que deux genres.

Asexuel-le : L'**asexualité** est le fait de ne ressentir aucune attirance sexuelle. Contrairement à beaucoup, les personnes asexuelles ne ressentent aucune frustration dans cette absence de rapports intimes.

Polyamour : Le **polyamour** est une orientation et une éthique des relations amoureuses où les partenaires sont en relation amoureuse avec plus d'une personne, avec le consentement éclairé de toutes les personnes concernées.

Coup d'un soir : expression qui désigne le fait d'avoir une relation sexuelle ne connaissant pas de suite, les participants à cette activité n'ayant pas l'intention de développer une relation durable, ou même de se revoir. L'expression désigne aussi les partenaires eux-mêmes.

Sexfriend : Ami avec lequel la relation se base en partie sur le sexe.

Relation amoureuse platonique : Relation amoureuse avec une personne sans avoir de rapports sexuels avec elle.

Trouple : Le **trouple** désigne une histoire d'amour triangulaire entre trois personnes.

Couple ouvert (ou couple libre) : Un **couple libre** est une relation amoureuse dans laquelle les deux personnes se mettent d'accord pour être en couple, tout en acceptant que sa/son partenaire ait des relations amoureuses ou sexuelles avec une autre personne.

Anarchie relationnelle : L'**anarchie relationnelle** est la pratique ou la conviction que les relations ne doivent pas être liées par des règles autres que celles sur lesquelles les personnes impliquées se sont mises d'accord. Les relations amoureuses ne sont pas automatiquement classées comme étant plus importantes que d'autres types de relation.

Bibliographie

Ouvrages et articles scientifiques :

Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, Paris, 2021.

Laure Bereni et alii, *Introduction aux études sur le genre*, De Boeck supérieur, Louvain-la-Neuve, 2^{ème} édition, 2021.

Benoît Coquard, *Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La découverte, Paris, 2019.

Elsa Dorlin, *Sexe, Genre, Sexualité : Introduction à la théorie féministe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2008.

Marjolaine Gros-Balthazard, « À la découverte des territoires néo-industriels français », *Géoconfluences*, décembre 2019.

Juliette Rennes, *Encyclopédie critique du genre*, La découverte, Paris, 2016.

Mathieu Trachman, Enquête *Virage*, Ined, 2015, *Population & Sociétés* n° 561, INED, décembre 2018.

Louis-Georges Tin, *Dictionnaire de l'homophobie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2033.

Publications non scientifiques :

« Genre », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/genre/36604> .

« Orientation sexuelle », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : [https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/orientation sexuelle/186028](https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/orientation_sexuelle/186028)

« Abstinence », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/abstinence/294>

Sexe, genre, orientation sexuelle ... Quelques éléments de définition, Commission déconstruction de l'hétéronormativité, Association Planning Familial, mai 2015.

Olivia Gazalé, *Le mythe de la virilité*, Robert Lafont, Paris, 2017.

Emmanuelle Richard, *Les corps abstinents*, Flammarion, Paris, 2020, p11-12

Rapports démographiques ou institutionnels :

Séries historiques du RP, exploitation principale, Insee, 2018.

RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021, INSEE.

Contrat Local de Santé, Bocage Bressuirais, Observatoire Régional de la Santé, juin 2020.

Discriminations : un enjeu majeur de santé publique, Santé Publique France, 17 mai 2021.

Les chiffres clés de la jeunesse 2021, INJEP, mars 2021.

François Kraus, *Observatoire LGBT+*, enquête réalisée par la fondation Jean Jaurès et la DILCRAH, IFOP, 26 juin 2018.

Sites internet :

Site internet de la région Nouvelle Aquitaine, consulté le 28/12/2021, URL : <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

Site internet de l'Agglo2B, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.agglo2b.fr/12-social/jeunesse/964-cite-de-la-jeunesse-des-metiers>

Site internet du département des Deux-Sèvres, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenfance-et-la-famille/la-maison-de-ladolescence-ecoute-et-information-pour-les-jeunes>

Site internet du Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.chnds.fr/Planning-familial/5/13/17>

Site internet question sexualité, consulté le 29/12/2021, URL : <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

Annexe 4

Diagnostic de territoire – section locale des Monts du Lyonnais



RAPPORT DU DIAGNOSTIC GENRES ET SEXUALITÉS EN MILIEU RURAL

TERRITOIRE DES MONTS DU LYONNAIS

2019 - 2022

Introduction

Ce diagnostic a été réalisé par un collectif de jeunes ruraux, impulsé par le MRJC en septembre 2019.

Le MRJC en lien avec les jeunes du territoire a constaté, en 2018, une volonté de la part des jeunes d'échanger autour des genres et sexualités ainsi que des manques d'information et d'espaces d'échanges pour les jeunes sur ces questions-là. Suite à ce constat ainsi qu'une volonté du mouvement national de traiter des questions de genres et sexualités en milieu rural, le MRJC Rhône Loire, s'est emparé de la question localement sur le territoire des Monts du Lyonnais. Un collectif s'est constitué autour de cette question. Il a été un espace de formation sur ces sujets, il a été un espace d'échange pour ses membres, il a été un espace de diagnostic sur le territoire auprès des jeunes (et moins jeunes) ruraux, qui a mené à ce travail, et enfin il a été un moyen de réaliser des actions auprès des habitant.e.s.

Ce travail est issu des réflexions communes de 11 jeunes du territoire, alimentées par les résultats d'une enquête auprès des habitant.e.s, ainsi que 13 témoignages personnels. Il est donc représentatif d'une vision qui n'est pas universelle sur le territoire mais qui essaye de s'en rapprocher au mieux. Le lien avec le réseau associatif et les structures jeunesse a aussi apporté des réalités vécues sur le territoire par les différents publics touchés.

Les objectifs derrière ce rapport sont : de pouvoir mettre en commun tous les constats faits durant ces 4 années de réflexion, de rendre public les enjeux du territoire sur les questions d'accessibilité à l'information ou de vivre ensemble, en prenant en compte toutes les réalités autour des genres et sexualités. C'est aussi un moyen d'ouvrir la parole et de permettre de lancer de nouvelles réflexions sur le vivre ensemble en rural et sur l'éducation aux genres et sexualités pour les jeunes.

Glossaire

Territoire	4
Situation géographique	4
Une communauté de communes	4
Un territoire associatif	5
Accessibilité	5
Des lieux de vie sociale	5
Démographie	5
Focus sur jeunes ruraux	6
Un attachement au territoire	7
Beaucoup d'interconnaissance	8
Les transports, un frein majeur	8
Une éducation sexuelle scolaire inégale	9
Lieux ressources	9
Des associations culturelles qui sensibilisent	9
Des espaces pour les jeunes en dehors du cadre scolaire	10
Des collectifs spontanés qui émergent	10
Des associations LGBT et Féministes différentes en milieu rural	11
Un collectif devenu un espace ressource pour les jeunes	11
Les enquêtes locales	12
Déroulé	12
Les résultats	12
Un site internet de témoignages	13
Des ateliers pour animer des espaces d'expression	13
Des espaces de confiance	14
Conclusion et prolongement	14
Ressources sur les genres et sexualités	16

Territoire

Situation géographique

Les Monts du Lyonnais se situent entre Lyon et Saint-Etienne, le territoire est donc entouré d'un tissu urbain très dense en activités économiques, sociales et culturelles, auxquelles il est relié par ses transports, trois lignes de bus régulières rejoignant chacune des métropoles. Le paysage des Monts du Lyonnais est très vallonné (relief de colline et de basse et moyenne montagne, l'altitude moyenne avoisine les 600 mètres) et constitue un espace majoritairement rural marqué par une agriculture dominée par l'élevage laitier. Il s'agit de la zone la plus agricole du département où cohabitent des agriculteur.ice.s installé.e.s depuis longtemps, des jeunes installé.e.s et de nouvelles formes d'agriculture (en collectif, proposant de nouveaux produits, avec de moins en moins de production laitière...). On remarque par ailleurs sur le territoire une activité économique importante qui se caractérise par la diversité des industries de transformation.



Une communauté de communes



La communauté de communes est répartie sur 32 communes dont 4 concentrent davantage de services, établissements scolaires et transports : Saint Symphorien sur Coise, Saint Martin en Haut, Sainte Foy l'Argentière et Saint Laurent de Chamousset. Les autres communes comprennent entre 138 et 1442 habitant.e.s, ce qui témoigne de réalités différentes entre petites villes et villages étalés en hameaux, zones beaucoup plus reculées.

Historiquement, trois communautés de communes entre les départements du Rhône et de la Loire constituaient le territoire des « Monts du Lyonnais », un territoire qui s'est rassemblé en une seule et même communauté de communes du même nom dans le cadre du nouveau schéma de coopération intercommunal de 2016, tout en se séparant de la communauté de communes de Forez en Lyonnais, située dans la Loire, qui devait initialement y être rattachée. La

scission entre territoire administratif et territoire vécu se reflète également dans les dynamiques associatives et institutionnelles, soit plutôt tournées vers l'historique communauté de commune Chamousset en Lyonnais, au nord, soit plutôt vers celle des Hauts du Lyonnais, au sud.

Un territoire associatif

Au niveau associatif, un large tissu est présent, surtout dans la partie sud, avec des associations sportives, culturelles, solidaires, pour la jeunesse ou le troisième âge. Des cafés associatifs naissent dans certains villages, les commerces de proximité sont encore présents dans la plupart des communes et les politiques locales encouragent largement la consommation de produits locaux, notamment issus de la production agricole du territoire, par des marchés réguliers et le maintien de petits commerces.

Accessibilité

Le territoire compte également plusieurs équipements sanitaires et sociaux : des structures d'accueil collectif pour les jeunes enfants (crèches, centres de loisirs, MJC, centres sociaux), quatre hôpitaux locaux, trois EHPAD associatifs, un ESAT, un foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapé.e.s, un centre médical. La population a globalement accès aux outils informatiques.

Des lieux de vie sociale

On recense de nombreux lieux publics de rencontre, entre services et commerces de proximité, équipements sportifs (piscines, gymnases, stades et city stades), culturels (bibliothèques, cinémas) ou de loisirs, structures sociales (pôle emploi, mission locale), places de marchés, parcs, écoles, collèges, lycées, espaces associatifs, bars et restaurants... Cependant, ces lieux de socialisation sont davantage présents sur les plus grosses communes qui concentrent des services, commerces, équipements sportifs et socioculturels souvent absents des villages : structures sociales, MJC, collèges, lycées, commerces de bouche, restaurants, marchés forains, gymnases... On retrouve toutefois des espaces de vie sociale incontournables dans presque toutes les communes : bar, boulangerie ou dépôt de pain, salle des fêtes, stade de foot... Ces lieux sont marqueurs de l'identité du territoire puisqu'ils sont vecteurs de traditions telles que les comices agricoles, tournois de foot, fêtes de conscrits ("classes", fête de village intergénérationnelle), bals de village...

Démographie

La communauté de communes des Monts du Lyonnais compte 35 088 habitant.e.s (Insee, 2018). Si la densité est plutôt faible (88,3 habitant.e.s par km² d'après les chiffres de l'Insee), on constate depuis les années 70 un essor démographique croissant, ce qui témoigne donc de la dynamique et de l'attractivité du territoire. On peut supposer que cette croissance démographique est liée au phénomène de périurbanisation et à l'exode urbain entraîné par la

recherche d'une meilleure qualité de vie en dehors de la métropole de Lyon, récemment par exemple, suite au confinement.

La population est plutôt vieillissante : les personnes retraité.e.s représentent 28,3 % de la population de plus de 15 ans, la tranche d'âge des 60 à 74 ans est passée de 12,1 % à 15,6 % de la population globale entre 2008 et 2018. Les 15-29 ans sont aussi moins nombreux que les autres tranches d'âge définies par l'Insee. En effet, les jeunes post bac se retrouvent souvent en études sur la métropole de Lyon mais reviennent toutefois s'installer sur le territoire dans les secteurs industriel, agricole et tertiaire. Par ailleurs, beaucoup d'habitant.e.s vivent dans les Monts du Lyonnais et travaillent à Lyon. La population de 15 à 64 ans présente sur le territoire est une population jeune (les élèves, les étudiant.e.s et les stagiaires non rémunéré.e.s représentent 8,2 %) et active (79,4 %). Il y a beaucoup de familles, de jeunes parents qui viennent s'installer comme de natif.ve.s retraité.e.s.

Le taux de chômage est plutôt faible (7,2 % sur la communauté de communes contre une moyenne nationale de 13,4 %), le territoire comporte 76 emplois pour 100 actif.ve.s d'après un article de Lyon Capital.

La catégorie sociale majoritaire est populaire, les catégories socioprofessionnelles sont par ordre croissant : les ouvrier.e.s (16,1 %), les professions intermédiaires (15,7 %), les employé.e.s (15,1 %), puis, seulement après, les cadres et professions intellectuelles supérieures (5,8 %). Le rapport interdécile est de 2,5 sur le territoire contre 3,7 sur l'ensemble du département, or, au-dessus de 3, cet indicateur indique un écart important entre taux de richesse et taux de pauvreté. On considère donc que les Monts du Lyonnais rassemblent une population diversifiée avec quelques inégalités mais pas complètement fracturée.

En 2007, l'agriculture représentait près de 11 % des emplois du territoire, soit 1385 actifs agricoles pour 970 exploitations¹.

Focus sur jeunes ruraux

Les moins de 30 ans représentent 35,2 % des habitant.e.s de la communauté de communes, 20,7 % pour les 0 à 14 ans et 14,5 % pour les 15 à 29 ans (Insee, 2018). La proportion de jeunes sur le territoire est en baisse depuis 2008, d'autant plus pour la tranche d'âge des 15-29 ans qui est passée en 10 ans de 16 à 14,5 % de la population. Cela s'explique par le départ de nombreux.ses jeunes pour les études : bien que certain.e.s reviennent s'installer sur le territoire et qu'il y a de nouveaux.elles arrivant.e.s chaque année. Ces dernières années (en

	2008	%	2013	%	2018	%
Ensemble	32 470	100,0	34 471	100,0	35 088	100,0
0 à 14 ans	7 050	21,7	7 608	22,1	7 276	20,7
15 à 29 ans	5 184	16,0	5 049	14,6	5 101	14,5
30 à 44 ans	7 258	22,4	7 219	20,9	6 761	19,3
45 à 59 ans	6 279	19,3	6 922	20,1	7 415	21,1
60 à 74 ans	3 932	12,1	4 637	13,5	5 468	15,6
75 ans ou plus	2 768	8,5	3 036	8,8	3 067	8,7

¹ Source : <http://www.monts-du-lyonnais.fr/agriculture.htm>

l'occurrence entre 2013 et 2018), la hausse de la population tenait davantage au solde naturel soit aux naissances et décès (0,4 %) qu'au solde apparent des entrées et sorties (0,0 %).

Les jeunes des Monts du Lyonnais sont scolarisé.e.s dans les villages, des écoles élémentaires étant présentes dans la plupart des bourgs, et sont ensuite regroupé.e.s dans les villages « centres » pour le collège et le lycée : Saint Martin en Haut, Saint Symphorien sur Coise et Saint Laurent de Chamousset. Après le cursus commun, une grande partie des jeunes partent en étude à Lyon ou St Etienne, ou ailleurs, dans d'autres villes de France, et quittent le territoire pour y revenir ou non. Une autre partie reste sur le territoire pour travailler ou faire des formations type MFR, formation professionnelle en alternance...

Un attachement au territoire

On observe globalement un attachement fort au territoire pris en charge par les jeunes, par l'intermédiaire d'événements notamment portés par les maisons des jeunes dans les villages : bals, soupes au choux, fêtes des conscrits...

Ces espaces permettent des rencontres, des lieux de socialisation mais sont aussi parfois des espaces où se reproduisent des mécaniques sociales discriminantes, voire agressives, alimentées par l'alcool et les effets de groupe.

“J’organise la vogue en 2017 avec la Maison des Jeunes de mon village, c’est le premier soir, je suis entourée de mes potes, dans un contexte de fête joyeuse [...] et là un type dit « ah là y’en a une grosse de fraise » et il m’attrape le sein en le pressant un peu. Évidemment personne ne réagit [...]”

Témoignage noshistoires.fr

D’après l’enquête effectuée par la communauté de communes dans le cadre de sa politique jeunesse, les jeunes ont à cœur leurs origines, l’histoire de leur village, le passage des traditions. Au quotidien, ils et elles se retrouvent au sein des maisons des jeunes, lieux de socialisation propres à chaque commune et pris en charge de manière autonome par des associations de jeunes, mais surtout dans les espaces publics : stades et city stades, places de villages... Les acteurs locaux soulignent cependant que ces espaces extérieurs sont souvent privatisés par les garçons au détriment des filles, en particulier lorsqu’il s’agit de lieux plutôt connotés “masculins” comme les skatepark ou city stade, soulevant la question de la place des filles sur l’espace public.

Cette question de l’espace public se retrouve aussi pour les publics plus âgés, les bistros de villages accueillent aussi une grande majorité d’hommes.

“Je n’étais entourée que d’hommes, beaucoup plus âgés que moi, je n’avais pas l’impression d’être à ma place et je le sentais avec des regards insistants et des réflexions : “c’est pas souvent qu’on voit des jeunes filles ici”, “attention à lui il vous parle que pour vous draguer”...”

Témoignage noshistoires.fr

On observe qu'une part des jeunes délaisse ces espaces au profit de terrains d'expression favorisés par la présence des structures associatives (MJC, centre socioculturel, MRJC). Des collectifs de jeunes se créent aussi tous les ans via ces acteurs locaux pour proposer des projets, soutenus par la communauté de communes : Mont' en Scène et Lez'Arts des Champs, deux associations d'événements culturels itinérants dans les Monts du Lyonnais ou encore C-isme, collectif de lutte contre les discriminations envers les minorités. D'une manière ou d'une autre, les jeunes présent.e.s sont donc investi.e.s dans l'activité locale, que ce soit par l'intermédiaire des espaces et événements traditionnels de socialisation, ou, au-delà des villages, par l'intermédiaire des associations culturelles.

Beaucoup d'interconnaissance

Par leur scolarité, par les espaces de rencontre et le bassin de vie centralisé dans les communes, les jeunes se connaissent et se côtoient régulièrement dans leur village. Ce phénomène crée une culture commune, à la fois positive dans l'accompagnement de chacun et chacune dans son parcours de vie mais qui amène aussi des jugements sur des parcours "différents" de la norme de cette culture cisgenre et hétérosexuelle.

"Souvent les gens se sentent le besoin de commenter, pour me montrer à quel point iels sont tolérant·es, avec des phrases du type "oui, j'ai entendu ça, ça ne me dérange pas!" ou "je n'ai pas de problème avec ça, chacun fait comme il veut"... Je sais que ça part d'une bonne intention, mais à chaque fois ça me met quand même doucement en colère, que les gens se sentent le besoin de me donner leur avis."

Témoignage noshistoires.fr

"Je passe le nombre de fois où l'on me surnommait de "lèche-timbre" et tous les surnoms qu'on aime tant nous donner..."

Témoignage noshistoires.fr

"[...] Et depuis ce jour, pendant 3 ans, à chaque fois qu'il me croisait, j'avais le droit à un "sale pute", "salope", et ses copains l'aidait, on aurait dit que c'était un jeu pour eux, ils avaient le sourire quand ils faisaient ça, même aujourd'hui je ne comprends pas comment on peut faire ça à quelqu'un..."

Témoignage noshistoires.fr

Les transports, un frein majeur

La mobilité demeure le principal frein pour les jeunes dans les Monts du Lyonnais. Il y a en effet très peu de lignes de bus en dehors des gros bourgs, et celles-ci sont davantage tournées vers les villes de Lyon et Saint Etienne qu'orientées sur les mobilités intérieures au territoire. La ligne du 2Ex notamment, qui relie Saint Symphorien sur Coise et Saint Martin en Haut bien qu'elle n'emprunte pas la route des plus petites communes, passe toutes les heures en semaine, voire toutes les demies-heures le matin et le soir, ce qui témoigne de son caractère essentiel pour les habitant.e.s. Les personnes l'empruntent parfois pour se rendre au travail, ou bien pour des rendez-vous ponctuels ou pour les loisirs. Ce sont également des dizaines de lycéen.e.s et étudiant.e.s qui prennent le 2Ex chaque semaine pour se rendre à Lyon, puis rentrer chez leurs parents le week-end. La communauté de commune a réalisé au sujet de la

mobilité une enquête auprès des jeunes, enquête qui révèle effectivement des difficultés en matière de déplacement, et donc d'accès aux loisirs. La mobilité constitue pourtant un levier important d'autonomie et d'insertion professionnelle, mais en dehors de la voiture qui rend les adolescent.e.s dépendant.e.s de leurs parents, le vélo est réservé aux sportif.ve.s, au vu des côtes qui séparent les villages et les scooters sont moins présents qu'avant.

“Il y a vraiment quelque chose qui a changé par rapport à moi quand j'étais jeune : les jeunes se déplaçaient en mobylette ou en scooter, et en fait il y a eu beaucoup d'accidents et je pense que les parents d'aujourd'hui veulent plus, enfin ils ont peur. J'avais regardé du coup les plaques d'immatriculation des deux roues, l'évolution au fil des ans sur notre territoire, et il y a de moins en moins de deux roues en fait. Du coup je pense que les jeunes ont encore moins de mobilité qu'avant.”

Témoignage de la directrice du centre social de Saint Symphorien sur Coise

Une éducation sexuelle scolaire inégale

Dans les collèges et lycées des Monts du Lyonnais, l'éducation sexuelle en milieu scolaire est abordée dans certaines structures mais pas toutes. Des associations comme le planning familial ou les MJC amènent des ressources et proposent des interventions, cependant tous les établissements ne proposent pas toutes les séances conseillées, avec des programmes souvent hétéronormés et peu développés.

“J'avais des cours d'éducation sexuelle, et malheureusement, c'était ma mère et le prof d'anglais qui faisait ces cours. J'étais obligé d'y aller mais c'était des critères très stéréotypés de relation hétéro. Moi je disais, bon, j'ai des petits soucis, je flashe de temps en temps sur tel ou tel personne. Mais j'avais pas cette ouverture d'esprit en tous cas.”

Témoignage noshistoires.fr

Lieux ressources

Les Monts du Lyonnais accueillent un tissu associatif actif sur des questions de culture et de lien social. Il existe de nombreuses propositions pour les jeunes et les moins jeunes, aussi bien dans le cadre scolaire que quotidiennement.

Des associations culturelles qui sensibilisent

Les Monts du Lyonnais constituent un vivier de lieux ressources avec de nombreux espaces de lien social portés par les associations. Sur le territoire, un centre social coordonne chaque année avec plus d'une dizaine d'autres associations la semaine de la tolérance, une semaine autour d'un sujet discriminant pour une partie de la population. En 2019 durant cette semaine intitulée “Homophobie, pas mon genre”, de nombreuses propositions pour échanger avec la population ont été organisées collectivement par les associations : un café discussion, des interventions en milieu scolaire, un spectacle de théâtre, des projections-débat... Cet événement récurrent permet de sensibiliser les habitant.e.s et permet aussi des espaces de formation. Cet exemple est une partie de toutes les propositions culturelles faites sur le territoire par des associations. Par la culture, d'autres associations, non portées directement

sur des questions de genres et sexualités mais s'y intéressant, peuvent proposer des spectacles, films, concerts qui amènent le débat. La Fabrik par exemple, une association de programmation culturelle invite régulièrement des artistes en résidence qui traitent de sujets de genres, de construction sociale, etc... Mont' en Scène, une association d'art de rue qui propose un festival chaque année, amène dans sa programmation différents artistes qui traitent aussi par le biais culturels de ces enjeux. Une ferme agricole, la ferme de la Maladière, propose elle aussi une programmation de conférences gesticulées où la thématique du féminisme, entre autres, est amenée.

Des espaces pour les jeunes en dehors du cadre scolaire

Sur le territoire, plusieurs espaces jeunes sont accessibles. Deux Maisons des Jeunes et de la Culture font de l'accueil les mercredis, samedis et pendant les vacances scolaires. Le centre social de Saint Symphorien sur Coise fait de "l'aller vers" en utilisant un camion pour être présent dans les villages alentour pour les jeunes dans les espaces publiques. Le MRJC propose aussi de "l'aller vers" en animant des équipes de jeunes régulièrement dans les villages. Tous ces espaces sont des lieux de rencontre entre jeunes accompagnés par des animateur.ice.s salarié.e.s qui sont attentif.ve.s aux réflexions des jeunes et proposent des animations pour y répondre collectivement. Les questions sur les genres et les sexualités sont récurrentes et de plus en plus présentes chez les jeunes du territoire selon le constat collectif des animateur.ice.s des structures.

En lien avec les associations culturelles et en réseau sur le territoire, les acteur.ice.s de la jeunesse travaillent sur des thématiques communes liées notamment plus récemment aux genre et aux sexualités. Une coordination des animateur.ice.s jeunesse s'est créée depuis 2021 pour se former à aborder la sexualité et l'intimité avec les jeunes, ainsi qu'à proposer des animations non genrées. Ce collectif échange aussi des méthodes, des outils pédagogiques ainsi que des ressources à mettre à disposition des jeunes du territoire dans les différentes structures.

Des collectifs spontanés qui émergent

Pendant les 3 ans de diagnostic, les membres du MRJC ainsi que les habitant.e.s ont pu voir apparaître et participer à la création de différents collectifs informels. Ces groupes répondent à des besoins de rencontre, de lutte ou d'échange sur des questions de féminisme ou de lutte LGBTQI+. Un groupe d'ami.e.s issus de la MJC de Saint Martin en haut souhaitant accompagner la transition d'une personne transgenre de leur groupe a créé un collectif nommé C-isme pour sensibiliser sur ces questions à travers des vidéos sur les réseaux sociaux. A l'initiative d'habitantes du territoire, un collectif informel intitulé "les apéros meufs" a créé des espaces d'échanges en non-mixités pour les femmes du territoire. Ce collectif se retrouve régulièrement chez les habitantes pour traiter de différents sujets tels que : la santé, les relations, le féminisme, la colère... Enfin un autre collectif de colleuses des Monts du Lyonnais, qui lutte et sensibilise sur les violences et les discriminations liées aux genres et aux sexualités, a été créé pour réaliser des actions de collage dans l'espace public sur le territoire.

Des associations LGBT et Féministes différentes en milieu rural

Le Planning Familial, est une association d'éducation populaire féministe qui milite pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, au droit à l'avortement et à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Rattaché à la ville de Lyon, le Planning Familial est présent sur le territoire à travers des interventions en milieu scolaire, ainsi que des permanences régulières dans deux maisons des services (à Saint Symphorien sur Coise et à Saint Laurent de Chamousset). Ce dispositif est en développement et cherche à s'adapter aux problèmes de mobilité des jeunes pour proposer des accompagnements en ultra local via un véhicule itinérant.

Aussi, le public touché par le Planning Familial à Villeurbanne, est diamétralement opposé au public touché en zone rurale. En effet, dans les Monts du Lyonnais, 59% de la population touchée sont des hommes, et moins de la moitié sont des femmes. En parallèle, à Villeurbanne, c'est 83 % de femmes qui composent le public touché, avec une évolution de personnes trans depuis les 3 dernières années en zone urbaine. Dans les Monts du Lyonnais, il n'y a pas de recensement de personnes trans dans le public du Planning Familial. Cela s'explique par la présence du Planning Familial dans les milieux scolaires, qui sont en milieu rural plus masculinisés et aussi que les jeunes en besoin d'accompagnement à la transidentité iront plutôt chercher des réponses en milieu urbain, où plus de propositions sont faites.

Le Planning Familial est la seule association ayant comme projet politique l'accompagnement et l'éducation à la sexualité présente dans les Monts du Lyonnais. On pourra retrouver un grand nombre d'autres associations féministes ou luttant pour l'égalité des droits et l'accompagnement des personnes LGBTQI+ dans la zone urbaine de Lyon : SOS Homophobie, Centre LGBTI+, le Refuge, Chrysalide, Arcenciel...

Un collectif devenu un espace ressource pour les jeunes

Le collectif lancé dans le cadre de ce diagnostic par le MRJC à tout d'abord rassembler 3 personnes engagées au MRJC dans son fonctionnement et intéressées par des questions de genres et sexualités. Très vite, par la communication externe et les réseaux sociaux, des personnes non issues du MRJC mais présentes dans le tissu associatif local ont intégré le collectif. Ces personnes recherchaient des espaces d'échange et d'action autour de ces thématiques. Le collectif a évolué pendant trois ans mais les participant.e.s y ont toujours trouvé un espace de débat sur des questions intimes, personnelles et à la fois politiques sur les genres et sexualités. Le diagnostic a été en quelque sorte un prétexte, pour les membres du collectif, pour pousser leurs réflexions et agir sur le territoire pour ouvrir la parole. Ils et elles ont apprécié de pouvoir aborder collectivement des sujets encore tabous et qui nécessitaient de l'échange.

Les enquêtes locales

Déroulé

L'enquête locale a été amorcée par un collectif qui s'est constitué pour son intérêt autour de ces questions-là, composé de 6 personnes de 19 à 30 ans, constitué à 80 % de femmes au démarrage et tous.tes issu.e.s du territoire des Monts du Lyonnais.

Après des réflexions internes sur la définition des genres et sexualités, du territoire, et du partage des envies, un questionnaire est sorti à destination de la population des Monts du Lyonnais. Ce questionnaire sondait le degré d'aisance des habitant.e.s des Monts du Lyonnais pour parler de féminisme, d'égalité hommes-femmes, d'homosexualité ou de transidentité dans 4 milieux différents : avec des ami.e.s, avec la famille, à l'école ou au travail (selon les âges) et dans l'espace public.

Les résultats

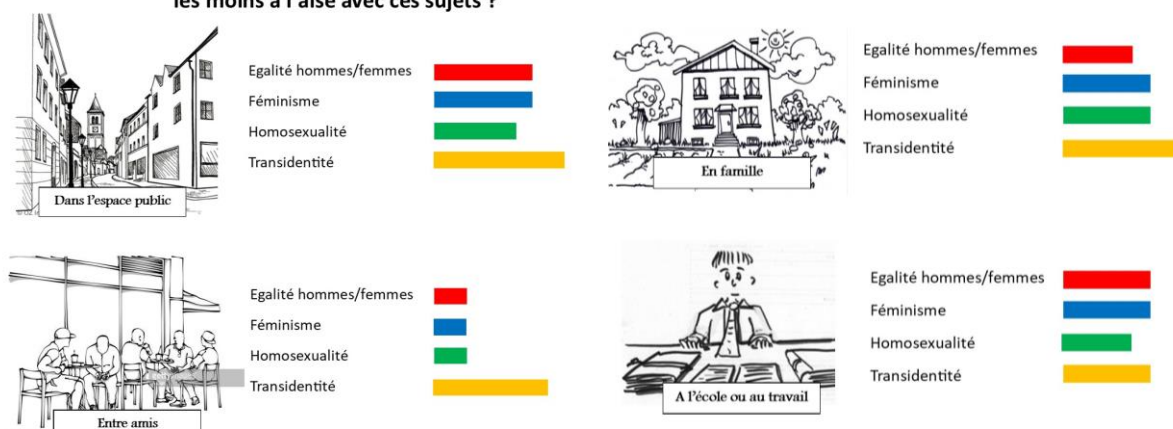
L'enquête a suscité 68 réponses, 69 % de femmes ce qui est un chiffre conséquent. Les espaces de recueil des témoignages se sont fait en ligne, dans des commerces du territoire : épicerie, médecin, bar, bibliothèque... et sur un évènement culturel animé "les Rois Vagabonds", avec un appel à témoignages.

L'échantillon représente 28 % d'étudiant.e.s et collégien.ne.s, lycéen.ne.s, 67 % de population active, et 4 % de retraité.e.s. Parmi les actif.ve.s, la représentation agricole est de seulement 5 % pour les 94 % de personnes interrogée qui sont du milieu rural (bourg ou campagne)

On remarque que 62 % des personnes travaillant dans le secteur public (enseignement, médical, social...) sont des femmes, dans un secteur de soin et d'engagement auprès des populations locales.

Les résultats de cette enquête montrent que la transidentité est très tabou voir a besoin d'être définie dans tous les espaces cités plus haut et que l'espace le plus compliqué pour aborder ces questions était l'espace public.

Dans les différents espaces, lesquels rendent les participant.e.s les moins à l'aise avec ces sujets ?



45 % des personnes interrogées sont très à l'aise pour aborder la question de l'égalité hommes-femmes et il n'y a que dans le secteur privé, la famille ou les amis, où les personnes ne sont vraiment pas à l'aise pour en discuter, cela représente seulement 5 % mais c'est le seul domaine où les personnes sont plus catégorique et on coché 1 sur une échelle de 1 à 5. Quant aux autres espaces, les réponses sont plus mitigées.

Il y a peu de variables de génération, 58 % des 12-25 ans n'est pas à l'aise avec des questions de transidentité, 65 % des 25-50 ans non plus et 40 % des plus de 50 ans

Un site internet de témoignages



Suite à cela, une campagne d'appel à témoignage a été pensée pour donner la parole à des personnes concernées par les thématiques citées plus haut, sous la forme d'un site Internet : noshistoires.fr. Plusieurs extraits ont pu être intégrés au compte rendu de ce diagnostic que vous avez pu lire plus haut.

L'objectif de ce site est de pouvoir rendre visibles les vécus, les histoires d'habitant.e.s des Monts du Lyonnais sur des questions de genres et de sexualités. Il recueille des témoignages de femmes, de personnes homosexuel.le.s, transgenres, non-binaires, pansexuel.le.s ... et s'adresse à tous et toutes. Ce sont des témoignages qui peuvent raconter des expériences liées au territoire, qu'elles soient positives ou difficiles, des expériences de parcours, finalement l'endroit où se rencontrent orientations sexuelles ou identités de genres avec le territoire.



Le lien avec le territoire était essentiel pour montrer que "chez nous" aussi se vivait des choses en lien avec notre orientation sexuelle ou notre identité de genre, c'est un moyen de sensibiliser et conscientiser la réalité des vécus, dans les Monts du Lyonnais.

Aujourd'hui ce sont 13 témoignages qui sont accessibles en ligne et sur une page Instagram. Ce site est actif et peut être alimenté par d'autres témoignages.

Des ateliers pour animer des espaces d'expression

Suite à la création du site Internet, le collectif a travaillé sur une animation clé en main pour proposer des espaces d'expression et ouvrir la parole dans des groupes de jeunes. Cet outil est à destination des animateur.ice.s de jeunes et a été animé avec 3 groupes différents durant l'année 2021.

A partir des témoignages recueillis sur le site Internet, et des définitions de "sexualités", "intimité" et "genres", écrites collectivement, les participant.e.s peuvent échanger entre eux sur les problématiques sociétales que provoquent les normes. A la fin de cet atelier, chaque jeune peut prendre un temps personnel pour se questionner sur soi.

Les retours des jeunes suite à ces ateliers sont souvent tournés sur l'éducation des garçons et des filles, sur la manière de vivre ensemble. Ils et elles questionnent aussi beaucoup le côté systémique de la culture commune qui véhicule les normes autour de genres et sexualités, par le cinéma, les publicités, les livres, les jeux vidéo...

Des espaces de confiance

Pendant le diagnostic, les jeunes participant.e.s au MRJC ont pris conscience du besoin d'échanger sur des questions intimes et taboues.

En vivant des ateliers, en participant à des jeux de sensibilisation, en étant membre du collectif ou encore en échangeant en temps informel avec des animateurs et animatrices, les jeunes ont identifié le MRJC comme un espace où ces sujets pouvaient être abordés. Certain.e.s jeunes ont pu alors se confier, et trouver des espaces "refuge" pour exprimer certains maux intimes. Nous, jeunes responsables du MRJC, affirmons qu'il y a besoin d'espace où les jeunes se sentent en confiance, en dehors du cadre familial, en dehors du cadre scolaire et avec des personnes responsables pour les accompagner dans leur développement.

Conclusion et prolongement

Ce diagnostic a été un tremplin pour aller plus loin et agir pour la jeunesse, et le territoire des Monts du Lyonnais, dans l'objectif que chaque habitant.e trouve sa place sans condition de genres et d'orientation sexuelle.

Le territoire des Monts du Lyonnais est en constante évolution, des collectifs sont nés depuis 3 ans et des propositions culturelles vont dans le sens de l'ouverture. Mais nous voyons des difficultés dues à la situation géographique et culturelle, d'accès à l'éducation à la sexualité, à la déconstruction des normes de genres, à l'ouverture sur les différentes orientations sexuelles et identités de genres encore peu visibles sur le territoire.

Nous souhaitons pouvoir proposer des pistes de réflexions abordées pendant nos recherches qui n'ont pas encore pu voir le jour mais qui nous tiennent à cœur de vous partager, dans l'attente de pouvoir se pencher dessus :

- A la suite des ateliers avec les jeunes, plusieurs d'entre elles et eux ciblent l'éducation comme un réel moyen de résoudre les problèmes de sexisme, d'homophobie ou de transphobie dans la société. Nous souhaitons interpeler les établissements scolaires dans l'ouverture à ces questionnements (le patriarcat, le consentement, l'homosexualité...) par l'accueil d'interventions.
- La transidentité est tabou et très mal appréhendée par les institutions, les structures, et les personnes, en milieu urbain, mais encore plus en milieu rural. Nous souhaitons pouvoir proposer des espaces d'échange avec les habitant.e.s pour aborder cette question avec des personnes trans, directement concernées, qui pourront témoigner.
- Le travail de l'ADEAR (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural), de la Confédération Paysanne ou encore des CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), mettent en valeur des problématiques de sexisme, liées à l'activité agricole. L'agriculture représente une grosse part de l'activité rurale et est encore aujourd'hui très masculinisée. Nous pensons qu'en abordant et

partageant ces travaux, cela serait favorable à un mieux vivre ensemble dans les territoires ruraux.

Durant ces 3 années, le collectif s'est appuyé et à partagé un grand nombre de ressources, sur différents supports (podcasts, page instagram, bande dessinée...) et en a fait une bibliothèque. Consultable en annexe.

Ressources sur les genres et sexualités

BD

- Le cœur des femmes, Aude Mermillod (la femme, question de gynécologie et violence)
- Le bleu est une couleur chaude, Julie Maroh (homosexualité)
- Peau d'homme, Hubert et Zanzim (inégalités de genre)
- Appelez moi Nathan, Catherine Castro (parcours d'un jeune homme trans)
- Il est où le patron ?, Maude Benezit et des paysannes en colère (place de la femme dans le monde paysan)
- Simone Veil, P. Bresson, H. Duphot (avortement)
- Le manifeste des 343 salopes, A. Laffitte, H. Strag (avortement)
- La rose la plus rouge s'épanouit, Liv Stromquist (relation amoureuses, parallèle société de consommation et relation humaine)
- Reconnaî'trans, Laurier the fox (témoignages de personnes trans illustrés)
- Tout va bien, Charlie Genmor (aussi sur Instagram) (roman graphique)
- Un autre regard, Emma
- Des princes pas si charmants, Emma

Livres

- Le cœur des femmes, Martin Winckler
- Avorter aujourd'hui, Olivia Benhamou (contexte de l'avortement dans les années 2000)
- Réinventer l'amour, Mona Chollet (relation amoureuse)
- Sorcières. La puissance invaincue des femmes, Mona Chollet
- King Kong Théorie, V. Despentes
- Confession d'un masque, Mishima

Séries

- Sense8 (LGBT, transidentité, féminisme, place de l'amour)
- Dickinson
- Skam France (ou autre pays ex : Skam Norvège, saisons sur différentes thématiques)
- Sexe Education
- Euphoria

Film

- La vie d'Adèle
- Océan
- Le portrait de la jeune fille en feu (film historique, romance entre deux femmes)
- Love Simon
- Baisé caché
- Young Royal
- Super nova
- 120 battements par minutes
- Enola Holmes
- Les quatre filles du Docteur March

- Divines
- Tom Boy
- Filmographie de Xavier Dolan
- Les Figures de l'ombre
- Documentaire « Petite fille »

Podcast

- Affaire sensible sur l'avortement
- Les couilles sur la table
- Le coeur sur la Table

Vidéo YouTube

- Acte et sens sur l'amour
- L'amour dure 90 secondes
- Acte et sens sur la thématique de l'amour
- « L'amour dur 90 secondes » conférence d'une femme
- Hparadoxae (transidentité et autisme)
- Entre mecs

Jeux

- Sexploration
- Non mais genre !

Compte Insta et autre

- Compte de Collage féministe (+ nom de la ville)
- Soan_t_informe
- aggressively_trans
- transnoir
- transcripteur
- lanuitremueparis
- mariebongas
- Paint (LGBT)
- colorsofmarion
- noustoutes (ne prend pas en compte le meurtre des femmes trans)
- Camille et Justine
- Gouine des champs
- Charlie Genmor

Autres :

- Le point Q (newsletter sexo)
- Mixicamp, outils pour les animateur.ice.s "vers l'égalité des genres"

Marque de vêtements qui ne fait pas de distinction sur les genres

- Insame

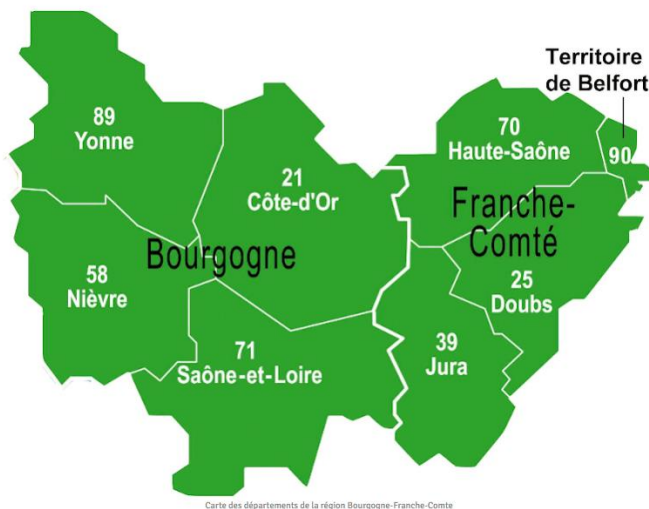
Annexe 5

Diagnostic de territoire – section locale du Doubs

Diagnostic « Genre et Sexualité en milieu rural »

I. La Bourgogne-Franche-Comté, de quoi on parle ?

La région Bourgogne Franche-Comté est située dans le nord-est de la France, limitrophe à la Suisse et non loin de l'Allemagne.



Sa superficie est de 47 784 km² pour une densité de 59 habitant·e-s/km².

La région BFC est entourée du Grand-Est, Ile-de-France, Centre Val de Loire et l'Auvergne-Rhône-Alpes.

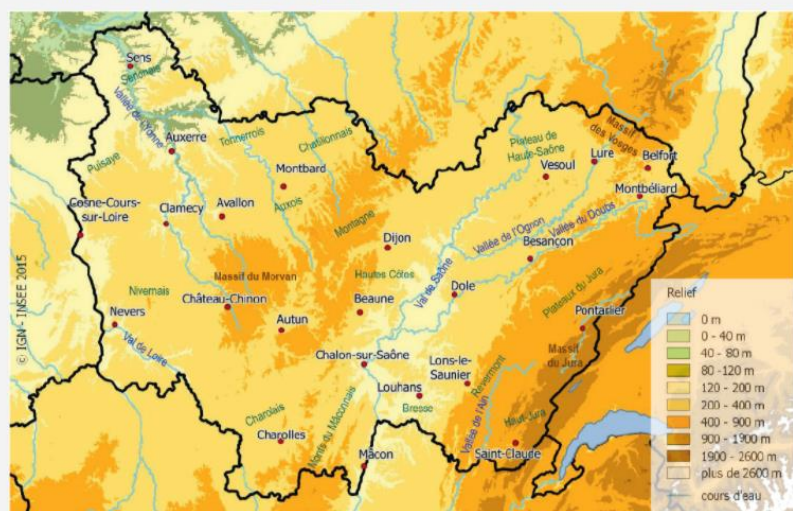
Le chef-lieu de la région est Dijon et sa présidente est Marie-Guite Dufay (du Parti Socialiste).

Si on s'axe d'avantage sur la Franche-Comté, on peut voir qu'elle est composée de quatre départements, le Territoire de Belfort, le Jura, la Haute-Saône et le Doubs. D'une superficie de 16202.34 km² dont 5232.6 km² pour le Doubs.

Le relief de la région BFC est dominé par trois massifs avec les Vosges dans le Nord-Est, le Jura à l'est et le Morvan à l'Ouest. Le point culminant étant au Jura (Crêt Pila) avec 1 495 mètres.

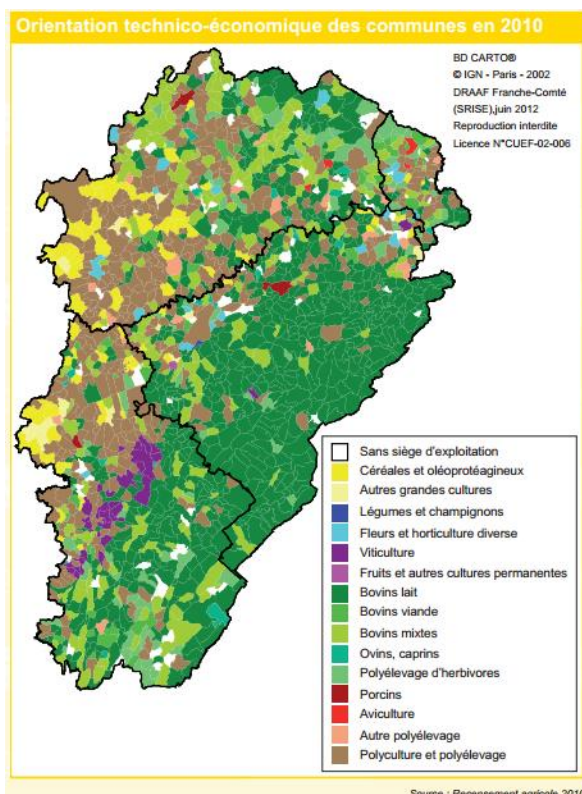
- Une région très vaste, scindée en deux par le Morvan

Géographie physique de la Bourgogne-Franche-Comté



Source : Insee, IGN

La région Bourgogne-Franche-Comté est une région à caractère agricole et rurale, son agriculture repose sur 4 grandes productions :



- La vigne, qui s'étend sur 34 000 hectares à 99% en Appellation d'Origine Protégée (AOP) dans le Jura et les départements de l'ex région Bourgogne.

- Le lait, avec près de 700 millions de chiffre d'affaire est essentiellement valorisé dans la production de fromages dont un volume important provient du Massif du Jura.

- La viande bovine, réalise un chiffre d'affaire de 850 millions avec des exploitations principalement tournées vers l'activité de naisseur. Elles sont situées majoritairement dans la Saône et Loire et dans la Nièvre.

- Les grandes cultures (blé, orge, maïs), réalisent un milliard de chiffre d'affaire et sont principalement concentrées sur les plateaux de la Côte d'or, de l'Yonne, de la Nièvre et de la Haute-Saône.

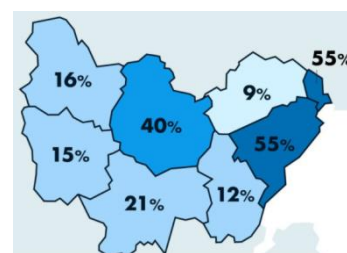
La nouvelle région conserve un profil avant tout rural, elle ne possède pas de grandes métropoles de plus de 400 000 habitant.e.s. C'est une région moins urbanisée, moins dense en termes de population.

Elle possède une structure sociale plus homogène, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres est moins important. La région est d'ailleurs classée quatrième en termes d'emplois agricole.

L'absence de grandes métropoles contribue à un vieillissement notable de la population, les 18-30 ans s'exportent et les retraité.e.s restent. La région est dans les dernières régions de France en termes de proximité des équipements pour les habitant.e.s. Certaines zones possèdent des structures de santé, des établissements publics éloignés des habitants.

La carte représente le taux de couverture fibre par département en BFC au 2^{ème} trimestre 2020.

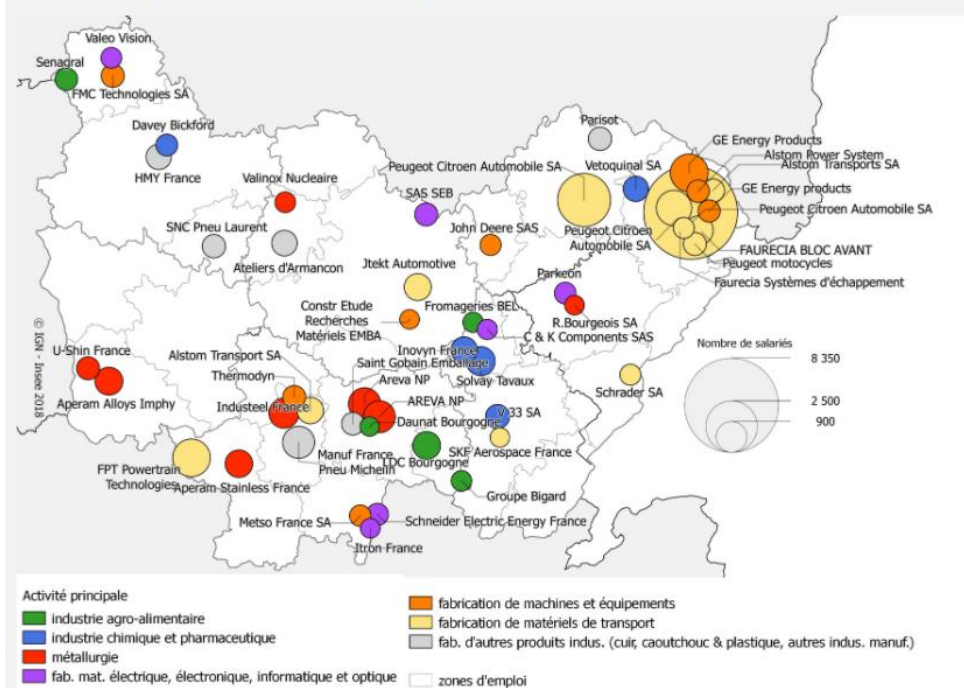
En 2020, la région BFC reste à la traîne sur la fibre et la 4G. Selon le baromètre ZoneADSL elle est dernière au classement fibre et 11^{ème} au classement 4G des régions. L'accès internet reste donc médiocre encore dans la région. Cependant le Doubs est le département avec le taux de couverture fibre le plus élevé, avec le Territoire de Belfort.



La Bourgogne-Franche-Comté reste une région industrielle. Par exemple PSA à Sochaux est le deuxième site industriel le plus important de France. Elle est la première région industrielle en termes d'emploi (17.3% de ses emplois sont exercés dans l'industrie).

figure 2 – L'industrie encore très présente, des établissements aux quatre coins de la région

Les 50 plus grands établissements industriels de la région, par effectif et activité

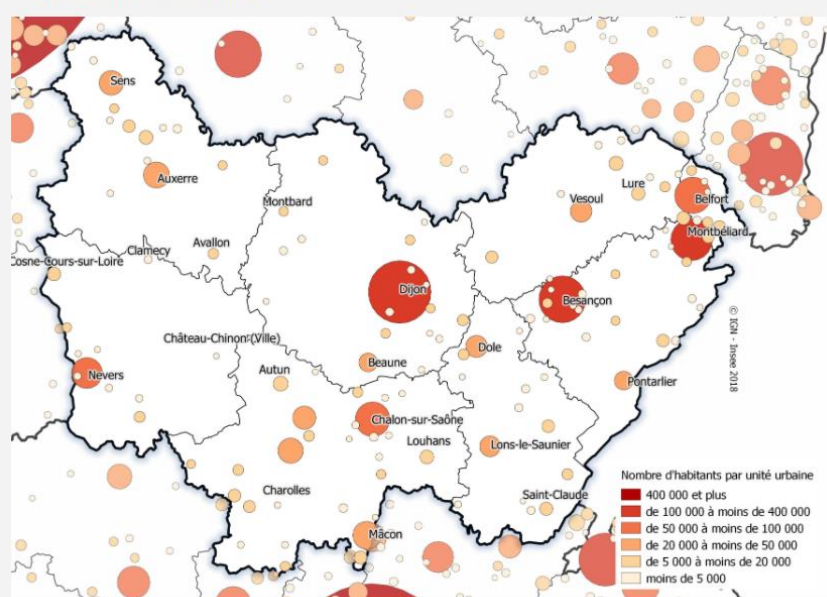


Source : Insee, Clap 2015

En BFC on compte 2 813 289 habitant·e·s.

Comme dit précédemment, la région BFC reste rurale et ne possède que trois villes de plus de 100 000 habitant·e·s. Dont le chef-lieu du Doubs, la ville de Besançon avec 116 676 habitant·e·s.

figure 1 – Seules trois agglomérations dépassent les 100 000 habitants
Population des unités urbaines

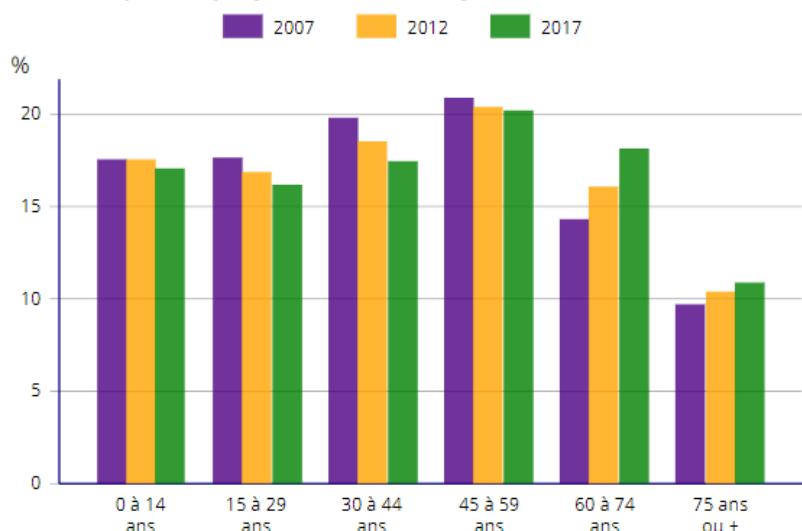


Source : Insee, recensement de la population 2014

Selon l'INSEE près des deux tiers de la population de la région BFC habitent à la campagne, en Haute-Saône 58%, idem dans l'Yonne et 51% dans la Nièvre.

Il y a 1 489 communes, soit 38% des communes de BFC, qui sont confrontées aux enjeux de l'hyper-ruralité : faible densité, enclavement géographique, vieillissement de la population, faibles ressources financières, manque d'équipements et de services.

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



La région BFC compte 26 868 naissances par an pour 30 091 décès. On voit un vieillissement de la population entre 2007 et 2017.

En 2012, elle compte 470 425 jeunes de 15 à 29 ans soit 17% de la population régionale, elle a perdu en moyenne 0.9% de sa population jeune par an entre 2007 et

2012. Une baisse qui peut s'expliquer par le départ de nombreux jeunes vers d'autres régions pour se former ou trouver un emploi. La part de jeunes dans cette tranche d'âge est plutôt inégale sur le territoire, avec 13.9% dans la Nièvre, 19.5% en Côte d'Or, elle dépasse 18% (moyenne national) dans seulement 3 départements : La Côte d'Or, le Doubs et le Territoire de Belfort. Dans le Doubs, il y a Besançon qui regroupe 28.8% de jeunes qui ont entre 15 et 29 ans.

II. Parler Genre et Sexualité dans le Doubs

La ville de Besançon de sa superficie de 65.1km² offre un panel d'associations de culture, loisirs, sport et vie sociale, de santé et action sociale, d'éducation et de formation, d'environnement et patrimoine, etc. on en compte 2974.

Parmi ces associations on en compte quelques-unes qui offrent un lieu pour les personnes s'identifiant/s'intéressant à la communauté LGBTQ+.

Le refuge, situé au 34 rue Ronchaux à Besançon, est une association nationale, qui propose un hébergement temporaire pour des jeunes de 18 à 25 ans en rupture familiale. Des soirées abordant diverses thématiques sont proposées, comme des cinés-débats ou encore des rencontres littéraires avec différents partenaires. Entre-autre, c'est un lieu d'accueil et d'échanges, qui offre un espace sécurisant et rassurant.

L'association Nouvel Esprit, qui organise des événements, apéro, exposition de photographies, pour lutter contre les discriminations. C'est une association militante qui vise à l'égalité des droits. Iels organisent des moments communautaires conviviaux et familiaux pour partager et informer dans le but de mobiliser et de continuer à trouver (ou prendre) une place dans une société qui reste à convaincre.

SOS Homophobie est une association qui lutte contre les infractions à caractère homophobe ou transphobe, pour les droits civiques et la reconnaissance des personnes LGBTQ+. Elle fait également des interventions en milieu scolaire pour expliquer avec pédagogie son combat et sa nécessité.

Le Mouvement d'Affirmation des Jeunes lesbiennes, Gais, Bi et Trans, est une association qui permet d'apporter aux jeunes LGBTQ+ toutes les opportunités de dialogue afin de mieux vivre et affirmer leur orientation sexuelle ou identité de genre, et lutter contre les discriminations et le sexisme.

Il y a aussi le CICS, le Centre d'Information et de Consultation sur la Sexualité, c'est un Centre de Planification et d'Education Familiale. Des locaux sont ouverts la semaine pour informer des lois et droits en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle. C'est un lieu où les jeunes peuvent obtenir des réponses à leurs questionnements et iels proposent aussi des consultations gratuites auprès de différents professionnel-le-s médicaux (médecins, psychologue, conseiller-ère conjugales, familiales).

On peut également trouver quelques médecins sur le réseau des Médecins Gay-Friendly LGBT. Dans le domaine de la santé, une relation de confiance est indispensable pour une prise en charge de qualité. Ce réseau permet de rencontrer des professionnels dont on sait par avance la bienveillance à l'égard de leur clientèle, pour qu'ils puissent se sentir capable de s'exprimer sans craintes, sans appréhension et sans retenue. Ce sont également des professionnel-le-s de santé sensibilisés aux problèmes spécifiques que les personnes concernées peuvent rencontrer.

Dans le Doubs, deux médecins généralistes sont recensés sur le réseau à Besançon, le Docteur Perrot et la Doctoresse Lambert Briquez. Une gynécologue est recensée sur Montbéliard, la Doctoresse Koenig.

Il existe aussi sur Besançon, des associations féministes telle que Osez le féminisme 25 qui lutte contre l'imbrication des systèmes d'oppression, racisme et sexisme, pour la libération des sexualités des femmes, contre la lesbophobie et pour la visibilité des lesbiennes.

Egalement l'association Solidarité femmes de Besançon, composé de militantes féministes qui viennent en aide bénévolement aux femmes victimes de viols ou de violences conjugales. C'est un centre d'hébergement et de réinsertion sociale qui dispose d'une trentaine de places pour femmes et enfants. L'association effectue également des missions de prévention auprès de publics jeunes ou professionnels.

Le Centre d'Information sur les Droits de Femmes et des Familles, permet d'informer dans une approche globale sur les droits des femmes et des familles, de faire évoluer leur place dans la société, de favoriser l'autonomie des femmes et contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'association Tente Beauté Mobile est une association caritative offrant la possibilité à des personnes en situation de fragilité sociale, physique et/ou psychique de bénéficier de soins socio esthétiques, de coiffure et de conseils en image, pour qu'elles reprennent confiance en elles et en leurs capacités socio-professionnelles.

La ville de Besançon offre tout de même quelques espaces sécurisant d'information, d'accueil et d'échanges. Cependant toutes les associations et médecins répertoriés sont localisés sur Besançon, étant une grande ville bien desservie elles sont accessibles facilement pour les citoyens. A contrario les zones rurales, représentant une grande majorité du Doubs, subissent un désert rural quant aux services sur le genre et la sexualité. De même qu'il est difficile pour les ruraux non véhiculés de se déplacer et rendent l'accès aux services dans Besançon difficiles. Pour une ville de 116 676 habitants, le nombre d'association abordant les sujets d'homosexualité et de transidentité reste faible d'autant plus si on prend en compte la superficie entière du Doubs.

Ce qui pose question, c'est comment rendre accessible cette notion de genre et de sexualité dans les milieux ruraux. En milieu rural on vit et on travaille très souvent dans un cadre familial, on connaît très bien son village, son entourage et on fait partie d'une communauté bien définie géographiquement. Ça peut être un avantage comme un inconvénient, être homosexuelle ou transgenre à la campagne entraîne souvent un repli sur soi. La peur de l'incompréhension de l'entourage familial, amical et social apparaît comme un obstacle. Le fait que ces lieux sécurisants d'échanges, d'informations et de questionnements ne soit que basé dans les grandes villes comme Besançon renforce les cas d'isolements en zones rurales et rendent ces questionnements « tabou ».

III. Enquête GSMR au MRJC

En 2020, une petite équipe au MRJC de Franche-Comté s'est réunie pour échanger et proposer des actions autour de la thématique « Genre et Sexualité en Milieu Rural ». Accompagnée de l'animatrice permanente et d'une service civique, iels ont pu se regrouper à plusieurs reprise. A la suite de quoi en est ressortie l'envie de faire vivre d'avantage cette thématique par le biais de sensibilisation, informations, échanges, soutiens permettant aux volontaires de partager leurs expériences de vie.

Afin d'approfondir leurs questionnements, iels ont monté·e·s une enquête quantitative ayant pour but de cerner quelles sont les problématiques que rencontrent les personnes vivant en milieu rural vis à vis de leur genre et/ou leurs sexualités. (*Résultats de l'enquête en Annexe*).

Cette enquête aborde plusieurs thème comme les stéréotypes de genre, le sexisme ordinaire, la santé reproductive, les exemples et influences, les études, emploi et responsabilités, les violences LGBTQ+, le Coming Out et les agressions, attouchements, insécurités et violences conjugales.

Ce questionnaires s'adressant à tou·te·s a pu récolter 108 réponses (majoritairement des femmes, 68.5% et 3.7% de non-binaire). La moitié des participant·e·s ont entre 13 et 30 ans et l'autre moitié ont plus de 30 ans dont 25.9% ont plus de 60 ans. Iels sont globalement issu de milieux ruraux (seulement 24.1% habitent en zone urbaine). Le fait de cette grande majorité de ruraux permet d'identifier, grâce à leurs réponses, comment y sont perçues les questions de genre et de sexualité. Cependant 58 des participant·e·s vivent actuellement dans le département du Doubs ce qui ne peut pas nous permettre d'assimiler ces résultats spécifiquement au Doubs.

Sur ces 108 réponses, 9 personnes s'identifient homosexuel·le, 8 bisexuel·le, 9 pansexuel·le et 83 hétérosexuel·le. L'enquête démontre que la notion des stéréotypes de genre en milieu rural est bien questionnée, 54.8% des personnes ont au moins une fois subi des discriminations par rapport à leur genre ou leur orientation sexuelle. Seulement 18.1% n'ont jamais ressenti le besoin de remettre en question les rôles que l'on assigne à leur genre. On compte aussi 68.6% qui estiment ressentir l'impact de stéréotypes de genre dans leur quotidien. Une grande partie témoignent que ce sentiment se fait ressentir dès le plus jeune âge, par exemple au fait de genrer les jeux, activités physiques et loisirs, esthétiques et vestimentaires, certain·e·s témoignent d'avoir souvent entendu de n'être pas suffisamment féminine, ne pas se salir si on est une fille, la danse n'est que pour les filles et inversement les sports de balles pour les garçons. Et ceux jusqu'à même l'âge adultes, avec les métiers physiques pour les hommes, la garde des enfants et entretien de maison pour les femmes. D'autres témoignages nous montrent que ces stéréotypes de genre sont parfois poussé bien plus loin, allant jusqu'à ne s'adresser qu'aux hommes pour des questions de bricolage, de même qu'un homme ne pleure pas, il doit être « viril », etc. Il y a même 88.9% des

participant·e·s qui ont déjà entendu, fréquemment et occasionnellement, des phrases misogynes ou misandres. Globalement 57.4% estime ressentir le sexisme ordinaire dans leur quotidien. 38.9% ont déjà été insulté·e, agressé·e, à cause de leur genre ou de leur orientation sexuelle et 55.6% ont déjà dû modifier leur comportement dans certains lieux pour éviter des situations. 59.8% se sont déjà senti·e en danger dans la rue, transport ou lieu public. Seulement 16.7% connaissent des structures pour trouver de l'aide et peuvent s'y rendre facilement.

Globalement cette enquête n'apporte pas de résultats fiables quant à la sexualité et la transidentité, qui ne permettent pas d'en tirer une analyse concrète. Mais les participant·e·s ont fait remonter les inégalités de genre en milieu ruraux.

A la suite de cette enquête, le MRJC a voulu apporter en Franche-Comté des actions de sensibilisations et des dossiers pédagogiques. Un dossier pédagogique « Les menstruations en camp » a été co-écrit pour apporter des outils aux animateur·ice·s, il retrace un peu l'histoire des menstruations, présente les différents types de protections périodiques, les différents types de symptômes, les cas d'endométrioses. Dans ce dossier on peut également y trouver des outils d'animations pour amener un échange avec les jeunes. Mais également des outils pour sensibiliser au fait de rendre le camp accessible pour les personnes menstruées, comme mettre des sacs poubelles dans les toilettes, avoir la possibilité d'installer des toilettes fixes avec une intimité pour les camps en itinérances et bien d'autres encore.

Au-delà de dossier pédagogique, ils ont mis en place des actions comme un Théâtre Forum sur le genre et la sexualité, grâce à l'aide d'une intervenante. Où une dizaine de participant·e·s ont pu échanger leurs idées et comment ils pourraient améliorer les choses. Également sous forme théâtrale, lors d'un camp d'été, 13 jeunes ont monté un spectacle à la fin du séjour (représentation ouverte), pour représenter la sensualité et la sexualité autour de plusieurs scénettes, comme l'intersexualité, les différents moyens de contraception et les nombreux effets négatifs pour la femme, le harcèlement de rue et agressions.

En tant que MRJC, la section souhaite continuer à intégrer ces questionnements dans leurs actions. Garder un esprit inclusif pour tou·te·s et être un lieu sécurisant et ouvert à la discussion et que nos jeunes puissent se sentir libre d'être soi-même. La section laissera la possibilité à une équipe de jeunes si elle le souhaite, de se réunir pour monter des projets dans l'optique de faire grandir cette thématique dans son territoire.

ANNEXE

❖ Enquête réalisée en 2020

Voici un aperçu des résultats de l'enquête qui a été publiée.

Quelques définitions :

Genre :

Le genre est à la fois une construction sociale et culturelle (hiérarchisation, rôle, attentes, représentations etc...) et une construction identitaire personnelle (ressenti, expression, ...). Il peut être pensé indépendamment du sexe biologique et peut se situer sur un spectre entre la féminité et masculinité. On le caractérise selon différents critères :

- se reconnaître ou non dans un genre (genré·e/agenre)
- conforme (cisgenre) ou différent (transgenre) de celui assigné à la naissance
- binaire (femme/homme) ou non-binaire
- Stable ou fluide dans le temps (genderfluid)

Sexualité :

La sexualité regroupe les notions d'orientation, de comportement et de pratiques sexuelles.

- L'orientation sexuelle définit les personnes envers lesquelles on peut être attiré·e ou l'absence d'attirance (hétéro-, homo-, bi-, pan-, a-sexuel·le etc...)
- Le comportement sexuel définit l'attitude relationnelle adoptée à un moment donné.
- Les pratiques sexuelles constituent les actes et attitudes expérimentées lors d'un rapport sexuel incluant la masturbation.

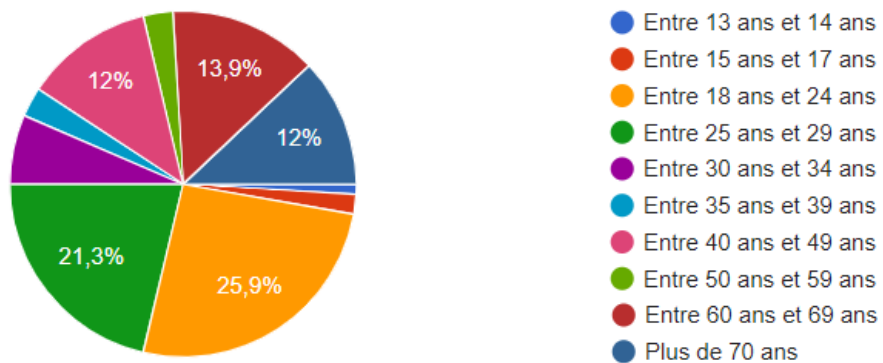
On distingue l'attirance sexuelle de l'attirance romantique

Milieu rural :

Le rural qualifie tout ce qui a trait à la campagne, aux espaces hors des villes, à la nature, à l'agriculture et aux paysans. Cela se réfère également à toutes les communes qui possèdent moins de 2000 habitants. C'est également caractérisé par de moindres services, des trajets plus longs etc...

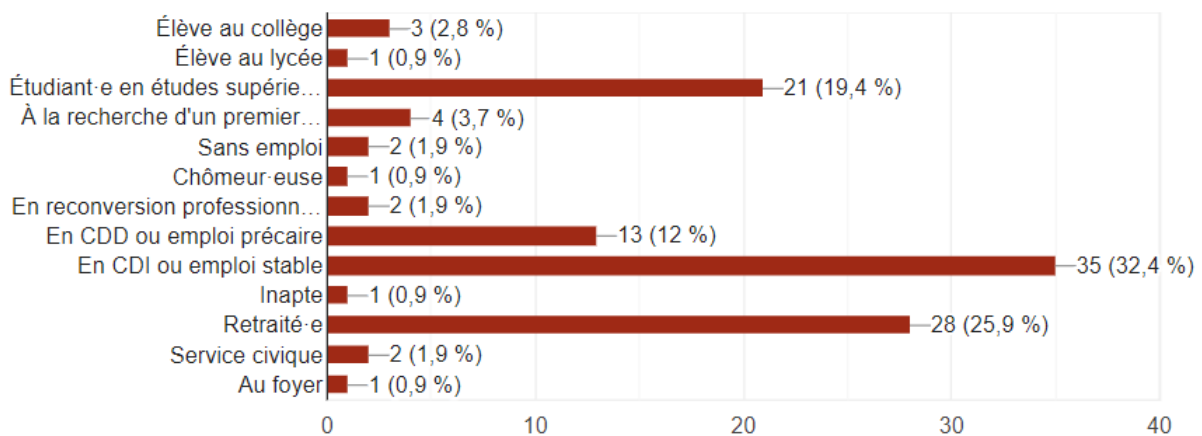
Quel âge avez-vous ?

108 réponses



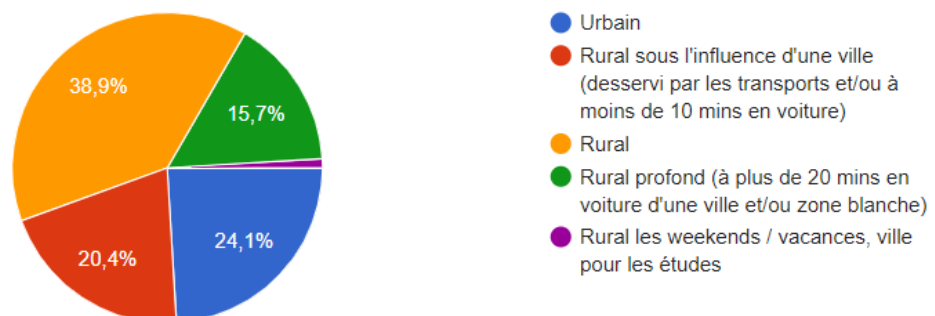
Vous êtes... ?

108 réponses



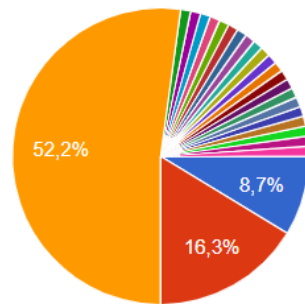
Dans quel type de territoire vivez-vous ?

108 réponses



Si vous vivez ou avez vécu en milieu rural ou rural profond : Quel est le profil qui vous correspond le mieux ?

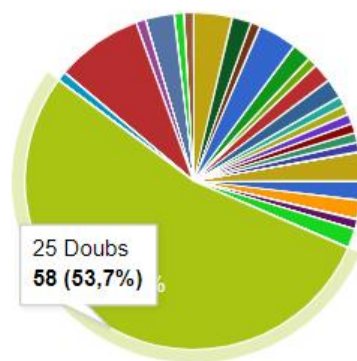
92 réponses



- Je suis né-e dans un milieu rural et j'y...
- Je travaille en ville et j'ai choisi d'habit...
- J'ai vécu mon enfance en milieu rural,...
- Je n'ai jamais vécu en milieu rural
- J'ai grandi en campagne, j'ai fais me...
- je vis en périurbain et y ai tjs vécu
- Je suis née dans un milieu rural, je sui...
- je travaille en milieu rural et ai vécu to...
- Je suis née dans un milieu rural et j'y...
- j'ai vécu mon enfance en milieu rural e...
- ville de 5000 habitants à la campagne
- Je viens de la ville et je vis et travaille...
- retraité dans le rural
- né en ville, j'ai toujours vécu et travaill...
- Je suis née en milieu rural et ai souhai...
- je suis née en ville, je me suis mariée...
- Je suis en retraite dans le village où j'...
- Née et vivant en milieu rural
- je suis née en milieu rural et y reste p...
- Je choisi de vivre en milieu rural car c...
- J'ai vécu mon enfance en milieu rural...
- Mon conjoint travaille en ville, on a ch...
- née à la campagne (trop jeune pour p...
- dans le milieu agricole

Dans quel département vivez-vous ?

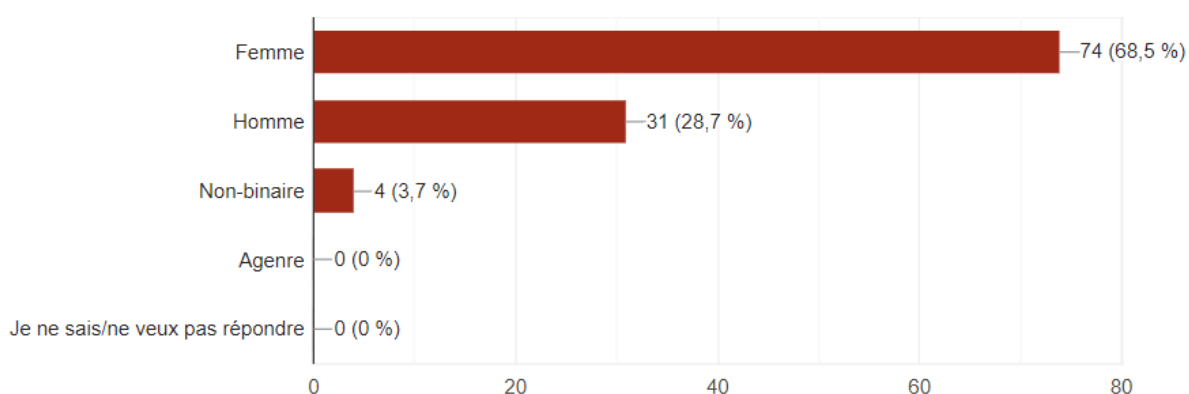
108 réponses



- 01 Ain
 - 02 Aisne
 - 03 Allier
 - 04 Alpes-de-Haute-Provence
 - 05 Hautes-Alpes
 - 06 Alpes-Maritimes
 - 07 Ardèche
 - 08 Ardennes
- ▲ 1/13 ▼

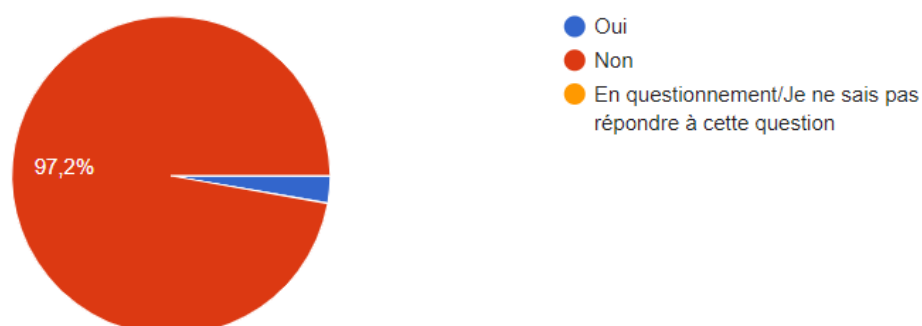
Quel est votre genre ?

108 réponses



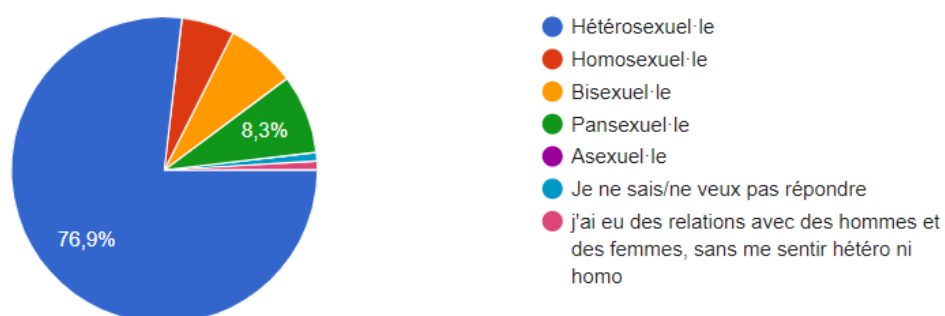
Êtes-vous transgenre ?

108 réponses



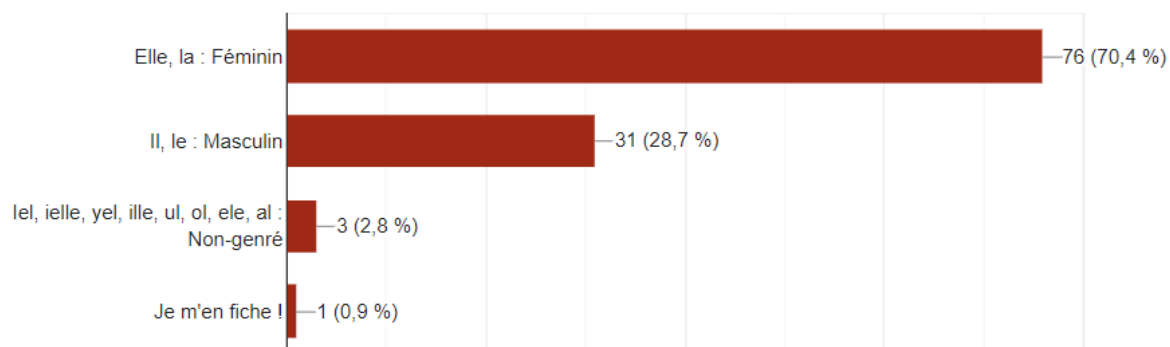
Quelle est votre orientation sexuelle ?

108 réponses



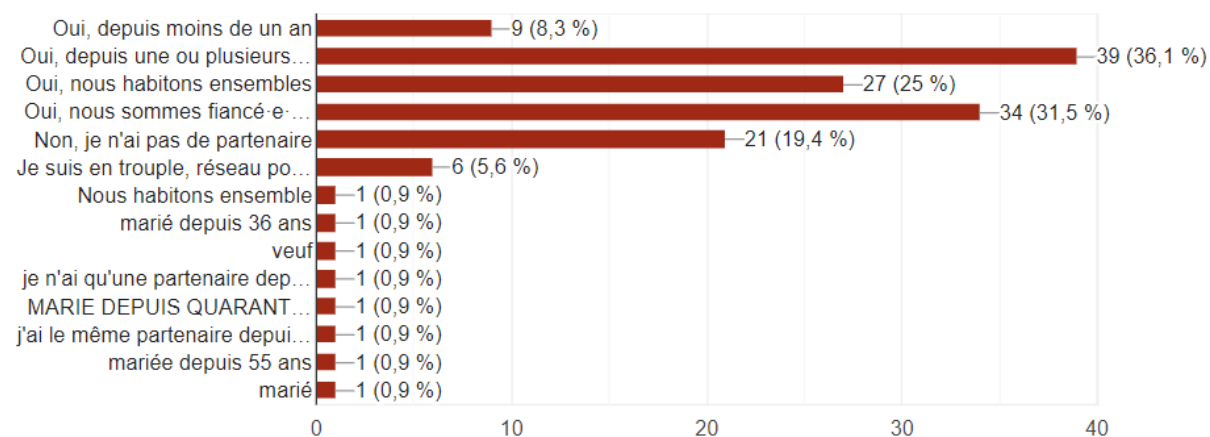
Quels sont les pronoms que vous souhaitez qu'on utilise pour vous désigner ?

108 réponses



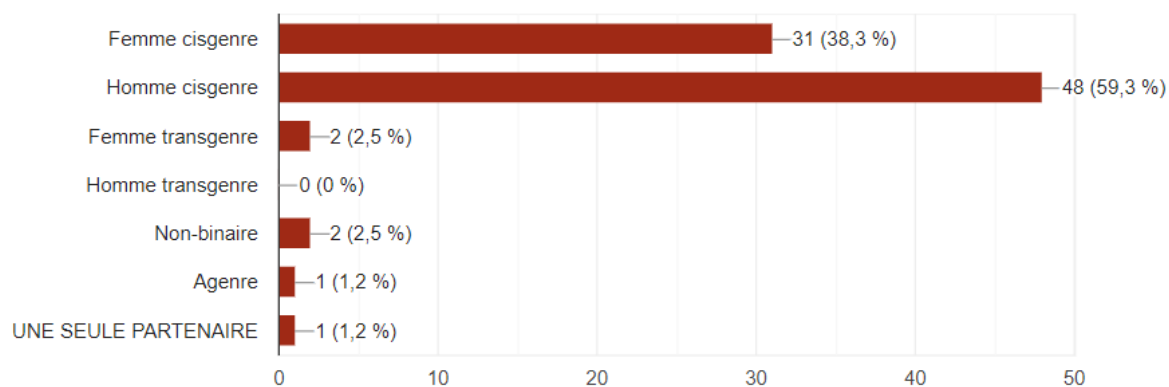
Avez-vous un (ou plusieurs) partenaire(s) ?

108 réponses



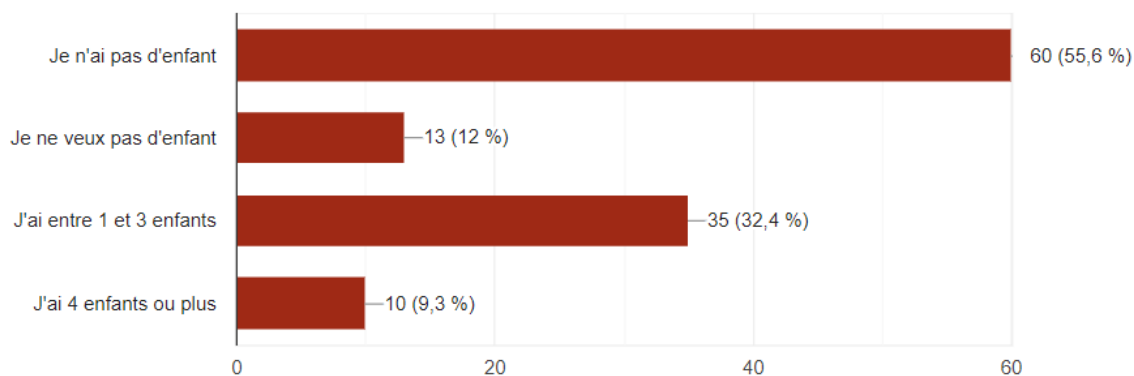
Si vous avez un ou plusieurs partenaires : Quel-s est/sont leur-s genre-s ?

81 réponses



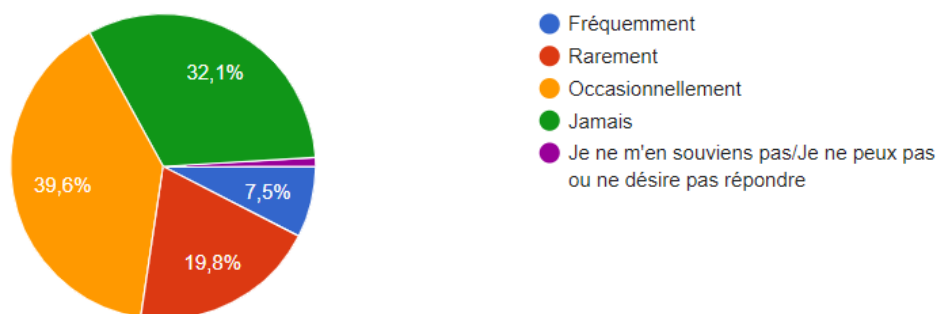
Avez-vous un ou plusieurs enfants ?

108 réponses



Avez-vous déjà ressenti que dans certaines situations votre genre est un frein ou une difficulté supplémentaire ?

106 réponses



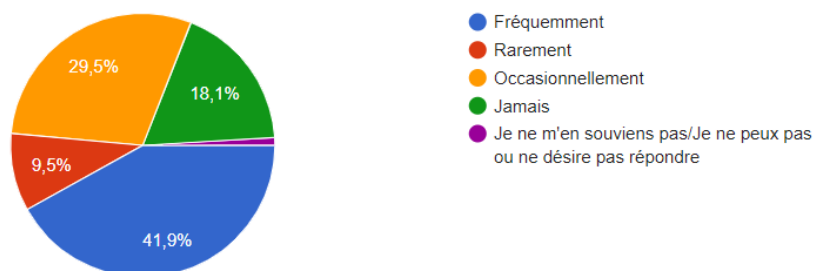
Avez-vous déjà subi des discriminations (personnelles, professionnelles etc...) par rapport à votre genre ?

106 réponses



Avez-vous déjà ressenti le besoin de remettre en question et de protester contre les rôles que l'on assigne à votre genre ?

105 réponses



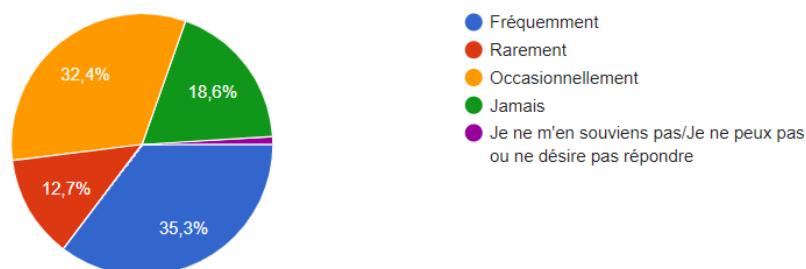
Avez-vous déjà ressenti le besoin de remettre/ remis en question votre genre à cause des stéréotypes ?

105 réponses



Avez-vous déjà pensé ou dit "Ce n'est pas parce que je suis [votre genre] que..." ?

102 réponses



Globalement, estimez-vous ressentir l'impact de stéréotypes de genre dans votre quotidien ?

105 réponses



D'après vous, quelles actions, ressources et services pourraient être mis en place en milieu rural afin de réduire ces difficultés ?

47 réponses

Soirées discussions avec des jeunes
Developper la culture (cinéma, librairie... pour ouvrir les consciences)
?
Sensibilisation, rencontre des gens +++, interculturalité, arts, propositions populaires, actions au quotidien
De education dès le plus jeune âge
+ d'éducation aux questions de genre et de sexualité à l'école ; des soignant-es formé-es à ces questions ; + de représentations dans la culture
Informier du pourcentage de personnes sortant des normes pour une prise de onscience
Mixité dans les loisirs
Communication et compréhension
Information sur le genre et l'expression de genre
Que les réseaux agricoles continuent à encourager la place des femmes, parce qu'il y a du boulot !
Moment d'échanges, temps de discussion sans chercher à convaincre
Débats, échanges pour s'ouvrir l'esprit aux besoins de l'autre, et aux souffrances affligées par méconnaissance
Abolir la religion, faire plus d'éducation civique à l'école, donner l'occasion aux enfants de rencontrer des professionnels occupant des postes "traditionnellement sexistes" (policière, aide-soignant, mairesse, homme au foyer, agricultrice, secrétaire masculin...)
Je pense que les problématiques de genre au sens large sont plus méconnus en milieu rural qu'en ville. Il faudrait des ateliers/rencontres autour des différents genre/sexualités pour sensibiliser les populations aux personnes non-binaires, transgenre, et autres LGBTQI+. Le vrai problème ce sont les clichés que les gens ont des autres, sans jamais les avoir rencontré.
égalité de salaire, comme partout, accès à tous les métiers, comme partout, plus d'éducation, plus de lieu ressource pour que les jeunes et moins jeunes puissent parler librement
oeuvrer pour l'égalité des sexes
Aucune idée
assigner les mêmes tâches "professionnelles" aux hommes et aux femmes, avoir l'égalité salariale
Sensibilisation à l'éducation des enfants, notamment des garçons, sans les enfermer dans des rôles de sauveurs, forts, peu sensibles et protecteurs... Mais ce serait la même action à mener en milieu urbain...
Pas seulement en milieu rural ...
osez en parler, trouvez des lieux d'écoute,
Campagne de Prise de conscience
Sensibilisation, Explication, bienveillance, patience

Débat conférence culture
Travailler sur ce thème à l'école primaire avec les enfants et collège et lycée avec les ado, sensibiliser les habitants à travers associations, CCAS, plus largement modifier les codes transmis dans la société à travers la publicité, la télé qui ont un gros impact dans le monde rural (on regarde bcp plus la télé à la campagne je trouve car on a pas autant d'accès à d'autres occupations que la ville).
Davantage d'inclusion des femmes dans les structures administratives sociales et politiques dirigeantes
sensibilisation à l'école
Des ciné débats, des pièces de théâtre, ou des conférences ... bref de l'accès plus régulier et hétéroclite à la Culture traitant de ces thématiques (sexualité, féminisme, ...) ds nos milieux ruraux, nos petits villages, pour ouvrir à l'échange, à la diversification des points de vues ds des contrées parfois un peu trop "terre à terre"
Plus d'informations
formation dans le cadre de la parentalité
ce n'est pas particulier au rural: il faudrait aborder le sujet dans les écoles et lycées
Je pense qu'au niveau éducation il y a des choses à faire, dès la petite enfance : donner une image moins stéréotypée dans les tâches ménagères...
faire tomber les préjugés en éduquant et informant
conférence débat, lieux d'écoute
Mettre à disposition des ressources éducatives et culturelles non sexistes (livres, jeux, contenus ne reproduisant pas les stéréotypes de genre)
Actions de sensibilisation, d'explication
Des sources d'informations, c'est l'inconnu qui fait peur
intervention (comme pour l'alcool/drogue)
Permanence planning familial, droits de femmes...+ les 3 interventions par année scolaire comme c'est déjà obligatoire dans les établissements ruraux
Lieux d'information, soirées débat, outils de diffusion et de discussion de l'information
Informations Et surtout donner de la visibilité aux personnes concernées Se positionner en tant qu'alliés et ne pas parler à la place des minorités
Des actions de sensibilisation au genre et aux stéréotypes de genre dès la primaire et auprès des parents. Mettre en place des écoles/crèches etc avec des jouets/activités non-genrées. Faire des affiches de sensibilisations dans les assos type planning familial et tout
Des espaces pour discuter des oppressions ressenties, se rendre compte qu'on est peut-être pas toute seule à les ressentir
Des groupes/lieux d'échange comme des associations spécialisées

Avez-vous un témoignage à apporter sur ce sujet ?

20 réponses

25 ans lors de visite de maison pour un achat : le vendeur s'adresse à mon compagnon pour l'atelier bricolage et à moi pour la cuisine

Déjà été "accostée" et insultée dans la rue, relouée

Club de foot avec que des hommes : 6-24 ans

Enfance-sports (foot vs danse)

Des clichés du style : "En milieu rural, un homme ne fait pas le ménage/ garde les enfants !!!"

Souhait de jouer au foot dans une équipe de garçons perçu comme non conforme par les parents (j'avais entre 8 et 10 ans)

En tant que femme, ma vie entière on m'a répété des clichés et dit que je ne suis pas assez fille/féminine. "Te salie pas t'es une fille", "c'est un jeu pour garçon", "tu veux pas faire un sport plus féminin ?", "prends soin de toi un peu", sans oublier le slutshaming et les regards/remarques d'inconnus depuis l'adolescence.

Non

C'était fin 2018, je suis une femme, j'avais 22 ans et travaillais dans la pépinière d'une jardinerie, dis un métier d'"hommes" car plutôt difficile physiquement. J'avais des remarques quasiment tout les jours des clients me disant que c'était trop difficile pour moi ou que je ne devrait pas faire ce métier, je leur répondais souvent que ce n'était pas à eux de juger ce dont je suis capable et qu'au contraire je m'en sortais très bien. Au moment de Noël je vendais des sapins, une femme âgée m'a même dit que je n'avais rien à faire là et que je devrait être "à la maison" en train de "fonder une famille", alors j'ai pris un malin plaisir de lui répondre que les temps ont changé, qu'il était temps de faire évoluer aussi les façons de penser et qu'elle n'était personne pour me dire quoi faire, elle n'a plus rien dit après, même pas d'excuses alors que je l'aidais à porter son sapin

Les filles et les femmes commencent à s'affirmer, à remettre en cause la place qu'on voudrait leur donner. Mais rien ne changera vraiment tant que le regard et les attitudes des garçons et des hommes n'évolueront pas plus. J'ai conscience que beaucoup ont déjà évolué, mais ce n'est pas assez.

Difficultés pour une femme de gagner la confiance parfois de la population en étant élue

A 26 ans : spectatrice d'une pièce de théâtre sur l'homosexualité ds le cadre d'un bistrot de pays ds un village de 70 âmes. ... Une pure folie, le public plutôt "agé" n'y était pas préparé et fut choqué les... 15 premières minutes ! Après c'était du bonheur, beaucoup de gens ont ri, ont réfléchi aussi à l'issue du spectacle sur un sujet encore "tabou" et qui leur a donné à réfléchir "en direct", en partageant qq chose avec le reste des participants

J'avais environ 55 ans, je venais d'animer une réunion professionnelle, un homme beaucoup plus jeune que moi m'a dit "elle a été bien menée cette réunion, pour dire qu'elle était animée par une femme."

NON

Vers 10 ans, les parents nous demandaient plus pour aider au ménage, à la cuisine, ou pour garder nos jeunes frères et sœurs que pour travailler au jardin, réparer un vélo...

Déjà dans unique en mon genre

J'ai toujours été vu comme la petite fille à mon père et j'ai subi beaucoup de stéréotypes communs aux afab, tels que "les jeux vidéos, c'est pour les garçons, ça ne t'intéresse pas" ou m'initier aux sports de fille (danse, équitation etc.)

Avez-vous déjà entendu des phrases misogynes, ou misandres ?

108 réponses



Avez-vous déjà été en présence de quelqu'un qui refusait votre aide/votre expertise à cause de votre genre ?

106 réponses



Souhaitez-vous témoigner sur ce sujet ?

18 réponses

En séjour avec des jeunes qui utilisent souvent l'expression « t'es pas un pd » ou autre faisant référence à l'homosexualité masculinise

Toujours de façon passe partout. Tour est long a déconstruire...

Non

c'était fréquent à l'armée.

Tellement fréquent qu'il devient difficile de donner un exemple précis

On entend souvent: "on ne pleure pas quand on est un homme, un vrai"

Personnellement victime au collège de ce genre de discours

C'est ce que dépend énormément de support culturel, film, livre, etc, difficile de s'en détacher si on nous "apprend" qu'un homme est cela !

Vu mon âge, c'était courant vis à vis des garçons : on ne pleure pas quand on est un homme !

Mon compagnon et ses amis sont dans cette "logique" : pour eux un homme sensible ou exprimant ses émotions est "quand même un peu bizarre" .. (?) C'est à mon sens surtout un effet de groupe qu'ils se donnent entre eux pour faire les malins... C'est ridicule.
L'un d'entre eux est aussi très "vantard" sur ses conquêtes féminines et n'est pas tjrs très correct ds ses propos sur les femmes (macho ++). Quand je suis présente je sais que mon compagnon essaye d'atténuer ces propos car il sait que je réagis vivement mais quand je ne suis pas là, je pense qu'ils en rigolent ts ensemble (bêtement) sans se rendre compte de ce qu'ils disent réellement. ..

J'ai des amis gays également qui peuvent avouer être plus attirés par des hommes qui "montrent" leurs forces car eux sont "de vrais mecs"... Je n'ai jamais compris cette expression si souvent utilisée...

Il me semble que cette attitude de dépeindre un homme VIRIL était plus fréquente dans mon enfance (années 1950-1960) qu'aujourd'hui. Mais elle existe encore mais moins fréquemment. EX: si tu fais la vaisselle, tu n'es pas un homme. Si tu sais recoudre un bouton ou faire un ourlet, c'est pour ça que tu ne trouves pas de femme.

NON

NON

non

plutôt dans les familles rurales pour ceux nés avant 50

ça arrive surtout avec les personnes de + de 40 ans ou les jeunes sous l'influence d'un groupe, pour ce qui est de mon observation personnelle.

Je me souviens d'un enfant de mon entourage (~3 ans) à qui le grand-père (~55 ans) avait arraché une poupée avec laquelle il jouait en engueulant ses parents parce que ça allait rendre leur fils "gay". Il a toujours acheté à ce petit des jouets "de garçon". Voiturettes, camions etc. Personne n'a rien dit sur ce comportement et il continue encore aujourd'hui

j'ai souffert et souffre encore de la phrase "un homme ne pleure pas"

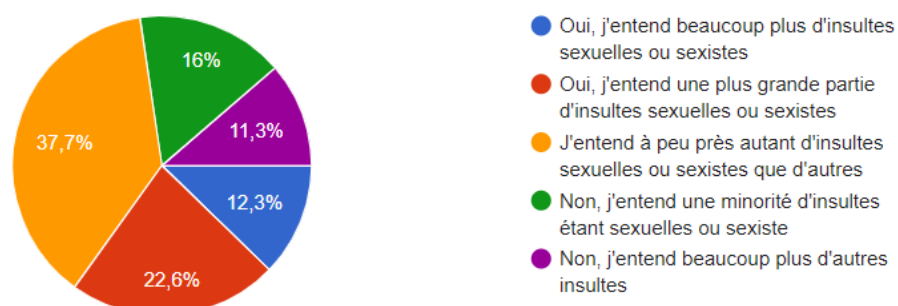
Avez-vous déjà constaté une tendance à encourager les comportements virils et guerriers des jeunes garçons et les comportements doux et maternels des jeunes filles ?

107 réponses



Estimez-vous entendre des insultes sexuelles ou sexistes plus que d'autres insultes ?

106 réponses



Globalement, estimez-vous ressentir le sexisme ordinaire dans votre quotidien ?

108 réponses



Avez-vous un témoignage à apporter sur ce sujet ?

5 réponses

Je me suis émancipée parce que d'autres femmes l'ont fait devant moi, j'ai osé le faire parce que mon corps me le permet, je suis grande et forte, avec une carrure masculine, donc suis autonome !

Non

Etant enfant, je jouais souvent avec mon petit frère, que ce soit ensemble avec les poupées barbie soit ensemble avec les jouets bob le bricoleur, et je remercie énormément lui et mes parents de ne pas avoir été cons à ce moment là

NON

J'avais 50 ans. Je rencontrais le papa d'un élève qui avait des troubles du comportement. Il m'a reproché d'être trop "maternelle" avec son fils qui avait besoin de quelqu'un qui avait de la poigne. Mon collègue homme qui l'aurait l'an prochain saurait mieux y faire...

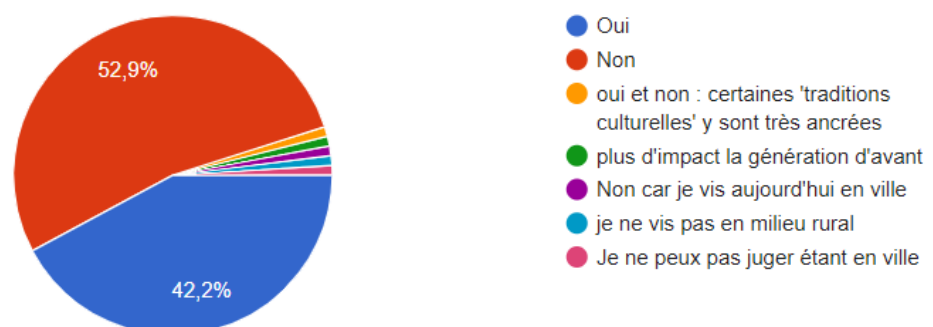
Avez-vous déjà ressenti des discriminations par rapport à votre genre ou votre sexualité chez un-e professionnel-le de santé ?

104 réponses



Globalement, estimez-vous ressentir un impact du milieu rural dans votre quotidien ?

102 réponses



D'après vous, quelles actions, ressources et services pourraient être mis en place en milieu rural afin de réduire ces difficultés ?

30 réponses

Interventions scolaires, diffusion, endroits d'explications, accès ++ a des lieux d'écoute et parole
Lutter contre la désertification médicale
Accès internet
Ne pas fermer les antennes du Planning ! Des maisons de service de santé
Meilleure communication des structures existantes
Une meilleure connaissance du réseau de professionnels de santé disponibles sur le territoire et une diffusion large à la population
Avoir plus de soignants
Le planning familial souvent présent uniquement dans les villes moyennes/grandes, devrait être plus disponible pour des consultations/sensibilisations dans les espaces ruraux. Notamment pour les adolescent.e.s, savoir qu'une telle structure existe peut être rassurant et le planning peut aussi faire de la prévention auprès des populations. On n'est jamais trop informé. Concernant la médecine généraliste, même si certains docteurs sont enclin à se déplacer pour des consultations à domicile, la pratique devrait redevenir courante dans nos zones rurales, pour les jeunes, les anciens et toutes autres personnes vulnérables, ces consultations sont primordiales.
plus de lieu médicaux dédiés à la sexualité au sens large, on manque déjà de médecin alors le reste...
?
Il faudrait que tous les médecins soient formés et informés à propos des "dysfonctionnement" que peuvent subir les femmes dans leur cycle menstruel et que des soins soient plus développés pour soulager efficacement ces maux. Les règles sont encore un tabou beaucoup trop important et les problèmes liés aux règles ne sont pas bien connus par les médecins, pas pris au sérieux alors que ce sont des problèmes graves.
Augmentation du nombre de professionnels de santé et spécialistes...
une éducation précoce à ces sujets
avoir le choix d'une ou d'un professionnel le de santé qui soit à notre écoute
Transports et accès au soins et professionnel médicaux. Les maisons de santé se développent mais les professionnels de santé ne veulent pas forcément venir à la campagne.
Développement des services publics et de l'accès aux soins
Des incitations pour les médecins à exercer dans de petites villes en zone rurale
Rétablir et Favoriser les transports en commun.
REPRESENTATION AU TERRITOIRE PLUTOT QU'AU NOMBRE HABITANT
Améliorer la communication autour des consultations auprès des professionnel.le.s de santé, et plus particulièrement en santé sexuelle et reproductive (par exemple, j'ai découvert tard qu'une sage-femme peut assurer une consultation gynéco, et encore plus tard qu'une SF était disponible pour des consultations à la maison médicale près de chez mes parents)
Je crois beaucoup à la prévention et à l'éducation. Des actions de ce type pourraient être organisées dans les maisons de santé quand il y en a. (et de systématiser celles de l'école, collège lycée..)
donner aux jeunes lors de cours sur la sexualité un listing d'adresses et numéros proche de chez eux?
avoir accès a un planning familial et des cabinets médicaux alternatifs
Amélioration des transports en commun pour l'accessibilité Pour la question de genre, plus d'éducation sur le sujet au lycée

Avez-vous un témoignage à apporter sur ce sujet ?

5 réponses

Propos sexistes chez les collégiens en zone rurale plus marqués qu'en ville, du moins dans mon département. Constat fait lors de séances d'éducation à la sexualité, j'avais 30 ans.

Chez le gynécologue (homme) : c'est normal d'avoir mal car je suis une femme sans chercher à savoir pourquoi mes règles (ou autre chose) sont douloureuses . À 17 ans, 45 ans

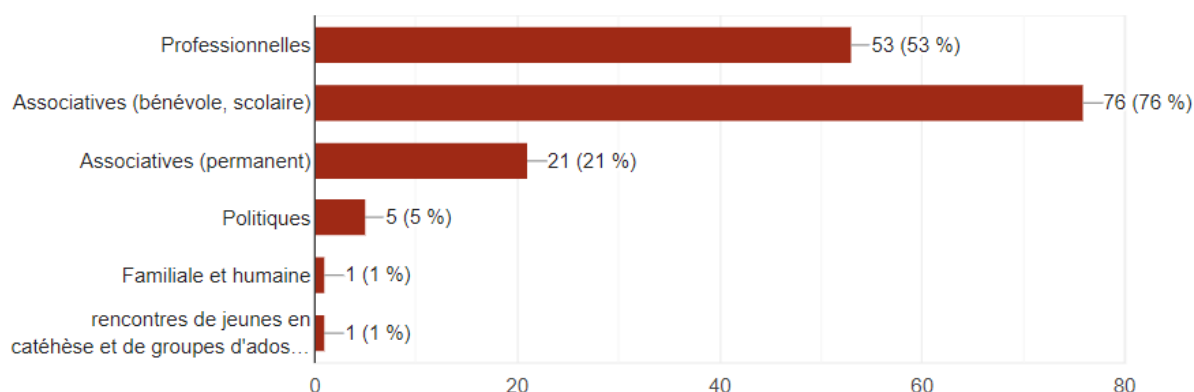
Non

Problème gynéco : on m'a dit d'attendre 3 mois pr le RDV... Ou d'aller aux urgences si besoin. Résultats : Je me suis débrouiller toute seule... J'ai essayé des "trucs" et j'ai patienter. Forcément quand j'ai eu mon RDV je n'en n'avais plus besoin... Mais mon anxiété était bien présente et je n'ai jamais su ce que j'avais eu... Et parfois ça revient...

J'ai choisi d'aller chez une sage-femme plutôt qu'un.e gynécologue ayant eu des retours globalement négatifs des gynéco de mes amies. Il est donc très important d'avoir ce choix (et le choix entre plusieurs professionnels de santé dans une même catégorie) ! Notamment pour quelque chose d'aussi envahissant que le gynéco.

Diriez-vous que vous occupez des responsabilités ?

100 réponses



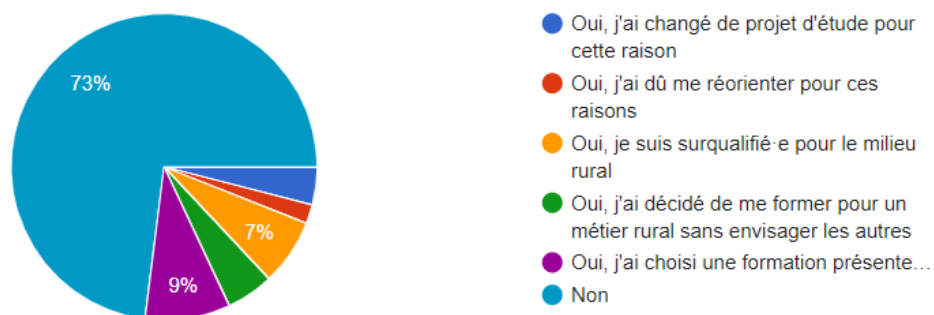
Est-ce que vous avez déjà été orienté vers d'autres métiers/formations que ce que vous souhaitiez à cause de votre genre ou votre sexualité ?

92 réponses



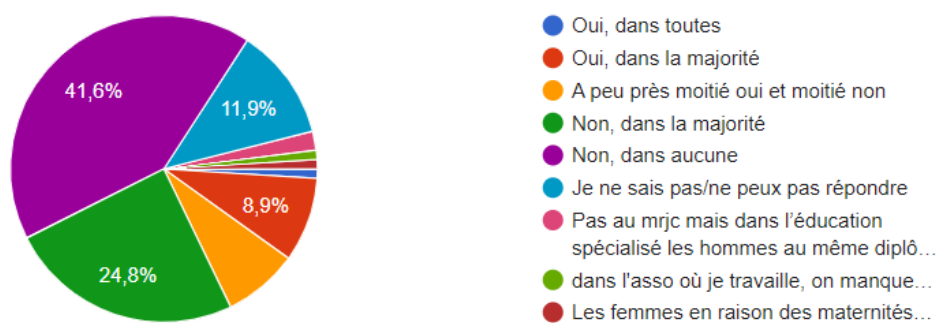
Estimez-vous que le fait d'être en milieu rural a influencé sur vos formations/études ?

100 réponses



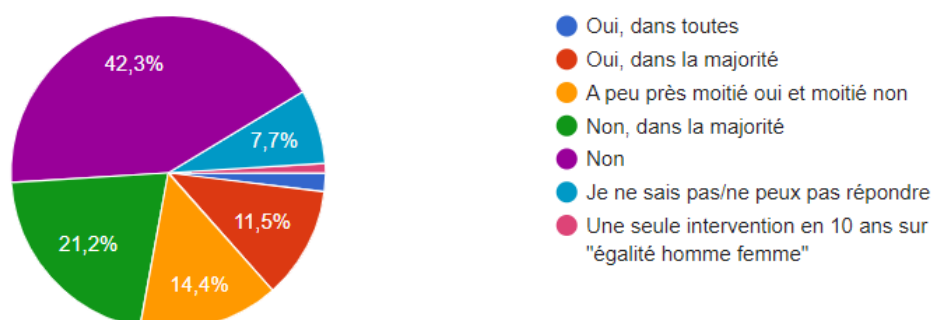
Dans votre structure, existe-t-il des différences de traitement ou de responsabilités plus spécifiques en fonction du genre des personnes ?

101 réponses



A l'école/au travail, avez-vous déjà assisté à des ateliers ou événements de sensibilisation au harcèlement et discriminations sexuelles et sexistes ?

104 réponses



D'après vous, quelles actions, ressources et services pourraient être mis en place en milieu rural afin de réduire ces difficultés ?

5 réponses

Témoignages de parcours de personnes qui ont pu évoluer et changer sur ces questions

Ce n'est malheureusement pas du ressort des individus, mais décentraliser les grandes entreprises, administrations, organisations etc me semble important. Ne serait-ce que pour le propre fonctionnement de ces organismes, décentraliser permettrait de payer moins cher les locaux par exemple, et d'offrir un meilleur cadre de vie aux employés. Cela permettrait aussi de dynamiser l'ensemble du pays, et non pas quelques grandes villes seulement.

?

L EDUCATION

Des lieux de discussion où échanger sur ses difficultés avec d'autres gens dans le même cas que nous

Avez-vous déjà reçu des insultes/été agressé-e verbalement à cause de votre genre, votre identité de genre ou votre orientation sexuelle ?

36 réponses



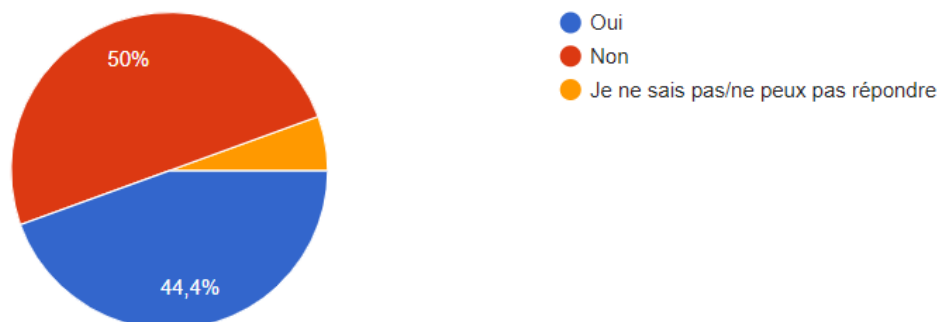
Avez-vous déjà été agressé-e physiquement à cause de votre genre, votre identité de genre ou votre orientation sexuelle ?

36 réponses



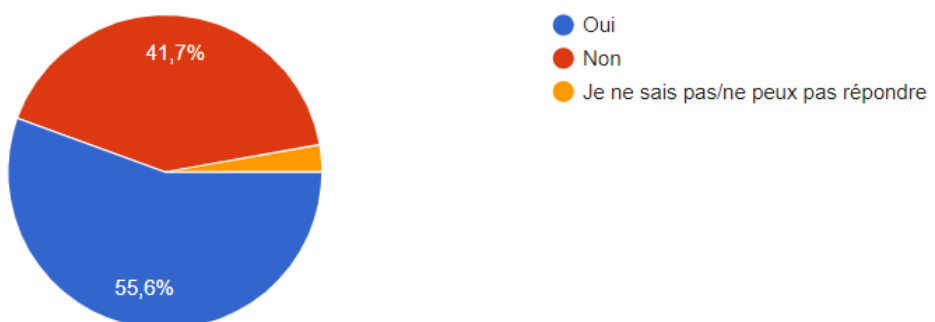
Un-e interlocuteur-ric-e vous a-t-il/elle déjà dit ou fait sentir que votre genre, votre identité de genre ou votre orientation sexuelle était sujette à fantasme ?

36 réponses



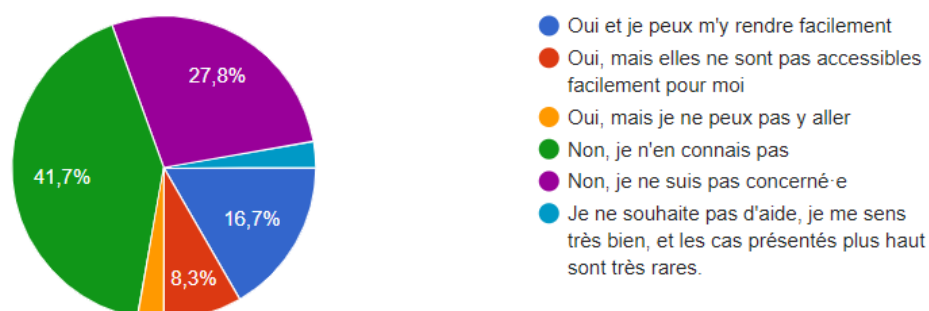
Vous est-il déjà arrivé de modifier votre comportement dans certains lieux pour ne pas vivre ces situations ?

36 réponses



Connaissez-vous des structures dans lesquelles vous pouvez trouver une aide près de chez vous sur ces sujets ?

36 réponses



D'après vous, quelles actions, ressources et services pourraient être mis en place en milieu rural afin de réduire ces difficultés ?

8 réponses

Parler parler parler, sensibiliser, expliquer, rassurer, montrer

Education

Une plus grande visibilité sur les LGBTetc, peut-être des affiches ? Des publicités ? même si on apparait un peu plus on est encore très absent du quotidien des gens. Nous ne sommes pas encore dans la "norme", le "commun".

LES MEMES PROBLEMES EN MILIEU URBAIN EXISTENT

Plus d informations

des interventions en classes

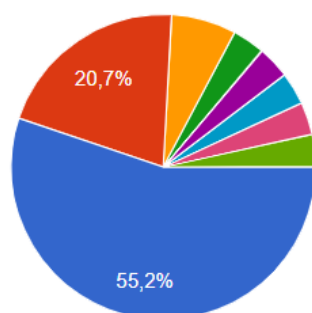
Des ateliers/activités de prévention sur les privilèges ! (racisme, validisme, sexisme, etc.)

Plus de sensibilisation en milieu scolaire

Des structures gratuites et accessibles plus facilement en milieu rural

Avez-vous déjà fait un coming out ?

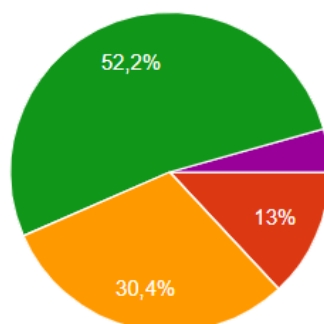
29 réponses



- Oui, j'ai fait un coming out (au moins à certains proches)
- Non, je n'ai jamais fait de coming out
- Non, car mes proches ont toujours été au courant/ça a toujours été une évidence...
- Oui, car je sors avec une femme, mais...
- Pas concerné
- Oui, j'ai fait un coming out à ma famille...
- non concernée
- pas concerné

Est-ce que vous avez ressenti un changement dans le comportement des personnes au courant ?

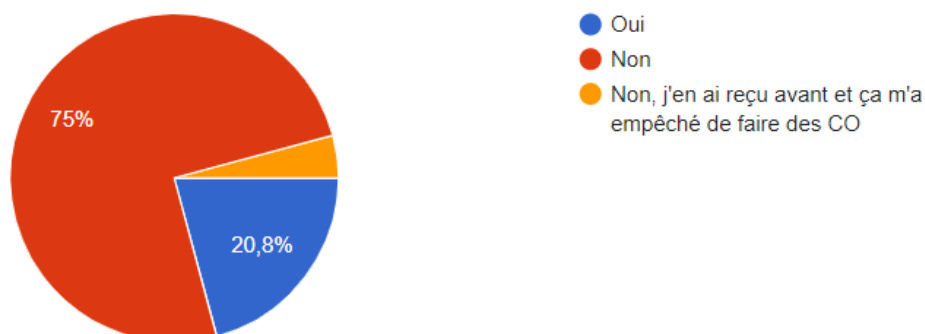
23 réponses



- Oui, un changement négatif
- Oui, un changement positif
- Oui, parfois positif et parfois négatif
- Non
- pas concerné

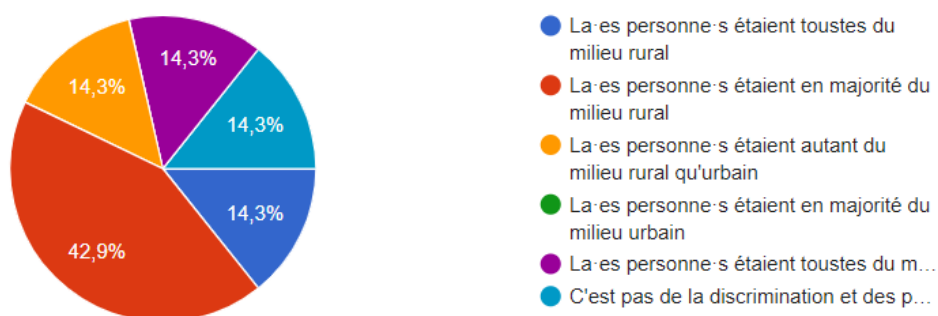
Avez-vous déjà été discriminé ou reçu des phrases assassines suite à un coming out ?

24 réponses



Si vous le savez : De quel milieu était issu la-es personne-s ayant mal réagi à l'annonce de votre Coming out ?

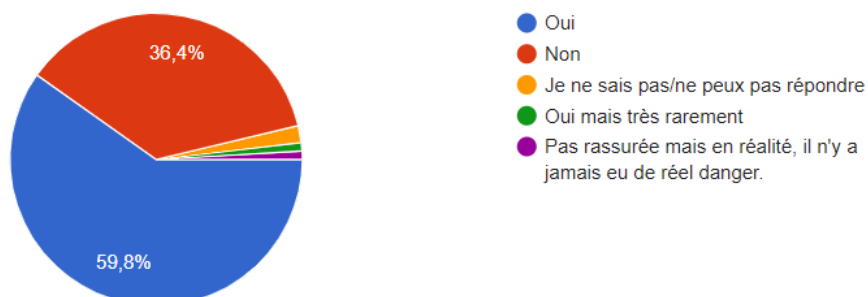
7 réponses



Agressions, attouchements, insécurité et violences conjugales

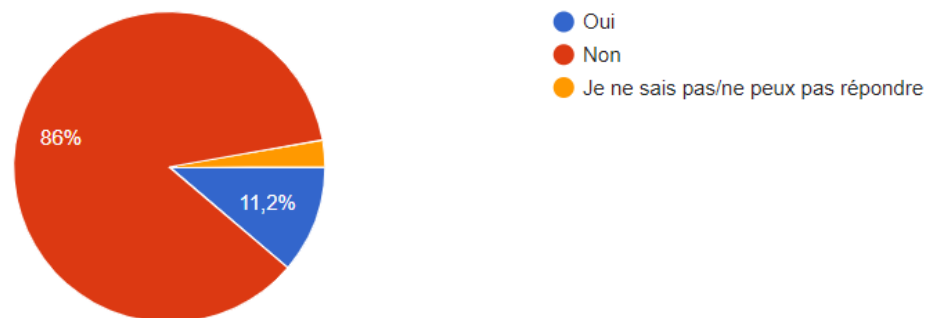
Vous êtes-vous déjà senti-e en danger dans la rue, les transports en commun ou un lieu public ?

107 réponses



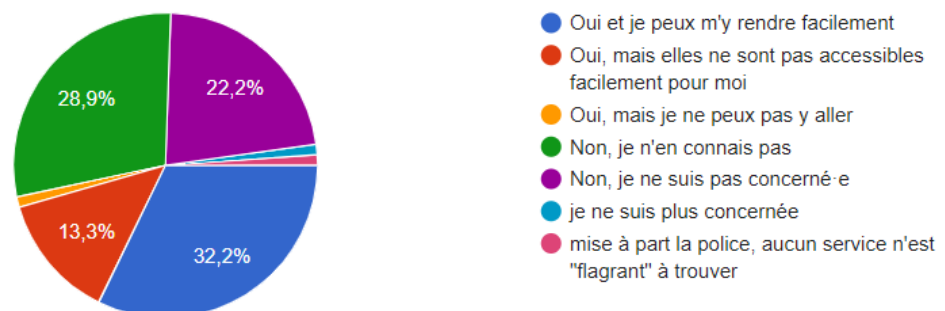
Vous êtes-vous déjà senti-e en danger chez vous ?

107 réponses



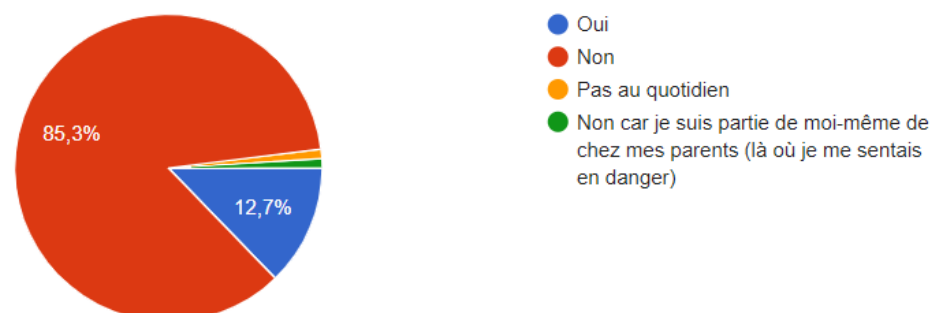
Connaissez-vous des structures dans lesquelles vous pouvez trouver une aide près de chez vous sur ces sujets ?

90 réponses



Globalement, estimez-vous ressentir des insécurités et du danger dans votre quotidien ?

102 réponses



Lieu d'échange
Meilleure information sur l'existence des associations
Informer, témoigner, éduquer.
vous êtes tombe dans le panneau, une minorité moins de 10% de la population fait l loi
que chaque genre soit représenté dans tous les niveaux de la société et le dévoile (comme par-exemple plus de femmes, d'homosexuel...)
Je pense que l'évolution des mentalités sur ces sujets est une chose qui se fait sur le très long terme. Je suis persuadée que cela passe par des représentations diversifiées, variées et positives sortant de l'hétérosexualité et montrant des personnes non cis genres.
Action de sensibilisation à l'école, dans les médias
Lieu d'échange
Meilleure information sur l'existence des associations
Informer, témoigner, éduquer.
vous êtes tombe dans le panneau, une minorité moins de 10% de la population fait l loi
que chaque genre soit représenté dans tous les niveaux de la société et le dévoile (comme par-exemple plus de femmes, d'homosexuel...)
Je pense que l'évolution des mentalités sur ces sujets est une chose qui se fait sur le très long terme. Je suis persuadée que cela passe par des représentations diversifiées, variées et positives sortant de l'hétérosexualité et montrant des personnes non cis genres.
Action de sensibilisation à l'école, dans les médias
il faudrait faire des interventions dans les écoles pour parler de tout ça

En lisant ce questionnaire, avez-vous repéré des biais ?

17 réponses

Le questionnement personnel lié au genre a l'orientation sexuelle

Trop de questions ne correspondent pas à ce que j'ai été dans ma jeunesse et à ce que je suis .

Je crois qu'un des problèmes de la question du genre et de la sexualité, c'est qu'il faut toujours se mettre dans une case. On nous demande tout le temps de nous définir, et je crois que parfois ça peut créer le problème, car bien des choses pourraient être vécues plus spontanément !

Il me semble que ce questionnaire est plutôt à destination des personnes en questionnement, en recherche voire en souffrance sur cette thématique. Est-ce un choix délibéré de votre part ?
En tant qu'homme hétéro de plus de 35 ans, j'ai parfois eu du mal à répondre à certaines questions !
Merci en tous cas de soulever ces points sensibles.
Bon travail d'analyse et bonne continuation dans ce projet fort de sens.
(Et bonne chance avec vos partenaires religieux... cela va prendre du temps pour faire changer les mentalités!!)
Dans mon milieu rural profond, la réalité est déjà de faire accepter que "une femme vaut autant qu'un homme"... on est encore loin de l'acceptation LGBT...
Le chemin est long mais on avance doucement !!
Merci.
nu

Frontière entre genre et sexe biologique parfois difficile à définir dans les questions sur le genre.

Vos questions ne prennent pas ou peu en compte quand nous les ruraux on est en déplacement dans une "ville" , est ce qu' il y a une différence de comportement des autres vis à vis de notre situation .

P 8. Certaines réponses proposées à des questions ne me semblent pas adaptées, ou je n'ai pas compris certaines réponses proposées.

Je ne savais pas trop par moment si on me demandait mon avis en général ou me concernant. Genre je ne subis rien mais je remarque et ai conscience des discriminations que les concerné-es subissent.

Pour la question sur le sentiment d'insécurité ou de danger dans son quotidien, elle n'est pas posée au passé, alors je pars du principe quand c'est dans le présent. Ma réponse est donc : Non. Pas de danger actuel dans ma vie d'adulte.

mon age ne me permet pas de répondre a toutes vos questions!

Je m'attendais à plus de questions sur l'accès à la contraception et l'IVG

on nous demande beaucoup, qu'est ce qui nous a manqué en milieu rural.
peut être pourrait on avoir une question sur, quel élément positif nous a apporté le monde rural...

comme dit plus vous êtes sur un sujet à la mode

connaissiez vous de gens genrés autre que femmes ou hommes, comment est abordé le sujet?...

Oui quelques-unes mais globalement déjà beaucoup de choses abordées, bravo et bonne continuation sur cette étude !

Oui

Je trouve juste que placer la proposition "misandre" porte à confusion :

Une discrimination, pour moi, vient d'un groupe dominant vers un groupe dominé

On peut parler de misogynie car les femmes sont discriminées (elles constituent une partie de la population qui n'a pas autant accès aux mêmes privilèges que les hommes)

Mais on ne peut pas parler de misandrie car les hommes ne sont pas un groupe sociaux dominés

C'est comme parler de "racisme anti blanc" c'est très maladroit et déplacé à mon avis

Ce qui était déplacé aussi c'est de placer la partie lgbtqia+ avec les fétiches qui ne sont pas du tout dans la même catégorie. C'est perpétuer une catégorisation homophobe historique dans les préjugés des psychiatres qui a l'air (et parfois encore!) Plaçaient l'homophobie dans la catégorie des paraphilies, avec le fétiche.

Il n'était pas noté aussi qui avait écrit le formulaire, y a t'il certains de vos membres qui se reconnaissent comme lgbtqia+? Avez vous sollicité l'expertise de militants de cette communauté?

Annexe 6

Esquisse de questionnaire d'enquête à l'échelle nationale du MRJC

ESQUISSE QUESTIONNAIRE – ENQUETE NATIONALE GSMR
– SEPTEMBRE 2021 –
(1^{ER} ALLER RETOUR MRJC/PENNEC)

IDENTIFICATION

Quel âge avez-vous ?

Quel est votre genre ?

- H/F/A
- Cis/trans/NSPP

Dans quel type de territoire vivez-vous ?

- Urbain
- Périurbain
- Rural sous l'influence d'une ville
- Rural de village
- Rural éloigné

Code postal

orientation sexuelle ?

- Hétérosexuel·le
- Homosexuel·le
- Bi / Pansexuel·le
- Asexuel·le
- NSPP
- Autre

DISCRI

Avez-vous déjà ressenti que dans certaines situations votre genre est un frein ou une difficulté supplémentaire ? O/N/NSP

Si oui, pouvez-vous préciser dans quelle situation et le type de frein ou difficulté que vous avez rencontré ?

Avez-vous déjà subi des discriminations (personnelles, professionnelles etc...) par rapport à votre genre ? (d'invisibilisation à peur pour sa vie)

O/N/NSP

Si oui, pouvez-vous préciser ?

Avez-vous été victime de violences ?

O/N/NSP

Dans quel contexte et par qui ? A combien de reprises ?

Quel est l'impact des stéréotypes de genre dans votre quotidien ? dans les actions, les pensées, les interactions ?

Vous est-il déjà arrivé de modifier votre comportement dans certains lieux pour ne pas vivre ces situations ? / O/N/NSP

Quelles adaptations mettez-vous en place pour réduire ces actes de discriminations ou violences ?

Globalement, estimez-vous ressentir un impact du milieu rural dans votre quotidien ?

Selon vous, d'après votre expérience, le fait de vivre en milieu rural (par rapport au milieu urbain) a-t-il un impact sur ces discriminations ou faits de violences liés au genre et à la sexualité ?

ORIENTATIONS

Est-ce que vous avez déjà été orienté vers d'autres métiers/formations que ce que vous souhaitiez à cause de votre genre ou de votre sexualité ?

Avez-vous rencontré des difficultés d'accès dans l'emploi ou dans l'emploi du fait de votre genre ou de votre sexualité ?

O/N/NSP

Si oui, pouvez-vous préciser lesquelles ?

Y-a-t'il des structures dans lesquelles vous pouvez trouver une aide près de chez vous sur ces sujets ?

O/N/NSP

Si oui, lesquelles ?

COMING OUT

Avez-vous déjà fait un coming out ?

Si oui : Auprès de qui ?

Avez-vous déjà eu un outing forcé ? O/N/NSP

Est-ce que vous avez ressenti un changement dans le comportement des personnes qui sont au courant ?

Avez-vous déjà été discriminé ou blessé·e suite à un coming out ?

O/N/NSP

A quelles occasions et par qui ?

Globalement, estimez-vous ressentir difficultés liées au coming out dans votre quotidien ?

O/N/NSP

Quelles actions, ressources et services pourraient être mis en place en milieu rural afin de réduire ces difficultés ?

ESPACES

Vous êtes-vous déjà senti·e en danger dans la rue, les transports en commun ou dans les lieux publics lieu ? O/N/NSP

Si oui, pouvez-vous préciser ?

Vous êtes-vous déjà senti·e en danger chez vous ? O/N/NSP

Si oui, pouvez-vous l'illustrer par une ou plusieurs situations particulièrement marquantes ?

Avez-vous déjà eu accès à de la documentation pour vous aider ou vous préparer à ces situations ? O/N/NSP

Avez-vous déjà eu recours à des systèmes de protection contre les violences ?

O/N/NSP

Si oui, lesquels ?

Connaissez-vous des structures dans lesquelles vous pouvez trouver une aide près de chez vous sur ces sujets ?

O/N/NSP

Si oui, lesquelles ?

Globalement, estimez-vous ressentir des insécurités et du danger dans votre quotidien ?

O/N/NSP

Quelles actions, ressources et services pourraient être mis en place en milieu rural afin de réduire ces difficultés ?

Pour info, l'enquête sur la vulnérabilité des jeunes qu'on mène en ce moment :

<https://fr.surveymonkey.com/r/56FSXW3>

Annexe 7

Outils pédagogiques et ressources pour informer et animer des temps de formation et d'échanges sur les questions de Genre et de sexualités

1. La malle pédagogique sexygenre
2. Guide d'animation d'une intervention Genre et Sexualités pendant les séjours
3. Les jours où (1 et 2)
4. Note sur retour expérience utilisation Les Jours Où... (formations des volontaires)
5. Outil d'animation d'un atelier de discussion et d'écriture
6. Le Kit Égalité des genres_EEDF
7. Jeunes et Adultes Transgenres dans les activités de scoutismes_EEDF et CEMEA

La malle pédagogique sexygenre



Livret d'outils pour s'informer sur l'égalité, les
rapports au corps, les genres et les sexualités

La Médiathèque Inclusive
&
Le Sexyweb

Edition 2021

Avant propos



Cet outil a été créé par la commission pédagogique du MRJC en 2021.

www.mrjc.org

Pour faire évoluer la malle vous pouvez noter des compléments, livres,
films, sites ... tous les compléments seront ajoutés à l'édition 2022 !

Onglet Ajout 2022 :

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1aiiNMPGju2inVSFWF9AdaO2W8AI5PPab5GzoGe9S7Q/edit?usp=sharing>

La médiathèque inclusive - Les Bandes dessinées

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>Cher corps</i>	BD	Léa Bordier	à partir de 14 ans	12 témoignages dessinés de femmes sur leurs rapports au corps	corps ; témoignages ; femmes	+ série Youtube et Podcasts
<i>Culottés 1&2</i>	BD	Pénélope Bagieu	à partir de 10 ans	Histoires de femmes libres, engagées et culottés	histoire ; femmes	+ série france TV
<i>La charge émotionnelle et autres trucs invisibles</i>	BD	Emma	à partir de 15 ans	Des scènes de vie pour comprendre la charge émotionnelle et l'impact sur les relations Hommes-Femmes de celle ci	société ; charge mentale ; couple ; féminisme	aussi sur la page Facebook de Emma
<i>Le rose la plus rouge s'épanouit</i>	BD	Liv Strömsquist	à partir de 16 ans	Disséquer les comportements amoureux à l'ère du capitalisme et les interroger	sentiments ; relations ; amour ; couple	
<i>Le vrai sexe de la vraie vie 1&2</i>	BD	Cy	à partir de 15 ans	Petites histoires de sexes racontées sans filtre comme dans la vraie vie	sexualité ; corps ; relations	
<i>Les crocodiles</i>	BD	Thomas Mathieu	à partir de 14 ans	Harcèlement de rue et harcèlement sexuel au quotidien raconté à partir de témoignage	harcèlement ; culture du viol ; relations homme-femme	



La médiathèque inclusive - Les Bandes dessinées 2

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Les princes pas si charmants</i>	BD	Emma	à partir de 15 ans	les inégalités subies dans le privé sont un reflet de la société et du système où nous vivons. cette Bd aborde les privilèges masculins, l'histoire de l'exploitation et de la division en classes, la galanterie comme forme de pouvoir...	Société ; sexisme ; charge mentale ; inégalités ; féminisme
<i>Les règles ... Quelle aventure !</i>	BD	Elise Thiebaut et Marion Malle	à partir de 12 ans	Parler des règles, c'est aussi parler du patriarcat, de sexualité, de religion... cette BD aborde le sujet avec humour, de façon décomplexée et décalé, avec de solides références culturelles, mythologiques, médicales et féministes pour piquer la curiosité et enrichir la connaissance.	Règles ; questions ; histoire ; corps ; femme
<i>Les sentiments du Prince Charles</i>	BD	Liv Stromquist	à partir de 15 ans	Bande dessinée qui alterne fiction et analyse documentée et met à mal les idées reçues sur la relation amoureuse. Cet album est un appel à la prise de conscience et à la libération.	amour ; relation ; sentiments ; couple
<i>Pénis de table</i>	BD	Cookie Kalkair	à partir de 15 ans	Sept mecs sans tabous racontent sans tabou tout sur la sexualité masculine.	corps ; hommes ; genre ; relations



La médiathèque inclusive - Les Bandes dessinées 3

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Pucelle</i>	BD	Florence Dupré la Tour	à partir de 15 ans	Depuis sa plus tendre enfance, Florence ignore tout ce qui se passe... en-dessous de la ceinture. Elle imagine que le papa met la petite graine dans le nombril de la maman, et puis de toute façon, il est tacitement interdit, dans la famille, de parler de « la chose qui ne doit pas être dite ».	témoignage ; enfance ; sexualité
<i>Sea sexism and sun</i>	BD	Marine Spaak	à partir de 14 ans	Le sexisme, nous l'expérimentons d'abord intimement, au sein de notre famille, au travers de notre rapport aux autres et à nous-mêmes, dans la rue : nous grandissons avec, sans même nous en rendre compte. Mais le sexisme n'est pas qu'une affaire personnelle, il est aussi politique !	sexisme ; féminisme ; corps ; société
<i>Sex story</i>	BD	Philippe Brenot et Laetitia Coryn	à partir de 14 ans	Une histoire du sexe est la première histoire de la sexualité en bande dessinée.	sexualité ; histoire
<i>Tant pis pour l'amour</i>	BD	Sophie Lamode	à partir de 15 ans	Comment sortir d'une relation toxique ?	relation ; amour ; sentiment ; couple



La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>C'est mon corps</i>	Livre	Martin Winckler	à partir de 12 ans	Foire aux questions sur les évolutions des corps des femmes.	femmes ; corps ; contraception ; sexualité ; puberté ; gynécologie	
<i>Corps amour sexualité les 100 questions que vos enfants vont vous poser</i>	Livre	Charline Vermont	à partir de 5 ans	Un manuel d'éducation au corps et à la sexualité adapté à tous les âges.	sexualité ; questions ; corps ; éducation	L'animatrice du compte orgasme&moi
<i>Je ne suis pas viril</i>	Livre	Ben Nevert	à partir de 14 ans	Comment devient-on un homme aujourd'hui ? Ben Névert aborde la masculinité à travers sa propre histoire. Et si, une fois débarrassé des idées reçues, on essayait de repenser la définition même de la virilité ?	corps ; homme ; virilité ; éducation	auteur d'une chaîne youtube
<i>Le chœur des femmes</i>	Livre ; Roman	Martin Winckler	à partir de 16 ans	Jean est une jeune interne en gynécologie quand elle arrive dans le service du docteur Karma elle découvre qu'est ce qu'être un.e soignant.e et déconstruit tout ce qu'elle a appris	corps ; gynécologie ; médecine ; femmes	adaptation BD 2021



La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans 2

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Le sexe et l'amour dans la vraie vie</i>	Livre	Ghada Hatem-Gentzer et Clémentine du Pontavice	à partir de 14 ans	Pour que les ados trouvent des réponses à leurs questions le moment venu	adolescence ; questions ; sexualité ; corps
<i>Les sexes innombrables - Le genre à l'épreuve de la biologie</i>	Livre	Thierry Hoquet	à partir de 16 ans	Croisant des outils empruntés à l'épistémologie, à l'histoire des sciences et au féminisme, cet essai brise le cercle des questions : le genre précède-t-il le sexe, ou le sexe précède-t-il le genre ?	genre ; sexualité ; science ; corps
<i>Marinette 20 histoire sur la vie</i>	Livre	Marie Papillon et Blanche Sabbah	à partir de 10 ans	20 sujets de la vie et les questions que les enfants posent avec des réponses simples et honnêtes. la vie, la mort l'amour, la masturbation, les règles...	questions ; sexualité ; amour ; société ; corps
<i>« On en a gros » chroniques d'un sexisme ordinaire</i>	Livre	Gomargu	à partir de 12 ans	À travers de courtes saynètes, Gomargu traite de grands sujets qui animent encore le débat aujourd'hui : invisibilisation des femmes dans l'espace public, harcèlement de rue, injonctions à la féminité et à la maternité...	féminisme ; sexisme ; société



La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans 3

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Sexpérience</i>	Livre	Isabelle Filliozat et Margot Fried-Filliozat	à partir de 12 ans	Un outil de prévention pour les ados et jeunes adultes. Isabelle Filliozat et Margot Fried-Filliozat, mère et fille, ont uni leurs talents pour apporter aux jeunes les connaissances, valeurs humaines et compétences émotionnelles et sociales fondamentales sur le sujet sensible de la sexualité et de la relation à l'autre.	adolescence ; questions ; sexualité ; corps
<i>Sorcières</i>	Livre	Mona Chollet	à partir de 16 ans	Mais qui étaient au juste celles qui, dans l'Europe de la Renaissance, ont été accusées de sorcellerie ? Quels types de femme ces siècles de terreur ont-ils censurés, éliminés, réprimés ? Ce livre en explore trois et examine ce qu'il en reste aujourd'hui, dans nos préjugés et nos représentations.	femmes ; sorcières ; histoire
<i>Réinventer l'amour</i>	Livre	Mona Chollet	à partir de 16 ans	Nombre de femmes et d'hommes qui cherchent l'épanouissement amoureux ensemble se retrouvent très démunis face au troisième protagoniste qui s'invite dans leur salon ou dans leur lit : le patriarcat. Sur une question qui hante les féministes depuis des décennies et qui revient aujourd'hui au premier plan de leurs préoccupations, celle de l'amour hétérosexuel, ce livre propose une série d'éclairages.	amour ; relation ; sentiment ; couple



La médiathèque inclusive - Les Livres et Romans 4

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés
<i>Sur le féminisme (décolonial)</i>	Livre	F. Vergès	à partir de 16 ans	Met en évidence les ambiguïtés du féminisme occidental qui, sans en prendre conscience, est tout de même influencé par une pensée capitaliste et colonialiste	féminisme ; capitalisme ; colonialisme
<i>Tout nu ! le dictionnaire bienveillant de la sexualité</i>	livre	Myriam Daguzan Bernier	à partir de 12 ans	Répond sans tabou et avec ouverture aux nombreuses questions que se posent les ados. C'est le dictionnaire inclusif et positif indispensable pour entamer la discussion, dédramatiser, expliquer et rassurer.	adolescente ; questions ; sexualité ; corps



La médiathèque inclusive - Les films, séries et documentaires

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>120 battements par minute</i>	film	Robin Campillo	à partir de 16 ans	Une histoire de act up, association de défense des personnes atteintes du sida	engagement ; sida ; histoire ; sexualité	
<i>Option éducation sexuelle</i>	docu	Marie-Pierre Jaury	à partir de 14 ans	Dans un lycée de la banlieue parisienne, une douzaine d'adolescent.es, en classe de seconde générale ou professionnelle, assistent à un cours pas comme les autres : option éducation sexuelle.	éducation ; sexualité ; corps ; relation	france 5
<i>Girl</i>	film	Lukas Dhont	à partir de 16 ans	Lara, 15 ans, rêve de devenir danseuse étoile. Avec le soutien de son père, elle se lance à corps perdu dans cette quête d'absolu. Mais ce corps ne se plie pas si facilement à la discipline que lui impose Lara, car elle est née garçon.	genre ; corps ; sport	
<i>Libre.s</i>	série	Ovidie	à partir de 14 ans	Nous sommes submergés d'injonctions, d'idées reçues et de représentations ultra-normées. Stop aux diktats sexuels !	corps ; relations ; sexualité ; femme	Sur arte et d'après la BD
<i>Petite fille</i>	docu	Sébastien Lifshitz	à partir de 16 ans	Sasha, né garçon, se vit comme une petite fille depuis l'âge de 3 ans. Le film suit sa vie au quotidien, le questionnement de ses parents, tout comme le combat incessant que sa famille doit mener pour faire comprendre sa différence.	genre ; enfance ;	



La médiathèque inclusive - Autres supports

Nom	Support	Auteurices	Âge	Thèmes	Mots clés	infos en plus
<i>Causette</i>	Magazine	Causette média	à partir de 12 ans	Causette est un magazine féminin : publication d'information politique et générale sur la société, l'égalité, le féminisme ...	femmes ; société ; corps ; culture	
<i>La princesse et le dragon</i>	Album jeunesse	Michael Martchenko	à partir de 3 ans	Album jeunesse contre les stéréotypes. Les aventures d'une princesse pas comme les autres !	stéréotype ; sexisme ; enfant	
<i>Long cheveux</i>	Album jeunesse	Benjamin Lacombe	à partir de 6 ans	Album jeunesse contre les stéréotypes. C'est l'histoire de Loris, un petit garçon aux cheveux longs que l'on prend souvent pour une fille. Pourtant les héros aux cheveux longs ne manquent pas	stéréotype ; sexisme ; enfant ; corps	
<i>Survivre au sexisme ordinaire - Analyses et techniques de 18 féministes pour le mettre K.-O.</i>	Revue	Collectif d'écrivaines	à partir de 15 ans	Dix-huit personnalités féministes, venues d'horizons divers, s'emparent de ces "petites phrases" et proposent leur analyse ou leurs conseils pour se défendre, répliquer et lutter ainsi avec impertinence contre le sexisme ordinaire.	sexisme ordinaire ; féminisme ; égalité	Librio (n° 1294) - Idées - Paru le 03/03/2021



Sexy web - Chaînes Youtube

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Cher corps</i>	youtube	à partir de 14 ans	témoignages de femmes sur leur rapport au corps	corps ; témoignage ; femmes	et BD de Léa Bordier
<i>Entre potes</i>	youtube	à partir de 12 ans	relations, sentiments, rapport au corps raconté entre potes.	hommes ; corps ; sexualité ; amitié	auteur Ben Nevert
<i>Game of Hearth</i>	youtube	à partir de 16 ans	Une chaîne qui parle d'écologie politique et de féminisme, à travers les écrits théoriques.	écologie ; féminisme ; théorie	https://www.youtube.com/c/GameOfHearth/videos
<i>La conquête du clito</i>	youtube	à partir de 15 ans	vidéo sur l'histoire du clitoris	Histoire ; sexualité ; clitoris ; corps	Chaîne c'est une autre histoire
<i>Le tribunal de l'érection</i>	youtube	à partir de 15 ans	vidéo sur l'histoire de l'importance de l'érection dans le rapport au corps masculin et sa place dans la juridiction	Histoire ; sexualité ; érection ; corps	Chaîne c'est une autre histoire
<i>Martin sexe faible</i>	youtube	à partir de 12 ans	le monde où les relations hommes-femmes sont inversées	relation hommes-femmes ; patriarcat ; société	



Sexy web - Chaînes Youtube 2

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Océan</i>	youtube	à partir de 15 ans	Le parcours de transition d'un genre à un autre	corps ; genre ; témoignages	websérie sur france TVslash
<i>On en parle</i>	youtube	à partir de 12 ans	L'idée de la série : représenter au mieux les adolescents de 2020, à travers la France et leur donner un espace de paroles total pour témoigner de sujets qui les concernent actuellement. puberté, harcèlement, amour ...	adolescence ; témoignages	Léa bordier
<i>Parlons peu mais parlons</i>	youtube	à partir de 14 ans	Foire aux questions sur le corps et la sexualité	sexualité ; tabou ; corps	
<i>Quand c'est oui c'est oui</i>	youtube	à partir de 12 ans	Chanson humoristique sur le consentement	consentement ; sexualité	chanson



Sexy web - podcasts

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Kiff ta race</i>	podcast	à partir de 15 ans	rapport au corps et racisme	corps ; racisme ; féminisme	
<i>La poudre</i>	podcast	à partir de 15 ans	témoignages et parcours de Femmes	femme ; témoignages ; féminisme	
<i>Les couilles sur la table</i>	podcast	à partir de 15 ans	questions et intervenants sur le patriarcat	patriarcat ; féminisme	
<i>Un podcast à soi</i>	Podcast	à partir de 15 ans	Un Podcast à soi : intimité et expertise, témoignages et réflexions, pour aborder les questions de genre, de féminismes, d'égalité entre les femmes et les hommes	témoignages ; féminisme ; égalité	Arteradio ; Charlotte Bienaimé



Sexy web - Instagram

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Jouissance club</i>	instagram	à partir de 16 ans	Dessins explicatifs et éducatifs sur la sexualité et le plaisir	sexualité ; corps	existe en livre
<i>Orgasme & moi</i>	instagram	à partir de 15 ans	Parler de sexualité, de corps, d'éducation sans tabou et avec pédagogie	éducation ; sexualité ; corps	
<i>Pépites sexistes</i>	instagram	à partir de 12 ans	Publicités et objets sexistes	pub ; sexisme ; garçon/ fille	
<i>Salomé.evas</i>	instagram	à partir de 16 ans	Éducation féministe à la vie affective et sexuelle	féminisme ; sexualité ; corps	
<i>T'as pensé à</i>	instagram	à partir de 15 ans	Témoignages sur la charge mentale	charge mentale ; couple ; témoignage	



Sexy web - Site web

Nom	Support	Age	Thème	Mots clés	Informations
<i>Kaléidoscope</i>	site web	tous	Livres jeunesse pour un monde égalitaire	enfant ; jeunesse	https://kaleidoscope.quebec/2fbcid=IwAR2hiImDNTCa5tZTQ5hUXV2QtmP712xObGgcWbRwp3xDes3HmkUNxOaKE
<i>Le petit guide anti-sexiste pour passer les fêtes</i>	questionnaire	à partir de 14 ans	Quelques réponses bien faites à des réflexions de sexisme ordinaire.	sexisme ; féminisme	https://formdivers.typeform.com/to/rfM1LT collectif Nous toutes
<i>Madmoizelle</i>	site web	à partir de 12 ans	Magazine féminin et féministe en ligne	femme ; corps ; société	articles ; podcast ; vidéos
<i>Unique en mon genre</i>	site web	à partir de 14 ans	Rapport au corps et genre et sexualité en milieu rural	corps ; genre ; rural ; sexualité	MRJC



Genre et Sexualités

Objectifs:

- Réfléchir à son rôle et son positionnement éducatif en matière d'égalité de genre et de sexualités
- Identifier les attitudes cohérentes avec ce positionnement dans le cadre d'échanges avec les enfants/jeunes
- Se sentir plus à l'aise et légitime pour échanger sur ce sujet avec les enfants/jeunes

0) En amont, mettre à dispo une boîte à question et faire le tour des participant.e.s de l'atelier.

1) Entrer sur la chanson "Quand c'est oui, c'est oui - la chanson du consentement" et faire la chorégraphie

2) Temps perso "En temps que directrice comment, je traduit mes intentions pédagogiques dans une démarche d'éducation à la sexualité et d'égalité des genres"

5' - Temps perso

- 10' - Echange en binôme
- Ecrire 3 intuitions que l'on a en commun
- 10' - Lecture des intuitions de chaque binôme et mise au milieu

3) Eplucher les questions écrites présentes dans la boîte

- 30' - Avis des participant.e.s
- Apports théoriques (participant.e.s ou animatrice)
- Quelle posture adopter ?

4) Jeu de l'étoile. Les personnes se mettent en 2 cercles concentriques en face à face. A l'intérieur les jeunes, à l'extérieur soi en tant que directrices. Tourner toute les ~~15~~⁵ min + Débriefing 10'

5) Bilan

- Encore dispo pour en échanger
- 10' - Referent.e.s dans les structures (Albane - Aline)
- Ressources : Mixicamp, eudb ...

Le jour où...

**UNE SÉANCE
D'ÉDUCATION
SEXUELLE DONT TU TE
SOUVIENS**



Le jour où...

**LA PREMIÈRE FOIS
QUE TU AS ENTENDU
PARLER DE
SEXUALITÉ**



Le jour où...

**UN LIVRE, FILM QUI T'A
FAIT AVANCER DANS
TON EDUCATION
AFFECTIVE ET SEXUELLE**



Le jour où...

**ON T'A MIS LA
PRESSION POUR ETRE
CELIBATAIRE / EN
COUPLE**



Le jour où...

**UNE
DISCRIMINATION
SUBIT EN LIEN AVEC
TON ORIENTATION
SEXUELLE**



Le jour où...

**UN ACTION, UNE
JOURNÉE DONT TU ES
FIER.E**



T'en penses quoi ?

L'ÉDUCATION SEXUELLE ET AFFECTIVE A L'ECOLE



T'en penses quoi ?

RELATIONS AMOUREUSES EN MILIEU RURAL



T'en penses quoi ?

RELATIONS SEXUELLES ET PRESSION SOCIALE



Le jour où...

**TU AS COMPRIS QUE
TU ÉTAIS
HOMME/FEMME/AU
TRE**



Le jour où...

**ON T'AS FAIT
COMPRENDRE QUE TU
ÉTAIS
HOMME/FEMME**



Le jour où...

**ON T'AS FAIT
COMPRENDRE QUE TU
N'ÉTAIS PAS
HOMME/FEMME**



Le jour où...

**LA PREMIÈRE FOIS
QUE TU AS ENTENDU
PARLER DE GENRE**



Le jour où...

**UNE
DISCRIMINATION
SUBIT EN LIEN AVEC
TON GENRE**



Le jour où...

**UN ACTION, UNE
JOURNÉE DONT TU ES
FIER.E**



T'en penses quoi ?

PLACE DES HOMMES EN MILIEU RURAL



T'en penses quoi ?

PLACE DES FEMMES EN MILIEU RURAL



T'en penses quoi ?

**PLUS DUR DE SORTIR
DE LA NORME DE
GENRE EN MILIEU
RURAL**



Prise de notes formations des volontaires modules Genres et Sexualités en milieu rural:

Séance 1 : Les filles et les gars du coin : questions de genre en milieu rural (les regards et commentaires)

1er groupe : mercredi 3 juin 2020

Est-ce que chacune est sensible à ce sujet ou est-ce qu'il y a besoin de refaire une définition des termes ?

Maëlen : pas besoin de définition mais pas originaire du rural donc ne se sent pas trop concernée. A préparé des anecdotes mais pas forcément que sur le genre.

Solène : pas du rural mais concernée par la question du genre et de la sexualité. Dossier du TRI très chouette. Aurait aimé faire des podcasts sur cette question.

Laura : N'a pas grandi en campagne non plus. Mais s'intéresse aux questions de genre depuis quelques années.

Daro : A toujours grandi en ville. A regardé des témoignages et a pu voir que c'est différents entre les deux territoires.

Lou : A grandi en milieu rural et pense avoir les définitions concernant le genre et la sexualité.

Le MRJC a voulu faire un focus sur le rural car c'est une association rural mais surtout parce que la question est travaillée et portée en ville mais peu travaillée en rural. Et c'est différent entre les deux territoires. Un travail est fait via la plateforme Unique en Mon Genre de témoignages. Idées de pouvoir mettre de nouveaux témoignages.

Le jour ou ...

« Le jour où j'ai arrêté de porter des soutiens gorges et de m'épiler j'ai eu le sentiment d'être libérée »

« Le jour où : Il y a eu une période où j'avais tendance à m'habiller comme un garçon. On me traitait de garçon manqué. Cette injonction à s'habiller comme une fille venant de ma famille ».

« Ce n'est pas au sein de ma famille mais par des amis et de façon invisible, d'acceptation sociale qu'au lycée je me suis maquillée comme ma très bonne amie (ma mère se maquille pas du tout par exemple). Même chose au niveau des relations. Un copain m'a dit que dans mon couple je devais être aux petits soins de mon copain, m'occuper de lui... ».

« Au collègue je portais beaucoup de jupes et robes et au lycée il y avait plus de gens qui regardaient comment on s'habillait. Ma mère me disait qu'il ne fallait pas que je sorte comme ça, car j'allais avoir des remarques. »

« Dans l'éducation des filles il y a beaucoup d'injonctions sexistes et de stéréotypes. Quand je suis arrivé chez ma grand-mère à la fin du confinement je n'étais pas rasée et en pantacourt. Elle m'a dit qu'on dirait un homme de cro-magnon, « il va falloir s'occuper de ça ».

Il y a quelques jours je suis allé voir mes parents et j'ai évoqué le sexisme... Mon père dit qu'il ne faut pas empêcher les femmes de dire des gros mots mais il me reprends quand j'en dit....»

« J'étais allé aider à un festival en Poitou Charentes. Il y avait beaucoup d'hommes et on se répartissait les tâches. Il fallait aller planter des panneaux avec la barre à mine. Elle propose de le faire. Un gars lui demande « mais tu sais t'en servir ». Il la suivi jusqu'à ce qu'elle lui prouve qu'elle sache s'en servir. Ce qui l'a embêté c'est de se sentir obligé de se justifier en disant qu'elle est une fille d'agri ».

« J'ai participé à une journée homme/femme séparé dans des cercles de paroles. Le soir on se retrouve pour se poser des questions. Questions aux hommes : comment vous vous sentez dans une société patriarcal ? Beaucoup ont évoqués la pression qui était mise sur eux et la volonté de s'en sortir. Il y a une injonction à devoir être toujours niquel et ne pas faire de remarques sexistes ».

Ressource : Livre « la salope éthique ». Ce livre parle de polyamour. Lire ce livre lui a permis de comprendre que d'être exclusif dans un couple est quelque chose de conditionné et on se pose pas toujours la question et le choix d'être exclusif.

Quels sont les points communs et les divergences qu'on voit entre nos témoignages :

On reçoit des pressions constamment en tant que femme. Il faut toujours être dans une norme cadrée qui est pourtant différente entre les milieux. On a toujours des injonctions.

Sur la question des cheveux : l'année dernière je me suis rasé la tête pour me réapproprier mon visage et avoir le regard extérieur. J'ai été plutôt agréablement surprise des regards. Les regards désapprobateurs venaient plutôt des femmes alors que les hommes ont plutôt fait des blagues et des remarques positives.

Ce qui est compliqué c'est que les normes sociétales il y en a pleins. Mais en tant que femme on a des normes contradictoires et il y a toujours un problème car la norme bouge en fonction des gens avec qui on est. Tout le monde (famille et entourage) nous rappelle constamment qu'elle place on doit avoir.

La pression au genre féminin vient principalement des femmes car on appartient à ce groupe. Même chose pour les mecs. Ce sont eux qui se poussent à être le plus viril. Ce sont les filles qu'il faut convaincre de sortir de ces normes.

Les premières personnes qui me reprochent de ne pas m'épiler sont ma mère et ma cousine. Elle ne comprend pas ce que je veux et ce sont les personnes que j'ai le moins envie d'entre dire ça.

Etre une femme en milieu rural : est-ce différent ?

En ville on a plus de harcèlements de rue qu'à la campagne.

Même si c'est en ville qu'on subit plus de harcèlement il y a plus d'espaces pour en discuter. A la campagne c'est moins facile d'en discuter.

Il y a plus de harcèlements de rue en ville mais il y en a aussi à la campagne, même si on peut mieux s'en protéger. On est moins préparé qu'en ville. La première fois que ça m'est arrivé je ne savais pas ce que c'était car mes parents ne m'en avaient jamais parlé.

Les discriminations sont différentes en ville et à la campagne. Un anonymat est impossible à la campagne dont si quelqu'un nous intéresse on peut le contacter autrement. Par contre en campagne il y a plus de pression sur la mise en couple.

Dans le couple en rural on nous renvoi souvent à notre conjoint. Une copine installée sur une ferme entendait toujours que c'était la ferme de son conjoint alors qu'il n'était pas installé.

C'est peut-être lié à la question de la propriété qui est plus présente en rural et rattachée aux hommes. Le livre « Ceux qui restent » de Benoit Coquard aborde ces questions de la mise en couple rapide des femmes en rural pour avoir une sexualité acceptée. Le milieu urbain, véhiculé par des médias et séries, met plus en avant des femmes célibataires et indépendantes.

On retrouve beaucoup cela dans les questions d'éducation. On n'évoque et ne retiens que des noms d'homme. Par exemple en musique on connaît la femme de Schumann en tant que pianiste. En tant que femme de Schumann et on ne connaît pas son prénom.

En rural, quand on est une femme assez forte on peut être valorisé car on peut faire comme les hommes. C'est quand même bien vu d'avoir de la force physique alors que ça ne l'est pas du tout en ville.

C'est ce qui ressort dans le témoignage de Maëlys : jeune agri en rural (plateforme « unique en mon genre ». On renvoi toujours à l'homme. C'est bien pour une fille, tu sais faire comme un homme.

A l'inverse pour les garçons tendre vers le féminin est très compliqué. La norme suprême est le masculin donc si les hommes s'en éloignent ça ne va plus. C'est une pression assez forte en ville, comme à la campagne.

Sur Netflix il y a un film qui aborde les questions de masculinisme et de société patriarcale : The mask you live in. On éduque les jeunes garçons à rejeter les caractéristiques féminines et du coup on renvoi le féminin à quelque chose de négatif.

Le podcast « les couilles sur la table » est top pour voir la question du masculinisme d'un point de vue féministe.

Sur la question de l'éducation des filles et des garçons on renvoi beaucoup les filles à l'intérieur. C'est aussi différent si l'ainé.e est un garçon ou une fille. Si tu es l'ainée en tant que fille tu feras plus de chose (aussi des choses dites d'homme).

L'école véhicule aussi ces stéréotypes. Une association a fait une enquête dans une maternelle. On complimente beaucoup plus les petites filles sur leur apparence et on leur donne beaucoup plus de surnoms. Les institutrices ne pensaient pas faire cela... Mettre en lumière a permis de prendre conscience.

C'est tout le rôle de l'objectivisation. On a parfois des pressentiments sans avoir les éléments et l'objectivé permet d'adapter notre posture. Les EEDF ont travaillé sur les questions d'égalité dans les séjours. Travail fait au quotidien : ne pas toujours demandé un garçon pour aller chercher l'eau et les filles responsables de l'infirmerie. En agissant on donne d'autres repaires sans prononcer le mot genre et rappeler aux filles qu'elles sont des filles.

Comment sortir des normes de genre en milieu rural ? Comment on est soi et on se manifeste dans l'espace publique ?

Rapport au corps :

Pas facile par exemple de ne plus s'épiler même si on a pris conscience qu'on ne le fait que par injonction de la société.

Ça fait un an et demi que je ne m'épile plus. C'est le regard des proches qui est plus difficile. C'est compliqué de devoir toujours se justifier. Au début j'étais mal à l'aise même s'il m'a fallu du temps pour l'accepter.

Même expérience : plus facile à vivre dans un groupe où tout le monde fait ça. Mais j'ai repris le sport, l'athlétisme dans lequel les normes aux corps sont hyper particulières. Et je n'ai pas envie de lutter donc je le fait. Comme quoi tendre vers le masculin n'est pas simple. Quand ça touche au corps là ce n'est pas possible.

Etre dans un groupe de potes où c'est normal ça aide beaucoup.

C'est la pression gentille qui est encore plus dure. C'est pour toi, c'est pour plaire aux garçons... Même réaction que sur le fait de ne pas mettre de soutien gorges. Ce sont les proches qui font des remarques et non les personnes que l'on connaît moins.

C'est l'entourage qui bloque. Du moment où tu es à l'aise les gens que tu connais moins s'en foute car il.elle.s ne sont pas impacté.e.s par ce que tu fais.

Mais potes qui se laissaient pousser les poils étaient blondes. C'est plus acceptable car ça se voit moins. Dans certains collectifs j'ai senti de la pression d'arrêter de m'épiler alors que je suis très brune et que j'ai eu le sentiment de maîtriser mon corps grâce à l'épilation car ça rentre dans la norme. Il faut qu'on ait le choix de le faire ou non en fonction de comment on le sens.

C'est important de faire ce choix pour soi-même et pas pour les autres. Etre capable de se défendre pour soi est essentiel. Il y a des remarques qui marquent. Donc il faut se sentir à l'aise pour le faire et être prêt.e à subir ces remarques.

Expliquer tout le temps c'est une nouvelle charge. Parfois c'est plus simple de rentrer dans la norme car ça évite de devoir se justifier et c'est moins fatiguant.

C'est aussi lié au manque de représentation. Il n'y a pas de représentation de femme avec des poils dans la société. C'est la représentation qui permet d'avoir le choix.

Il y a une injonction des femmes à être belle au naturelle, mais en même temps ce n'est jamais bien. Il faut passer un temps fou à de préparer et en même temps c'est critiqué d'y passer du temps.

Cette double injonction rend difficile le débat avec des personnes réfractaires à des débats féministes.

Il peut y avoir une différence entre ses idées et la pratique. Il est important d'être à l'aise avec ça. Il y a besoin d'indulgence envers les autres.

Sur la question du corps de façon plus globale quand on sort du « corps standard » on ne vient plus nous embêter.

Un podcast d'« un podcast à soi » montre que notamment pour les personnes handicapées on ne leur demande pas de rentrer dans la norme car on le considère plus. C'est la même chose pour les personnes âgées.

Comment on a envie d'agir et comment on peut le faire ?

Conférence gesticulée : la personne qui faisait la conférence féminisait tout ce qu'elle disait. C'était intéressant et perturbant.

Question de transgenre : quand on est une personne trans en milieu rural c'est d'autant plus compliqué car tout le monde se connaît. Ça fait très vite parler ou c'est caché. C'est compliqué de parler sans genrer les phrases, surtout quand on n'est pas habitué. A regarder : témoignage de Mika sur la plateforme « genre et sexualité en milieu rural ». Elle dit que ce n'est pas simple au début en rural, mais qu'après qu'une fois au courant ça simplifie les choses.

Il y a aussi la crainte de ce que peut en penser le village. Si un.e ne l'accepte pas on peut vite se sentir mal dans le village.

Ecrire en écriture inclusive et parler de façon inclusive c'est déjà une avancée.

Discuter avec des gens et regarder des vidéos et lire permet d'avancer sur ces questions. Ex : podcasts et BD.

Super contente quand après avoir eu de multiples débats avec ses coloc (des gars) ils se sont mis à parler en inclusif. L'échange de références a aussi permis d'aller plus loin dans la réflexion et de mieux

exprimer sa pensée. « Les sentiments du prince Charles » est une super BD qui parle d'amour et de sexualité.

BILAN :

Bien. C'est passé assez vite. On a abordé pleins de sujets différents.

Intéressant aussi. Le sujet est tellement vaste. Parfois impression d'être trop précises et d'aller dans trop de sens à la fois. Comparaison rural/urbain très intéressante.

Bien aimé le fait que ce soit proposé en FV. Content que ça amène à regarder le site unique en mon genre. Pour la forme : bien aimé qu'on commence le sujet via des anecdotes. Le PDF aide à en trouver.

Bien aimé que ce soit une question ouverte. Intéressant d'entendre ce que chacune avait à dire sur le sujet. Bien les anecdotes pour lancer le sujet.

2^{ème} groupe : lundi 8 juin 2020

Le jour où...

« J'ai jamais eu de déclique ou un jour on m'a dit qu'il y avait des filles et des garçons, et des gens qui ne sont pas bien dans leur corps assignés. Ça s'est glissé naturellement dans mon éducation. Pour moi c'est la norme ».

« Ma mère à un cousin qui était homo et qui s'est fait tuer pour ça. Ce qui fait qu'on a beaucoup parlé de genre et de sexualité donc pour moi c'est naturel ».

« J'ai compris que j'étais un garçon quand on m'a fait jouer avec des petites voitures plutôt que des poupées. A l'école il y avait le bleu pour les garçons et le rose pour les filles ».

« J'ai l'impression d'avoir grandi différemment car j'ai grandi avec deux frères. Petite j'étais assez garçon manqué mais je n'ai pas eu de déclique sur le fait que tu es une fille ou un garçon. J'ai joué aux jeux dit de filles et ceux de garçons ».

« J'ai pu jouer autant au foot qu'à la poupée. Ça ne me gênait pas de passer de l'un à l'autre, donc je n'ai jamais eu cette pression ».

Et aujourd'hui :

« Dans le cadre du SC on avait organisé une soirée municipale dans un bar. On était deux filles à organiser. Et le jour du débat il y avait un gars avec nous. Malgré nos questions au gérant du bar il est tout de suite allé voir le garçon. Alors que c'était nous les filles qui organisions.»

« Mon grand frère m'a toujours appris à « bien tenir l'alcool » au cas où j'en aurais besoin en soirée. C'est-à-dire pour ne pas qu'un homme me saoul dans un bar. »

« C'était il y a un peu moins d'un an. J'avais un pote qu'il allait régulièrement travailler au bar du zénith de Nantes. C'était une fille qui nous dirigeait. Jamais 4 bières dans la main et je faisais le calcul de la facture. Elle m'a dit que je n'allais pas assez vite et a rajouté « ah oui mais tu es un garçon tu ne peux pas faire deux choses à la fois » Ca m'a blessé car je n'avais pas l'habitude faire ce job donc oui je prenais un peu plus de temps. »

« En 4^{ème} j'avais les cheveux longs. On rentrait de voyage en Inde et au passage de la douane il y avait un endroit fille et un endroit garçon. J'avais les cheveux longs et j'étais petit. Les douaniers n'ont pas voulu me faire passer côté garçon parce que j'avais les cheveux longs. Mes parents ont dû insister pour que je passe du « côté de mon sexe ». »

On parle beaucoup des discriminations faites aux femmes, mais les garçons en ont aussi. Par exemple le rapport à l'alcool est assez particulier. On demande aux gars de tenir alors que les filles il ne faudrait pas trop tenir.

« Lors d'une soirée les garçons étaient alignés à une table pour boire des shooters et les filles faisaient d'autres jeux d'alcool. J'ai voulu participé et je me suis fait rejeter car je n'étais pas un garçon. On m'a dit de retourner avec les filles. »

Il y a la question de la virilité chez les garçons. On a beaucoup d'injonction au quotidien que ce soit pour les garçons et les filles.

Etre un Homme ou une Femme en milieu rural est-ce différent ?

« Je suis fils d'agri et dans le milieu rural on se tourne plus vers les gars que vers les filles pour la transmission d'une ferme. Pour beaucoup de gens ce n'est pas naturel. Par exemple chez moi c'est ma sœur qui est intéressée pour la ferme mais ce n'est pas vers elle que mes parents se tournent en priorité. Mais bon les garçons on n'est pas intéressé donc c'est sûrement elle qui va reprendre. »

En tant que fille il faut savoir jouer des coudes.

« A la ferme quand j'étais petite je voulais m'occuper des vaches, conduire le tracteur mais mon père ne voulait pas. Alors que mes frères avaient le droit de le faire. Je ne sais toujours pas conduire un tracteur ».

Il y a le caractère qui joue beaucoup aussi. Mais bien sûr ça va au-delà. C'est dès l'éducation qu'on nous renvoie au fait d'être un homme ou une femme.

Même chose lorsqu'une fille veut se former pour devenir agricultrice elle est en difficulté pour trouver un apprentissage.

Différences des métiers : il y a peu d'hommes coiffeurs en milieu rural. A part dans le bourg le plus grand du coin. Quand il faut faire de la cuisine ou de la couture au quotidien on demande aux femmes met dès que c'est un métier valorisé ce sont des hommes qui le font. Dans les métiers de

service et la boulangerie notamment ce sont les hommes à la boulange et les femmes qui servent. Et les boucheries sont souvent tenues par des hommes.

En soirée il est compliqué de se faire payer un verre quand on est un garçon. C'est comme dans les boîtes les stéréotypes de genres sont énormes. Les filles ne payent pas l'entrée car avec beaucoup de filles fait venir les garçons.

Une femme gagne moins qu'un homme mais elle a plus de frais qu'un homme notamment sur les questions hygiéniques, tampons, serviettes. Ça coute environ 2000€ à 3000€ dans une vie.

En plus les femmes gagnent parfois moins que les hommes ce qui n'est pas normal. Laura Calu a fait des vidéos assez marquante la dessus.

Ressource : Cam clash - caméras cachées sur des questions de société pour faire réagir les gens.

Rapport au corps :

Un homme qui mange et boit beaucoup c'est un bon vivant, alors que ce n'est pas valorisé chez les femmes.

On reste toujours dans le même modèle : la femme fine à grosse poitrine et gros fesses. Et l'homme qui doit être musclé et viril.

On demande aux femmes ne pas être trop grosses et on nous critique rapidement sans nous connaître.

Impression que ces dernières années on est un peu moins prisonniers de la norme en tant que garçons et filles, mais c'est peut-être propre à mon groupe de potes.

Impression que toutes les discriminations hommes/femmes sont moins fortes en ville qu'à la campagne. On voit moins de monde et le changement se fait plus lentement. En ville c'est plus libre.

Quand tu vas en ville tu te sens jugée mais ça a un peu moins d'impact car tu ne reverras pas la personne. Alors qu'à la campagne tu peux croiser plusieurs fois les personnes.

Comment sortir des normes de genre en milieu rural ? Comment on est soi et on se manifeste dans l'espace publique ?

Dans le cadre des chantiers à la fabrique : il fallait apporter des brouettes de cailloux et je ne voulais pas le faire juste parce que j'étais un garçon. L'idée c'est de permettre aux filles de le faire si elles le veulent.

Sur ma façon de m'habiller j'essaie de mettre des chaussettes roses car ça ne me pose pas problème en tant que garçon et ça renvoi l'idée que chacun.e peut faire comme il/elle veut.

Sur la question du maquillage on la pression en tant que femme. Du coup j'essaie de ne pas trop y faire gaffe et de me maquiller que si j'en ai envie.

L'écriture inclusive est aussi une façon de faire changer les choses.

Ressources à partager :

- « Ma mère avait raison » : Alexandre Jardin. Parle de sa mère qui est une femme libérée et qui a eu une vie très chouette et libre.
- BD : « les culottées »
- Agatha Christie : livre sur l'histoire de sa vie

Séance 2 : Sexualité et vie affective en milieu rural sous le prisme de l'éducation.

Lundi 8 juin

Partage de témoignages :

« Un seul cours d'éducation sexuelle et affectif. Un groupe d'élève en physique chimie ou svt avait décidé de faire un exposé sur le sujet. Intéressant mais hyper gênant car tout le monde rigolait. Il y a eu un moment mitique ou l'élève avait mis un préservatif sur un bécher l'a fait tomber et il s'est brisé dans le préservatif. Je pense que tout le monde se souvient de cela ... Problématique de ne pas avoir eu de vrai cours. Alors que c'est une période où l'on a plein de questionnements. »

« Jamais eu de cours sur ce sujet à part en SVT au collègue ou on nous expliquait comment fonctionnait le corps humain. C'est plutôt grâce à des conversations avec des ami.e.s et ses sœurs mais pas ses parents. »

« Au collègue on a seulement appris ce que sont les règles et le fonctionnement du corps humain. Juste souvenir que le prof a montré une vidéo d'une naissance. Tout ce qu'on apprend entant que femme c'est par les ami.e.s voir la famille. A l'école on n'aborde pas ces questions, ou ça ne m'a pas marqué. Je ne sais pas si c'est pareil aujourd'hui. »

« Les cours d'éducation sexuelle étaient sur la reproduction. Intervention de l'infirmière. C'est un problème que ce soit elle et que sur le terme de la prévention. On a cette impression que le sexe c'est dangereux et pas forcément une bonne image alors que ce n'est pas ça. Ça met une pression entre les jeunes. Bien de faire de la prévention mais il faut le traiter autrement pour que ça ne soit pas négatif.

« Intervention extérieur au collègue programmé par celui-ci. Bien que ce soit des personnes extérieures et pas les profs. Ce qui a permis d'aborder la notion de consentement. Il y avait une partie en mixité et une en non mixité. C'était assez bien fait. La question de la pornographie avait été abordée et avait amené sur la question du consentement.»

« Au collègue cours pour apprendre comment se protéger. Cours en non mixité. Il y a des films biens sur Netflix. A appris par soi-même car à la maison on en parle pas. »

« Dans l'éducation sexuelle et affective on peut y mettre la pornographie qui a aidé ou biaisé des gens sur les pratiques sexuelles. A regardé de la porno jeune ce qui a impacter ses pratiques qu'elle a dû déconstruire par la suite. »

« Tout ce qui touche à l'éducation sexuelle se passe essentiellement au collègue et seulement des cours d'anatomie. Et en dehors du cadre scolaire il n'y a pas d'espace pour en parler. Il faut se construire soi-même et allé chercher l'information. »

« Par rapport à la famille en tant que femme on parle peu de ce qui se passe pour nous. Ne pas pouvoir en parler avec sa propre mère je trouve ça choquant. »

« Ce construire sur internet c'est une question de génération car nos parents ont eu peu d'éducation sur ce sujet. C'est ressent qu'on en parle facilement et aussi souvent. C'est notre génération ».

En effet, on est la première génération, mais des stéréotypes et normes oppressives se sont construites en parallèle, notamment via le porno.

L'année dernière Aline a rencontré une responsable de la JAC-F on l'on abordait beaucoup les questions de sexualité. Les questionnements et interrogations étaient les mêmes et il y avait des espaces pour en parler. Notamment sur la question de la procréation et de l'absence de contraception. La cohabitation des couples avec les parents étaient la norme et la JAC-F a travaillé à arrêter ces pratiques.

« Dans ma famille on en parle énormément et ça fait du bien de pouvoir en parler librement. Ce n'est pas le cas partout et je trouve ça bizarre car moi ça me fait du bien de m'en parler et de savoir que je ne suis pas toute seule avec ça. »

« Dans ma famille on en parle pas, c'est un tabou. Avant il y avait la transmission père-fils et mère-fille sur la question des enfants et de comment faire quand on en veut pas. Aujourd'hui la contraception repose beaucoup sur les femmes. On parle seulement de la contraception féminine, notamment en cours de SVT ou chez le gynéco. Si on ne sait pas qu'il y a d'autres moyens on ne peut pas les utiliser. Et les gynécos sont plus dans la situation de nous dire ce qu'il nous faut sans nous présenter tout ce qui est possible. »

« Je me suis fait poser un implant et on ne m'a pas parlé des conséquences. Alors que pourtant il y en a. »

Relations amoureuses en milieu rural :

Sur la mise en couple elle est plus rapide et arrive plus tôt en milieu rural.

Un jour une pote m'a dit : « Pour faire ta vie tu as besoin d'un mec ». Super choquant de la part d'une femme qui pourtant se dit féministe. C'est quelque chose qui inquiète le fait de rester seule. Mais en même temps ce n'est pas une obligation.

Les réflexions ont toujours été du côté de la famille et de la part des adultes. « Bon alors c'est quand que tu nous ramène un petit copain ? ». Aux yeux de la famille ne pas avoir de petit ami renvoie à l'idée qu'on n'a pas de vie sociale. Et quand t'es une fille on te renvoie à la question de ton éventuel copain. Questionnement sur comment les garçons le ressentent. Y a-t-il une pression ?

C'est une norme sociale d'être en couple et ça ne laisse pas la place aux gens qui ne le veulent pas de le faire. C'est pareil pour les garçons. Questionnement sur le milieu rural et le milieu urbain : En milieu urbain on est plus anonyme et on peut plus se sentir libre là-dessus. En milieu rural il y a plus la pression du village et le fait que tout le monde se connaît.

La différence entre ville et campagne se porte sur la durabilité de la relation. En ville on peut avoir des relations et décider quand on veut s'afficher ensemble. En campagne ça se sait vite dès qu'on sort avec la personne dans des espaces collectifs. Ça met plus la pression car si on sort avec une personne il faut que ça dure car sinon une mauvaise réputation risque de te tomber dessus.

« Vient d'un petit village, d'une vallée. Sa copine elle n'est pas du même territoire qu'elle. Il.elle.s vivent ensemble depuis deux ans. Ses potes n'acceptent pas cette relation car soit disant il ferait moins la fête et gâche sa jeunesse. Ses potes lui disent qu'il faut faire plein d'expériences avant de se mettre en couple. »

« Vient du nord de la Mayenne et a rencontré sa copine à 16 ans. Proche d'une bande de mec. A partir du moment où il a été en couple c'était compliqué car jugé sur cette relation. Il a fait son choix de ne plus voir ses potes. En milieu rural le groupe de mecs est assez fort et devrait être la priorité. Il est obligé de faire un choix, sans retour en arrière possible. »

Tu ne devrais pourtant pas à avoir à faire ce choix entre tes potes ou ta copine. Tu essaies de trouver des compromis qui sont difficile.

Benoit Coquard observe une grande différence entre les gars et les filles sur la mise en couple. Les gars se mettent plus tard en couple avec des filles plus jeunes. C'est l'opposé pour les un.e.s et les autres.

Sa mamie pas rassurée d'une relation à distance car on ne partage pas des choses ensemble.

Témoignage sur une mamie. Elle est en coloc avec deux garçons et en couple avec un mec qui est coloc avec sa pote. Le copain de sa pote vit dans un autre appartement. La mamie ne comprend pas que les couples ne soient pas ensemble.

En convoit un mec ne comprenait pas comment on pouvait être en coloc sans coucher ensemble.

Groupe de filles dont l'une des seules qui est célibataire. Les filles ne trainent pas toujours avec leur mec. Réflexion aussi entre filles sur le besoin de rencontrer différentes personnes avant d'être en couple.

A une copine dont sa fait 3 ans qu'elle est avec son copain, depuis ses 14 ans. Des adultes trouvent ça dommage de ne pas avoir rencontré d'autres personnes avant. Est-ce grave si on rencontre une seule personne ?

On aime trop parler pour les autres. Chacun à sa vie et il n'y a pas de mieux ou moins bien.

Qu'est-ce que ça peut foutre qu'un pote soit homo, est une copine hyper jeunes... Chacun.e a des besoins différents.

En milieu rural on te demande souvent si tu as un copain. En tant que lesbienne c'est compliqué de répondre à cette question. Du coup tu fais des mensonges par omission. C'est posé la question de si en tant que lesbienne elle peut retourner vivre dans son village. Mais il y a de plus en plus de couples homos qui s'installent en rural. Avant on disait des vieux garçons ou des vieilles filles pour des couples d'homo. Il y a un déni là-dessus.

Même témoignage en urbain où les gens ont été jusqu'à dire que deux femmes qui vivaient ensemble dans le quartier étaient sœurs.

Pour les personnes gays leur homosexualité revient toujours dans la conversation, alors qu'on s'en fout.

A été à Cuba avec ses parents, sa sœur et sa copine. Son père n'a pas de soucis avec son homosexualité mais à Cuba il disait qu'il avait trois filles. Du coup c'était gênant. A Cuba l'homosexualité est pénalisée, mais les gens n'ont pas de soucis avec ça.

Sur la question de l'éducation : on ne nous dit pas que l'homosexualité existe, ce qui complique pour se construire. Internet est le seul moyen de se renseigner mais tout se passe en ville. Du coup on se dit que ce n'est pas possible en rural et qu'il faut aller en ville.

Mais il y a plus d'homophobie en ville : il y a plus d'actes homophobes relevés en ville qu'à la campagne. Une femme ne se fait pas siffler et donc agressée en milieu rural. Comme tout le monde se connaît, on ne dit pas qu'on est homophobe. Mais on va aussi moins l'afficher en rural qu'en ville (se tenir la main, s'embrasser).

A l'inverse un ami homo vit à Paris et ne veut pas retourner à la campagne car il y a peur de faire moins de rencontre.

En rural il y a moins de gays et lesbiennes et la plupart partent en ville. Mais il y a du queer rural qui se met en place. Pour les personnes en rural cette dimension militante ne se retrouve pas autant qu'en ville.

Ressources

- Livre « le cœur des femmes » : c'est un roman qui aborde les questions de gynécologie et des relations de couple. Parle de transgenre et d'inter-sexe.
- Livre « la salope éthique » : questionne les relations de couples et de polyamour.

On parle toujours des excisions comme une pratique ailleurs. Alors que pour les personnes inter-sexe on les excise et on leur choisi un terme.

- Documentaire : « les filles du coin ». Sur la ruralité et la place des femmes à la Réunion, notamment en milieu rural.
- BD : « les sentiments du prince Charles ».
- Podcast : « Un podcast à soi » et « les coules sur la table »
- Chaine Youtube Papapapoum : « tour de France des familles LGBT »
- Livre « L'origine du monde » de Liv Strömquist
- Livre : « la chambre de Giovanni » : parle d'un homme dans les années 50 à Paris. Sa femme part vivre en Espagne et il se sent libre sexuellement et se questionne sur sa sexualité.
- BD : « Sea, sexism and sun »
- BD : « Le vrai sexe de la vraie vie » : facile à lire et accessible à des personnes assez jeunes. Permet de casser des images préconçues que l'on a.

Outils d'animation- Genres et sexualités en milieu rural

Un atelier de discussion et d'écriture en groupe pour échanger sur les genres et les sexualités.

Durée : 1h20

Groupe de 6 à 20 personnes environ

Espace ouvert ou fermé

Matériel :

- Témoignages écrits et disposés partout dans l'espace (grande lessive ou punaisé sur les murs)
- balle ou objet à se lancer
- stylos / feuilles
- Dixit ou outil de bilan

Déroulé

Introduction du temps - présentation du site internet - des raisons pour lesquels on invite le groupe à participer...

- **Brainstorming pour se plonger dans la thématique - 10 min**

Utiliser un objet à se lancer (ballon, balle, peluche...) et chaque personne qui la reçoit dit le premier mot qui lui vient à l'esprit quand elle entend le mot : Genre, puis sexualité, puis intimité.

Pour s'appuyer :

Genre définition : *Le genre n'est pas défini par le sexe. Le sexe est biologique, le genre désigne les rôles, les constructions que les individus acquièrent durant leur vie en fonction de la société dans laquelle elles et ils évoluent. On naît avec un sexe, on ne naît pas avec un genre, on le construit.*

A la fin de chaque tour ou quand plus personne n'a d'idée, définir ensemble les mots pour résumer les idées que l'on veut mettre derrière.

- **Explication les mots et les choses que l'on va discuter, dans l'objectif que tout le monde soit d'accord avec ce dont on va parler, et avoir un cadre commun - 5 min**

Sexisme : *Le sexisme utilise les différences physiques entre les sexes pour hiérarchiser les capacités, les statuts et les droits entre femmes et hommes. Le sexisme est une discrimination qui peut se traduire par des gestes, des paroles, ou des agressions. Le terme renvoie à la domination intériorisée qu'exercent les hommes sur les femmes.*

Transidentité : *Personne dont l'identité de genre est différente de celle assignée à la naissance.*

Homosexualité : *Personne attirée sexuellement et/ou affectivement par des individus de genre identique au sien.*

Oppressions : *Quand on parle des oppressions on parle de ce que les personnes vivent selon leur point de vue qui est situé en fonction du groupe social de chaque personne (femme, homosexuel, trans...) On*

peut parler d'oppression seulement quand on est concerné par des discriminations liées à notre genre ou notre orientation sexuelle (les hommes cis ne sont donc pas concernés)

- **Poser un cadre de sécurité : écoute, bienveillance, brancher sa curiosité bienveillante plutôt que son jugement, faire preuve d'empathie, confidentialité.**

Les témoignages et les échanges sont souvent issus des histoires personnelles et pour pouvoir échanger sereinement un cadre doit être posé avant. Les échanges doivent être bienveillants et on peut se mettre d'accord pour que ce qui est dit reste dans le cercle et n'est pas redit à l'extérieur.

- **Arpentage sur les témoignages qui existe déjà avec des questions qui permettent de s'interroger sur sa propre expérience - 15 min**

Prendre 15 min de déambulation où chaque personne peut se balader et lire les témoignages du site noshistoires.fr affichés dans tout l'espace. (Le temps peut être accompagné d'un fond musical)

Chaque personne peut choisir à la fin de la lecture, un témoignage près duquel elle se positionne pour le temps suivant.

- **Discussion autour d'un témoignage en petit groupe - 10 min**

A partir du témoignage choisi, des groupes se forment et prennent 10 min pour échanger sur ces questions

- Pourquoi est-ce que j'ai choisi ce témoignage ?
- A quoi le témoignage fait référence sur la société aujourd'hui ?
- Est-ce que j'ai des pistes de solution pour éviter ce genre de situation ou pour améliorer ce problème dans la société ?

- **Mise en commun des échanges - 10 min**

Chaque petit groupe peut faire un résumé de ses échanges aux autres groupes qui peuvent réagir, compléter...

- **Temps personnel et invitation à témoigner - 20 min**

Pour terminer, chaque personne peut prendre un temps personnel pour réfléchir seul à ces questions. L'animatrice propose à ce moment-là un formulaire de témoignage si certaines personnes veulent témoigner sur le site internet d'un vécu.

- Est-ce que ça fait référence à des choses que j'ai vécues, à mon expérience sur mon genre et ma sexualité
- Comment je vis le fait d'être homme/femme,
- Comment je me sens dans mon orientation sexuelle

- **Debrief et bilan - 10 min**

Temps de partage pour clôturer avec des questions mises en commun (comment on a vécu l'atelier, avec quoi on repart, dans quel état émotionnel on est...)

Outil : dixit, carte émotion, arbre avec des petits papiers...

Atelier d'écriture Genre et sexualité

matériel pour l'atelier :

- feutres noirs
- trousse stylos
- scotch, colle
- feuilles de brouillon
- feuilles blanches

- rapport du diagnostic A4 recto-verso en 10 exemplaires
- rapport A3 en 1 exemplaire

- papier et colle

- (- machine à écrire)

Déroulé de l'atelier

Le but est d'avoir à la fin de l'atelier de la matière sous différentes formes (différentes formes d'écritures, dessins) pour les associer dans le fanzine.

Ne pas mettre la pression sur le rendu visuel, sur les fautes ... le but est d'avoir plein de matière qui peut être retravaillée ensuite dans l'assemblage et que chaque compétence soit valorisée.

1- Temps de lecture du rapport et répartition du texte par affinité avec les sujets traités.
Chacun.e prend le temps de lire le rapport et sélectionne une partie qui parle (3-4 pages).

2- temps de déclenchement : collage avec des phrases du rapport.
Déchirer les phrases marquantes du rapport dans la partie choisie, collage en pliant une partie de la phrase et écriture avant et après ces phrases.
Le but est de se réapproprier les phrases formelles du rapport pour écrire à sa manière et faire un jeu visuel avec le collage.

3- ateliers au choix ou tournant : plusieurs méthodes proposées, les participant.e.s choisissent.
- réécriture de témoignages : jeu avec les pronoms, réappropriation des témoignages si certains parlent aux jeunes présents qui n'ont pas témoigné

(- machines à écrire en accès libre : il s'agit de découvrir l'écriture à la machine, possibilité de réutiliser ces textes à la machine pour faire un jeu manuscrit, machine et numérique sur le fanzine)

- illustrations : réinterprétation des graphiques en dessins abstraits ou figuratif, illustrations à partir de textes si certains le sentent.

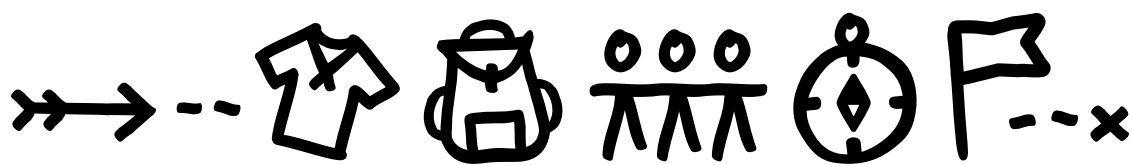
4- bilan restitution
Tout étaler ce qui a été fait pendant l'atelier sur une table pour que tout le monde puisse voir.
Échanger sur les réalisations, ce qui a plus dans l'atelier, moins plus ... :
possibilité de faire un bilan où chacun dit 1 chose qui lui a plus, 1 chose à améliorer et 1 chose qu'on retient de la journée

5- Goûter

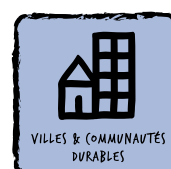
6- Rangement



ALTER-ÉGAUX
UNE AVENTURE SOLIDAIRE & CITOYENNE



LE KIT THÉMATIQUE



ÉCLAIREUSES ♦ ÉCLAIREURS
DE FRANCE

Scouts et laïques
www.eedf.fr

UN KIT PÉDAGOGIQUE POUR SAVOIR-FAIRE



Il n'est pas la solution miracle pour sauver la planète, mais une contribution qu'il vous appartient de faire fructifier, avec votre talent, celui de vos équipes et des enfants pour vous permettre d'aller plus loin et de contribuer à changer les comportements des nouvelles générations.



Ce kit propose des activités autour d'une thématique liée aux Objectifs De Développement Durable. Elles doivent faciliter les démarches éducatives auprès des enfants et jeunes en proposant une sensibilisation aux enjeux de la planète pour continuer à vivre mieux ensemble.

Il se compose de plusieurs parties :

- **une présentation** pour se repérer et donner le sens dans lequel les EEDF inscrivent leurs actions éducatives et pédagogiques
- **des propositions de fiches d'activités** par tranches d'âges (ou cycles) avec deux niveaux d'approche : parcours *Stéréotypes* et *Égalité au quotidien*
- **une présentation de partenaires** possibles pour appuyer les projets

Alter-Égaux : une aventure solidaire & citoyenne

La dynamique Alter-Égaux propose une démarche construite en 4 étapes qui permet une découverte progressive des thèmes proposés et des événements à vivre en fonction de l'âge, de l'intérêt, de l'autonomie de l'équipe. Chaque parcours s'articule en 4 étapes : SENSIBILISER ; DÉCOUVRIR ; AGIR ; VALORISER.

Pour cela il existe :

- **un univers support pour vivre cette aventure** (histoire, personnages, objets,...)
- **des événements à vivre disposant chacun de leur kit pédagogique**
- **1 « Kit des kits »**
- **10 Kits pédagogiques autour de nos 10 thématiques liées aux ODD :**
 - Pauvreté et exclusion
 - Faim et alimentation saine
 - Santé et bien-être
 - Education de qualité
 - Égalité des genres
 - Environnement et écocitoyenneté
 - Travail décent
 - Villes et communautés durables
 - Education à la paix
 - Interculturel et rencontre de l'autre
- **un réseau d'appui de partenaires et mécènes**

SOMMAIRE

INTRODUCTION & SOMMAIRE	2-3
CONTEXTE & ENJEUX	4-5
ACTIVITÉS LUTIN·ES	6-9
ACTIVITÉS LOUVETEAUX·ETTES	10-13
ACTIVITÉS ÉCLAIREUR·SES	14-17
ACTIVITÉS AÎNÉ·ES	18-21
PARTENAIRES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX	22-23
CONCEVOIR SON PROJET ET METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT LOCAL	24-25
PRÉSENTER SON PROJET	26-27
POUR ALLER PLUS LOIN	28

Des adultes, enfants et jeunes qui s'engagent à agir.

Avec vous ? Vous pouvez contribuer à faire vivre ce Kit. Vous pouvez aussi contribuer à le faire évoluer, faire valoir vos expériences ou celles de vos enfants et jeunes. N'hésitez pas à nous les faire connaître :

alteregaux@eedf.asso.fr

Contributeurs·ices :

- Camille GONIN
- Kim GIMENEZ-COURT
- Lise BATAILLER
- Florence BIRÉE
- Adèle FLOQUET
- Cyril BESNARD
- Maud RÉVEILLÉ

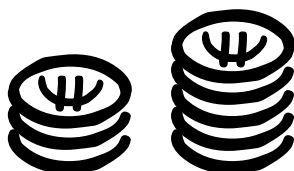
Merci à aux relecteur·ices : Laure LHERMET, Margaux HERBIN, du Planning familial

Égalité des genres, encore une question d'actualité ?

Des suffragettes anglaises menant des actions de désobéissance civile et de sabotage pour obtenir le droit de vote ; aux militantes françaises organisant un tour de France en bus pour pratiquer ouvertement des avortements alors que c'était encore interdit ; en passant par les émeutes de Stonewall qui enflammèrent New-York en 1969 après un nouveau contrôle policier dans un bar LGBT*, l'histoire est longue des luttes qui ont permis de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Et la situation a certes bien changé. Mais il reste encore du chemin à faire pour mettre aux fins aux stéréotypes associés au fait d'être homme, femme, homo ou bisexuel·le, cis ou transgenre, et aux inégalités bien réelles qui en découlent encore aujourd'hui.

SANTÉ, ÉDUCATION, ÉCONOMIE,
POLITIQUE... TOUS INDICATEURS
CONFONDUS, IL DEMEURE
32% D'ÉCART
ENTRE LA PLACE DES HOMMES
ET DES FEMMES DANS LE MONDE⁽¹⁾



Au rythme actuel, il faudrait

217 ANS

POUR COMBLER
LES ÉCARTS
HOMMES-FEMMES
DANS LE MONDE DU TRAVAIL⁽²⁾
et la France est classé 129^e sur
144 pays pour l'égalité salariale

CE N'EST QU'EN

1990

QUE L'OMS DÉCLASSE
L'HOMOSEXUALITÉ
COMME MALADIE
MENTALE ET QU'EN

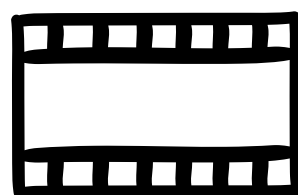
2018

LA TRANSIDENTITÉ

-40%
DES PAYS ONT ATTEINT
LA PARITÉ
FILLES-GARÇONS
DANS L'ÉDUCATION⁽⁴⁾



LES FEMMES REPRÉSENTENT
**31% DES PERSONNAGES
DE FILM HOLLYWOODIENS⁽⁵⁾**
et 25% des experts invités à la télévision⁽⁶⁾



**90 000 FILLES ET FEMMES SONT VICTIMES
DE VIOLS OU TENTATIVES DE VIOLS CHAQUE ANNÉE EN FRANCE⁽³⁾
AINSI QUE 3 500 GARÇONS ET HOMMES**

(1) Forum économique mondial : <https://fr.weforum.org/agenda/2017/11/qu-est-ce-que-l-ecart-entre-les-genres-et-pourquoi-se-creuse-t-il/>

(2) Forum économique mondial : <https://fr.weforum.org/agenda/2017/11/qu-est-ce-que-l-ecart-entre-les-genres-et-pourquoi-se-creuse-t-il/>

(3) Enquête Virage : <https://virage.site.ined.fr/>

(4) Unesco : <https://fr.unesco.org/news/moins-moitie-pays-ont-atteint-parite-sexes-education>

(5) Université Southern California : <http://assets.uscannenberg.org/docs/inequality-in-1100-popular-films.pdf>

(6) Conseil Supérieur de l'Audiovisuel : https://www.csa.fr/content/download/247378/653415/version/10/file/CSA_Rapport%20DDF%202017.pdf

L'égalité des genres : un travail sur les stéréotypes et les rapports de domination

Les stéréotypes de genre, c'est l'ensemble des représentations « habituellement » attachées au genre masculin, ou au genre féminin, qui assignent des rôles sociaux aux gens, et donc freinent l'égalité.

EXEMPLE CONCRET

Si être scout, c'est plutôt un truc de garçon, est-ce que ça ne va pas décourager les filles de venir ? Des parents d'inscrire leurs enfants ? Les filles ne représentaient en 2016 encore que 39% des enfants inscrits aux EEDF⁽⁷⁾ ! De même, si s'occuper des jeunes enfants est encore vu comme un « truc de femmes », pas étonnant que l'on observe aux EEDF que les hommes ne représentent que 30% des responsables sur la branche lutin-e, mais 60% sur la branche éclé-e !

Les stéréotypes ont deux conséquences terribles :

1. Ils limitent la possibilité pour chacun-e de **s'épanouir librement, en brisant ce qui est acceptable socialement.**

Questionner ce que sont ces stéréotypes, comment ils se construisent (qu'ils concernent le genre ou l'orientation sexuelle), leur permanence ou leur évolution dans le temps et dans l'espace : c'est l'objet des parcours STÉRÉOTYPES de ce kit.

2. Ils permettent le maintien des rapports de domination.

Au-delà de créer deux catégories, ils instaurent une hiérarchie. Les hommes et les représentations associées au masculin sont plus valorisés, et la situation des femmes demeure inférieure. S'interroger sur l'égalité professionnelle, l'accès aux positions de pouvoir, à l'éducation, aux violences conjugales et sexuelles, à la place dans l'histoire : c'est l'objet du parcours ÉGALITÉ AU QUOTIDIEN de ce kit.

>> Pourquoi parler d'égalité des genres, et pas d'égalité des sexes ?

Depuis 50 ans, les sociologues distinguent le sexe, qui est biologique, du genre, qui définit la manière dont un individu est perçu par la société et les rôles qui sont attendus de lui ou elle. Les inégalités ne sont pas basées sur ce que l'on suppose que les individus ont entre les jambes, mais bien sur la manière dont on les perçoit socialement : donc sur le genre.

>> Pourquoi faire un lien entre égalité des genres et lutte contre l'homophobie et la transphobie ?

Parce que ces deux combats ont des liens profonds. Le système qui organise l'oppression des femmes est aussi basé sur l'idée que l'hétérosexualité est la normalité. L'idée que les femmes sont complémentaires des hommes, et disponibles pour eux. De plus, l'homophobie et la transphobie se nourrissent des stéréotypes de genre : les personnes LGBT subissent notamment des violences parce qu'ils et elles ne seraient pas des hommes et des femmes « dans la norme ».

(7) Analyse adhésions 2016, extraction du Portail

Les avancées pour l'égalité sont le fruit de mobilisations collectives. Au milieu de ces combats, certaines personnes émergent parce que leur parcours est emblématique de ces engagements militants.

S'intéresser à leur nom et à leur histoire, c'est une manière de faire vivre la mémoire de ces luttes, et d'inspirer pour les actions à mener dans l'avenir.

>> ANGELA DAVIS

Féministe et lesbienne, elle est une figure du mouvement américain de libération des Noir-es dans les années 1960. Fugitive et inscrite sur la liste des 10 personnes les plus recherchées par le FBI dans le cadre de la mort d'un juge américain, son emprisonnement soulèvera une indignation mondiale. Acquittée par la suite, elle s'est notamment engagée contre la guerre du Vietnam et contre le système carcéral américain.

>> MARK ASHTON

Militant communiste et gay, Mark Ashton a fondé dans les années 80 en Angleterre le groupe « Lesbians and Gays Support the Miners », pour construire un mouvement de solidarité entre le mouvement homosexuel et les mineurs en grèves contre la première ministre Mme Thatcher. Cela entraînera ensuite un soutien important des syndicats des mineurs et du parti travailliste en faveur des droits des personnes homosexuelles. Mark Ashton est mort du SIDA à 26 ans.

>> CONSTANCE MARKIEVICZ

Cheftaine scout puis militante politique irlandaise, elle est élue députée du Royaume-Uni en 1918, grâce au suffrage des femmes qui peuvent voter pour la première fois. Elle est en prison à ce moment-là, et à sa libération, refuse de siéger en réponse à la colonisation anglaise. Elle sera la première femme ministre d'Irlande, avant de reprendre la clandestinité pour l'indépendance de son pays.

>> CHARLOTTE MAXEKE

Enseignante, elle fonde en 1918 la ligue des femmes Bantu, une organisation féministe pour lutter contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud. Elle est à l'origine d'actions de désobéissance civile pour lutter contre les bas salaires et les difficultés de circulation des femmes noires.

>> SIMONE VEIL

Éclaireuse dans sa jeunesse, elle est déportée dans au camp de concentration d'Auschwitz et y survit. Elle devient magistrate, puis Ministre de la Santé, et défend à ce titre la loi qui autorisera l'interruption volontaire de grossesse en France en 1975. Elle sera la première personne à être Présidente du Parlement européen.

>> MALALA YOUSAFZAI

Jeune pakistanaise, elle rédige à 11 ans un blog pour parler de la vie sous la domination des Talibans. Elle est victime d'une tentative d'assassinat, et quitte son pays. Une fois soignée, elle s'engage pour l'éducation des femmes, et obtient le prix nobel de la paix en 2014, à 17 ans.

Aux EEDF : agir pour l'égalité et l'émancipation

Aux EEDF, nous savons que les progrès sociaux ne sont pas spontanés, que les stéréotypes et les inégalités ne disparaissent pas simplement avec la conviction que filles et garçons devraient avoir la même liberté et les mêmes droits. En tant que mouvement de jeunesse et d'éducation populaire, c'est aussi à nous d'agir :

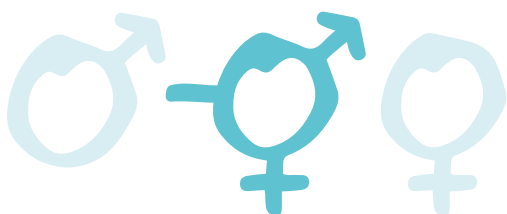
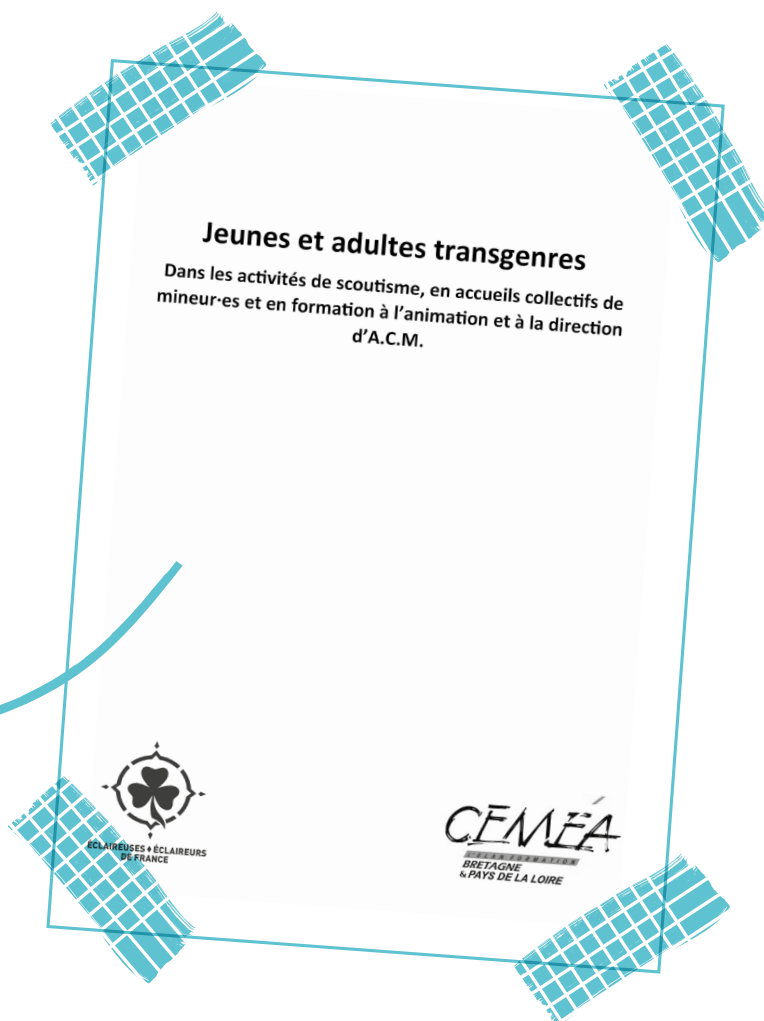
- ✓ **PERMETTRE AUX ENFANTS DE PRENDRE DU RECUL SUR CES RÔLES DE FILLES ET DE GARÇONS, EN S'ADAPTANT À LEUR ÂGE**
- ✓ **S'INTERROGER AVEC ELLES ET EUX SUR LES INÉGALITÉS, LES VIOLENCES, LES INJUSTICES**
- ✓ **VALORISER LA DIVERSITÉ DES ATTIRANCES ET DES RAPPORTS AMOUREUX**
- ✓ **ACCEPTER AUSSI QUE NOUS POUVONS PARFOIS, NOUS-MÊMES, ÊTRE SEXISTES OU HOMOPHOBES, ET S'ENGAGER À PROGRESSER NOUS AUSSI DANS CE DOMAINE**

■ Les EEDF ont déjà commencé à avancer sur ce chemin, en 1964 en fusionnant les associations des Éclaireuses et des Éclaireurs, et en décidant à ce moment-là la parité au sein de notre comité directeur. Depuis 2015 un groupe de travail national est chargé de ces questions. Maintenant, à nous toutes et tous de s'y mettre, avec ce kit ODD, avec le livret Mixicamp, et avec toute notre imagination pour faire avancer l'égalité et l'émancipation pour toutes et tous !

Jeunes et adultes transgenres

Pour agir, il faut d'abord comprendre. Les EEDF, avec les CEMEA Bretagne et Pays de la Loire, ont conçu une brochure pour parler simplement de transidentité et réfléchir à comment favoriser la participation de personnes trans à nos activités, dans le scoutisme et l'animation ou en formation.

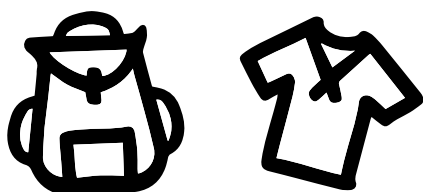
[Retrouvez-là ici.](#)



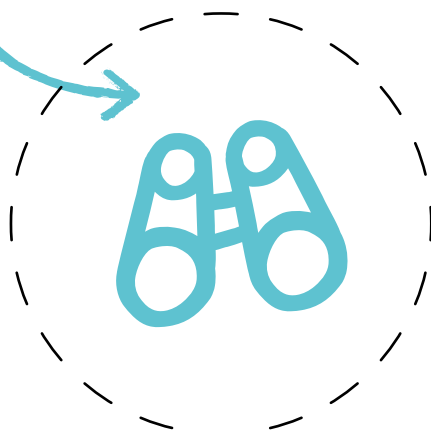
Mixicamp, des pistes pour faire avancer l'égalité au quotidien

Dans ce kit ODD, on propose des activités spécifiques sur les questions d'égalité entre les genres, à mener avec les enfants et les jeunes. Mais nous sommes convaincu-es que faire avancer l'égalité, c'est d'abord s'interroger sur son fonctionnement de tous les jours. Par exemple, faire une activité sur le sujet au mois de février ne sert à rien si tout le reste de l'année, on n'est pas vigilant-e à ne pas reproduire des schémas sexistes, dans notre équipe et dans notre organisation. Pour ça, il y a le livret Mixicamp.

N'hésite pas à le télécharger pour analyser ton fonctionnement, trouver des idées à mettre en place sur le camp d'été...



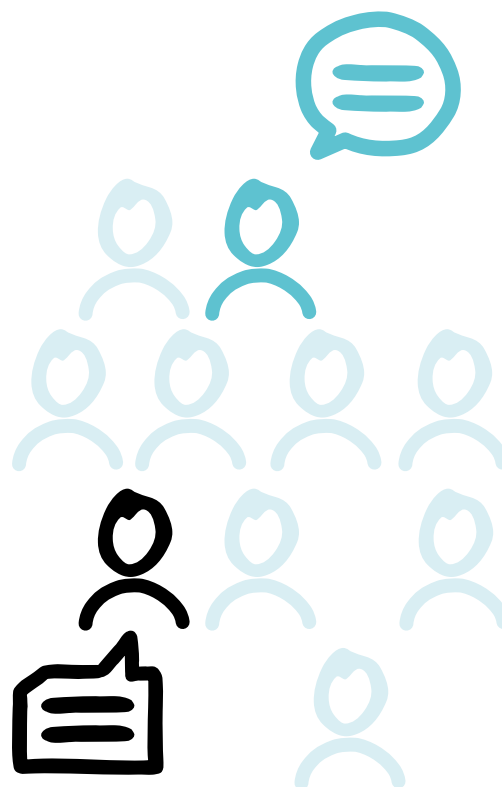
>> D'ailleurs, dans tout ce livret, on te propose avec l'aide de ce pictogramme de réfléchir à la situation dans ton groupe, ton unité, ton centre... et de voir quelles pistes pour avancer collectivement.



Comment animer autour de l'égalité des genres ?

Les activités de ce kit visent à faire réfléchir, en jouant, en discutant, en enquêtant... Cela suppose que les enfants et les jeunes puissent effectivement faire cheminer leurs réflexions, et exprimer leur avis. Si cette expression est libre, il est probable que certains avis ne seront pas toujours en faveur de l'égalité, que les stéréotypes apparaîtront logiques et normaux à certain-es, que peut-être même, des propos homophobes, sexistes, ou culpabilisants les victimes de violences seront tenus.

■ **Que faire alors ?** Si on propose aux gens de réfléchir, il faut accepter qu'ils ou elles expriment un avis différent du nôtre. Pour autant, nous sommes animateurs, animatrices, responsables : il est important de rappeler si besoin le cadre de la loi et des EEDF. De plus, même si on ne le sait pas, il est probable qu'il y ait des personnes concernées par des propos violents dans notre groupe (des personnes qui ont subi des violences, des personnes homosexuelles ou trans, ...).



EXEMPLE 1

Si quelqu'un-e tient des propos homophobes : on explique que chacun-e a le droit de penser ce qu'il ou elle veut (la liberté d'opinion est totale en France), mais que les propos homophobes n'ont pas leur place aux éclés, de même que les violences (la liberté d'expression ou d'action, elle, n'est pas totale).

EXEMPLE 2

Si quelqu'un-e explique qu'il trouve normal que les filles et les garçons ne fassent pas les mêmes métiers, parce qu'ils et elles sont différents. On peut rappeler à la fin de la discussion que l'égalité entre les hommes et les femmes fait partie du projet des éclés, et que nos activités sont un espace pour s'épanouir librement.

Il est aussi important de faire la différence entre une parole qui s'inscrit dans une réflexion, un questionnement ; et une affirmation qui infériorise ou insulte des personnes.

Et si quelqu'un-e nous parle des violences qu'il ou elle a subi ?

Que ce soit pendant une activité ou à un autre moment, il faut accueillir cette parole à l'écart du groupe. On peut garder en tête ces grands principes :

- **On peut réagir avec ces 3 phrases clés :**
 1. Je te crois
 2. C'est important
 3. Ce n'est pas ta faute, il n'avait pas le droit
- **Notre rôle n'est pas d'enquêter mais d'accueillir la parole sans la remettre en cause.**
- **Si la personne est mineure**, on se tourne vers le 119 pour faire part de la situation et demander des conseils. **Si la personne est majeure**, on respecte ses choix d'en parler à d'autres personnes ou pas.

Aux EEDF tu peux contacter la région, le siège national ou le groupe Genre et Sexualités si tu es en difficulté localement pour faire face à une situation.

JOUER EN TOUTE LIBERTÉ

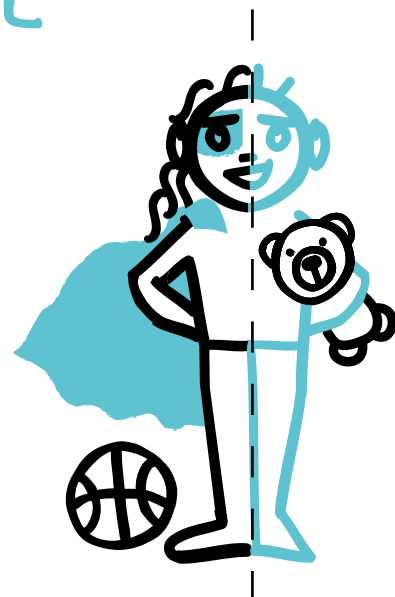
1

DÉCOUVRIR

LES GOLEMS

Une activité pour réfléchir sur les stéréotypes de genre et utiliser son imagination en dehors des sentiers habituels : le principe est de créer des personnages sans genre défini, leur inventer une histoire puis leur donner vie.

👁 La fiche d'activité



2

APPROFONDIR

UN TEMPS SPI SUR LES DIFFÉRENCES

ET LES STÉRÉOTYPES



Il s'agit d'ouvrir un espace de parole où les enfants peuvent s'exprimer et développer leurs pensées et opinions, dans un endroit calme et agréable.

Penser à poser un cadre (prises de parole, respect de l'avis des autres), en utilisant des outils visuels et de répartition de parole.

On utilise les cartes *Tu peux* d'Élise Gravel pour faire comprendre la notion de stéréotypes de genre.

👁 Les cartes *Tu peux*

>> ON ENGAGE LA DISCUSSION

Avec des questions, d'abord assez larges, puis qui se concentrent sur les stéréotypes de genre : « Qu'est-ce que je pourrais faire si j'étais une fille, qu'est-ce que je ne pourrais plus faire si j'étais une fille ? » et inversement « Si j'étais un garçon ? »



3 AGIR

LES JOUETS (C'EST POUR LES FILLES

ET LES GARÇONS

Encore aujourd'hui, les jeux sont fortement stéréotypés filles / garçons : on propose une activité pour identifier ces stéréotypes, et agir pour s'en affranchir.

En fonction de la date dans l'année :

1. Collecter avec les lutin.es des catalogues de Noël, et les analyser ensemble.
« Y a-t-il des pages pour les filles et d'autres pour les garçons ? Quelle est la différence entre les jeux montrés comme pour les filles et ceux pour les garçons ? Y a-t-il des couleurs différentes ? »
On peut ensuite recréer des listes de Noël en essayant de sortir des stéréotypes. On peut aussi décider de se prêter des jouets d'ici au prochain week-end, pour tester les jouets des autres.
2. Organiser une après-midi pour aller ensemble dans un magasin de jouets, en ayant décidé à l'avance d'une grille d'enquête.
« Comment sont organisés les rayons ? Est-ce que les boîtes des jeux sont différentes en fonction de à qui ils s'adressent ? Est-ce que les poupées ou figurines ressemblent à des personnes réelles ? »
On peut ensuite écrire ensemble une lettre au directeur ou la directrice du magasin pour lui dire ce que l'on a vu et ce qu'on en pense.

4 VALORISER

Prendre un temps de discussion pour parler des conséquences : « Qu'est-ce que cela fait que des jouets soient pensés pour les filles et d'autres pour les garçons ? Est-ce que c'est facile de faire autrement ? »

■ On peut écrire un petit article à envoyer aux parents du groupe et à l'adresse alter.egaux@eedf.asso.fr



>> Et dans notre malle de jeux ?

Qu'est-ce que l'on a comme jeux ?
Est-ce que nos livres et histoires du soir ne comportent pas que des personnages stéréotypés ?

FAMILLE-S

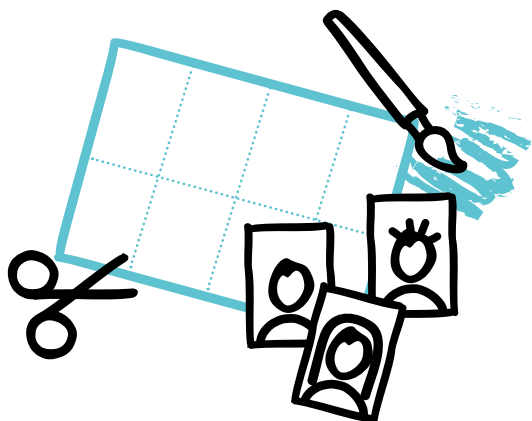
1

DÉCOUVRIR

CHACUN-E SA FAMILLE !

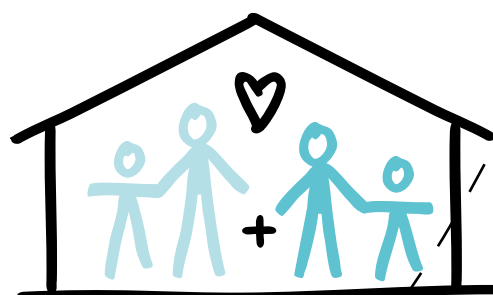
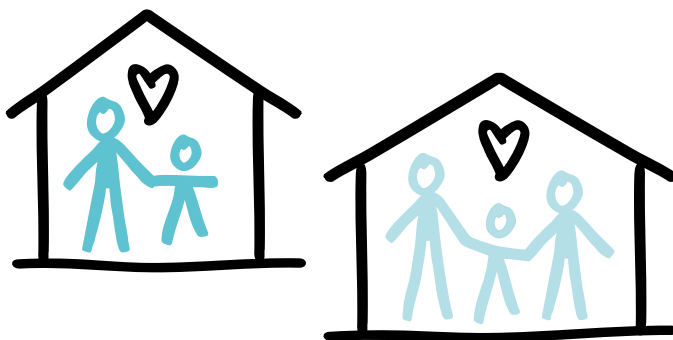
Une activité pour reconstituer la famille des enfants qui composent l'unité, comme un jeu des X familles.

- Dans un joli papier, type canson, découper des cartes vierges sur lesquelles chaque enfant pourra dessiner les membres de sa famille (une carte par membre).
- Quand les cartes sont terminées, chacun-e présente sa famille en un éventail de cartes.



>> ON TERMINE PAR UNE DISCUSSION :

- Est-ce que toutes les familles sont pareilles ?
- Est-ce que l'on connaît des enfants, à l'école par exemple, qui ont des familles encore différentes ?



2

APPROFONDIR

L'AMOUR DANS LA FAMILLE

Organiser un temps spi sur les familles, sur la base de l'article *L'amour dans la famille* des EEUDF.

👁 *L'amour dans la famille*

On sépare l'unité en 3 groupes : dans chaque groupe, un-e responsable lit un des 3 paragraphes du texte. Puis on en discute pendant 10mn. À la fin, on revient en grand groupe, et un ou une enfant explique au reste du groupe ce que l'on a dit.



3

AGIR



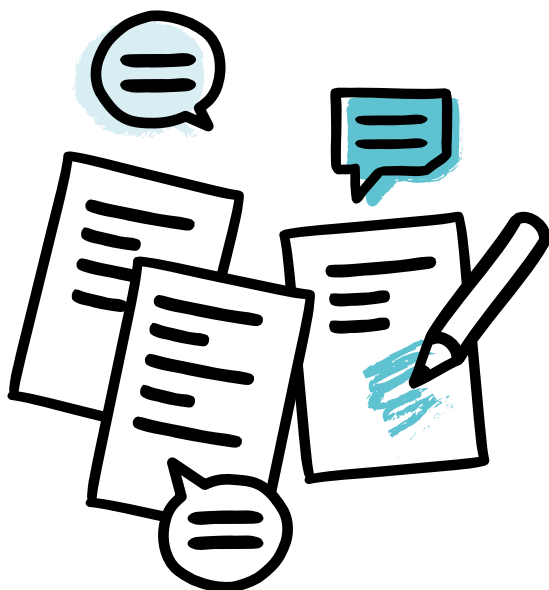
DEUX PAPAS

DEUX MAMANS ?

Partager avec l'unité les témoignages d'enfants qui vivent dans une famille homoparentale et pour qui le regard des autres peut être difficile.

👁 Les témoignages d'enfants

1. Après un temps d'échanges sur ces situations, on propose ensuite aux enfants de créer une histoire sur la situation d'un enfant qui a deux papas, ou deux mamans, et qui se fait embêter à l'école : « *Qu'est-ce qui lui arrive ? Est-ce quelqu'un l'aide ? Comment ça se termine ?* »
2. Chaque enfant peut ensuite dessiner une des pages de l'histoire, que l'on relie en un joli livre.



4



VALORISER

L'histoire reliée peut être transmise aux différentes familles de l'unité, pour que les échanges aient lieu dans tout le groupe. Elle peut être prêtée à une école pour organiser un temps de discussion.



>> Et dans nos trames et nos histoires ?

Est-ce que l'on met en scène des romances entre deux filles ou deux garçons ? Fait-on attention dans le groupe à ne pas supposer que toutes les familles sont hétéroparentales ?

L'ÉGALITÉ :

DE LA COUR DE RÉCRÉ À LA VOIE LACTÉE

1

DÉCOUVRIR



UNE ENQUÊTE EXTRATERRESTRE

Kable l'extraterrestre mène une enquête sur cette histoire de fille et de garçon qu'utilisent les humains-es. On l'aide à comprendre de quoi il retourne, et on en profite pour courir un peu et apprendre à déchiffrer un code des templiers.

👁 [La fiche d'activité](#)

2

APPROFONDIR

TRAVERSER LA RIVIÈRE

On commence par un débat-rivière autour d'affirmations issues de [l'enquête Unesco 2018](#).

- À l'école, les autres enfants traitent les filles et les garçons de la même manière
- À l'école, les garçons et les filles peuvent jouer et faire du sport de la même façon
- À l'école, les autres enfants me respectent quels que soit mes vêtements
- Je pense que l'amitié entre filles et garçons est possible
- La relation entre les filles et les garçons se passe sans problème
- Je parle des mêmes choses avec mes deux parents
- Je trouve que l'image des filles et des garçons est la même dans les films ou les dessins animés.

Les personnes d'accord se mettent d'un côté de la rivière, les autres de l'autre côté. Quelques personnes de chaque côté expriment leur avis avant qu'on change de questions.

Ensuite, on se réunit en cercle et on ouvre un espace de parole où les enfants peuvent développer leur opinion, s'exprimer sur comment ça se passe au sein de l'unité. Les adultes garantissent un cadre bienveillant et s'assurent que tout le monde peut prendre la parole.



3

AGIR

DES CHANSONS POUR L'ÉGALITÉ

1. Il s'agit de faire la liste des chansons que l'on chante ou que l'on aime, celles de notre carnet de chants s'il en existe un. Puis de l'examiner : « *Parle-t-on des femmes ? Comment ? Est-ce qu'il n'y a que des histoires d'amour hétérosexuelles ?* »
2. On choisit ensuite une chanson à ré-écrire, pour y inclure plus de femmes ou modifier la romance. On peut aussi partir à la recherche d'autres chansons et les apprendre collectivement, pour diversifier notre répertoire.

👁 Voir ici l'exemple du *Chant des corsaires*, réécrit par un clan aîné et désormais chanté par des chorales féministes dans toute la France !
Nota : On peut faire la même chose avec des contes et des histoires du soir !



4 VALORISER

On intègre nos nouvelles chansons dans le carnet de chant du groupe, on l'apprend aux autres unités, on les enregistre et on les diffuse : on s'assure qu'elles vivent !

■ On peut écrire un petit article à envoyer aux parents du groupe et à l'adresse alter.egaux@eedf.asso.fr



>> Est-ce qu'on fait attention à ce que l'on valorise chez les enfants ?

Par exemple, un garçon qui a pris soin de quelqu'un d'autre ? Une fille qui a allumé le feu ? Ne pas valoriser les filles pour leur beauté et les garçons pour leur force, c'est transmettre d'autres repères.

FAISONS CE QU'IL NOUS PLAÎT !

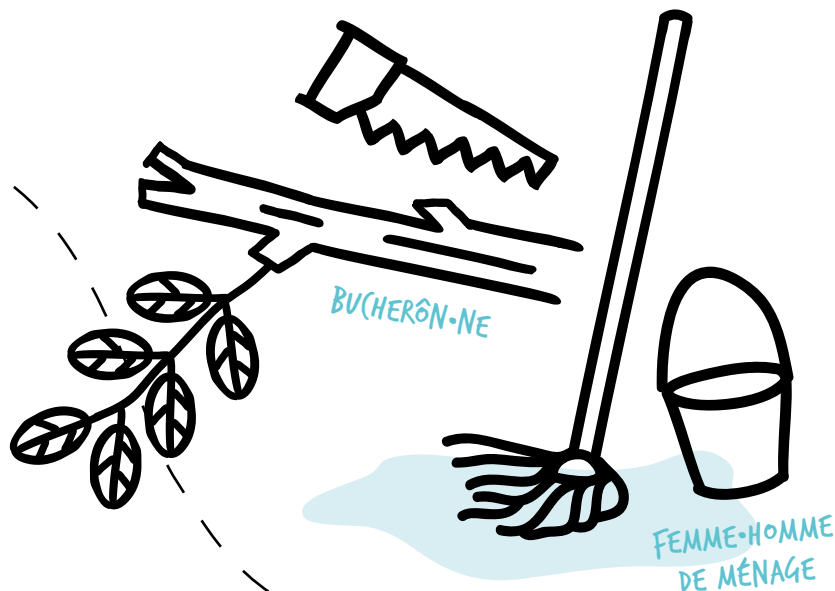
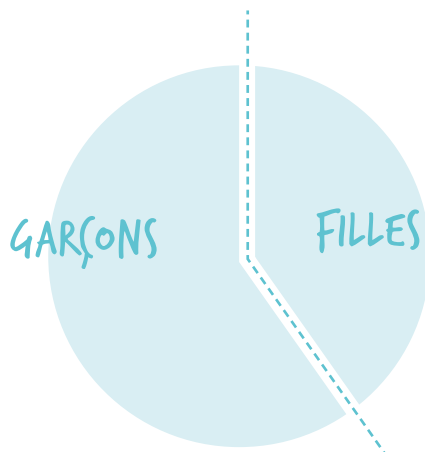
1 DÉCOUVRIR

(C'EST INJUSTE !)

Pour réfléchir à la notion de discrimination, on expérimente des situations où certains enfants n'ont pas les mêmes droits que les autres.

- D'abord : *Le jeu des oranges*, proposé par l'AMGE.
- Ensuite, c'est l'heure du goûter !
On distribue la nourriture aux filles d'un côté, et aux garçons de l'autre. Le groupe des filles a droit à 1/4 de moins de goûter que les garçons. On s'assure que ce soit dit haut et fort pendant la distribution. On attend que les enfants questionnent cela, éventuellement en leur demandant si ils et elles trouvent ça juste ... évidemment, ensuite on repartage à égalité ! Pendant le goûter, on en profite pour discuter des discriminations, par exemple des salaires : en France en 2019, les femmes touchent 24 % de moins que les hommes (9 % à poste égal et compétences égales).

👁 La fiche d'activité



2

APPROFONDIR

AMBASSADEUR ? AMBASSADRICE !

D'abord, on organise un jeu de *L'ambassadeur mime*, avec des noms de métiers à faire deviner.

Mais on retient des métiers qui ont une connotation genrée, et pour la moitié des cas, on « inverse » le genre : infirmière et ingénieur, mais charpentière, informaticienne, et homme de ménage par exemple.

<https://www.jesuianimateur.fr/jeux/editorialparagraphe/list/grands-jeux/jeux-de-veillee/veillee-ambassadeurs/>

>> APRÈS LE JEU, ON ANIME UN TEMPS DE DISCUSSION AUTOUR DES STÉRÉOTYPES SUR LES MÉTIERS

- Est-ce que c'était plus dur de faire deviner certains métiers ?
- Est-ce qu'il y a des métiers d'homme et des métiers de femme ?
- Est-ce qu'il y a des différences dans la société ? Pourquoi ?

On peut se renseigner sur les statistiques avant, [par exemple ici](#).



3 AGIR



MENONS L'ENQUÊTE !

Entre deux week-ends, on organise une enquête sur les métiers des adultes autour de nous ! Si on est en camp, on peut s'organiser pour appeler les parents et leur demander.

1. D'abord on construit une grille ensemble (métiers ? travail à temps plein ? + de femmes ou d'hommes chez les collègues ? Fourchette de salaire ? ...)
Penser à inclure les adultes qui ne travaillent pas, soit en incluant des catégories sans emploi ou parent au foyer, soit en demandant le dernier métier que l'on a fait.
2. Chacun-e repart avec sa grille et essaie de trouver 3 adultes à qui poser la question d'ici au prochain week-end. Attention, les responsables doivent prévenir les parents avant et expliquer le contexte !
3. Quand on se retrouve, on compile tout ça (on peut même anonymiser pour éviter d'être mal à l'aise) et on essaie de voir les grandes tendances.

>> ON EN DISCUTE ENSEMBLE

Les responsables sont là pour apporter du recul : l'écart de salaire ne veut pas dire qu'il y a des métiers qui sont mieux que les autres.

- Le plus important est de faire un métier qui nous plaît, sachant que ce n'est pas toujours possible ou que parfois on décide de ne pas travailler pour s'occuper de ses enfants.
- Par contre, c'est injuste que, globalement, les métiers où il y a le plus de femmes soient moins rémunérés.

4 VALORISER



Faire une restitution des ressentis des enfants ainsi que de l'analyse aux parents suivi d'un goûter.



>> Et dans notre équipe, ou notre groupe, qui prend quelles responsabilités ?

Aux hommes le matos et aux femmes les courses ou la gestion des aides CAF ? Est-ce qu'on pourrait se former entre nous pour faire changer les choses ?

MOINS DE (LICHÉS, PLUS DE LIBERTÉ !

A l'âge des éclé-es, s'interroger sur les stéréotypes de genre revêt une dimension particulière, puisque c'est aussi la période de la puberté et de la construction progressive d'une identité future d'adulte.

Prendre du recul sur ces stéréotypes, comprendre comment ils peuvent nous influencer, identifier que nous pouvons aussi agir pour qu'ils aient moins d'importance, ..., voilà les objectifs des activités proposées ici.



1

DÉCOUVRIR

LE MUR DES INSULTES

Les insultes font partie de notre vie, et pourtant, elles contribuent à faire exister des normes sociales, notamment sur les rôles de fille et de garçon. Cette activité, proposée par l'INJEP, vise à identifier les stéréotypes qu'elles contiennent, et le fait qu'elles servent notamment à sanctionner les personnes qui s'écartent (ou sont soupçonnées de s'écarter) du stéréotype.

👁 [La fiche d'activité](#)

■ Un ÉCUEIL est que des jeunes contestent que leur utilisation d'un mot (**exemple** : « pédé ») constitue effectivement une insulte. Il peut alors être utile de reposer d'une part le cadre (les propos insultants ne sont pas admis aux EEDF) et d'autre part inviter les jeunes à s'interroger sur, au-delà de leur propre intention, l'effet que l'utilisation de ces mots peut avoir sur les autres.



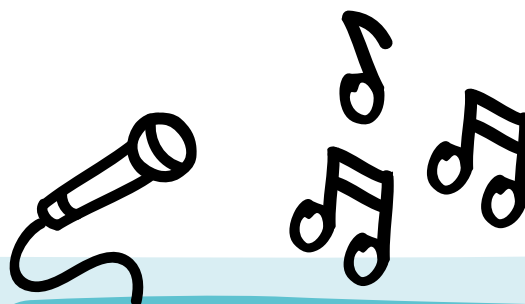
2 APPROFONDIR

STÉRÉOTYPES EN CHANSONS

>> POUR INITIER LA DISCUSSION

Proposer d'identifier les stéréotypes qui sont utilisés dans la chanson :

- Est-ce que l'on se sent concerné-e par ces stéréotypes ?
- Est-ce que l'on voit les autres être impacté-es par ces stéréotypes ?



À partir du texte d'une chanson, organiser une discussion sur l'impact des stéréotypes dans la construction de chacun-e. En fonction de la composition de l'unité, ce temps peut être organisé en petits groupes (et par ex., en séparant les 11-13 ans et les 13-15 ans). Imprimer les paroles de la chanson *Kid* de Eddy de Pretto et *Les filles adorent* de PZK.

3

AGIR

À QUOI TU JOUES ?

Observer nos activités extra-scolaires et élargir son horizon :

- Organiser une enquête dans l'unité sur qui fait quelle activité extra-scolaire (sport, loisirs, activité culturelle, que ce soit avec une association ou à domicile). Observer collectivement les résultats, et identifier éventuellement des effets de genre (ex : la danse n'est pratiquée que par des filles.)
- Organiser la possibilité pour les membres de l'unité d'aller vivre l'activité d'un-e autre le temps d'un mercredi ou d'un week-end. Pour faciliter cette démarche, écrire ensemble un texte d'intention qui expliquera cette démarche aux adultes qui encadrent ces activités ; puis faire des binômes / trinômes pour le mettre en œuvre.

4

VALORISER

On discute ensemble ce que l'on a vécu, et les réflexions que cela nous amène. On peut ensuite écrire un petit texte de synthèse et l'envoyer à des journaux locaux pour leur proposer de rendre compte de cette démarche.

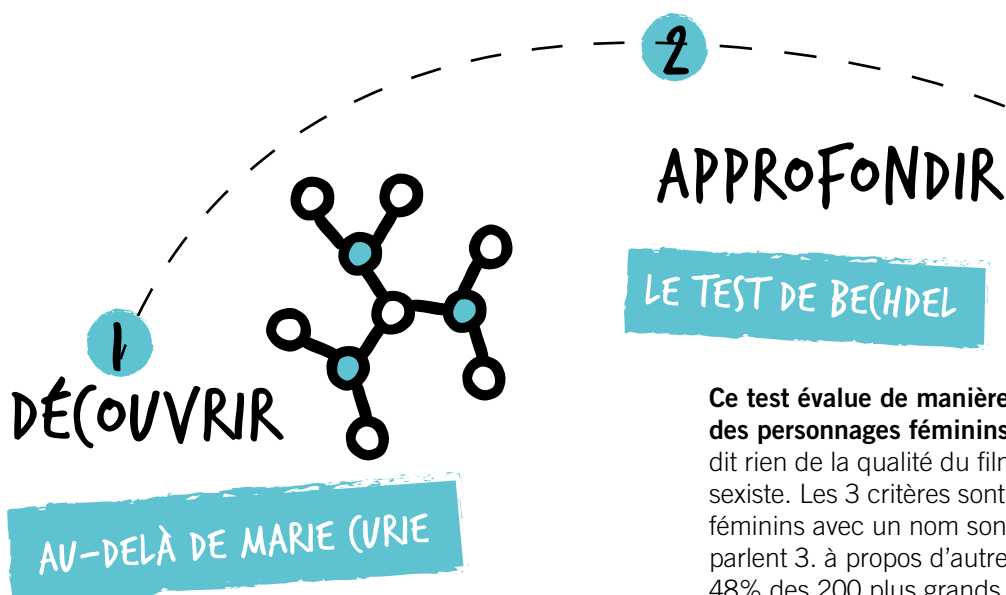


Dans notre unité, propose-t-on des activités diversifiées qui permettent à chacun-e de développer de nouvelles capacités ?

Activités physiques, d'adresse, de patience, de repérage, d'expression artistiques ou corporelles... Qui, entre responsables filles et garçons, anime quoi ? Peut-on se former mutuellement ?

OÙ SONT LES FEMMES ?

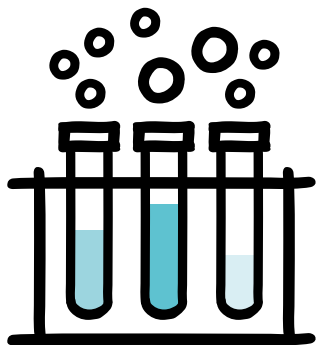
Que ce soit dans l'histoire d'un pays, l'histoire des arts, ou l'histoire des inventions, les femmes sont peu mises en valeur. Non pas qu'elles n'aient pas joué un rôle, mais leur contribution est souvent minimisée, oubliée, voire effacée au profit d'un personnage masculin. Cela est vrai également des personnes homo ou bisexuelles. Or, il y a un enjeu à lever cette invisibilité : à la fois pour avoir une vision équilibrée et plus juste de notre passé, mais aussi pour permettre à chacun-e, dans la construction de sa personnalité et de ses rêves, de se référer à des figures qui ouvrent le champ des possibles.



Un jeu à postes avec des codes, pour découvrir des femmes scientifiques, basée sur le projet Beyond Curie.

C'est l'occasion de parler de l'effet Matilda : le fait, pour une femme scientifique, d'être oubliée et de voir sa découverte attribuée à un homme.

👁 [La fiche d'activité](#)

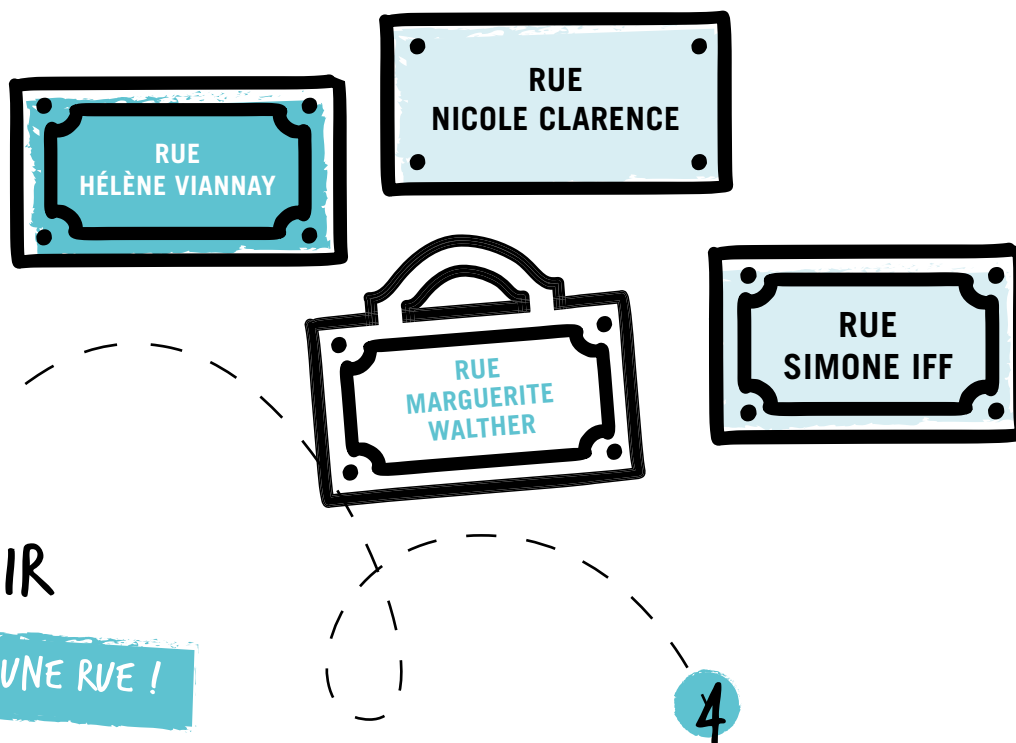


Ce test évalue de manière minimale la présence des personnages féminins dans un film. Il ne dit rien de la qualité du film, ou de son caractère sexiste. Les 3 critères sont : 1. Deux personnages féminins avec un nom sont mis en scène et 2. se parlent 3. à propos d'autre chose que d'un homme. 48% des 200 plus grands succès du cinéma ces 20 dernières années ne réunissent pas ces exigences dérisoires.

>> UTILISER CE TEST COMME POINT DE DÉPART POUR UN TEMPS DE DISCUSSION :

En petits groupes, lister les 5 derniers films vu par chacun-e, puis expliquer le test et laisser chaque groupe identifier quels films passent ce test. En grand groupe, initier la discussion :

- Est-ce que l'on connaît des films qui échoueraient à ce test en « version homme » ?
- Est-ce que la représentation des femmes et des hommes est la même dans les films ?
- Est-ce que l'on repère des stéréotypes ? Quels effets cela peut-il avoir ?



1. En balade ou avec un annuaire, comptabiliser ensemble le nombre de rues qui portent des noms de femmes, par rapport au nombre d'hommes. Cela peut se faire, en fonction de l'implantation du groupe, à l'échelle d'un arrondissement, d'une ville, d'un canton.

Sur l'ensemble des rues françaises qui portent le nom d'une personne, 6% ont celui d'une femme.
ENQUÊTE SOROPTIMISTE 2014

VALORISER

On peut solliciter un journal pour rendre compte de la démarche (ce qui peut contribuer à être entendu-es sur la proposition faite !), et bien sûr être présent-es lors de l'inauguration de la nouvelle plaque de rue !

2. Choisir ensemble des femmes dont la contribution mériterait d'être mise en valeur, éventuellement en proposant à chacun-e de faire des recherches pour le week-end suivant. On peut aussi regarder le site <https://astrales.fr>, qui met en avant des femmes remarquables passées par le scoutisme !
3. Écrire ensemble une lettre à la mairie pour proposer de changer le nom d'une ou plusieurs rues, en argumentant ses choix, voire proposer d'intervenir en conseil municipal pour défendre cette proposition
4. Ne pas lâcher l'affaire tant que l'on a pas une réponse positive !



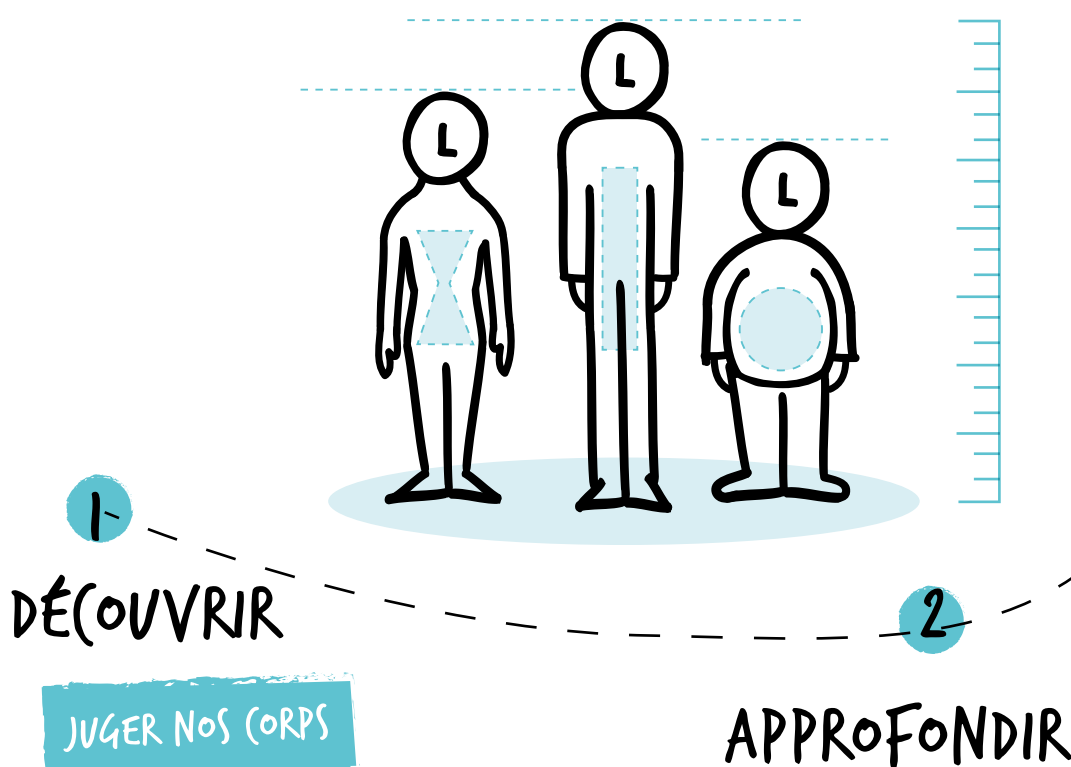
» Est-ce que notre groupe éclé a un nom ?

Si non, ne pourrait-on pas lui donner un nom de femme éclaïreuse ?! Est-ce qu'on l'on connaît l'histoire de notre association côté filles ? **Pourquoi pas s'inspirer du projet Les Astrales, qui vise à faire connaître 100 femmes remarquables passées par le scoutisme ? C'est sur astrales.fr**

LES ATELIERS (CORPO-RÉELS)

Notre corps, et celui des autres, peut être un lieu autant de mal-être, de gêne, d'oppression, ..., qu'un des espaces de notre liberté, de notre estime de nous-mêmes, de notre émancipation.

S'interroger sur le rapport que l'on a avec son corps, pourquoi souvent on le dévalorise, ce qui se joue dans le regard, ou le jugement, que l'on porte sur le corps des autres, savoir aller chercher de l'information et exercer son esprit critique, ..., Voici les objectifs de ce parcours.



Cette activité se déroule en 2 temps :

- **L'anagramme** : pour promouvoir une réflexion positive sur son corps et son apparence, et échanger sur pourquoi il n'est pas facile d'avoir ce regard positif sur soi-même.
- **Jugements sur post-its** : pour verbaliser auprès des autres les remarques sur notre corps qui nous blessent, et de prendre conscience combien nous-mêmes nous pouvons juger et blesser les autres en imposant une vision normée sur l'apparence des autres.

👁 [La fiche d'activité](#)

Si on a le matériel pour, on peut regarder la vidéo [Avoir un corps idéal](#) de Sophie Richier, et en parler ensemble.

L'objectif est de se mettre à la place de quelqu'un-e qui n'a pas forcément le même corps que nous.

Il s'agit aussi de prendre conscience que les personnes qui ont un corps « normal » dans notre société (blanc, mince, grand, valide, conforme à l'idée qu'on se fait du corps d'un homme ou d'une femme) vivent au quotidien une forme de privilège, celui de la normalité et de la tranquillité.

👁 [La fiche d'activité](#)



3

AGIR

NOS QUESTIONS,
NOS RÉPONSES



le planning
familial

Aller ensemble à une permanence du Planning familial, pour chercher les réponses à des questions que l'on se pose :

1. Dans un premier temps, lister ensemble les sujets sur lesquels on s'interroge, les questions que l'on se pose sur le corps, la sexualité. On peut éventuellement se baser aussi sur les questions posées via le site OnSexprime : <https://www.facebook.com/OnSexprime.fr/>.
2. Ensuite, prendre rendez-vous auprès d'une permanence du planning, et expliquer la démarche. La liste des permanences est disponible sur le site <https://www.planning-familial.org/>.
S'il n'y a pas de permanence près de chez soi, on peut aussi organiser une après-midi où on fait ensemble des recherches sur internet : par exemple sur <http://www.onsexprime.fr>.

4

VALORISER

OUTILLER LES AUTRES !

Les questions et réponses identifiées à l'étape d'avant sont présentées aux responsables du groupe, par exemple avant le camp d'été. Cela permet aussi de diffuser l'information et d'aider les responsables à être plus outillé-es sur ces questions !



>> Quid du corps et de l'intimité durant le camp ?

Est-on vigilant-es aux propos normatifs sur les corps dans nos activités ?

Est-ce que l'on a aménagé nos toilettes de camp avec une poubelle et de l'eau, pour les personnes qui ont leurs règles ?

Est-ce qu'il y a des préservatifs accessibles facilement, si jamais ?

NON, C'EST NON !

Les violences faites aux femmes sont un phénomène généralisé. Qu'elles soient physiques, verbales, morales, économiques, sexuelles... elles concernent toutes les classes sociales. C'est en outre un sujet important de débat public, notamment depuis le mouvement #Metoo. Comprendre leur importance, décrypter la manière dont on en parle dans les médias, mais aussi parler de consentement dans les relations amoureuses, ..., c'est essentiel pour être en capacité de s'y opposer, s'en défendre mais également de prendre conscience de la portée de nos actes.



POINT DE VIGILANCE

Ces activités parlent et font parler de violences sexuelles. Celles-ci concernent de nombreuses femmes (1 sur 7⁽¹⁾) mais aussi des hommes (1 sur 20). Il est donc possible, voire probable, que parmi les participant-es, certain-es aient déjà vécu des violences. Pour mener ces activités, il faut que vous vous sentiez en capacité de le faire. Si ce n'est pas le cas, vous pouvez vous appuyer davantage sur des associations spécialisées, ou contacter le groupe Genre et Sexualités avant.

■ Pour ces activités, prévoyez toujours la possibilité de ne pas participer activement, et soyez à l'écoute avant et après.

■ N'hésitez pas à rappeler le cadre : les violences sexuelles sont graves et importantes, elles sont condamnées par la loi, ce n'est jamais la faute des victimes. N'oubliez pas que vous pouvez appeler le 119 pour des conseils si vous pensez qu'un-e jeune est en danger.

(1) Chiffres concernant les viols et tentatives de viols, enquête VIRAGE, INED.

1

DÉCOUVRIR

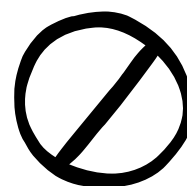
BREAKING NEWS !

5 médias différents écrivent sur un même

événement : une assistante parlementaire qui dénonce le viol commis par un chef de parti politique. Mais quel média a écrit quel article ?!

■ Au travers d'un jeu d'écriture, on a un l'impact des lignes éditoriales des médias sur le traitement de l'information, et des principales réactions publiques autour des violences sexuelles.

👁 [La fiche d'activité](#)





2 APPROFONDIR

ARPENTAGE LE CONSENTEMENT & NOUS

Un temps spi sur ce qu'est le consentement, comment on l'apprend (ou pas), et ce que l'on peut faire pour soutenir les victimes de violences.

- Poser le cadre de ce temps : on fait attention à la parole des autres, on a le droit de ne pas être d'accord, mais on n'émet pas de jugement sur les autres, on n'est pas obligé-e de parler.
- Faire des petits groupes pour arpenter les 4 supports téléchargeables ici (chaque groupe lit et réfléchit sur un document)
- Ensuite, on les restitue au groupe en présentant : ce que l'on a ressenti en lisant le support / ce qui nous a marqué / ce qui nous interpelle. Puis on anime un échange libre.

☒ ~~NON !~~

☒ OUI

☒ ~~NON !~~

☒ ~~NON !~~

X

3

AGIR

NOS QUESTIONS, NOS RÉPONSES

Aller ensemble à une permanence du Planning familial, ou contacter le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) le plus proche, pour chercher les réponses à des questions que l'on se pose :

- Dans un premier temps, en regardant ensemble l'outil du violentomètre (<https://frama.link/violentometre>), identifier ensemble différents types de violences dans une relation amoureuse. Lister les questions que cela nous pose (la loi ? les causes ? les chiffres ? ...)
- Ensuite, prendre rendez-vous auprès d'une permanence associative, et expliquer la démarche avant de s'y rendre. Ne pas oublier de prendre des notes pendant la discussion !



4

VALORISER

SKETCHNOTE !

Les questions et réponses identifiées à l'étape d'avant peuvent être récapitulées sur des posters, en utilisant les techniques du sketchnote, et affichées dans le local du groupe. Cela peut déboucher sur la rédaction d'une charte de clan, ou un temps d'engagement autour de la lutte contre les violences. Si le clan va à Ainerigi ou à un rassemblement régional, vous pouvez organiser un temps pour présenter ce projet à d'autres aînés-es.



>> A-t-on dit explicitement aux jeunes que nous étions disponibles en cas de mal-être ou de violences ? Est-on au clair sur quoi faire si une personne (adulte ou enfant) nous dit avoir subi des violences ?

Des infos à ce sujet à lire en p.9



Partenaires

Le Mouvement Français du Planning Familial

Créé en 1956, le Planning Familial est une association féministe et d'éducation populaire. C'est un mouvement militant, qui prend en compte toutes les sexualités et défend les droits à la contraception, l'avortement, et l'éducation à la sexualité. Il existe 75 associations départementales et 150 lieux d'informations départementales sur le territoire français : à toi d'aller les découvrir !

<https://www.planning-familial.org/fr>



Associations ressources

La Fédération LGBTI+

La Fédération LGBTI+ est un réseau auquel adhèrent de nombreuses associations de soutien et de défense des droits des personnes LGBTQUIAA+. Sur leur site, tu peux trouver les coordonnées d'associations et de structures locales, au plus près de ta SLA.

<https://federation-lgbt.org/>



Les Centres d'informations pour les Droits des Femmes et des Familles

C'est un réseau d'associations soutenues par l'État qui ont pour mission d'agir pour l'accès au droit pour les femmes, la lutte contre les discriminations sexistes, et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

<https://www.infofemmes.com>

>> La démarche se veut horizontale, chacun est encouragé à se mettre en mouvement et partager à l'ensemble de l'association ses bons plans partenaires et surtout l'avancement des projets.

Partenariat et choc interculturel ?

Quand l'on est en contact ou immergé-e dans un milieu culturel différent du sien, on peut vivre des situations inattendues, surprenantes et génératrices d'émotions, notamment sur les questions d'égalités de genres et de sexualités.

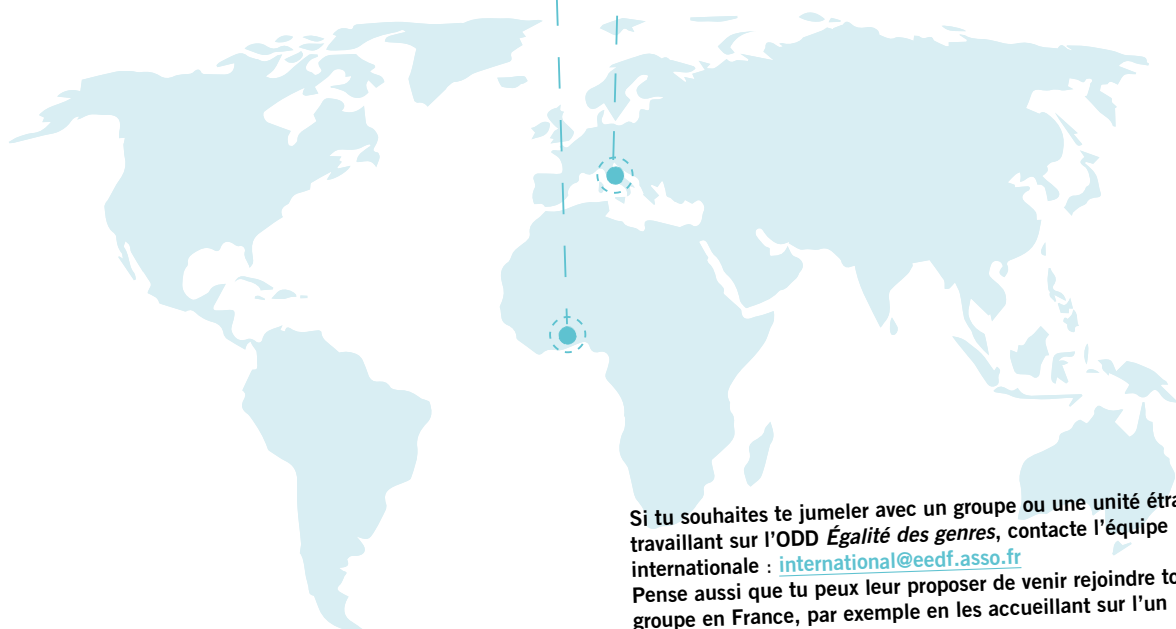
L'équipe internationale des EEDF utilise un outil d'interrogation de décodage culturel : *Le culturoscope* ! Cet outil aide à questionner ses représentations, ses stéréotypes et ses pratiques et à partager son apprentissage des rencontres interculturelles.

Livret à 5,00 € ou
téléchargeable
gratuitement ici



>> NOS ASSOCIATIONS PARTENAIRES SUR CETTE THÉMATIQUE

- **Côte d'Ivoire** : Les Eclaireuses Laïques de Côte d'Ivoire (ELAICI)
- **Italie** : Corpo Nazionale Giovani Esploratori ed Esploratrici Italiani (CNGEI)



Si tu souhaites te jumeler avec un groupe ou une unité étrangère travaillant sur l'ODD *Égalité des genres*, contacte l'équipe internationale : international@eedf.asso.fr
Pense aussi que tu peux leur proposer de venir rejoindre ton groupe en France, par exemple en les accueillant sur l'un des centres nationaux EEDF.
Facebook : EEDF l'aventure internationale
Site : <https://www.eedf.fr/international/>

QUEL PROJET POUR L'ÉQUIPE ?

Dans l'unité il y a peut-être plusieurs équipes, équipages, clans : à chacun son projet !

Astuces pour que les équipes puissent choisir, définir leur thématique et leur projet :

- Un temps de sensibilisation sur les 10 ODD
- Un temps de sensibilisation spécifique à un ou plusieurs ODD
- Un jeu d'expression pour verbaliser les attentes individuelles
- Un temps conseil pour identifier ce qui ressort des motivations individuelles et collectives

Une fois cette étape validée, il est conseillé de le formaliser par écrit pour clarifier les objectifs et se poser quelques questions essentielles pour la suite... Avant de se lancer dans la présentation du projet et la recherche de partenaires et de financements, on s'assure que :

- ☐ NOTRE GROUPE EST BIEN CONSTITUÉ ET DÉFINI, NOUS AVONS UN FONCTIONNEMENT OPÉRATIONNEL
- ☐ NOUS AVONS ÉCRIT NOS MOTIVATIONS, LES MOTIVATIONS DU GROUPE SONT BIEN DÉFINIES
- ☐ NOUS AVONS CHOISI LE TYPE DE PROJET SUR LEQUEL NOUS SOUHAITONS NOUS ENGAGER
- ☐ NOUS NOUS SOMMES RENSEIGNÉS SUR LES PARTENARIATS EXISTANTS DANS LESQUELS NOUS POURRIONS NOUS INSCRIRE

Dans les pages 22 et 23 sont présentés les partenariats nationaux et internationaux potentiels sur cette thématique. Ce sont des pistes possibles mais en aucun cas restrictives.

Le groupe dispose de son propre réseau local : valorisons-le !

Voici quelques clés pour établir un partenariat réussi, sur la base des idées, pistes et envies :

- La dimension partenariale d'un projet ne se décrète pas mais se construit tout au long du projet et le plus tôt possible. En effet, il ne s'agit pas de construire un projet seul puis de l'imposer tel quel à un partenaire.
- La recherche de partenaire est une des phases cruciales de tout projet. Il est important de laisser assez de place à celui-ci dans la construction du projet tout en lui exprimant clairement ses envies et intentions.
- L'objectif est de prendre le temps de trouver son partenaire, d'échanger avec lui et de savoir ce que chacun apporte à l'autre pour que la coopération soit effective et réciproque.

Au-delà du partenaire lié au projet, pourquoi pas un partenariat financier ?

En fonction du projet choisi, il sera nécessaire de trouver des financements privés ou publics. Il faut identifier les sources de financement possibles en lien avec votre projet : appels à projets, fondations, mécénats, subventions...

LA CHECKLIST

Nous pouvons passer à l'étape suivante si :

- ☐ NOUS AVONS UNE FICHE CLAIRE DE DESCRIPTIF DE L'ACTION À PRÉSENTER AUTOUR DE NOUS.
- ☐ NOUS SOMMES EN CONTACT AVEC UN PARTENAIRE.
- ☐ NOUS SAVONS QUELLES SERONT NOS PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT POUR ASSURER LE BON DÉROULEMENT DU PROJET.
- ☐ NOUS CLÔTURONS CETTE ÉTAPE PAR UNE RENCONTRE AVEC LES PARENTS ET LES PARTENAIRES POUR PRÉSENTER LES OBJECTIFS DU PROJET.

Ci-joint, en page suivante une fiche projet pour accompagner l'équipe dans la clarification qui sera ensuite utile pour présenter le projet aux parents, à des partenaires, à des donateurs...

PRÉSENTER SON PROJET

Cette fiche vise à aider, à structurer le projet, le présenter face à différents interlocuteur·trice·s : PARENTS, PARTENAIRES, MAIRIE...

Attention à être clairs, honnêtes et donnez les grandes lignes (pas trop précis) !

Dans tous les cas, il faut se mettre à la place de l'interlocuteur·trice qui recevra cette fiche : qu'est-ce qui va l'intéresser, l'attirer dans votre projet ? Comment va-t-il pouvoir comprendre qui vous êtes et ce que vous pourriez faire ensemble ?

■ Branche :

■ Contact :

■ Courriel :

■ Téléphone :

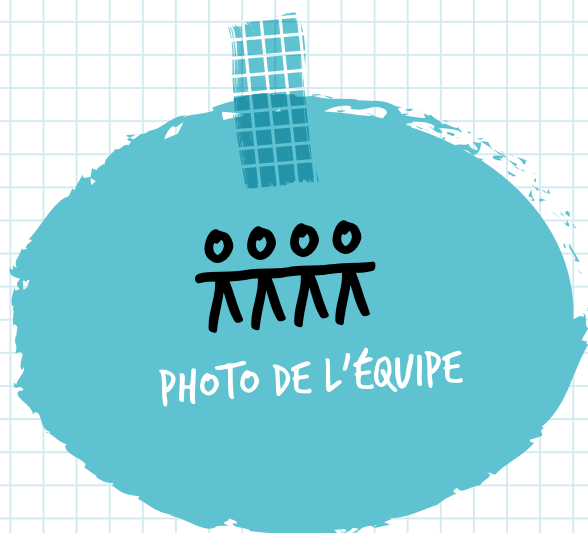
■ Structure :

Groupe / SV / centre / école...

■ Région :

■ Décrivez en quelques lignes votre équipe

Nombre, âge, région, profil, centres d'intérêts...



■ Décrire l'intention de votre projet

Décrivez en quelques lignes vos envies et vos motivations...

■ Quelle(s) est / sont la ou les thématiques ciblées ?

Ressources citées dans le Kit « Égalité des genres »

- **Jeune et homo sous le regard des autres**

Kit de de l'INPES qui propose des activités pour sensibiliser à l'homophobie pour les 11-18 ans. Basé sur des petits films disponibles en ligne (dont un en colonie de vacances), et des activités pour échanger dessus.

- **www.stop-cybersexisme.com**

Campagne du Centre Hubertine Auclert, qui présente des vidéos et des ressources pour faire face au cyberharcèlement sexiste ; ainsi que l'outil du **Violentomètre**.

- Le travail de la dessinatrice **Elise Gravel**, dont les œuvres sont utilisables librement dans des actions éducatives.

- **Amours et sexualités**

Revue des Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes de France

- Site **OnSexprime**, de Santé Publique France – ainsi que le **groupe Facebook** associé.

- **Réseau SENS et le collectif Starting Block**

Intervention dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité

- **Journée de la Fille**

Ressources de l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses

N'hésitez pas à aller sur : www.eedf.fr rubrique Alter-Egax pour trouver :

- L'ensemble des ressources pédagogiques et documents supports
- Les propositions de formations spécifiques aux différentes thématiques ODD
- Les projets existants
- Les outils de communication

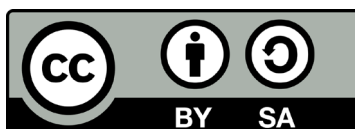
LES RESSOURCES DU GROUPE GENRE ET SEXUALITÉS DES EEDF

Crée en 2016, ce groupe vise à outiller les démarches éducatives sur l'égalité des genres et des sexualités dans l'association. Il anime des formations thématiques en région, accompagne la gestion de situations complexes, produit des supports pédagogiques.

👁 Retrouvez toutes les fiches activités et séquences de formation sur :
<https://galilee.eedf.fr/wp/genre-et-sexualites/>

« Si on se retrouvait frangines
On n'aurait pas perdu son temps
Unissant nos voix, j'imagine
Qu'on en dirait vingt fois autant
Et qu'on ferait changer les choses
Et je suppose, aussi, les gens
Et qu'on ferait changer les choses
Allez ! On ose
Il est grand temps ! »

Anne Sylvestre



Le texte et les activités de ce kit sont disponibles selon les termes de la licence CC-BY-SA et librement modifiables selon les mêmes conditions.



Les EEDF sont agréés Association éducative complémentaire de l'enseignement public.

Avec le soutien du :

Jeunes et adultes transgenres

Dans les activités de scoutisme, en accueils collectifs de mineur·es et en formation à l'animation et à la direction d'A.C.M.



◆ Les personnes

Une personne **transgenre**, ou trans, est une personne dont l'identité de genre¹ ne correspond pas à celle qui lui a été assignée à la naissance. Il peut s'agir :

- d'une personne assignée garçon à la naissance, mais qui s'identifie femme (femme trans)
- d'une personne assignée fille à la naissance, mais qui s'identifie homme (homme trans)
- d'une personne qui ne s'identifie ni homme, ni femme (non binaire), ou dont l'identité ou l'expression de genre se situe en dehors des masculins et féminins conventionnels.

Une personne transgenre n'est pas nécessairement engagée dans un processus médical : le processus de transition peut être social et/ou médical.

Le terme « **transsexuel·le** » est le plus souvent rejeté par les personnes trans elles-mêmes, d'une part car il a été utilisé, et l'est encore parfois, par la psychiatrie dominante pour désigner ce qu'elle considèrerait comme une maladie mentale et d'autre part parce qu'il se centre sur les organes génitaux.

Il faut souligner que le fait d'être trans n'a rien à voir avec l'orientation sexuelle de la personne.

Les personnes qui ne sont pas trans, autrement dit qui ne ressentent pas de décalage entre leur identité et le sexe qui leur a été attribué à la naissance, sont appelées « personne cis » ou « **cisgenre** ».

Les termes travesti·e² et travelo sont insultants, car ils renvoient à l'idée d'un déguisement et nient donc la réalité de l'identité des personnes trans.

◆ Les processus

La **transition** est le processus par lequel une personne change de genre pour le mettre en cohérence avec sa véritable identité. Cela peut prendre de multiples formes (faire évoluer son apparence, son expression corporelle, son expression vocale, son pronom et prénom, mais aussi des traitements hormonaux ou chirurgicaux). Ce processus peut prendre du temps ou être rapide.

On dit souvent qu'une personne « a transitionné » quand elle est parvenue à l'étape où elle choisit et demande à être socialement reconnue dans sa véritable identité de genre. Cela ne signifie pas forcément qu'elle a achevé son parcours (par exemple, une personne peut avoir acté son changement de prénom/pronom et être en cours de démarches pour changer d'état civil).

De manière générale, le processus de transition est un processus sensible pour les personnes qui le vivent. Certaines personnes peuvent être en situation de vulnérabilité importante et avoir besoin d'être soutenues et entendues.

La **transphobie** désigne les marques de rejet, de mépris, de discrimination et de violence à l'encontre des personnes transgenres, ou supposées telles. Les personnes trans sont encore très exposées à la violence physique ou verbale en France aujourd'hui.

¹ La loi française parle, depuis le 27 janvier 2017, d'« identité de genre », en conformité avec les [principes de Jogjakarta](#), alors qu'elle retenait précédemment l'expression « identité sexuelle ».

² Travesti·e peut néanmoins être utilisé pour se définir par des personnes qui pratiquent le travestissement comme une transgression temporaire des rôles.

◆ La loi

Les actes et propos transphobes sont punis par la loi³ : sont interdits les discriminations, insultes et violences basées sur l'identité de genre, ainsi que la provocation à la haine ou à la violence à l'égard de personnes du fait de leur identité de genre. **Cela signifie aussi qu'il est illégal de refuser un·e enfant ou de refuser de confier des responsabilités à un·e adulte parce qu'il ou elle est trans, dans un A.C.M, un mouvement de scoutisme ou en formation.**

La transidentité n'est plus inscrite sur la liste des pathologies mentales de l'Organisation Mondiale de la Santé depuis juin 2018⁴. Les associations de personnes trans s'opposent à la vision pathologique de la transidentité, tout en soulignant que les personnes trans peuvent avoir besoin d'un appui médical.

Le changement de sexe à l'état civil est possible en France, et depuis 2016, il n'est plus nécessaire d'avoir subi des traitements médicaux (stérilisants) pour l'obtenir. Il faut cependant parvenir à « prouver » devant un juge que l'on vit bien en tant que homme ou femme.

Il n'y a pas d'obligation d'utiliser le prénom ou sexe inscrit à l'état civil d'une personne dans la vie quotidienne, ni d'utiliser une mention de civilité (M./Mme). Au contraire, le droit au respect de la vie privée des gens conduit à devoir respecter la manière dont les personnes elles-mêmes veulent être nommées⁵.

Attitudes et communication

Pour permettre à une personne trans, adulte ou enfant, de se sentir respectée et de vivre sereinement son engagement au sein de nos activités, on peut retenir les principes suivants :

- ◆ **Respecter l'identité, le prénom et les pronoms (il, elle, iel...) choisis par la personne** : il est important de comprendre que l'identité de la personne trans n'est pas une nouveauté, ni un rôle : c'est son identité intime et profonde. Une femme trans est une femme. Cela peut ne pas être évident notamment lorsque la personne était antérieurement connue sous son identité de naissance, mais il s'agit d'une base de respect fondamental de la personne concernée. Si on a un doute sur le pronom à employer, on peut lui demander. Plus largement, le principe est de reprendre la manière dont la personne se nomme ou parle d'elle-même. Cela est d'ailleurs valable pour n'importe quelle personne : tout le monde n'est pas à l'aise avec son prénom assigné à la naissance.
- ◆ **Utiliser les bons termes, éviter les termes inappropriés ou insultants, éviter de faire référence au sexe de naissance de la personne** : d'où l'introduction sur le vocabulaire ci-dessus.
En outre, il est important d'être vigilant·e à ne pas « exotiser » les personnes trans, et à éviter notamment des questions sur leurs organes génitaux ou leur apparence physique s'il n'y a pas d'autre raison qu'une curiosité personnelle.
- ◆ **Reprendre les personnes qui n'utilisent pas les bons termes et qui ont des propos transphobes**. Il est important, au-delà de ce que l'on fait soi, d'intervenir si on entend d'autres enfants ou adultes utiliser des termes inappropriés ou avoir des propos insultants. Cela vaut y compris s'il n'y a pas à notre connaissance de personne trans dans le groupe : d'une part, nous ne connaissons pas toujours la situation intime des personnes, et d'autre part, apprendre à ne pas avoir de propos transphobes et plus globalement lutter contre la transphobie est une responsabilité éducative qui contribue à aller vers une société plus juste.

³ Loi du 27 janvier 2014 et loi du 6 août 2012

⁴ [Parution de la 11^{ème} classification internationale des maladies](#)

⁵ [Décision du Défenseur des droits MLD-2014-058](#)

- ◆ **Être conscient·e qu'une période de transition peut être un moment difficile pour un·e enfant ou un·e adulte** : pouvoir être à l'écoute ou en soutien, ne pas être jugeant·e. Pour autant, de nombreuses personnes trans vivent sereinement et heureux·ses, et il ne faut pas se comporter avec elles comme si elles étaient forcément en difficulté.

Pour ce qui est d'évoquer avec les autres membres du groupe la transidentité d'une personne :

- ◆ **Si un·e enfant ou un·e adulte change d'expression de genre au cours de son engagement dans nos activités** : il est utile de discuter à part avec lui ou elle de la manière dont il ou elle souhaite l'aborder avec les autres membres du groupe, de ce que cela peut impliquer dans sa vie dans le groupe. Différents moyens peuvent être utilisés (par ex : une lettre écrite par la personne lue au groupe, avant une discussion ensemble) : ce qui importe est que la personne soit à l'aise avec. Si c'est un·e mineur·e, il est probable que les parents soient informés et ils devraient être partie prenante de cette discussion. Il faut cependant garder en tête que des jeunes trans peuvent être en situation de rejet dans leur famille, et doivent pouvoir dans ce cas trouver dans la structure éducative un espace de paix et de sécurité.
- ◆ **Si un·e enfant ou un·e adulte est trans et vit déjà selon son identité de genre en arrivant dans le groupe** : il n'y a pas lieu d'évoquer sa situation avec les autres membres du groupe, sauf si il ou elle le souhaite. La confidentialité sur la vie privée des membres du groupe vaut aussi pour les personnes trans.
- ◆ Il n'y a **aucune obligation de prévenir les parents du groupe** de la participation d'un·e enfant, un·e responsable, un·e animateur·ice, un·e formateur·ice aux activités, et ce n'est pas une bonne pratique à adopter. Les parents du groupe n'ont pas, pour cette situation comme pour d'autres, de droit à connaître la situation intime d'un·e enfant ou d'un·e adulte.
- ◆ **Si des enfants posent des questions, il faut y répondre**. La manière de le faire va cependant dépendre de si la personne trans souhaite évoquer publiquement ce sujet.
Par exemple si un·e enfant s'interroge sur l'apparence d'un·e autre enfant, la réponse peut renvoyer aux goûts et envies de la personne (*elle a les cheveux courts parce qu'elle se sent bien comme ça*). Si la question concerne ce qu'est un·e transgenre, on peut répondre sur ce point sans évoquer la situation spécifique de la personne.

De manière générale, la personne la plus à même de définir ce dont elle a besoin est elle-même. De plus, nous n'avons pas à divulguer la transidentité d'une personne : cela relève de son intimité et de son droit à la vie privée.

Il est important de garder en tête que - si les questionnements sont légitimes - l'état de fait aujourd'hui est que les personnes trans sont très fortement exposées à la violence, au harcèlement, et de ce fait, une proportion importante passe par des périodes de fragilité psychologique, voire d'état suicidaire⁶. **Protéger les personnes trans engagées dans le groupe, garantir leur droit à faire partie du groupe, doit être la priorité.**

Organisation de la vie quotidienne et activités

Pour faciliter la participation de jeunes ou adultes trans aux activités de scoutismes, séjours, formations, voici quelques éléments d'organisation ou à prendre en compte.

⁶ INED, [Les minorités sexuelles face au risque suicidaire](#), 2014

- ◆ Dans chaque moment de **présentation** (séjours, stages, temps de vie associative, etc) : permettre à chacun-e de se présenter en précisant le prénom et les pronoms par lequel il ou elle veut être appelé-e.
- ◆ Si les **couchages** des jeunes sont non-mixtes, la personne trans doit pouvoir dormir avec les jeunes qui partagent son identité, autrement dit un garçon trans avec les garçons. Dans tous les cas, le plus important est de vérifier que la personne est à l'aise avec les personnes avec qui elle dort. On peut trouver ici une [fiche de réflexion sur la mixité des couchages](#).
- ◆ Il en va de même pour les **douches** : s'il y a un ordre pour les douches des filles et des garçons, la personne se douche en principe au même moment que les autres enfants partageant son identité. Plus largement, sur un camp, il est important de mettre en place un **espace d'intimité corporelle** pour tous les enfants : trans ou non, les enfants doivent pouvoir se changer, se laver, dans des espaces où ils ou elles sont seul-e-s si c'est leur souhait.
- ◆ Les jeunes trans peuvent avoir un rapport particulier à leur corps : il faut être à l'écoute, anticiper des situations ou **activités qui peuvent les mettre mal à l'aise** (baignade par exemple).
- ◆ Dans le cas de **projets internationaux**, il faut anticiper le fait que le sexe inscrit sur les documents d'identité peut ne pas correspondre à l'identité et donc à l'apparence de la personne trans. Cela peut générer des difficultés pour passer les contrôles d'identité.

Si et seulement si la personne trans (notamment s'il s'agit d'un-e responsable ou un-e animateur-ice) est à l'aise avec ce sujet, sa situation peut être évoquée lors de temps de discussion au sein de l'unité sur les stéréotypes filles-garçons ou la mixité par exemple.

Gestion administrative

Respecter les droits des personnes trans et faciliter leur participation suppose également des actions dans la gestion administrative de nos structures :

- ◆ Supprimer la mention de civilité (M./Mme) de nos formulaires et procédures administratives. La mention de civilité n'est juridiquement pas un élément d'état civil⁷
- ◆ De nombreux documents peuvent contenir des informations qui ne concordent pas avec l'expression de genre de personnes trans (photocopies de cartes d'identité, de carnets de santé, de diplômes, numéro de sécurité sociale, etc.). Cela peut concerner des enfants, des membres de l'équipe d'animation, de formation, des stagiaires, des parents... Il est essentiel de s'assurer que seules les personnes en ayant effectivement besoin y aient accès, et qu'elles soient conscientes que ces informations sont confidentielles.
- ◆ Ces éléments valent également pour tout le processus de gestion des ressources humaines. En outre, la prise en compte des modifications de prénom, sexe, civilité dans le cadre de la gestion RH doit être rapide, et concerner tous les supports (annuaire, bulletin de salaire, etc)⁸.

⁷ [Circulaire du 21 février 2012](#)

⁸ [Accompagner les salariés et agents trans](#), Défenseur des droits

Définitions (issues du blog [la vie en queer](#))

Assignation : c'est le fait pour une personne de subir une catégorisation qui détermine un rôle, un groupe d'appartenance... L'assignation peut être raciale, de genre...

Genre : l'identité de genre est le sentiment d'être une femme, un homme ou un autre genre, c'est une identité intrinsèque. Elle se forme selon des facteurs sociaux et psychologiques complexes. Le genre est à différencier de l'anatomie.

Sexe : classification sociale des êtres humains d'après leurs caractères sexuels primaires (organes génitaux) et secondaires (poitrine, barbe, voix...), leurs hormones (testostérone, œstrogène...) et leurs chromosomes sexuels (X et Y). Dans la pratique, l'assignation du sexe à la naissance se base sur l'apparence des organes génitaux externes et très peu de gens connaissent leurs taux hormonaux ou chromosomes. Le sexe est un construit social.

Transphobie : oppression envers les personnes trans qui peut se manifester par de la transphobie ordinaire (genrer les corps, etc.), des discriminations, de la violence verbale et/ou physique.

Orientation sexuelle : se définit par l'attraction sexuelle que l'on éprouve pour les personnes d'un ou de plusieurs genres.

Quelques ressources

La position officielle des EEDF : [communiqué du 17 mai 2017](#)

[Guidelines for the inclusion of transgender members](#) (anglais) – Girls guides of Canada

[Supporting transgender and transsexual students in K-12 schools](#) (anglais) – Fédération des enseignants du Canada

[Devenir il ou elle](#) – Documentaire sur les enfants transgenres

[Lola vers la mer](#) – Film de Laurent Micheli

[Let's Talk About Gender and Gender Identity Advice for Leaders](#) (anglais) – Girls guides UK

[La binarité c'est pas mon genre – vidéo conférence Ted Talk par Antonin Le Mée \(14mn\)](#)

[Glossaire](#), du blog La vie en queer.

Document initialement réalisé en 2017 par le groupe genre et sexualités des Éclaireuses et Éclaireurs de France pour penser l'accueil des personnes trans dans le scoutisme, puis retravaillé en 2019 en partenariat avec les Ceméa Bretagne et Pays-de-la-Loire pour élargir la prise en compte aux Accueils Collectifs de Mineur·es et aux formations à l'animation et à la direction d'ACM.

Contacts: genre_sexualites@galilee.eedf.fr

version décembre 2019

Nos revendications auprès de Jeunesse et Sport

Nous souhaitons que les positions suivantes soient défendues au sein des jury BAFA et BAFD par nos associations :

- TAGADA / BAFA-BAFD : s'assurer que l'on puisse bien rédiger des appréciations avec un prénom d'usage, éventuellement en ajoutant une case « prénom d'usage » dans l'application bafa-bafd, que les stagiaires pourraient remplir. Cela permettrait de s'assurer que l'appréciation corresponde bien à le ou la stagiaire.
- TAM : supprimer la mention de civilité (M./Mme) de la déclaration des intervenant·es. Elle sert à faire une vérification d'état civil, alors que la seule chose écrite à l'état civil est une mention « Sexe ». Ces deux notions n'ont pas à être en lien. Et si c'était changé en mention « Sexe », cela poserait tout de même un problème en termes de respect de la vie privée, notamment pour les personnes ayant changé de prénom à l'état civil, mais pas de mention « sexe » au TGI.
- Délivrance des diplômes BAFA & BAFD : supprimer la mention de civilité (M./Mme) des diplômes, comme c'est par exemple le cas sur le permis de conduire.

Annexe 8

Guide pour des Interventions en Milieu Scolaire

Trame IMS genre et sexualité / discriminations

1- Présentation intervenant.e.s, cadre des échanges

2- définitions collaboratives (selon les sujets que souhaitent abordé en particulier les enseignant)

- discriminations
- harcèlement
- genre / sexe
- stéréotypes
- préjugés
- consentement
- contraception
- vocabulaire LGBT

3 – timeline des droits des femmes et des lois anti-discriminations

carte avec les avancées sur les droits des femmes et les lois contre les discriminations. Demander aux élèves de les replacer dans l'ordre. Dévoiler ensuite le dos des cartes avec les dates.

4- pas en avant

Distribuer à chacun.e un personnage. Laisser du temps aux participant.e.s de s'imaginer ce que son personnage vie, son quotidien.

Le groupe se met en ligne. Lire les énoncés. A chaque situation, demander au groupe d'avancer d'un pas s'il.elle.s pensent que leur personnage est concerné par la situation ou de rester sur place le cas contraire.

A la fin, demander aux participants de prendre un temps pour regarder où il.elle.s sont. Ensuite débrifer en demandant de dévoiler son personnage, comment il.elle.s se sont senti pendant l'exercice, qu'est ce que cela leur a fait prendre conscience.

5 – selon le temps et les sujets prioritaires définis avec les profs :

* débat mouvant consentement

A l'aide des cartes de l'outil « les 3 OUI du consentement » :

https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/jeules3oui_0.pdf

Lire l'énoncé d'une carte et demander aux participant.e.s de se placer à droite s'il.elle.s pense que dans la situation le consentement des personnes a été respecté et à gauche s'il.elle.s pensent que non. Inviter les participant.e.s à expliquer pourquoi il.elle.s pensent cela et à changer de côté si leur avis change au fil de la discussion.

A la fin reprendre les différents arguments et expliquer à l'aide l'outil de « la roue des trois oui du consentement » : https://www.bienetrealecole.ca/sites/default/files/rouedes3oui_0.pdf

Passer à une carte suivante.

* débat autour de vidéos pédagogiques / prévention

- Martin sexe faible (France TV Slash), vidéo sur le slutshaming : <https://www.youtube.com/watch?v=V3bU1dVQi08>

- vidéo « le consentement expliqué avec une tasse de thé » : https://www.youtube.com/watch?v=Wzkb5N_h0kY

- harcèlement scolaire / discrimination LGBT : <https://www.youtube.com/watch?v=cz1oBrEvpKI>

6 – bilan et debrief avec les élèves

7 – présentation du MRJC

Annexe 9

Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire (2016 - Chaire de recherche sur l'homophobie, Université du Québec, Montréal)

A close-up photograph of a hand with the index and middle fingers extended. The fingers are painted with horizontal stripes of rainbow colors: red at the tips, followed by orange, yellow, green, and blue. The thumb is curled, and the other fingers are partially visible. The background is a solid, vibrant teal color.

Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire

Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire

Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration financière du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR).

© Toute reproduction, totale ou partielle, de ce document est autorisée à condition d'en mentionner la référence. Nous vous suggérons la formule suivante : Chamberland, Line et Puig, Ami. (2015). *Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire*. Montréal, Chaire de recherche sur l'homophobie, Université du Québec à Montréal.

Dépôt légal : 1e trimestre 2016
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-9815647-0-2

Ce guide est disponible sur le site de la Chaire de recherche sur l'homophobie:
www.chairehomophobie.uqam.ca.

Pour toute question, veuillez vous référer à :

Chaire de recherche sur l'homophobie, Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, Succursale Centre-ville
Montréal, Québec
Canada H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000, poste 3752
Courriel : chaire.homophobie@uqam.ca
Site Web : <http://www.chairehomophobie.uqam.ca>



Remerciements

Merci aux professionnel.le.s qui ont accepté, avec grande générosité, de collaborer à ce projet :

Cégep Dawson

- Raymond Boucher, directeur à la vie étudiante

Cégep John Abbott

- Dennis Waide, directeur à la vie étudiante
- Alison King, infirmière éducatrice en santé
- Julie Chevalier, psychologue et chef du Service de counselling
- Jill Gowdey, responsable de l'attroupement à la vie étudiante

Université McGill

- Tynan Jarrett, conseillère en éducation spécialisée, en orientation sexuelle et en identité de genre

Cégep de Sherbrooke

- Myriam Pelletier-Gilbert, conseillère à la coordination de l'association étudiante
- Dominique Dubuc, professeure de biologie

Cégep de Terrebonne

- Geneviève Fortin Gauthier, technicienne en éducation spécialisée – aide psychosociale aux services aux étudiants
- Audrey Sirois, agente de lutte à l'homophobie au NÉO, un organisme communautaire régional lanauois qui œuvre sur le plan du bien-être et des saines habitudes de vie affectives et sexuelles, et responsable du projet Caméléon au cégep

Cégep de Lévis-Lauzon

- Katia Chandonnet-Morin, attachée d'administration à la Direction des ressources humaines

Cégep du Vieux Montréal

- Maude Lemire-Desranleau, technicienne en loisir à l'animation communautaire

Collège Lionel-Groulx

- Carole Martel, directrice à la vie étudiante
- Steve Bastien, intervenant social à la vie étudiante

Université Concordia

Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue

- Édith Bérubé-Quesnel, travailleuse de milieu

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

- Jean-Pierre Yergeau, conseiller aux Services d’aide pédagogique
- Chantal Gervais, intervenante psychosociale aux Services à la vie étudiante et à la communauté
- Caroline Martel, agente de service social et professeure de psychologie

Merci également à Aimé Cloutier pour la recension des écrits et la réalisation d’une partie des entrevues.

Mise en page et graphisme : Marie-Eve Guillot (Rumeur promo-design)

Table des matières

Introduction	9
Pourquoi un guide?	9
Les raisons d’agir	11
État de situation	11
Les impacts sur les jeunes LGBT	12
Les jeunes LGBT : un ensemble diversifié	14
La diversité sexuelle et de genre : un guide pratique	16
Quelques définitions	16
Note méthodologique	19
Comment agir? Quelques clés pour un changement institutionnel	20
Des pratiques inclusives	21
Attitudes générales	21
Politiques institutionnelles	22
Résidences et accès aux infrastructures	25
Vie étudiante et associative	26
Prévention et formation	28
Annexe 1	31
Activités de formation disponibles	31
Institut national de santé publique	31
GRIS – Témoignages de personnes LGB	31
Institut pour la santé des minorités sexuelles (ISMS)	32
Coalition des familles LGBT	32
Association canadienne pour l’avancement des femmes, du sport et de l’activité physique	33
Annexe 2	35
Guides et autres ressources	35
Général	35
Parentalités LGBT	35
Activités sportives	36
Environnement de travail	37
Annexe 3	39
Exemples de politiques et de codes de conduite	39
Bibliographie	40



Introduction

Pourquoi un guide?

La société québécoise se veut inclusive et respectueuse des droits de ses minorités. En ce qui concerne les droits des personnes homosexuelles, le Québec s'est montré avant-gardiste en incluant, dès 1977, l'orientation sexuelle comme motif interdit de discrimination dans la Charte des droits et libertés de la personne. Au cours des décennies suivantes, une série de changements législatifs à l'échelle québécoise et canadienne sont venus apporter une reconnaissance et une protection légale aux couples de même sexe ainsi qu'aux familles homoparentales.

Plus récemment, le gouvernement du Québec innovait de nouveau en adoptant la *Politique québécoise de lutte contre l'homophobie* en 2009 (Gouvernement du Québec, 2009). Cette politique ambitieuse invite à la mobilisation de l'État, mais également de toutes les organisations et de tous les individus, en vue de lutter contre l'homophobie (au sens large du terme), et d'assurer la pleine reconnaissance et l'acceptation des personnes de minorités sexuelles et de genre dans toutes les sphères d'activités. En 2011, un *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016* proposait une série de mesures dont la réalisation viendrait concrétiser les grandes orientations de la politique (Gouvernement du Québec, 2011).

Dans le secteur de l'éducation, des études ont documenté les manifestations de l'homophobie dans les écoles, de même que la violence, l'intimidation et la cyber-intimidation, qui revêtent souvent un caractère homophobe. L'attention accordée par les médias à ces phénomènes a également contribué à sensibiliser le grand public ainsi que les acteurs et les responsables du milieu de l'éducation. Plusieurs initiatives témoignent d'une volonté collective d'agir. Mentionnons l'adoption d'un plan d'action ministériel, *La violence à l'école, ça vaut le coup d'agir ensemble*, et d'un cadre législatif, la loi 56, visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école. Des lieux de concertation, tels que la Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation¹ et la Table provinciale de concertation sur la violence, favorisent le partage des stratégies et des outils d'intervention.

L'ouverture à l'autre, la tolérance envers la différence, l'acceptation de la diversité sous toutes ses formes sont des enjeux de société qui interpellent tout particulièrement les institutions d'enseignement de tous les niveaux scolaires. Dans les collèges et les universités, le phénomène de l'homophobie peut sembler de moindre gravité, car il n'a pas fait l'objet de la même visibilité médiatique. Pourtant, il demeure présent et peut se manifester de façon insidieuse. L'hétérosexisme dans l'organisation et le fonctionnement des institutions collégiales et universitaires fait également obstacle à la pleine intégration des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles et transgenres (LGBT)².

¹ Cette table regroupe les principaux acteurs des réseaux scolaire et collégial. Elle est composée notamment de représentants et représentantes du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), des organisations syndicales présentes dans ces réseaux, des fédérations des commissions scolaires et des cégeps, de la Fédération des comités de parents et des associations étudiantes.

² Dans ce guide, nous utilisons le terme « trans » pour désigner les personnes transsexuelles et transgenres. Voir la section « Quelques définitions » dans ce guide, p. 16.



Le Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire dresse un portrait des mesures qui peuvent être instaurées, avec profit, dans les collèges et les universités en vue de réduire les manifestations d'homophobie. Le but est de créer un climat accueillant et sécuritaire qui facilite le cheminement scolaire de tous les étudiants.es. Ce guide se veut concret : il met l'accent sur les pratiques déjà mises en place dans certains établissements d'enseignement supérieur du Québec.

Ce guide s'adresse principalement aux intervenant.e.s de première ligne et aux gestionnaires des affaires étudiantes des collèges et des services aux étudiant.e.s des universités. L'idée de sa conception provient d'un constat : à l'heure actuelle, les publications qui traitent de l'homophobie s'intéressent en grande majorité aux interventions qui ont lieu dans les cours, et très peu d'entre elles abordent la question des bonnes pratiques adoptées à l'extérieur de la classe. Ce guide est un outil pour répondre à ce besoin spécifique³.

Ce document pourra également intéresser le personnel enseignant, le personnel de l'administration, les étudiant.e.s, les parents, ainsi que tous les acteurs du milieu de l'éducation supérieure.

3 La production de ce guide s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 4 du *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016* : « Sensibiliser les directions des services aux étudiants dans les collèges et les universités à la problématique de l'homophobie et aux réalités vécues par les jeunes de minorités sexuelles et les familles homoparentales, afin de favoriser le développement des interventions locales ou régionales de lutte contre l'homophobie et de favoriser l'échange des connaissances. » (Gouvernement du Québec, 2011, p. 4)



Les raisons d’agir

État de situation

Selon une étude menée en 2008 auprès de 1844 cégépien.ne.s provenant de 26 cégeps répartis à travers la province (Chamberland et coll., 2011), la violence homophobe est bien présente dans l’environnement collégial, bien qu’elle y soit moins généralisée qu’à l’école secondaire. Parmi les étudiant.e.s qui s’identifient comme lesbienne, gai, bisexuel.le ou qui se questionnent sur leur orientation sexuelle (LGBQ)⁴, près du quart rapportent avoir été la cible d’au moins un incident à caractère homophobe pendant leur année scolaire. Les incidents les plus fréquents sont les potins et rumeurs visant à nuire à la réputation, suivis de très près par les insultes et moqueries, le rejet ou la mise à l’écart du groupe et finalement la cyberintimidation. Environ sept étudiant.e.s sur dix déclarent entendre souvent ou à l’occasion des remarques dénigrantes comme « c’est tapette », « c’est fif », ou encore « c’est gai » dans leur entourage. Les incidents impliquant une violence physique sont marginaux – ce qui ne diminue pas pour autant leur gravité lorsqu’ils se produisent. Les gestes homophobes sont rarement dénoncés aux autorités.

Le climat scolaire est également influencé par l’écho que reçoivent les incidents homophobes, même lorsqu’un ou une jeune n’en est pas lui-même victime. Ainsi, 45 % des étudiant.e.s sondés disent avoir été témoins ou avoir entendu parler d’un tel incident, ce qui perpétue l’idée que l’expression de l’homosexualité met à risque de s’attirer des réactions négatives.

Les manifestations d’homophobie visent également les jeunes en raison de leur non-conformité de genre, soit le fait que leur apparence, leurs manières, leurs choix vestimentaires, leurs goûts ou tout autre attribut ne correspondent pas aux normes sociales de genre, c’est-à-dire à la masculinité pour un garçon et à la féminité pour une fille. Ils seront donc perçus – et étiquetés – comme gais ou lesbiennes sous prétexte qu’ils en ont l’air. Ainsi, plusieurs étudiant.e.s peuvent être victimes de commentaires ou de conduites homophobes en raison de l’orientation homosexuelle qu’on leur attribue, à tort ou à raison, ou parce qu’ils ne se plient pas aux normes de genre dominantes (Richard et Chamberland, 2014).

Les jeunes trans vivent à la fois de l’homophobie et de la transphobie dans leur environnement scolaire. Ils sont souvent étiquetés comme gais ou lesbiennes à cause de leur expression de genre atypique, et ce, dans bien des cas, depuis qu’ils fréquentent l’école primaire ou secondaire. Ils sont également souvent confrontés au refus, de la part des autres, de reconnaître le genre auquel ils s’identifient : par exemple, on ne fera pas usage du prénom de leur choix et du pronom (*il* ou *elle*) correspondant. Des jeunes trans rapportent avoir

Il y avait des coins que j’essayais d’éviter le plus que je pouvais. À l’entrée du cégep, j’avais souvent à passer là. Toute la clique, ça riait, ça faisait des jokes : « Ah, les tapettes...! » Ils ne m’attaquaient jamais directement, mais ils le disaient tellement fort que c’était évident que c’était à moi que c’était adressé.

(Martin, 21 ans, gai)

4 Cette étude questionnait les étudiant.e.s sur leurs attirances et leurs comportements sexuels, de même que sur leur manière de s’identifier quant à leur orientation sexuelle. Ils n’étaient pas questionnés sur leur identité de genre. Un autre volet de la recherche a rejoint des jeunes trans.



vécu de l'exclusion et du rejet, du harcèlement et des agressions verbales (injures, menaces, railleries) ainsi que des agressions physiques (se faire enfermer dans un casier, se faire battre) (Chamberland, Baril et Duchesne, 2011).

Lorsque mesurée à partir d'une échelle d'homonégativité⁵, l'attitude des garçons envers les personnes gaies et lesbiennes est significativement plus négative que celle des filles. Le climat scolaire relativement à l'homophobie semble plus problématique dans les programmes à forte concentration masculine (plus de 70 % d'hommes). Outre les attitudes et les remarques négatives, une proportion plus grande d'étudiant.e.s inscrits dans ces programmes affirme avoir déjà commis un geste à caractère homophobe (Chamberland et coll., 2011).

Les activités sportives semblent particulièrement problématiques selon les témoignages de plusieurs jeunes, en particulier dans les sports pratiqués en équipe et dans le sport d'élite (Lajeunesse, 2008; Viel et Demers 2013). Les manifestations d'homophobie diffèrent en fonction du sexe des athlètes : les jeunes hommes craignent d'avouer leur orientation sexuelle de peur d'être considérés comme incompetents en sport, alors que les jeunes femmes se voient étiquetées comme « lesbiennes » lorsqu'elles pratiquent une activité compétitive ou impliquant une certaine rudesse. De leur côté, les jeunes transgenres se retrouvent marginalisés lorsque les activités et les infrastructures sportives sont organisées sur la base d'une division stricte selon le genre (masculin ou féminin).

Le climat relatif à l'homophobie et à la transphobie varie donc à l'intérieur d'un même établissement, notamment selon les programmes, les types d'activités et les jeunes concernés. Il importe de documenter les situations problématiques à l'échelle de chaque établissement afin de dégager des pistes d'intervention les plus appropriées.

Par ailleurs, à notre connaissance, il n'existe pas d'études sur l'homophobie et la transphobie dans les milieux universitaires au Québec.

Les impacts sur les jeunes LGBT

Les impacts des épisodes d'homophobie ou de transphobie sont nombreux et peuvent nuire autant à la réussite scolaire qu'à la santé mentale des jeunes qui en sont victimes. Sur le plan de la réussite scolaire, les impacts documentés sont l'absentéisme, l'insécurité ressentie dans l'environnement scolaire et les difficultés de concentration, un plus faible sentiment d'appartenance à l'école ainsi que des aspirations scolaires plus limitées. Autant de facteurs qui, à leur tour, annoncent un risque plus important de décrochage scolaire ou une moindre persévérance scolaire (Chamberland, Richard et Bernier, 2011; Kosciw et coll., 2014; Taylor, 2011). De tels effets se font d'autant plus sentir que la violence subie se produit fréquemment et sous diverses formes. À victimisation égale, ils sont plus prononcés chez les étudiant.e.s LGBTQ que chez leurs pairs hétérosexuels, entre autres parce qu'ils sont moins susceptibles de compter sur le soutien de leurs ami.e.s ou de membres de leur famille.

Les violences homophobes et transphobes sont également associées à l'apparition de problèmes importants de santé mentale, tels que des troubles de l'humeur (tristesse, repli sur soi, anxiété), de la détresse psychologique, de forts sentiments de honte et d'isolement, une faible estime de soi, des épisodes de dépression et un risque accru d'idéations et de tentatives de suicide (Cénat et coll., 2015; Dorais, 2014; Dorais et Chamberland, 2013).

5 Cette mesure des attitudes envers l'homosexualité fait moins appel à des arguments de nature morale ou religieuse que les mesures traditionnelles d'homophobie et prend en compte des aspects dits pragmatiques. Les énoncés renvoient à des enjeux contemporains, par exemple « Les gais et les lesbiennes devraient arrêter de s'imposer aux autres avec leur style de vie » ou « Les gais et les lesbiennes sont devenus beaucoup trop exigeants dans leurs revendications pour l'égalité des droits ».

Les jeunes LGBT qui fréquentent les cégeps apprécient leur environnement collégial, perçu comme un milieu moins hostile que l'école secondaire (Chamberland et coll., 2011). La diversité sexuelle et de genre y est plus visible, que ce soit à travers des symboles, la présence d'une association LGBT ou d'un groupe de soutien, la tenue d'activités sur ce thème ou encore à l'intérieur des apprentissages du cursus scolaire ou des commentaires impromptus d'un.e enseignant.e (Chouinard, 2010). Néanmoins, lorsqu'ils arrivent au niveau collégial, plusieurs jeunes sont déjà marqués psychologiquement par les expériences vécues ou observées pendant leur parcours au secondaire et il suffit de peu pour raviver des souvenirs pénibles et les replonger dans l'insécurité.

C'est peut-être le fait de nous avoir mis à blanc pendant 5 ans [au secondaire], on arrive au cégep pis on n'a vraiment pas le goût d'en parler. C'est vrai que le cégep est plus ouvert à en parler, mais on a tellement été traumatisés au secondaire.

(Étienne, 23 ans, gai)

Ça a vraiment été une étape très positive, le changement au cégep, je sentais que c'était clairement plus open. Je connaissais des gens qui étaient à l'aise de parler de leurs amis gais. C'est là que j'ai commencé à en parler aussi au cégep.

(Paul, 21 ans, gai)

Des jeunes interviewés ont rapporté « lire » leur environnement scolaire et accorder une grande importance au moindre signe démontrant une ouverture ou, au contraire, une intolérance à l'égard de la diversité sexuelle. Ainsi, les discours positifs sur la diversité sexuelle et de genre et la présence d'individus ouvertement LGBT qui sont respectés et bien intégrés constituent des indications positives. À cet égard, l'existence d'une politique générale contre la violence, le harcèlement ou la discrimination aura plus d'effet sur leur perception si elle inclut l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et surtout, si elle s'accompagne d'un travail éducatif qui la fait connaître (Chamberland et coll., 2011).

Les jeunes identifient trois types de facteurs qui facilitent leur résilience et les aident à poursuivre leur parcours scolaire (Petit et coll., 2011) :

1. des facteurs personnels, tels que l'acceptation de soi et le coming out;
2. des facteurs interpersonnels, tels que le soutien manifeste de la part d'étudiant.e.s ou de membres du personnel lors d'épisodes homophobes ou transphobes, ou à la suite d'un coming out;
3. des facteurs communautaires, tels que la présence d'un groupe de soutien qui offre un lieu sécuritaire et un espace de socialisation avec les pairs.

La création d'un environnement collégial ou universitaire accueillant et sécurisant nécessite donc la mise en place d'un ensemble de mesures qui visent non seulement la prévention de l'homophobie et de la transphobie, mais également la reconnaissance et la valorisation de la diversité sexuelle et de genre.

Les jeunes LGBT : un ensemble diversifié

Bien que regroupés sous un même acronyme, les jeunes LGBT forment un ensemble diversifié d'individus, dont les réalités, les problèmes et les besoins peuvent différer. Cette brève section vient le rappeler en attirant très sommairement l'attention sur certains sous-groupes. Son but premier est d'inviter les intervenant.e.s et les gestionnaires des affaires étudiantes des collèges et des services aux étudiant.e.s des universités à se soucier de la diversité des situations lors de la conception et de l'implantation de pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre.

Le cheminement identitaire des jeunes lesbiennes peut être complexifié à la fois par l'invisibilité sociale du lesbianisme, soit par le manque de modèles positifs dans l'entourage, et par les nombreuses pressions des proches les enjoignant à se conformer aux normes de la féminité hétérosexuelle (Lebreton, 2014). Conséquemment, leur coming out se fait parfois plus tardivement que chez leurs pairs gais. Bien qu'elles soient moins touchées par les violences physiques que ces derniers, elles sont davantage exposées à des violences sexuelles (harcèlement, agression) qui les ciblent à la fois comme femmes et comme lesbiennes (Chamberland et coll., 2013; Dorais, 2014).

Les jeunes qui s'affirment comme bisexuel.le.s se voient confrontés à de nombreux préjugés, venant à la fois des hétérosexuel.le.s et des homosexuel.le.s. Parmi ces préjugés qui tendent à invalider leur orientation sexuelle, on retrouve l'idée que la bisexualité serait une phase d'expérimentation et de confusion, une étape de transition avant de « se brancher » ou une incapacité d'assumer son homosexualité ou son lesbianisme. La bisexualité est souvent associée à l'hypersexualité, à une vie sexuelle marquée par la promiscuité du côté des hommes et assimilée à une grande disponibilité (hétéro)sexuelle du côté des femmes (Médico et Fortin, 2008; Fortin et coll., 2009).

Pour les jeunes trans, les activités et les lieux sexués (vestiaires, toilettes, cours d'éducation physique) sont source de plusieurs difficultés (Chamberland et coll., 2011). Par exemple, un.e jeune trans peut ressentir de l'angoisse ou vivre des expériences de rejet lorsqu'il/elle doit utiliser les lieux réservés à l'un ou l'autre sexe. En l'absence de mesures inclusives dans leur établissement, ils et elles doivent s'en remettre au personnel pour les accommoder dans l'utilisation de leur nouvelle identité, s'exposant là aussi à l'incompréhension et au rejet. La recherche d'arrangements ponctuels les oblige à raconter leur vie à plusieurs personnes et à compter sur leur bonne volonté. Les intervenant.e.s manquent souvent de compétences et de ressources pour leur offrir un soutien adéquat.

Les jeunes LGBT issus des minorités ethnoculturelles, nés au Québec, au Canada ou à l'étranger, peuvent vivre des tensions ou des conflits identitaires entre leurs divers groupes d'appartenance (Paillé, 2011). Ils peuvent rencontrer de l'incompréhension au sein de leur milieu d'origine (famille, ami.e.s), mais il faut éviter toute généralisation hâtive à cet égard. Ils peuvent également ressentir de l'inconfort ou de l'isolement dans les organismes LGBT au sein desquels la diversité culturelle n'est pas présente ou n'est pas reconnue. La découverte de ressources LGBT regroupant des personnes de minorités culturelles est perçue comme une expérience positive dans leur cheminement identitaire.

Quand j'ai fait mon coming out, j'ai remarqué que les Noirs me traitaient comme un traître, comme si je voulais devenir un Blanc. [Au groupe de soutien LGBT] la plupart du monde était caucasien. Je me sentais seul dû au fait que ce n'était pas du monde qui a la même culture que moi. On n'avait pas beaucoup d'affinités à part le fait qu'on est homosexuels. J'aurais aimé ça qu'il y ait plus de Noirs ou plus de LGBT d'autres origines ethniques pour qu'on puisse se retrouver et parler un peu plus de choses qui nous concernent.

(Hendrick, 19 ans, gai)



Enfin, n'oublions pas que des étudiant.e.s LGBT des niveaux collégial et universitaire peuvent souhaiter devenir parents ou exercent déjà un rôle parental. Bien que le Québec reconnaisse légalement l'homoparentalité depuis 2002, les institutions n'ont pas toujours adapté leurs formulaires et leurs services afin de reconnaître concrètement la diversité des configurations familiales. De plus, si la conciliation études-travail représente un défi pour ces étudiant.e.s, tout comme pour les autres parents, ils peuvent aussi avoir besoin d'une aide ou de ressources spécifiques.

La diversité sexuelle et de genre est un phénomène sans cesse mouvant. En fait foi l'apparition constante de nouveaux termes (ex. *queer*, pansexuel.le, bigenre, *gender queer*) reflétant autant de nuances identitaires ou de positionnements à l'égard des modèles disponibles dans notre culture. En 2015, la mouvance est telle qu'il est difficile de savoir quels termes survivront aux multiples efforts de précision de la part de la communauté LGBT, l'acronyme LGBT étant lui-même parfois remis en question. Pour l'heure, l'essentiel est d'être au courant de cet état de fait et de demander à ses interlocuteurs à quel vocabulaire ils ou elles adhèrent.



La diversité sexuelle et de genre : un guide pratique

Quelques définitions

Le vocabulaire de la diversité sexuelle et de genre évolue rapidement. De nouveaux termes apparaissent constamment, dont les sens ne sont pas encore stabilisés. Nous proposons ici une courte liste de quelques définitions jugées essentielles. Pour se familiariser avec le vocabulaire et adopter des termes inclusifs et respectueux de la diversité sexuelle et de genre, on pourra se référer à deux sources :

1. *Lexique LGBT sur la diversité sexuelle et de genre en milieu de travail* réalisé par la Chambre de commerce LGBT du Québec (CCLGBTQ)⁶; <http://cclgbtq.ca/lexique-lgbt-sur-la-diversite-sexuelle-et-de-genre-en-milieu-de-travail/>
2. *Soins et services de santé mentale à l'intention des lesbiennes, des gais, des bisexuel.le.s, des transgenres et des queers*, section Glossaire, Énoncé de principes, Association des psychiatres du Canada. <http://publications.cpa-apc.org/media.php?mid=1783> version anglaise <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4244881/pdf/cjp-2014-vol59-november-positionpaper-en-1-8.pdf>

Bisexualité, bisexuel.le

Le terme « bisexuel.le » qualifie une personne attirée par des hommes et des femmes, et qui peut établir des relations émotionnelles, affectives ou sexuelles avec les uns comme avec les autres, quoique pas forcément dans la même mesure ni en parallèle (Veltman et Chaimowitz, 2014).

Biphobie

Toutes les attitudes négatives pouvant mener au rejet et à la discrimination, directs et indirects, envers les personnes bisexuelles. Ce terme appelle à nommer et à dénoncer les préjugés et les formes de discrimination touchant spécifiquement les personnes bisexuelles, tels que l'idée que la bisexualité est une phase passagère ou est synonyme d'instabilité.

Cissexisme

Présomption de conformité aux normes sexospécifiques de la société, plus précisément à la vision du monde binaire structurée par deux genres seulement, correspondant à deux seuls sexes (féminin et masculin). Ce système de pensée jugé normal et naturel commande l'identité de genre et, par le fait même, exclut les personnes intersexuées, transgenres, transsexuelles ou de genre queer (Veltman et Chaimowitz, 2014).

Hétérosexisme

Affirmation de l'hétérosexualité comme norme sociale ou comme étant supérieure aux autres orientations sexuelles; pratiques sociales qui occultent la diversité des orientations et des identités sexuelles dans les représentations courantes, dans les relations et les institutions sociales, entre autres en prenant pour acquis que tout le monde est hétérosexuel (Gouvernement du Québec, 2011).

⁶ Ce lexique a été réalisé grâce à l'appui de l'Office québécois de la langue française (OQLF). Un grand nombre de termes relatifs à la diversité sexuelle et de genre sont intégrés dans le *Grand dictionnaire terminologique de l'OQLF*. <http://www.gdt.oqlf.gouv.qc.ca>



Homophobie

Toutes les attitudes négatives pouvant mener au rejet et à la discrimination, directs et indirects, envers les gais, les lesbiennes, les personnes bisexuelles, transsexuelles et transgenres, ou à l'égard de toute personne dont l'apparence ou le comportement ne se conforme pas aux stéréotypes de la masculinité ou de la féminité (Gouvernement du Québec, 2011).

Créé à l'origine pour désigner l'aversion ou la haine envers les hommes homosexuels, ce concept s'est ensuite décliné de façon à prendre en compte explicitement les préjugés ainsi que les formes spécifiques d'hostilité et de rejet envers certains groupes. Ainsi, on parlera de lesbophobie, de biphobie, de transphobie, de sérophobie ou encore de LGBT-phobies.

Homosexualité, homosexuel.le

Le terme « homosexuel.le » qualifie quelqu'un qui a de l'attirance émotionnelle, affective ou sexuelle envers une personne du même sexe ou genre. Étant donné que ce terme renvoie au modèle médical de l'homosexualité, la plupart des personnes homosexuelles se disent gais, lesbiennes ou queers (Veltman et Chaimowitz, 2014).

Identité de genre

Expérience subjective du genre d'une personne, qui peut correspondre ou non à son sexe biologique ou assigné à la naissance. Ainsi une personne peut s'identifier comme homme, femme ou encore se situer quelque part entre ces deux pôles, et ce, indépendamment de son sexe biologique.

Lesbianisme, lesbienne

Le terme « lesbienne » se dit de la fille ou de la femme qui, selon son orientation sexuelle, a de l'attirance et de l'affection envers une fille ou une femme ou qui se qualifie de lesbienne (Veltman et Chaimowitz, 2014).

Lesbophobie

Toutes les attitudes négatives pouvant mener au rejet et à la discrimination, directs et indirects, envers les lesbiennes. Ce terme appelle à nommer et dénoncer les préjugés et les formes de discrimination touchant spécifiquement les lesbiennes, telles que l'occultation du lesbianisme ou sa distorsion dans les représentations hétéropornographiques. Il souligne aussi que les lesbiennes peuvent également être victimes de préjugés et de discrimination à caractère sexiste.

LGBT

Acronyme désignant les personnes Lesbien(ne)s, Gaies, Bisexuel(le)s, Transsexuel(le)s/Transgenre(s)/Trans. Cet acronyme peut prendre des formes diverses selon les identités que l'on souhaite inclure. Peuvent s'y ajouter les lettres suivantes : Q pour *Queer* ou pour désigner des personnes en questionnement sur leur orientation sexuelle ou sur leur identité de genre; B pour bispirituel.le.s ou 2S pour *two-spirit*; I pour intersexes; T pour travesti.e.s; A pour allié.e.s, ami.e.s ou pour asexuel.le.s. Un signe + ou un astérisque (*) placé à la fin de l'acronyme indique l'inclusion potentielle d'autres identités qui ne seraient pas déjà figurées par une lettre.



Minorités sexuelles, minorités sexuelles et de genre

Expression qui réfère aux personnes et aux groupes minorisés en raison de corps ou d'apparences corporelles, de conduites sexuelles, d'orientations sexuelles, d'identités de genre ou de filiations non conformes aux normes culturelles sur la sexualité et le genre, et donc exposés à la stigmatisation et à la discrimination (Chamberland et Saewyc, 2011).

Queer

Le terme « queer » désigne les personnes s'identifiant comme telles ou rapportant des attirances en opposition aux normes dominantes en matière d'orientation sexuelle/d'identité de genre (Laprade, 2014). En anglais, ce terme est également utilisé comme un terme d'affirmation de soi générique, unificateur et sociopolitique englobant une vaste gamme d'expressions de genre, y compris les gais, les lesbiennes, les bisexuel.le.s, les transgenres, les intersexué.e.s, les personnes au genre variant ou toute autre orientation sexuelle ou identité de genre non conforme (Veltman et Chaimowitz, 2014).

(en) Questionnement

Se dit des personnes incertaines de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, ou qui se présentent comme étant en questionnement (Veltman et Chaimowitz, 2014).

Sérophobie

Toutes les attitudes négatives pouvant mener au rejet et à la discrimination, directs et indirects, envers les personnes vivant avec le VIH. Ce terme appelle à nommer et à dénoncer les préjugés et les formes de discrimination touchant spécifiquement ces personnes, tels que l'idée que les personnes séropositives « ont couru après » ou que le fait d'avoir attrapé le sida est « de leur faute ».

Sexisme

Expression qui désigne une attitude ou des comportements discriminatoires basés sur le sexe de la personne, le plus souvent au détriment des femmes.

Transsexualité, transsexuel.le

Le terme « transsexuel.le » qualifie la personne dont l'identité de genre ne correspond pas à son anatomie. La personne transsexuelle, tiraillée entre le corps qui est le sien et l'identité de genre qu'elle ressent, souhaite modifier son corps par un traitement hormonal ou chirurgical afin qu'il corresponde à son identité de genre (Veltman et Chaimowitz, 2014).

Transgenre, trans

Le terme « transgenre » désigne la personne dont l'identité ou l'expression de genre se situe en dehors des règles des genres masculin et féminin conventionnels (Veltman et Chaimowitz, 2014). Les termes « transgenre » et « trans » peuvent aussi avoir un sens générique et englober les personnes travesties, transsexuelles, bispirituelles, intersexuées et les personnes au genre variant.

Transphobie

Toutes les attitudes négatives pouvant mener au rejet et à la discrimination, directs et indirects, envers des personnes transsexuelles, transgenres et travesties, ou à l'égard de toute personne qui transgresse le genre, le sexe ou les normes et représentations relatives au genre et au sexe (Gouvernement du Québec, 2011).

Note méthodologique

Deux démarches ont été effectuées afin de recueillir des exemples de pratiques inclusives de la diversité sexuelle et de genre applicables dans les institutions collégiales et universitaires du Québec :

1. Une recherche documentaire : cette recherche s’est avérée utile pour identifier des pratiques qui sont proposées à la suite d’études sur les difficultés rencontrées par les étudiant.e.s LGBT, ou qui ont été mises en œuvre dans des institutions principalement situées au Canada anglais et aux États-Unis. Deux constats sont toutefois ressortis :
 - a) en général, les pratiques suggérées n’ont fait l’objet d’aucune étude d’implantation ou d’évaluation;
 - b) certaines pratiques sont inapplicables ou peuvent nécessiter des modifications pour s’adapter au contexte québécois, dans lequel l’organisation des niveaux d’enseignement, notamment le caractère unique du niveau collégial, et la culture des établissements diffèrent du reste de l’Amérique du Nord.
2. Une série d’entrevues : dans le but de découvrir des exemples de pratiques mises en œuvre au Québec, des professionnel.le.s de neuf collèges et de deux universités ont été rencontrés pour de courtes entrevues⁷. Ces établissements ont été sélectionnés à partir d’informations concernant les initiatives prises pour favoriser l’ouverture à la diversité sexuelle et de genre, et pour rendre les services à la vie étudiante plus inclusifs. Les entretiens ont permis de valider et de compléter ces informations, et d’enrichir ainsi l’éventail des propositions et des pistes d’action dont les retombées s’avèrent positives selon les personnes interviewées.

Il importe de préciser les limites du présent guide. Tout d’abord, il ne constitue pas une recension des pratiques d’ouverture à la diversité sexuelle et de genre à travers tous les établissements d’enseignement supérieur au Québec. Il ne prétend donc aucunement à l’exhaustivité, d’autant que la sensibilisation grandissante à l’homophobie et à la transphobie depuis quelques années entraîne une multiplication des initiatives les plus diverses. En second lieu, ce guide propose des pratiques jugées souhaitables ou recommandables selon la littérature et les professionnel.le.s rencontrés. En l’absence d’études évaluatives, il est impossible de les qualifier de « bonnes pratiques » au sens strict du terme. Il revient aux établissements d’établir un diagnostic de leur propre situation (problèmes, besoins, moyens disponibles, etc.) et de puiser à même ce répertoire les voies d’action qui leur semblent les plus appropriées, les idées les plus stimulantes.

Nous espérons que ce guide puisse vous inspirer ou vous aiguiller vers des actions concrètes et aidantes dans le but d’assurer le bien-être des étudiant.e.s LGBT et de favoriser le cheminement de tous et chacun dans les milieux collégiaux et universitaires.

7 Voir la liste des personnes rencontrées dans la section « Remerciements ».



Comment agir? Quelques clés pour un changement institutionnel

Les informations recueillies tout au long de la recherche documentaire sur les pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre sont, au final, relativement semblables à celles recueillies lors des entrevues. Dans un souci de parcimonie et afin d'éviter toute redondance inutile, nous ne ressortons ici que les points saillants et généraux de cette recherche de manière à présenter une vision globale des actions à mettre en place dans les milieux scolaires, en ce qui concerne la situation que vivent les personnes LGBT.

Un aspect primordial est l'importance non seulement de mettre en place des actions pratiques, mais surtout que cet exercice soit fait de façon concertée. En effet, une action, aussi bonne soit-elle, si elle est appliquée par une seule personne, n'aura que très peu d'impact au final, à moins que les autres agents concernés n'aillent tous dans le même sens. Pour assurer cette concertation, il est nécessaire que la direction, les membres du personnel et l'ensemble des étudiant.e.s soient tous informés des politiques et des règlements relatifs à la diversité sexuelle et de genre. C'est pourquoi il est essentiel de rendre les politiques institutionnelles facilement accessibles, parfaitement compréhensibles, et surtout les plus inclusives possibles en faisant référence aux personnes LGBT de manière explicite.

Par la suite, c'est en s'appuyant sur les lignes directrices et les politiques institutionnelles en place, et sachant que la direction les soutient, que le personnel ainsi que les étudiant.e.s pourront développer des actions à plus petite échelle au sein de l'établissement. Si l'on veut réellement voir survenir des changements, il est conseillé de définir des cibles précises, tangibles et réalistes, et d'en attribuer la responsabilité à des personnes spécifiques afin que le travail se fasse de façon très concrète.

Il est aussi important de s'attarder à ce que les individus ressentent et aux besoins qu'ils expriment. C'est pourquoi sonder directement la population étudiante LGBT est un excellent moyen de se faire une idée de sa réalité quotidienne et des solutions auxquelles elle-même aurait pu penser. S'informer directement auprès du personnel, en ce qui a trait à leur besoin de formation en la matière, est également le meilleur moyen de se rendre compte des lacunes existantes chez les divers intervenant.e.s du milieu et d'y pallier de façon efficace.

Évidemment, il faut garder à l'esprit que les comportements homophobes et transphobes ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Cependant, c'est en travaillant tous ensemble que nous pourrons rendre ces actions de moins en moins présentes au sein des établissements d'études supérieures. Il va sans dire que la sensibilisation et la formation en matière de diversité sexuelle et de genre demeurent les meilleurs moyens sur lesquels il faut miser si l'on veut réellement contribuer à diminuer la violence et à déconstruire les préjugés à l'égard des personnes LGBT. Faire connaître les initiatives pro-LGBT, tout autant que les politiques de non-discrimination, diffuser les ressources disponibles à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement, rendre accessibles les connaissances concernant cette diversité sont de bons moyens de s'assurer que cette communauté soit représentée et visible au sein des établissements d'études supérieures, et par le fait même, de veiller au bien-être de tous.

***« L'éducation est une arme puissante pour faire évoluer les mentalités
et transcender les différences. »***

Nelson Mandela



Des pratiques inclusives

Les pratiques recueillies lors des deux démarches – recherche documentaire et entrevues – ont été regroupées et organisées en catégories afin de faciliter la lecture et la consultation de ce guide. Les grands titres correspondent aux principaux axes et types d'intervention recommandés dans la littérature : attitudes générales; politiques institutionnelles; résidences et accès aux infrastructures; vie étudiante et associative; prévention et formation.

Les suggestions émises par les personnes interviewées sont présentées en reprenant le plus possible leur formulation initiale. Ce choix peut engendrer l'impression d'une certaine redondance, mais notre objectif premier était de confectionner une liste étoffée d'actions concrètes et praticables, puisque déjà réalisées dans un établissement ou un autre.

Attitudes générales

Comportements et attitudes à adopter

- Agir avec respect, dans un esprit d'accueil, de solidarité et d'inclusion.
- Reconnaître et confronter la violence et la discrimination à caractère homophobe, lesbophobe, biphobe et transphobe.
- Faire preuve d'une attitude proactive, par exemple en manifestant votre ouverture à l'égard de la diversité sexuelle et de genre, ou en faisant preuve de vigilance par rapport aux situations possiblement discriminatoires.
- Assurer la confidentialité des informations reçues.
- Utiliser les prénoms et pronoms choisis par les personnes trans sans que celles-ci aient à se dévoiler.
- Ne pas présumer de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de la configuration familiale et des relations amoureuses ou sexuelles d'autrui. Concrètement, cela peut se traduire notamment par l'utilisation de questions ouvertes, l'usage d'un vocabulaire inclusif et l'absence de stéréotypes hétérosexistes.

Visibilité

- Diffuser les initiatives contre l'homophobie ou contre les LGBT-phobies qui sont prises au sein de l'établissement.
- Poser des affiches dans l'institution, distribuer des tracts et des épinglettes. Informer sur l'existence d'espaces sécuritaires ou d'associations étudiantes de la diversité sexuelle et de genre.
- Placer des affiches d'organismes LGBT dans l'établissement.
- Placer des affiches de sensibilisation aux transidentités dans l'institution.
- Produire un bulletin mensuel sur les événements et les besoins LGBT.

Affiche maison réalisée par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue représentant des étudiant.e.s et des membres du personnel de l'école et où il est écrit « Serions-nous toujours amis si j'étais lesbienne ? (gai, trans, etc.). (L'impact est beaucoup plus visible et direct étant donné que les étudiants reconnaissent les personnes et peuvent donc davantage s'identifier à celles-ci.)



- Que le matériel institutionnel reconnaisse et rende visible l'existence des personnes LGBT, autant sur le plan visuel que sur celui de la langue

Reconnaissance de la diversité et activités de sensibilisation

- Inclure explicitement les personnes LGBT dans les célébrations et les événements qui ont lieu dans l'établissement ou sur le campus (dances et fêtes, par exemple).
- Faire connaître les vies et les accomplissements des personnes LGBT, souligner leurs réussites, par exemple à l'aide d'expositions photos ou en diffusant des films.
- Organiser des événements sur la diversité sexuelle et de genre.
- Faire la promotion des droits de la personne et des droits sexuels fondamentaux ainsi que du droit des minorités sexuelles à être traitées dans l'égalité avec dignité et respect.
- Organiser une semaine thématique.
- Reconnaître que la vie des personnes LGBT peut être affectée par d'autres formes de discrimination, notamment le sexisme, le racisme et le capacitisme (discrimination envers les personnes ayant un handicap).

Politiques institutionnelles

Politique de non-discrimination à l'échelle institutionnelle

- Cette politique peut prendre diverses formes, telles que :
 - a. une politique de lutte contre l'homophobie ou les LGBT-phobies spécifiquement;
 - b. un code de conduite qui inclut une section sur l'homophobie;
 - c. une politique contre le harcèlement ou la violence qui inclut une section sur l'homophobie;
 - d. une déclaration contre l'homophobie signée par la direction de l'établissement;
 - e. l'adoption d'une résolution affirmant que l'établissement favorise l'inclusion des personnes de minorités sexuelles et de genre.
- Inclure nommément l'identité et l'expression de genre ainsi que l'orientation sexuelle dans les politiques institutionnelles.

- Favoriser la visibilité des différents groupes faisant partie des minorités sexuelles et de genre afin de souligner le caractère inclusif des politiques.
- Rendre l'ensemble des politiques de l'établissement inclusives et cohérentes entre elles.
- Mettre à contribution tous les acteurs de l'établissement dans la conception de la politique de non-discrimination ou d'inclusion des minorités sexuelles et de genre.
- Faire connaître les politiques de l'établissement à toutes les personnes concernées et ce, de différentes façons, par exemple :
 - a. sur Internet via le site de l'établissement;
 - b. dans l'agenda remis en début d'année;
 - c. dans les informations fournies par les différents services aux étudiant.e.s;
 - d. dans un courriel envoyé en début d'année ou en rappel à certains moments de l'année.

« Les politiques claires amènent du poids aux arguments. Elles peuvent être utilisées par tous, notamment par les étudiants, afin de ramener leurs collègues à l'ordre (sur Facebook, sur les forums ou simplement au sein de l'école). »

— Katia Chandonnet-Morin, cégep de Lévis-Lauzon

Incidents de nature hostile ou discriminatoire envers les personnes de minorités sexuelles et de genre

- Mettre en place une procédure permettant de rapporter les incidents de nature hostile ou discriminatoire envers une ou des personnes de minorités sexuelles et de genre.
- S'assurer que cette procédure soit connue, simple et facile à entreprendre.
- Garantir la confidentialité pour les personnes qui y recourent.
- Traiter les incidents rapportés avec sérieux et inclure les personnes qui rapportent un incident dans la recherche et la mise en place de solutions.
- Ne pas imposer un recours à la conciliation qui exige de la victime un face à face avec l'agresseur.e si la victime ne le désire pas, car ce processus peut freiner le désir des victimes d'agir sur la situation.
- Assurer un suivi auprès de la victime et de la personne qui a commis les actes de nature hostile ou discriminatoire.

Aide et soutien institutionnels aux personnes LGBT

- Mettre en place une coordination des affaires LGBT dans l'institution.
- Donner des mandats spécifiques pour soutenir les personnes LGBT. Désigner des personnes précises pour exécuter ces mandats. Ces personnes peuvent être, notamment :
 - a. un.e conseiller.ère en éducation, spécialisé sur la question ou ayant reçu une formation en orientation sexuelle et identité de genre;
 - b. un.e intervenant.e des services à la vie étudiante : infirmier.ère, psychologue, travailleur.e de milieu, intervenant.e psychosocial, technicien.ne en loisir, etc.;
 - c. un comité contre le harcèlement psychologique et sexuel;
 - d. le service des ressources humaines en général.

- Harmoniser les interventions entre les différentes unités administratives.
- Faire connaître les ressources existantes, dans l'institution et en dehors de celle-ci.
- Rendre disponibles les références d'organismes pouvant venir en aide aux personnes vivant des situations difficiles en lien avec leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.
- Travailler de concert avec les organismes locaux qui soutiennent ou défendent les droits des personnes LGBT.
- Rendre le tout facilement accessible en format papier (ex. dépliants disponibles aux services aux étudiant.e.s, agenda scolaire) et numérique (ex. site internet de l'établissement, page Facebook, courriel à l'ensemble des étudiant.e.s et du personnel).
- Favoriser l'accès à des conseiller.ère.s compétent.e.s, attentif.ve.s, sensibles et disponibles.

Mesures d'aide spécifiques aux personnes trans

- Mettre en place une politique ou une procédure simple permettant aux étudiant.e.s trans d'utiliser, sur demande, leur prénom et pronom choisis dans les documents internes de l'institution, pour que cela se reflète notamment dans la correspondance, sur la carte étudiante, etc.
- Si les documents d'identité à l'état civil n'ont pas été modifiés (changement du prénom et de la mention de sexe), les documents officiels ne pourront être changés; cependant, il est relativement facile de créer un dossier connexe au dossier officiel afin de modifier le nom sur les listes d'étudiant.e.s, sur les travaux, etc., dans le but de faciliter le cheminement de la personne au sein de l'établissement.
- S'assurer que l'information concernant le changement de nom soit acheminée à l'ensemble des personnes et services concernés (registrariat, bureau d'orientation ou aide pédagogique individuelle, enseignant.e.s, etc.) pour assurer l'harmonisation des dossiers de l'établissement.
- À moyen terme, développer un guide pour orienter les étudiant.e.s trans dans l'établissement. Le guide devrait notamment inclure les informations relatives aux :
 - a. accès aux salles de bains, aux vestiaires et au logement;
 - b. photos de cartes étudiantes;
 - c. demandes de relevés de notes après un changement de nom;
 - d. questions de harcèlement;
 - e. etc.

Le Cégep de St-Jean-sur-Richelieu a mis en place un système de dossier connexe pour les personnes trans. Ce dossier, qui inclut le prénom et le pronom choisis par la personne, est utilisé tout au long de son cheminement scolaire et permet d'harmoniser les informations la concernant auprès des profs, de la direction, etc. Son dossier officiel n'est utilisé que pour envoyer les informations au ministère.

8 Voir la section Résidences et accès aux infrastructures, p. 25.



Bibliothèques et accès à la documentation

- Travailler de pair avec les bibliothèques et les services d'accès à la documentation.
- À la bibliothèque et ailleurs, mettre à la disposition des étudiant.e.s et du personnel des livres qui traitent d'homosexualité, de lesbianisme, de bisexualité, de transsexualité, de la diversité des familles, etc.
- S'assurer que les œuvres de fiction (livres, films, etc.) reflètent la diversité sexuelle et de genre.
- S'assurer que les documents portant sur des thèmes LGBT soient repérables via les moteurs de recherche du catalogue de la bibliothèque.
- Monter un présentoir sur la diversité sexuelle et de genre lors de la *Journée contre l'homophobie et la transphobie*.

Formulaires

- Modifier les formulaires et tous les autres documents pertinents délivrés par l'établissement afin de les rendre plus inclusifs.
 - a. Lorsque le formulaire comprend une identification du genre, offrir un choix de réponse inclusif. Ne pas exiger que les réponses soient mutuellement exclusives.
Par exemple, cocher tout ce qui s'applique : masculin, féminin, transgenre, autre (précisez).
 - b. Lorsque le formulaire fait référence aux parents, remplacer *Père* et *Mère* par *Parent 1* et *Parent 2*.

Résidences et accès aux infrastructures

De manière générale

- S'assurer que les lieux soient sécuritaires, accessibles et disponibles.
- Lorsque des espaces ou des activités sont sexués, permettre aux jeunes trans de choisir selon le genre de leur choix.

Salles de bains et vestiaires

- Permettre aux étudiant.e.s trans d'utiliser les salles de bains correspondant au genre auquel ils et elles s'identifient.
- Aménager des salles de bains neutres du point de vue du genre ou mixtes, de façon à assurer une disponibilité à travers l'établissement ou le campus. Identifier ces espaces par un signe explicite. Prévoir de tels aménagements dans les nouveaux bâtiments.
- Aménager des espaces-vestiaires ainsi que des douches individuelles (privées) dans les centres sportifs.

Assignment des résidences et des colocataires

- Permettre aux résident.e.s trans d'être logés en fonction de leur genre choisi.
- Mettre en place des résidences mixtes où les étudiant.e.s qui le souhaitent se voient jumelés sans égard à leur genre.

- Aider les étudiant.e.s LGBT à se trouver des colocataires qui les respectent et les soutiennent.
- Aider les étudiant.e.s LGBT à changer de colocataires, s'ils ou elles se trouvent dans des situations hostiles.

Climat

- Que le personnel des résidences et des centres sportifs fasse montre d'une attitude accueillante, positive et aidante à l'égard des personnes LGBT.
- Que le personnel confronte les comportements homophobes et aide les étudiant.e.s LGBT à se rencontrer.
- Que le personnel des résidences suive une formation abordant notamment l'orientation sexuelle, l'identité de genre ainsi que les questions relatives au consentement de relations sexuelles, au harcèlement et aux agressions sexuelles.
- Afficher des signes de soutien aux personnes LGBT dans les résidences et les centres sportifs : symboles de réseaux de soutien LGBT, informations, événements LGBT, etc.
- Souligner l'importance de bâtir une communauté accueillante; impliquer les étudiant.e.s LGBT dans les activités des résidences et des centres sportifs.
- Établir les attentes en termes de comportements lors des rencontres d'accueil des nouveaux et nouvelles résident.e.s. Offrir une introduction aux enjeux LGBT lors de ces rencontres.
- Envisager la possibilité d'avoir des résidences ouvertes à la diversité sexuelle et de genre (*queer-friendly*) où les personnes utilisant les résidences ont été sensibilisées à cette diversité.

Vie étudiante et associative

Les associations LGBT ou en appui aux personnes LGBT

- Soutenir la mise en place de groupes étudiants LGBT, de groupes de défense des droits et de soutien aux personnes LGBT. Ces groupes peuvent notamment :
 - a. organiser des activités sociales pour les étudiant.e.s LGBT;
 - b. encourager le soutien par les pairs et la discussion entre ceux/celles-ci;
 - c. briser la solitude vécue par certains étudiant.e.s LGBT;
 - d. prendre en charge l'inclusion des jeunes LGBT nouvellement arrivés dans l'établissement;
 - e. mettre en place un système de mentorat entre les étudiant.e.s LGBT de différents cycles;
 - f. offrir du soutien et de l'information par rapport à des questions qui concernent les jeunes LGBT, comme le coming out;
 - g. lancer des campagnes de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Collaborer aux activités de la Journée contre l'homophobie et la transphobie;
 - h. offrir des ateliers de formation au sein de l'établissement. Faire de la sensibilisation sur les problématiques qui touchent les minorités sexuelles;
 - i. discuter de lutte contre l'homophobie avec les personnes chargées de ce dossier. Conseiller l'institution sur les besoins des minorités sexuelles et de genre;
 - j. favoriser la circulation de l'information concernant les enjeux LGBT dans l'institution.



Le Cégep de Lévis-Lauzon a mis sur pied un comité institutionnel sur les diversités sexuelles composé de professionnel.le.s, d'employé.e.s de soutien, de professeur.e.s, de la direction et d'étudiant.e.s. Tous sont libérés une fois par mois afin d'y siéger. Et ce, en plus du groupe étudiant portant sur les diversités sexuelles.

- Soutenir la pérennité de tels groupes. Les facteurs suivants favorisent la pérennité :
 - a. avoir un accès facile et rapide à un local;
 - b. avoir une ligne téléphonique directe;
 - c. recevoir un soutien financier de l'institution ou de l'association étudiante;
 - d. recevoir le soutien d'un membre du personnel;
 - e. inclure un membre permanent afin d'assurer la transition d'année en année;
 - f. faire appel au leadership étudiant;
 - g. recevoir du soutien d'organismes extérieurs;
 - h. avoir la possibilité d'embaucher un employé rémunéré;
 - i. que l'institution ait conscience de l'importance de la pérennité du groupe.

Activités parascolaires et sportives

- S'assurer qu'il n'y ait pas d'obstacle à la participation des personnes LGBT aux activités physiques et sportives de même qu'aux autres activités parascolaires.
- Permettre aux personnes trans de joindre l'équipe sportive selon leur genre d'identification, sans avoir à dévoiler leur transidentité si elles ne le souhaitent pas.
- Pour les personnes trans, leur donner accès au vestiaire de leur choix ou à un vestiaire individuel.

Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie

La *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* se tient annuellement le 17 mai. Cette date convient peu pour les établissements collégiaux et universitaires. C'est pourquoi plusieurs collèges au Québec ont pris l'initiative de déplacer cette journée le 17 avril afin que les étudiant.e.s soient disponibles pour les activités mises au programme. Dans les universités, les activités se tiennent le plus souvent en mars ou en avril. De plus, certains établissements offrent non seulement une journée, mais bien une semaine complète d'activités, ce qui offre une plus grande flexibilité pour la participation des étudiant.e.s, quel que soit leur horaire.

Voici des idées d'activités à faire durant cette journée ou semaine spéciale, ou à tout autre moment :

- Projeter des films de fiction et des documentaires sur les enjeux LGBT, suivis d'une discussion;
- Offrir des pièces de théâtre portant sur des enjeux LGBT;
- Faire un atelier sur un thème choisi;
- Vendre des chandails (ou distribuer des cartes) représentant toutes les dyades possibles de relations de couple ou de relations amicales (un homme et une femme, deux hommes, deux femmes, etc. ; inclure des personnes trans et cis dans les exemples)
- Faire une levée du drapeau gai. Le drapeau peut être signé par des étudiant.e.s et membres du personnel, ce qui personnalise l'action;
- Offrir des épinglettes ou des bracelets arc-en-ciel (achetés ou fabriqués);
- Présenter une conférence sur le sujet. Rendre la présence obligatoire en lien avec une activité d'enseignement peut être un bon moyen pour s'assurer qu'il y ait un minimum de personnes présentes;
- Monter une table d'information, par exemple sur l'homoparentalité;
- Faire des activités de sensibilisation avec les étudiant.e.s internationaux nouvellement arrivés au Québec;
- Monter un présentoir à la bibliothèque;
- Présenter une exposition thématique sur la diversité sexuelle et de genre;
- Saisir l'occasion pour réaliser un sondage maison anonyme auprès des étudiant.e.s et du personnel sur les comportements ou les attitudes homophobes;
- Organiser des activités ludiques, par exemple une assermentation dans l'espace public de l'école; l'animateur, déguisé en juge, fait promettre aux gens qu'ils ne tiendront pas de propos ou d'actions homophobes;
- Fabriquer des affiches maison présentant des personnes qui fréquentent réellement l'institution avec la mention suivante inscrite au haut des affiches « Serions-nous toujours amis si j'étais transgenre (ou lesbienne, gai, bisexuelle, etc.)? » Le fait que ce soit des personnes réellement présentes dans l'école augmente l'impact de l'intervention.

Faire une levée du drapeau gai – Le drapeau a été préalablement signé par des étudiant.e.s et des membres du personnel de l'établissement (Cégep de Lévis-Lauzon)



Prévention et formation

Prévention

- Sonder la population étudiante ou effectuer des enquêtes internes auprès des étudiant.e.s et du personnel, afin de connaître les besoins et les barrières à l'intégration des étudiant.e.s LGBT et de mettre en place des interventions adéquates.
- Élaborer un plan stratégique comportant des actions et des cibles précises, dans l'objectif d'améliorer le climat dans les différents lieux et services de l'établissement (espaces publics, sports, services aux étudiant.e.s, etc.).

- Créer des espaces sécuritaires (*safe spaces*) et soutenir la formation de groupes (ex. une association étudiante sur la diversité sexuelle) où les étudiant.e.s LGBT peuvent se sentir en sécurité. De telles associations peuvent regrouper exclusivement des étudiant.e.s LGBT ou inclure également des personnes alliées.
- Développer un programme d'allié.e.s. Offrir une formation d'allié.e, laquelle devrait inclure entre autres les thèmes suivants : stéréotypes; politiques de l'établissement; législations provinciales et fédérales, et autres considérations légales pertinentes; suggestions de stratégies pour répondre aux incidents hostiles ou discriminatoires, des trucs sur la manière de guider les étudiant.e.s vers les ressources appropriées.
 - a. Donner ces formations annuellement si possible;
 - b. Après la formation, remettre un symbole d'allié.e afin que les personnes formées et alliées puissent s'afficher comme telles.

Formation

- S'informer sur les besoins de formation du personnel.

Des besoins de formation souvent rapportés :

- a. les personnes trans;
 - b. les LGBT-phobies dans les sports;
 - c. l'intervention concrète dans une situation d'homophobie, de lesbophobie, de biphobie ou de transphobie;
 - d. les interventions hétérosexistes encore très présentes dans les milieux éducatifs;
 - e. la formation du personnel des cliniques ou des services médicaux en matière d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre.
- Offrir une diversité de formules de formation : ateliers, cours, conférences, témoignages sur la diversité sexuelle et de genre. Les formations, notamment sur les transidentités, peuvent être données par des organismes communautaires.
 - S'assurer que le personnel le plus directement impliqué auprès des étudiant.e.s LGBT ait accès à des formations sur le sujet. Dans la mesure du possible, rejoindre l'ensemble du personnel de l'établissement (services aux étudiant.e.s, bibliothèques, résidences, etc.).
 - Offrir des cartons et des épinglettes aux participants.e.s afin de leur permettre d'afficher leur ouverture et d'identifier les espaces qu'ils et qu'elles occupent dans l'établissement comme **étant** accueillants.
 - Inviter le personnel à continuer de se former au sujet des transidentités et de la diversité des orientations sexuelles, notamment en lisant et en participant à des colloques.
 - Distribuer des études et des publications sur les enjeux LGBT au personnel de l'établissement et les rendre accessibles sur le site internet de l'établissement.

Pourquoi avoir des formations ?

- Pour auto-évaluer nos propres pratiques.
- Pour se tenir au courant des avancées faites au Québec.
- Pour découvrir davantage de ressources.
- Pour repenser les choses et les améliorer au sein de notre propre établissement, par exemple en invitant le groupe étudiant de la diversité sexuelle pour l'activité Portes ouvertes.

«Rien n'est plus important que de bâtir un monde dans lequel tous nos enfants auront la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel et de grandir en bonne santé, dans la paix et la dignité.»

Kofi Annan



Annexe 1

Activités de formation disponibles

Institut national de santé publique

Pour une nouvelle vision de l'homosexualité : intervenir dans le respect des orientations sexuelles.

Durée : 1 jour

Adapter nos interventions aux réalités homosexuelles et bisexuelles : intervenir à tous les âges de la vie (Préalable : Pour une nouvelle vision de l'homosexualité).

Durée : 1 jour

But : Agir sur les facteurs de vulnérabilité des personnes d'orientation homosexuelle et bisexuelle; améliorer l'accessibilité et la qualité des services offerts.

Clientèle : Intervenant.e.s, enseignant.e.s et personnel d'encadrement du réseau de la santé, du réseau de l'éducation ou des organismes communautaires

<http://www.inspq.qc.ca/formations/itss/nouvelle-vision-homosexualite-respect-des-orientations-sexuelles>

Note : cette formation est payante

GRIS – Témoignages de personnes LGB

But : Démystifier la réalité de la diversité sexuelle par des histoires vraies et personnelles des bénévoles.

Clientèle : Étudiant.e.s de tous les niveaux, corps professoral et autre personnel.

Montréal : www.gris.ca, 514-590-0016

Québec : <http://www.grisquebec.org>, 418-523-5572

Mauricie, Centre-du-Québec : <http://www.grismcdq.org>, 819-445-0007

Chaudière-Appalaches : <http://www.grischap.qc.ca>, 581-225-8440

Estrie : <http://grisestrie.org>, 819-823-6704

Gris-Montréal en Gaspésie, 418-368-1266



Institut pour la santé des minorités sexuelles (ISMS)

L'ISMS offre plusieurs formations d'une durée variable, notamment :

Sains et saufs : l'adaptation de nos services aux besoins des lesbiennes, gais et bisexuel(le)s, jeunes et adultes.

Durée : variable

But : procurer aux participant.e.s les outils nécessaires permettant d'identifier les facteurs qui contribuent à créer des environnements accueillants et adaptés aux besoins des individus LGB, des couples de même sexe et des familles homoparentales.

Les personnes transgenres et transsexuelles : mieux comprendre pour mieux accompagner.

Durée : variable

But : aider les personnes qui travaillent dans le milieu de l'éducation ou de la santé à mieux comprendre les enjeux et les défis rencontrés par les personnes transgenres et transsexuelles, et à développer des approches d'intervention adaptées aux besoins de ces populations.

Formateurs : Bill Ryan et Françoise Susset

L'ISMS offre aussi d'autres formations ainsi que des services de consultation et de supervision clinique.

Clientèle : Intervenant.e.s, enseignant.e.s et personnel d'encadrement du réseau de la santé, du réseau de l'éducation ou des organismes communautaires.

<http://fr.ismh-isms.com>

Coalition des familles LGBT

Des formations sur la diversité sexuelle et de genre pour approfondir, s'outiller et agir.

Durée : 2 à 3 heures (variable selon les besoins)

But : Mieux comprendre les enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre; identifier des moyens afin de soutenir le travail du personnel en milieu scolaire ou travaillant auprès des jeunes; cibler des pistes d'action pour rendre les milieux éducatifs et les milieux jeunesse plus inclusifs.

Note : la formation peut être adaptée selon les besoins spécifiques tels que : définitions de base relative-ment à la diversité sexuelle et de genre; les jeunes qui ont des parents LGBT; les défis et les impasses vécus sur le terrain lorsqu'on intervient pour soutenir les jeunes LGBT; la prévention et l'intervention lors d'épisodes d'intimidation et de harcèlement relatifs à la diversité sexuelle.

Clientèle : Personnel et futur personnel des milieux scolaires et des milieux jeunesse

<http://www.familleslgbt.org/training.php?lang=fr>

Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique (ACAFS)

L'homophobie dans le sport : être un chef de file.

Durée : 2h (séance d'information) ou 3h30 (atelier interactif)

But : Permet aux entraîneur.e.s et autres dirigeant.e.s du domaine du sport et de l'activité physique de prendre véritablement conscience de ce qu'est l'homophobie, et de la façon dont cela peut nuire aux athlètes, aux entraîneurs, aux officiels et aux autres participants et participantes au sein de leurs organismes, peu importe leur orientation sexuelle.

Note : L'ACAFS offre aussi une séance d'information pour les membres de la direction de services ou de comités d'organismes sportifs.

Clientèle : Entraîneur.e.s et dirigeant.e.s du domaine du sport.

http://www.caaws-homophobiainsport.ca/f/reservez_un_atelier/index.cfm

Vous voulez offrir une formation?

Vous pouvez aussi communiquer avec un organisme LGBT de votre région. Pour trouver des ressources locales, consulter :

Guide de ressources LGBT, Gai écoute

Http://guidelgbt.org

Ouvert ? L'êtes-vous vraiment ?

www.vraimentouvert.com



Annexe 2

Guides et autres ressources

Général

Guide de ressources LGBT, Gai écoute (disponible en français)

<http://guidelgbt.org>

Ce site offre un grand éventail de ressources diverses pour les personnes LGBT, regroupées en catégories telles que les aîné.e.s, la jeunesse, les personnes trans, les parents LGBT, etc.

Ouvert? L'êtes-vous vraiment? (disponible en français et en anglais)

www.vraimentouvert.com

Ce site se divise en 3 parties, soit :

- un questionnaire afin de savoir où l'on se situe par rapport à notre ouverture à la diversité sexuelle;
- des informations pertinentes à la compréhension générale de ce qu'est l'homophobie;
- une liste de ressources diverses pour les personnes LGBT.

A comme allié.e.s (disponible en français)

<http://acommealliees.ca>

Ce site offre un large éventail d'outils et de ressources pour l'inclusion de la diversité sexuelle et de genre.

Portail sur l'intimidation, ministère de la Famille et des Aînés (disponible en français)

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/intimidation/Pages/index.aspx>

Ce site permet d'en savoir plus sur l'intimidation, il informe sur les gestes à préconiser si l'on est victime, témoin ou auteur de gestes d'intimidation, si l'on est un.e proche ou un.e intervenant.e ayant un lien avec l'une ou l'autre de ces personnes, et il propose des ressources d'aide.

Parentalités LGBT

Coalition des familles LGBT (disponible en français et en anglais)

<http://www.familleslgbt.org/main.php?lang=fr>



Ce site d'adresse aux familles LGBT de tout genre. Il propose :

- des ateliers et des activités diverses;
- des outils ainsi que des formations;
- des ressources appropriées;
- des informations d'actualité sur la parentalité LGBT.

Activités sportives

Guide juridique sur la prévention et la lutte contre les incivilités, les violences et les discriminations dans le sport.

Ce guide est un outil de sensibilisation et d'information à destination de l'ensemble des acteurs du sport (notamment sportif.ve.s, arbitres, supporters mais aussi dirigeant.e.s ou encore les victimes de violences).

<http://www.fsgl.org/sinformer/guide-des-inciviles-dans-le-sport/>

Montrer le chemin : travailler avec des athlètes et des entraîneurs LGBT

Ce guide fournit de l'information pour aider les entraîneurs à comprendre les LGBT-phobies et leurs répercussions négatives sur toute la communauté sportive. Il suggère de bonnes pratiques pour créer un milieu sportif sans danger et respectueux de tous.

http://www.caaws-homophobiainsport.ca/e/resources_caaws/documents/ACAFS_Montrer_le_chemin.pdf

Griffin, P. et Carroll, H. (2010). *On the Team : Equal Opportunity for Transgender Student Athletes.*

Excellent point de départ pour implanter une politique et des procédures inclusives s'appliquant aux activités sportives : recommandations, meilleures pratiques et autres ressources.

http://media.wix.com/ugd/2bc3fc_250d5c5fe7222e08ca5fdee85bae0750.pdf

NCAA Office of Inclusion (2011). *NCAA Inclusion of Transgender Student Athletes Handbook.*

Recommandations précises pour l'application de la politique d'inclusion des athlètes transgenres lors des compétitions sportives de la National Collegiate Athletic Association (NCAA).

http://media.wix.com/ugd/2bc3fc_44693cb5d779311cabc005d959e9486d.pdf

Trans Inclusion Policy Manual for Women's Organisations

Pour aider les personnes trans à avoir accès aux services dits plus féminins (centre pour femme, maison de transition, etc.)

<http://www.transalliancesociety.org/education/documents/02womenpolicy.pdf>



Note : Le site de l'Association canadienne pour l'avancement des femmes dans le sport (ACAFS) offre également une série de ressources (rapports, guides, webinaires et liens vers des sites web) pour aborder la question de l'homophobie dans le sport. Français et anglais.

http://www.caaws-homophobiainsport.ca/f/apropos_dhomophobie.cfm

Environnement de travail

Note : Bien que conçus pour l'intervention en milieu de travail, ces guides peuvent offrir des informations et des pistes d'action pour créer des environnements inclusifs et accueillants pour les jeunes et les adultes LGBT qui étudient et travaillent dans les collèges et les universités.

Guide sur les droits des personnes face à l'homophobie de travail

Guide conçu par la Commission des normes du travail et le ministère du Travail du Québec. 2014. Français.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/homophobie/Guide_homophobie.pdf

Diversité sexuelle : pour un environnement professionnel accueillant

Le présent guide offre des suggestions et des ressources pour les travailleur.euse.s des services sociaux et communautaires en exercice au Québec.

http://acsmmontreal.qc.ca/wp-content/uploads/2010/04/Brochure_fr_LGBT26.pdf

Ni plus ni moins : comme tout le monde! Document d'animation sur l'homophobie

Outil d'animation conçu par la CSN pour contribuer à déconstruire les préjugés et lutter contre l'homophobie et la transphobie. 2013. Français et anglais.

http://www.csn.qc.ca/c/document_library/get_file?uuid=504f943e-9adc-465f-8395-a64990093908&-groupId=3203655

Guide sur les droits des gais et lesbiennes

Guide de sensibilisation de la FTQ sur les droits des gais et lesbiennes

<http://ftq.qc.ca/guide-sur-les-droits-des-gais-et-lesbiennes/>

Travailleuses et travailleurs en transition : Guide pratique pour les représentantes et les représentants syndicaux à l'égard de la transition sexuelle.

Guide conçu par le Congrès du travail du Canada pour faciliter l'intégration des travailleuses et travailleurs trans en milieu de travail et aider les représentant.e.s syndicaux à défendre leurs droits. 2010. Français et anglais.

[http://www.cdnaiids.ca/files.nsf/pages/travailleuses-et-travailleurs-en-transition/\\$file/Travailleuses%20et%20travailleurs%20en%20transition.pdf](http://www.cdnaiids.ca/files.nsf/pages/travailleuses-et-travailleurs-en-transition/$file/Travailleuses%20et%20travailleurs%20en%20transition.pdf)



Annexe 3

Exemples de politiques et de codes de conduite

Cégep de Lévis-Lauzon

Politique visant à contrer le harcèlement et la violence

<http://cll.qc.ca/admin/wp-content/uploads/2012/05/1832-00-131.pdf>

Programme de lutte contre l'homophobie

<http://cll.qc.ca/admin/wp-content/uploads/2015/04/Programme-contre-lhomophobie.pdf>

Cégep de Sherbrooke

Déclaration concernant l'inclusion des personnes des minorités sexuelles

http://www.cegepsherbrooke.qc.ca/sites/default/files/stories/communic/publications/dec_homophobie12.pdf

Collège Dawson

Policy to stem violence, discrimination, harassment and the abuse of power

http://www.dawsoncollege.qc.ca/public/72b18975-8251-444e-8af8-224b7df11fb7/services/human_resources/sexualharassment.pdf

Code of conduct

http://www.dawsoncollege.qc.ca/public/72b18975-8251-444e-8af8-224b7df11fb7/our_communities/leadership/governance/code_of_conduct_2005.pdf

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Politique visant à contrer toute forme de violence ou de harcèlement

http://www.cstjean.qc.ca/public/65ea2bc4-166b-4136-a916-c2b8f639c6aa/le_cegep/le_cegep_en_bref/publications/politiques_et_reglements/politiques/politique_-_violence_et_harcelement.pdf

Université McGill

Rules of conduct

http://www.mcgill.ca/secretariat/files/secretariat/code_-student_-conduct-discipline-procedures_april_2013_final_revised_3.pdf



Bibliographie

- Agence de la santé publique du Canada (2010). *Questions & réponses : L'identité sexuelle à l'école*, Agence de la santé publique du Canada, Ottawa. Repéré à : www.sieccan.org/pdf/phac_genderidentity_qa-french.pdf
- Agence de la santé publique du Canada (2010). *Questions & réponses : L'orientation sexuelle à l'école*, Agence de la santé publique du Canada, Ottawa. Repéré à : www.sieccan.org/pdf/phac_orientation_qa-fr.pdf
- Beemyn, G. (2012). The experiences and needs of transgender community college students, *Community College Journal of Research & Practice*, 36(7), 504-510.
- Burgess, A. (2005). Queering heterosexual spaces : Positive space campaigns disrupting campus heteronormativity, *Canadian Woman Studies*, 24(2/3), 27.
- Cénat, J. M., Blais, M., Hébert, M., Lavoie, F. et Guerrier, M. (2015). Correlates of bullying in Quebec high school students : The vulnerability of sexual-minority youth, *Journal of Affective Disorders*, 183, 315-321.
- Chamberland, L., Baril, A. et Duchesne, N. (2011). *La transphobie en milieu scolaire au Québec*. Rapport de recherche, Montréal, Université du Québec à Montréal. Repéré à : chairehomophobie.uqam.ca/upload/files/La_transphobie_en_milieu_scolaire_au_Quebec.pdf
- Chamberland, L., Émond, G., Bernier, M., Richard, G., Petit, M.-P., Chevrier, M. et coll. (2011). *L'homophobie au collégial au Québec. Portrait de la situation, impacts et pistes de solution*. Rapport de recherche. Montréal, Université du Québec à Montréal. Repéré à : chairehomophobie.uqam.ca/upload/files/Lhomophobie_au_collégial_au_Quebec.pdf
- Chamberland, L. et Lebreton, C. (2011). *La lutte contre l'homophobie en milieu scolaire. Rapport descriptif des guides d'intervention disponibles au Québec*, Montréal, Université du Québec à Montréal. Repéré à : chairehomophobie.uqam.ca/upload/files/La_lutte_contre_lhomophobie_en_milieu_scolaire.pdf
- Chamberland, L., Richard, G. et Bernier, M. (2013). Les violences homophobes et les impacts sur la persévérance scolaire des adolescents au Québec, *Recherches & Éductions*, 8, 99-114. Repéré à : rechercheseducations.revues.org/1567
- Chamberland, L. et Saewyc, E. (2011). Stigmatisation, vulnérabilité et résilience : la santé psychosociale des minorités sexuelles et de genre au Canada, *Canadian Journal of Community Mental Health/Revue canadienne de santé mentale communautaire*, 30(2), 7-11.
- Chouinard, V. (2010). La prévention de l'homophobie et de l'hétérosexisme à l'école : exemple au collégial, *Service social*, 56(1), 43-53.
- Clarke, P. (2012). The case for Gay-Straight Alliances (GSAs) in Canada's public schools : An educational perspective, *Education Law Journal*, 21(2), 143-165.
- Crumpacker, L. et Vander Haegen, E. (1987). Pedagogy and prejudice: Strategies for confronting homophobia in the classroom, *Women's Studies Quarterly*, 15(3-4), 65-79.

D'Augelli, A.R. (2006). Coming out, visibility, and creating change : Empowering lesbian, gay, and bisexual people in a rural university community, *American Journal of Community Psychology*, 37, 203-210.

Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (2013). *Intervenir contre la violence à caractère sexuel : Guide de ressources pour les collèges et universités de l'Ontario*. Repéré à : http://www.women.gov.on.ca/owd/french/ending-violence/campus_guide.shtml

Dorais, M. (2014). *De la honte à la fierté. 250 jeunes de la diversité sexuelle se révèlent*. Montréal, VLB éditeur.

Dorais, M. et Chamberland, L. (2013). L'homophobie et les tentatives de suicide et la résilience chez les jeunes LGBTQ. Numéro thématique. *Service social*, 59(1).

Ellis, S. (2009). Diversity and inclusivity at university : A survey of the experiences of lesbian, gay, bisexual and trans (LGBT) students in the UK higher education, *International Journal of Higher Education and Educational Planning*, 57(6), 723-739.

Fortin, M., Julien, D., Côté, S. et Bégin, J. (2009). Bisexualité et santé. Une comparaison entre hommes et femmes. Dans L. Chamberland, B. Frank et J. Ristock (dir.), *Diversité sexuelle et constructions de genre*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 299-332.

Ministère de la justice (2009). *Politique québécoise de lutte contre l'homophobie*. Repéré à : www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/pdf/homophobie.pdf.

Ministère de la Justice (2011). *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie*. Repéré à : www.justice.gouv.qc.ca/francais/ministere/dossiers/homophobie/plan_action_homo_FR.pdf.

Iconis, R. (2010). Reducing homophobia within the college community, *Contemporary Issues in Education Research*, 3(5), 67-70.

Kosciw, J. G., Greytak, E. A., Palmer, N. A. et Boesen, M. J. (2014). *The 2013 National School Climate Survey : The Experiences of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Youth in our Nation's Schools*, New York, Gay, Lesbian & Straight Education Network (GLSEN). Repéré à : www.glsen.org/sites/default/files/2013%20National%20School%20Climate%20Survey%20Full%20Report_0.pdf

Lajeunesse, S.L. (2008). *L'épreuve de la masculinité. Sport, rituels et homophobie*, Béziers (France), Éditions H&O.

Lance, L.M. (2002). Heterosexism and homophobia among college students, *College Student Journal*, 36(3), 410.

Lebreton, C. (2014). *Rapports sociaux de sexe et sexualité dans le Québec contemporain : les trajectoires adolescentes lesbiennes*, (Thèse de doctorat en sociologie), Université du Québec à Montréal.

Laprade, B. (2014). Queer in Québec : étude de la réception du mouvement queer dans les journaux québécois. *Cygne noir*, 2. Repéré à : www.revuecygnenoir.org/numero/article/queer-in-quebec.

Lipka, S. (2011). For gay students, more room on campuses, *Chronicle of Higher Education*, 57(27), A1-A6.

- 
- Manning, P. (2012). Relevance of campus climate for alcohol and other drug use among LGBTQ community college students : A statewide qualitative assessment. *Community College Journal of Research & Practice*, 36(7), 494-503.
- Médico, D. et Fortin, M. (2008). Bisexualité. Dans J. J. Lévy et A. Dupras (dir.). *Questions de sexualité au Québec*, Montréal, Éditions Liber, 32-38.
- Ottenritter, N. (2012). Crafting a caring and inclusive environment for LGBTQ community college students, faculty, and staff, *Community College Journal of Research & Practice*, 36(7), 531-538.
- Paillé, S. (2011). Les expériences des jeunes LGBT des communautés culturelles, qu'en savons-nous?, Communication présentée au colloque « Agir contre l'homophobie dans le réseau de l'éducation. Briser le silence, une responsabilité à partager », Montréal, UQAM, 14-15 avril.
- Petit, M.-P., Chamberland, L., Richard, G. et M. Chevrier (2011). Jeunes de minorités sexuelles victimes d'homophobie en milieu scolaire : quels facteurs de protection?, *Journal of Community Mental Health/Revue canadienne de santé mentale communautaire*, 30(2), 13-29.
- Plan Q (2011). Pérennité des structures LGBTQ et femmes dans les cégeps. *Sexualités étudiantes*, 49-50. Repéré à : www.fqpn.qc.ca/main/wp-content/uploads/2014/03/versionfinale-legere.pdf.
- Richard, G. et Chamberland, L. (2014). Violences homophobes, violences transphobes : Le double jeu du genre dans les violences en milieu scolaire. Dans M.-Y. Thomas, K. Espineira et A. Alessandrin (dir.) (75-92), *Tableau noir : les transidentités et l'école*, Cahiers de la transidentité, (4), Paris, L'Harmattan.
- Schrader, A.M. (2004). Queer perspectives on social responsibility in canadian schools and libraries : Analysis and resources, *School Libraries in Canada*, 24(4), 12-45.
- Sykes, H. (2004). Genderqueer : Transphobia and homophobia in Schools. *Orbit*, 34(1), 21.
- Taylor, C. (2011). We are not aliens, we're people, and we have rights : Canadian human rights discourse and high school climate for LGBTQ students, *Canadian Review of Sociology*, 48(3), 275-312.
- Tijerina Revilla, A. (2010). Making it safe to be queer: Student organizations as retention tools in higher education, *Black Women, Gender & Families*, 4(1), 37-61.
- Veltman, A. et G. Chaimowitz (2014), Soins et services de santé mentale à l'intention des lesbiennes, des gais, des bisexuels, des transgenres et des queers. Énoncé de principes de l'Association des psychiatres du Canada, *Revue canadienne de psychiatrie*, 59(11), encart, 9p. Repéré à : publications.cpa-apc.org/media.php?mid=1783
- Viel, B. (2013). *Entraîner des athlètes gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres : besoins et craintes d'entraîneurs québécois*, (Mémoire en psychopédagogie), Université Laval. Repéré à : www.theses.ulaval.ca/2013/30106.pdf
- Wells, K. (2012). Generation Queer, *ATA Magasine*, 92(3), 16-21.



Annexe 10

Table ronde « Les Gens du Coin : les relations amoureuses, sexuelles et affectives en milieu rural » (14 décembre 2019)

Genre et sexualité en milieu rural | MRJC

Table ronde « Les gens du coin :
les relations amoureuses, sexuelles et affectives en milieu rural »
Samedi 14 décembre 2019

1. La population générale et l'homosexualité

Voici des extraits de l'enquête IFOP pour la Fondation Jasmin-Roy avec la Fondation Jean-Jaurès et la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, réalisée du 29 mai au 3 juin 2019 par questionnaire en ligne autoadministrés auprès d'un échantillon de 3 013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Il s'agit de caractériser l'appréhension et les rapports de la population générale à l'égard des personnes homosexuelles et LGBT. On constate un petit sujet de préoccupation sur les réponses des personnes âgées de 18 à 24 ans et une manière d'envisager la société plus apaisée de la part des répondants vivant dans les communes rurales et les agglomérations de moins de 20 000 habitants. Ça ne transforme ni les répondants jeunes en dangereux intolérants ni l'espace rural en paradis par opposition à l'enfer qui serait constitué des grandes villes et des villes moyennes. On notera plutôt que la société se globalise, s'unifie en quelques sortes, sur son appréhension des personnes LGBT et de l'homosexualité.

Perception de l'homosexualité

Pour vous, l'homosexualité c'est plutôt :

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Une manière comme une autre de vivre sa sexualité	85 %	81 %	89 %	89 %
Une perversion sexuelle que l'on doit combattre	7 %	11 %	6 %	5 %
Une maladie que l'on doit guérir	8 %	8 %	5 %	6 %

Si, personnellement, un de vos enfants était homosexuel, vous l'accepteriez...

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Très bien	33 %	42 %	35 %	31 %
Bien	39 %	30 %	41 %	42 %
Total « bien »	72 %	72 %	76 %	73 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Mal	21 %	15 %	21 %	21 %
Très mal	7 %	13 %	3 %	6 %
Total « mal »	28 %	28 %	24 %	27 %

On peut considérer que le sujet de la perception de l'homosexualité est une question désormais tranchée. Ces chiffres positifs ont énormément progressé en un demi siècle et sont à peu près stables. Ce qui n'était pas envisageable dans les années 1960 est à présent admis et/ou reconnu et/ou accepté, y compris dans la sphère familiale. Ça ne signifie pas que les LGBTphobies ont disparu mais qu'elles ne reflètent plus le sentiment dominant. Par ailleurs, il y a un demi siècle les discriminations n'étaient pas non plus punies par la loi. Mais on note, et c'est relativement nouveau, une recrudescence d'intolérance dans la tranche d'âges 18 - 24 ans. Jusque là, le niveau d'acceptation de l'homosexualité diminuait à mesure que l'âge des répondants croissait. C'était la marque du passé et l'espoir de l'avenir : les restes d'une société qui réprouvait l'homosexualité et l'affirmation de générations plus détendues sur le sujet. Que près de 20% des jeunes gens nés au moment où la France adoptait la loi sur le Pacs, il y a 20 ans, considèrent l'homosexualité comme une « perversion » ou une « maladie » nourri une inquiétude et souligne à la fois le trop faible travail - réalisé uniquement par des militants bénévoles - de prévention, notamment en milieu scolaire, et la libération de la parole LGBTphobe dans le débat public.

Vous, personnellement, trouvez-vous plutôt choquant...

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Qu'un couple homosexuel s'embrasse dans un lieu public	33 %	25 %	29 %	33 %
L'existence de manifestations ou de défilés homosexuels tels que la Gaypride	26 %	24 %	24 %	26 %
Qu'un couple homosexuel se tienne la main dans un lieu public	17 %	17 %	13 %	18 %
L'existence de bars ou de lieux de rencontres fréquentés par des homosexuels	14 %	16 %	9 %	13 %

L'expression de l'individu dans l'espace public reste très normé, et, du coup, hétéronormé. Qu'un couple hétérosexuel s'embrasse dans la rue où se tienne par la main ne choque personne depuis longtemps. C'est quelque chose qui a bougé dans la société française au cours des années 1950-1960. Qu'un couple homosexuel fasse la même chose ne va pas encore de soi pour un tiers des personnes interrogées. L'espace public n'est pas encore un espace complètement partagé. C'est si vrai que ce dont témoigne la recrudescence d'injures et d'agressions violentes LGBTphobes, c'est que les agresseurs se basent sur l'apparence de leurs victimes. Ce qui signifie que l'incarnation des personnes LGBT, seules ou en couple, dans l'espace public est un des chantiers qui est devant nous, maintenant que la société signifie globalement qu'elle a intégré cette réalité humaine.

Pour chacune des affirmations suivantes, dites-moi si vous êtes personnellement d'accord :

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Les homosexuels devraient éviter de montrer qu'ils le sont dans les lieux publics, en s'embrassant dans la rue par exemple	33 %	23 %	32 %	32 %
Les homosexuels ne devraient pas pouvoir élever des enfants	29 %	20 %	28 %	24 %
Les homosexuels ont une sexualité anormale	23 %	24 %	20 %	24 %
Certaines professions où l'on est en contact permanent avec des enfants devraient être interdites aux homosexuels	20 %	18 %	21 %	18 %
Les couples homosexuels ne durent jamais très longtemps	17 %	20 %	14 %	15 %
Les homosexuels ne sont pas vraiment des gens comme les autres	16 %	16 %	14 %	13 %
Les homosexuels ont un mode et un style de vie malsain	13 %	16 %	12 %	12 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Les violences contre les homosexuels sont parfois compréhensibles	10 %	11 %	9 %	10 %

On constate là que les questions qui restent un peu problématiques touchent à l'espace public, à la fonction parentale et à l'exercice de métiers en lien avec l'enfance. Voilà qui confirme l'enjeu de l'espace public et qui indique qu'il reste des clichés à déconstruire, sans doute hérité de l'amalgame longtemps fait entre l'homosexualité et la pédophilie, amalgame que les militants des années 1960 et 1970 n'ont pas contribué à déconstruire. Cette focalisation sur le rapport à l'enfance n'est pas étranger, non plus, avec les grands changements d'appréhension de cette dernière dans la société : on passe fort heureusement d'un déni systématique à une prise en compte progressive de ce qui constitue une violence sexuelle qui génère un fort traumatisme.

Personnellement, êtes-vous d'accord avec chacune des propositions suivantes...?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Les homosexuels devraient être libres de vivre leur vie comme ils le souhaitent	88 %	82 %	89 %	91 %
L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité	81 %	77 %	85 %	85 %
Il est parfaitement normal que certaines personnes soient attirées sexuellement par des personnes du sexe opposé et d'autres par des personnes du même sexe qu'eux.	79 %	79 %	80 %	80 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Du moment qu'il reçoit amour et attention de la part de ses parents, un enfant peut se développer aussi bien avec des parents homosexuels qu'avec des parents hétérosexuels	72 %	75 %	75 %	75 %
Le genre d'une personne est déterminé biologiquement à la naissance et les personnes qui veulent en changer ont un problème psychologique	39 %	34 %	39 %	38 %
L'homosexualité va à l'encontre de ma religion	29 %	31 %	29 %	24 %

Les trois sujets qui demeurent sont le rapport à l'enfance (voir question précédente), la question du genre et les discours religieux. Ces deux derniers points sont en partie liés. Depuis une trentaine d'années, la hiérarchie catholique, suivie ensuite par d'autres religions, a relié la question de l'égalité de genre à l'émancipation des personnes LGBT pour combattre l'une et l'autre. Le fond argumentaire est aussi simpliste qu'absurde : on naît femme ou homme et reproductif, donc hétérosexuel. C'est « l'ordre naturel », aussi appelé « ordre moral », qui conteste l'existence de toute construction sociale et, par voie de conséquence, toute velléité de maîtrise humaine sur cette construction. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette tentative d'ordonnancement idéologique, ou « culturel » comme dirait Gramsci, du débat n'est pas le fait de l'Eglise toute entière ni de l'ensemble des croyants toutes religions confondues car, par bonheur, les croyants sont aussi des citoyens.

De façon générale, dans votre vie quotidienne, dans quelle mesure êtes-vous mal à l'aise lorsque vous avez à côtoyer... ?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Des personnes homosexuelles ou bisexuelles de sexe opposé au vôtre	11 %	16 %	8 %	7 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Des personnes homosexuelles ou bisexuelles de même sexe que vous	14 %	20 %	13 %	10 %
Des personnes transgenre	28 %	34 %	24 %	27 %

On est là face à des réponses exprimant les multiples difficultés posées par l'indispensable rapport à l'Autre. Plus on admet sa complexité, plus on progressera. Rien ne justifie les mots ou les actes blessants mais on ne peut pas ignorer que le rapport à autrui est une espèce de jeu de miroir alambiqué qui renvoie à soi-même. Un ancien président de la République, François Mitterrand, faisait remarquer, dans un discours au début des années 1980, que « tout est intolérance, tout nous invite à ne pas tolérer l'autre, à ne pas l'accepter, à défendre son quant-à-soi par une sorte de mouvement animal qui nous porte à considérer comme une atteinte à notre personnalité l'adresse que l'autre nous fait. » Longtemps, disons pendant le 19^e siècle et une grosse première moitié du 20^e siècle, la société civile qui émergeait sous sa forme moderne s'en est tiré grâce au mythe de l'uniformité. Tout le monde est pareil, par défaut. Celle ou celui qui est différent pose problème. Depuis quelques décennies on admet plus généralement que l'uniformité n'existe pas, que les humains sont singuliers et que la seule réponse, c'est la fraternité. Les progrès accomplis sont énormes. Mais il en reste encore devant nous.

Réaction face à l'expression de l'homophobie

Si vous aviez un ami qui tient des propos homophobes, de laquelle des attitudes suivantes vous sentiriez-vous le plus proche ?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Vous essaieriez de le faire changer d'avis mais sans accorder beaucoup d'importance au fait d'y arriver ou pas	38 %	40 %	40 %	33 %
Vous essaieriez de le faire changer d'avis et vous cesseriez de le voir s'il persistait dans ses opinions	29 %	34 %	27 %	30 %
Total	67 %	74 %	67 %	63 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Vous n'essayeriez pas de le faire changer d'avis, ce sont ses opinions et vous les respectez	33 %	26 %	33 %	37 %

L'homophobie et les LGBTphobies sont des notions formulées récemment. Elles n'ont pas 40 ans. Le problème vient du fait que certains considèrent encore aujourd'hui ces propos excluants comme « une opinion ». C'est la complication des débats sur les avances de droit comme le Pacs avant hier, le mariage pour tous hier et l'ouverture de la PMA aujourd'hui. Au nom de la démocratie, on met en scène des paroles qui excluent, stigmatisent, caricaturent. Comme d'autres expressions de discriminations, racistes, sexistes, grossophobes, elles posent une question cruciale dans un pays où l'on bénéficie de la liberté d'expression : la responsabilité d'expression, qui consiste à consentir de moduler sa parole en fonction de ce qu'elle peut engendrer, en fonction des passages à l'acte qu'elle pourrait raisonnablement nourrir. Contrairement à ce que l'on entend ici ou là, même s'agissant de l'expression, liberté et responsabilité, loin de s'opposer, vont de pair.

2. Le vécu des personnes LGBT

Voici des extraits de « L'observatoire des LGBTphobies », enquête réalisée par l'IFOP pour la Fondation Jasmin-Roy avec la Fondation Jean-Jaurès et la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, auprès d'un échantillon de 1 229 personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres, extrait d'un échantillon de 13 346 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine du 12 au 24 avril 2019.

Exposition aux discriminations

Au cours de votre vie, avez-vous déjà eu le sentiment de subir de la discrimination en lien avec votre orientation sexuelle/identité de genre ?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Oui	30 %	35 %	21 %	31 %
Non	70 %	65 %	79 %	69 %

C'est clair : on est plus exposé aux discriminations quand on est jeune. Mais les habitants des communes rurales ne sont pas plus ciblés que d'autres. Il y a deux interprétations possibles de cette information. Soit la réalité des relations humaines de proximité tue les clichés et les préjugés. Soit cela marque une vie sociale plus réservée dans un groupe de population plus restreint.

Les expériences de discriminations vécues, les circonstances et les lieux

C'est un vrai massacre, cohérent avec les réponses à la question précédente ! Pour la quasi totalité des cas de figure proposés, qu'il s'agisse des circonstances, de la nature de l'agression verbale ou physique, du lieu, les répondants âgés de 18 à 24 ans sont nettement plus exposés aux discriminations à raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre que le reste de la population. Des lors, on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la place de la jeunesse dans la société. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir spécifiquement la question des LGBTphobies. Nous avons entamé un travail sur ce sujet au sein de la Fondation, qui formule quelques premières propositions pour créer les conditions de l'épanouissement personnel et de la citoyenneté, citoyenneté qui intègre, bien sûr, le droit à ne pas être discriminé.

Au cours de votre vie, avez-vous déjà été discriminé en raison de votre orientation sexuelle/identité de genre/préférence pour des personnes du même sexe par... ?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Des élèves ou étudiants dans un établissement scolaire	28 %	35 %	21 %	30 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Des supérieurs hiérarchiques ou des collègues sur votre lieu de travail ou dans votre environnement professionnel	23 %	26 %	18 %	21 %
Des voisins, des habitants des alentours de votre domicile	23 %	22 %	17 %	25 %
Des chefs d'entreprise ou des recruteurs lors de la recherche d'un emploi	22 %	29 %	16 %	18 %
Des représentants des forces de l'ordre	21 %	30 %	14 %	21 %
Des membres d'un club sportif ou un centre de fitness	20 %	28 %	13 %	21 %
Des enseignants durant votre parcours scolaire	19 %	25 %	17 %	16 %
Des professionnels ou des propriétaires lors de la recherche d'un logement à louer ou à acheter	19 %	29 %	11 %	18 %
Des tenants d'un hôtel, d'une maison d'hôte, d'un camping ou d'un logement à louer	18 %	25 %	12 %	18 %
Des professionnels à qui vous avez dû présenter des documents officiels	17 %	24 %	10 %	18 %
Des professionnels de santé	17 %	22 %	14 %	17 %
Des tenants d'un café, d'un restaurant, d'un bar ou d'une discothèque	17 %	22 %	12 %	18 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Des chauffeur(e)s de taxi, de VTC, de bus ou de tramway	16 %	23 %	7 %	17 %
Des responsables ou employés d'un commerce, d'une banque ou d'une compagnie d'assurance	15 %	24 %	11 %	15 %
Proportion totale de personnes LGBT ayant subi au moins une discrimination LGBTphobe au cours de leur vie	35 %	40 %	31 %	37 %

Au cours de votre vie, avez-vous, en raison de votre orientation sexuelle ou de votre identité de genre, fait personnellement l'objet...?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
De moqueries désobligeantes ou de propos vexants	33 %	40 %	26 %	39 %
D'insultes ou d'injures à caractère diffamatoire	29 %	29 %	23 %	30 %
De menaces d'agression sur vos biens ou votre personne	19 %	23 %	14 %	17 %
De menaces de révéler votre orientation ou votre identité sexuelle à des personnes n'en ayant pas connaissance	18 %	22 %	11 %	20 %
De vols, dégradations ou destructions de vos biens personnels	21 %	27 %	15 %	20 %
D'actes de violences physiques	22 %	24 %	16 %	21 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
D'attouchements ou de caresses à caractère sexuel	22 %	25 %	16 %	18 %
De menaces d'agression sexuelle ou de viol	15 %	21 %	13 %	13 %
D'un viol	13 %	20 %	8 %	15 %
Proportion totale de personnes LGBT ayant fait l'objet d'une forme d'agression	55 %	60 %	47 %	55 %

Et en raison de votre orientation sexuelle/identité de genre/préférence pour des personnes du même sexe, avez-vous fait l'objet au moins une fois au cours de la vie d'injures ou de menaces verbales...?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Dans la rue	25 %	26 %	16 %	26 %
Dans un lieu public	23 %	20 %	20 %	22 %
Dans un établissement scolaire	20 %	25 %	14 %	23 %
Dans un bar, un pub, un restaurant ou une discothèque	16 %	18 %	12 %	14 %
Dans les transports en commun	16 %	19 %	9 %	14 %
Sur votre lieu de travail	16 %	16 %	12 %	14 %
Dans votre foyer ou votre environnement familial	15 %	20 %	13 %	15 %
Dans le cadre d'activités sportives	12 %	18 %	7 %	12 %
Dans le cadre d'une manifestation sportive	11 %	16 %	6 %	10 %

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Proportion totale de personnes LGBT ayant fait l'objet d'une forme d'injure ou de menace au cours de leur vie	38 %	41 %	30 %	37 %

Et en raison de votre orientation sexuelle/identité de genre/préférence pour des personnes du même sexe, avez-vous fait l'objet au moins une fois au cours de la vie d'atteinte à vos bien ou d'agression physique ou sexuelle sur votre personne...?

	Ensemble	Ensemble âgé de 18 à 24 ans	Communes rurales	Agglomérations de moins de 20 000 hab.
Dans la rue	16 %	17 %	10 %	13 %
Dans un lieu public	15 %	15 %	7 %	12 %
Dans un établissement scolaire	13 %	17 %	8 %	12 %
Dans votre foyer ou votre environnement familial	11 %	18 %	6 %	11 %
Dans les transports en commun	12 %	16 %	6 %	10 %
Dans un bar, un pub, un restaurant, une discothèque	11 %	16 %	6 %	9 %
Sur votre lieu de travail	12 %	17 %	5 %	9 %
Dans le cadre d'activités sportives	9 %	15 %	6 %	9 %
Dans le cadre d'une manifestation sportive	10 %	14 %	5 %	9 %
Proportion totale de personnes LGBT ayant fait l'objet d'une forme d'injure ou de menace au cours de leur vie	26 %	26 %	16 %	20 %

3. La sexualité en général

Voici des extraits d'une enquête sur la sexualité des Français réalisée par l'IFOP pour le magazine Marianne de juin à septembre 2017 sur la sexualité des Français auprès de 7403 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 à 69 ans. Touchant au domaine de l'intime et du symbolique - le sexe est aussi un enjeu de pouvoir ! - les taux de réponse doivent être interprétés avec prudence. N'excluons pas la possibilité de « réponses performatives... On ne note pas de différences territoriales criantes. Au 20^e siècle, le développement du chemin de fer et la démocratisation de son usage ont changé la vie de beaucoup de gens et, dit-on, nous ont préservé d'une société trop endogame en rendant possible, par exemple, des mariages inter-régionaux. Au 21^e, la généralisation en cours de l'accès numérique à la connaissance, à l'information, contribue à unifier la société et ses mœurs. On note, en revanche, des différences en fonction de l'âge des répondants, qui sont moins en couple, qui revendiquent une activité sexuelle plus intense et une certaine liberté de pratique s'ils sont jeunes. On note aussi, sur ces points, quelques différences de genre.

L'orientation sexuelle

Actuellement, vous définissez-vous comme... ?

	Ensemble	Hommes âgé de 18 à 24 ans	Femmes âgées de 18 à 24 ans	Communes rurales
Hétérosexuel	90 %	82 %	92 %	90 %
Bisexuel	3 %	7 %	4 %	3 %
Homosexuel	4 %	7 %	1 %	3 %
Total LGB	7 %	14 %	5 %	6 %
Je ne défini pas mon orientation sexuelle	2 %	1 %	2 %	2 %
Ne souhaite pas répondre	1 %	3 %	1 %	2 %

La différence de genre qui apparaît dans ces réponses est à relativiser en la mettant en perspective des inégalités femmes hommes qui structurent encore la société. S'affirmer homosexuel.le est une démarche moins évidente qu'il n'y paraît et qui met en jeu le rapport que l'on entretient avec la société dans son ensemble. Les hommes, encore traditionnellement dominants dans l'organisation sociale, n'appréhendent pas cette étape de la même manière que les femmes.

Situation conjugale

Etes-vous actuellement en couple ?

	Ensemble	Hommes âgé de 18 à 24 ans	Femmes âgées de 18 à 24 ans	Communes rurales
Oui, avec une personne qui vit dans votre logement	59 %	18 %	24 %	67 %
Oui, avec une personne qui vit dans un autre logement	8 %	22 %	28 %	7 %
Total oui	67 %	40 %	52 %	74 %
Non, mais vous avez déjà été en couple par le passé	22 %	25 %	24 %	17 %
Non, vous n'avez jamais été en couple	11 %	35 %	24 %	9 %
Total non	33 %	60 %	48 %	26 %

Les femmes sont en couple plus jeunes et on est davantage en couple si on habite dans une commune rurale. La vie commune vient généralement dans un second temps et est fortement tributaire des conditions économiques d'existences des opportunités qu'offrent le lieu de résidence.

Nombre de partenaires et fréquence des rapports

Au total, au cours de votre vie, avec combien de personnes avez-vous eu des rapports sexuels ?

	Ensemble	Hommes âgé de 18 à 24 ans	Femmes âgées de 18 à 24 ans	Communes rurales
Aucun	4 %	20 %	17 %	3 %
1	17 %	25 %	24 %	20 %
2 ou 3	20 %	20 %	26 %	22 %
4 ou 5	17 %	10 %	14 %	17 %
6 à 10	21 %	16 %	12 %	20 %
Plus de 10	21 %	9 %	7 %	18 %

Pouvez-vous indiquer combien, approximativement, vous avez eu de rapports sexuels au cours des quatre dernières semaines ?

	Ensemble	Hommes âgé de 18 à 24 ans	Femmes âgées de 18 à 24 ans	Communes rurales
Aucun	25 %	30 %	20 %	24 %
Moins d'1 par semaine	25 %	23 %	26 %	25 %
1 par semaine	22 %	17 %	19 %	22 %
2 à 3 par semaine	18 %	17 %	19 %	19 %
Plus de 3 par semaine	10 %	13 %	16 %	10 %

On ne remarque pas de différence territoriale notable en terme de nombre de partenaire ni du rythme des rapports sexuels. La différence du nombre de rapport en fonction de l'âge ne peut pas vraiment surprendre...

Les expériences sexuelles

Dans la liste suivante, pouvez-vous indiquer les pratiques que vous avez faites dans votre vie... (question posée aux personnes ayant déjà eu un rapport sexuel) ?

	Ensemble	Hommes âgé de 18 à 24 ans	Femmes âgées de 18 à 24 ans	Communes rurales
Vous avez léché ou sucé le sexe d'un de vos partenaires sexuel	87 %	71 %	74 %	87 %
Vous avez pratiqué la pénétration anale	53 %	50 %	37 %	50 %
Vous avez eu une relation sexuelle sans lendemain, juste pour une nuit	52 %	56 %	47 %	48 %
Vous avez eu un rapport sexuel avec une autre personne que celle avec laquelle vous étiez en couple	38 %	22 %	21 %	35 %

	<i>Ensemble</i>	<i>Hommes âgé de 18 à 24 ans</i>	<i>Femmes âgées de 18 à 24 ans</i>	<i>Communes rurales</i>
Vous avez eu des rapports sexuels avec deux personnes en même temps	16 %	18 %	9 %	15 %
Vous avez eu un rapport sexuel avec une personne du même sexe que vous	13 %	24 %	12 %	11 %
Vous avez eu un rapport sexuel avec un.e prostitué.e	12 %	11 %	2 %	9 %

On ne note pas de différence territoriale d'expériences sexuelles mais une différence de genre pour les personnes âgées de 18 à 24 ans. On notera la relativité de la notion de couple...

4. Perception du Sida, information et prévention

Voici des extraits d'une enquête de l'IFOP pour le Sidaction menée auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans à 24 ans du 20 au 26 février 2019. Ce sujet est aussi un moyen d'évaluer l'accès à l'information sexuelle, ses modalités et ses carences.

Connaissance de personnes séropositives

Comptez-vous actuellement des personnes séropositives ou malades du sida parmi... ?

	Oui	Non mais vous en avez eu par le passé	Total oui	Non	Ne sait pas
Vos connaissances, vos fréquentations	7 %	6 %	13 %	69 %	18 %
Vos amis proches	5 %	4 %	9 %	81 %	10 %
Votre famille	3 %	2 %	5 %	90 %	5 %
Vos collègues de travail ou camarades d'étude	3 %	4 %	7 %	68 %	25 %

Sentiment d'information

Vous personnellement, diriez-vous que vous vous sentez très bien informé(e), plutôt bien informé(e), plutôt mal informé(e) ou très mal informé(e) sur le VIH, le virus du sida, ses modes de transmission, ses traitements et sa prévention ?

	2014	2016	2017	2018	2019
Bien informé	89 %	82 %	79 %	80 %	77 %
Mal informé	11 %	18 %	21 %	20 %	23 %

Source et qualité d'information

Parmi les différents moyens d'information suivants, quels sont ceux que vous utilisez principalement pour vous informer au sujet du virus du sida ? (deux réponses possibles)

	2018	2019
Site internet	30 %	32 %

	2018	2019
Réseaux sociaux	13 %	13 %
Vos parents, votre famille	21 %	24 %
Votre médecin	22 %	24 %
Les médias	22 %	21 %
Le médecin ou l'infirmier de votre école / collège / lycée / Un autre professionnel de santé	18 %	19 %
Vos amis	13 %	16 %
Vos enseignants / vos collègues	18 %	15 %
Les associations de lutte contre le Sida	14 %	12 %
Vous n'êtes jamais amené(e) à chercher d'informations sur le virus du sida	8 %	5 %

Quel type d'intervenant a pris en charge cet(ces) enseignement(s), un (des) moment(s) d'information d'information spécifique sur le VIH, le virus du sida, ses modes de transmission, ses traitements et sa prévention, au cours de votre scolarité, au collège, au lycée ou plus tard ?

	2018	2019
Un intervenant extérieur (association, parent d'élève, etc.)	46 %	43 %
Un infirmier / une infirmière scolaire	35 %	39 %
Un enseignant de sciences de la vie et de la terre / biologie	34 %	36 %
Un médecin scolaire	15 %	17 %
Un enseignant d'une autre matière	7 %	6 %
Un responsable de l'administration de votre établissement	4 %	3 %
Un autre élève / étudiant	3 %	1 %
Une autre personne	4 %	3 %

Selon vous, le virus du sida peut-il être transmis... ?

	2018	2019
En ayant des rapports sexuels non protégés avec une personne séropositive	95 %	97 %
En se faisant piquer avec une seringue usagée	93 %	95 %
En entrant en contact avec le sang d'une personne séropositive	91 %	93 %
En se faisant piercer / En se faisant tatouer	58 %	65 %
En ayant des rapports sexuels protégés avec une personne séropositive	28 %	28 %
En embrassant une personne séropositive	21 %	17 %
En s'asseyant sur un siège de toilettes publiques	19 %	16 %
En entrant en contact avec la transpiration d'une personne séropositive	18 %	13 %
En buvant dans le verre d'une personne séropositive	16 %	13 %
En mangeant dans la même assiette qu'une personne séropositive	13 %	12 %
En serrant la main d'une personne séropositive	8 %	5 %

Exposition au risque

Avez-vous, vous ou votre(vos) partenaire(s), utilisé un préservatif lors de ces rapports sexuels ?

	2018	2019
Oui, systématiquement	35 %	53 %
Oui, souvent	23 %	19 %
Oui, mais assez rarement	15 %	9 %
Non, jamais	27 %	19 %

5. Les relations sociales

Quelle perspective d'émancipation ?

Afin d'objectiver une situation encore peu connue, Chemins d'avenirs, la Fondation Jean-Jaurès et l'Ifop ont interrogé les jeunes Français de 17 à 23 ans sur leurs choix d'orientation et leur rapport à l'avenir. Les résultats sont présentés dans la note de la Fondation Jean-Jaurès intitulée « Jeunes des villes, jeunes des champs : la lutte des classes n'est pas finie ». Sans tordre démesurément les résultats de cette enquête, et si on admet l'idée que la jeunesse est un temps d'apprentissage social, quelques chiffres ne manquent pas d'éclairer notre problématique :

	Ensemble	Agglomération parisienne	Agglomération de moins de 20 000 hab.	Communes rurales
Je n'ai jamais pratiqué aucune activité extra-scolaire pendant ma scolarité	-	20 %	-	32 %
Je suis encouragé par ma famille pour aller étudier dans un pays étranger	33 %	41 %	29 %	27 %
J'ai suivi des cours supplémentaires ou de soutien en langues, finances par mes parents à l'école élémentaire, au collège ou au lycée	27 %	42 %	22 %	21 %
J'envisage la possibilité de travailler à l'étranger dans le cadre de ma future activité professionnelle	-	52 %	-	34 %

L'idée n'est bien sûr pas de hiérarchiser les pratiques mais de tenter de chercher des indicateurs permettant d'évaluer le rapport à la notion d'émancipation, une certaine capacité à mettre son milieu d'origine à distance - ce qui ne signifie pas forcément le rejeter ou rompre avec -, et les contraintes, matérielles et culturelles, qui entravent sa mise en œuvre.

Annexe 11

« Genre et sexualités en milieu rural »
Récit de formation du WE de formation
des 13, 14 et 15 décembre 2019
Dossier « Vivre ensemble » - MRJC



GENRE ET SEXUALITÉS EN MILIEU RURAL

RECIT DE FORMATION

MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE





SOMMAIRE

04

NOS PROJETS EN 2019

05

DERRIÈRE LES MOTS,
NOUS VOULONS...

07

LES GENS DU COIN :
LA DIFFÉRENCE DE
GENRE EN MILIEU RURAL

13

LE MILIEU RURAL À
L'ÉPREUVE DES GESTIONS
DES SEXUALITÉS

19

AGIR SUR CES
QUESTIONS EN TANT
QU'ACTEUR DE JEUNESSE

22

CONCLUSION

Avant-propos

Ce document résulte du week-end de formation réalisé le 13, 14 et 15 décembre.

Ce week-end s'intègre au dossier "Vivre Ensemble" du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne. En 2018, un séminaire national et des week-ends locaux ont fait remonter un besoin et une envie des militant.e.s d'aborder les questions de genre et de sexualités. Un des constats était le manque d'espace et de référence par rapport à ce sujet et sa particularité en milieu rural. Le projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » est donc né. Cette dynamique locale et nationale a pu prendre de l'ampleur et voir le jour grâce aux soutiens du Fond d'Expérimentation Jeunesse Discrimination et au Fond Facebook pour le Civisme en Ligne.

POURQUOI LE MRJC PORTE CETTE DÉMARCHE ?

- En tant que **mouvement d'Éducation Populaire**, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole, faciliter l'entraide et la socialisation.
« Aujourd'hui, au quotidien il existe peu de lieux pour parler d'éléments constitutifs de nos vies mais qui sont néanmoins essentiels à l'épanouissement des hommes et des femmes. [...] C'est dans une perspective de transformation des rapports sociaux et de transformation sociale que nous avons un devoir d'agir sur ces points-là. »
- En tant que **mouvement de jeunes**, nous voulons proposer des espaces de formation et de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun.e.
« Le « faire couple » est une préoccupation importante dès l'adolescence, tout comme l'entrée dans la vie amoureuse. Nous voulons nous permettre de nous interroger sur ces choix de vie, qu'ils se vivent seul ou à deux, entre personnes de même sexe ou non. »
- En tant que **mouvement rural**, nous souhaitons contribuer à créer des espaces ruraux ouverts et accueillants.
« Nous jeunes du MRJC, voulons des milieux ruraux facteurs d'émancipation pour les habitants, pour la jeunesse et nous permettant à tous d'y trouver notre place et de nous y engager. »
- En tant que **mouvement d'action catholique et mouvement d'Église** nous voulons prendre le temps de se questionner sur le sens de nos actions.
« Nous voulons permettre à ceux qui le souhaitent de vivre et de découvrir le message de l'Évangile, qui est pour nous un message d'Amour et de partage [...] Nous proposons une approche collective de la spiritualité, non pas en proposant une façon collective de penser mais en créant des espaces à chacun pour forger sa propre spiritualité »

NOS PROJETS EN 2019

PLATEFORME "UNIQUE EN MON GENRE"



Cette plateforme rassemble des témoignages, des analyses d'expert.e.s et des outils d'animation pour parler des questions de genres et sexualités en Milieu Rural.

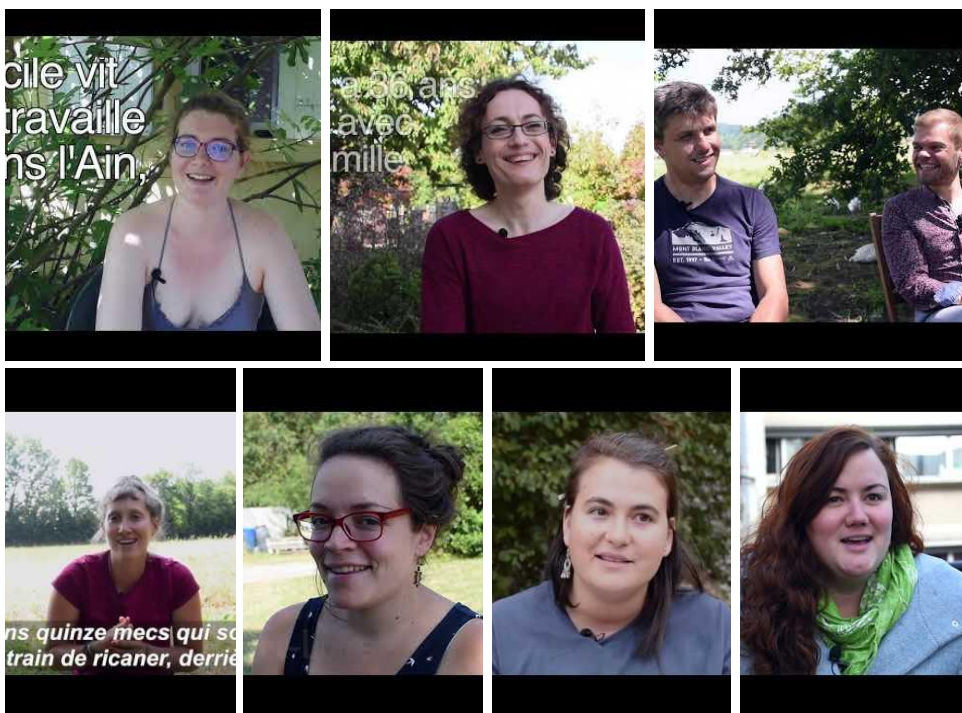
N'hésitez pas non plus à y laisser votre témoignage.

Retrouvez nous sur uniqueenmongenre.fr

WEB-SÉRIE "UNIQUE EN MON GENRE"

Chaque mois un témoignage de jeunes ruraux et rurales qui nous racontent leur quotidien et leurs luttes.

Abonnez-vous à la Chaîne Youtube **MRJCJeunesRuraux** pour recevoir les nouveautés.



DERRIÈRE LES MOTS, NOUS VOULONS...

Nous voulons rompre le silence et l'isolement sur les discriminations de genre et de sexualités que subissent les jeunes issu·e·s des territoires ruraux en proposant des espaces d'échanges.

Rompre le silence et l'isolement

C'est lutter contre les tabous qui limitent la reconnaissance et l'acceptation des personnes dans leurs identités. C'est faire évoluer les représentations pour sortir du cycle : méconnaissance, défiance, peur et rejet. C'est aussi permettre aux personnes concernées de trouver des pair·e·s, des espaces et lieux ressources.

Discriminations sociales et systémiques

Un traitement défavorable et/ou de rejet, provoquant l'exclusion sociale d'une personne ou d'un groupe de personnes en fonction d'un des critères (plus de 25) définis par la loi (sexe, orientation sexuelle, lieu de résidence, etc.) dans certains domaines (accès aux services, accès à l'emploi, loisirs, etc.).

Genre

Le genre est à la fois une construction sociale et culturelle (hiérarchisation, rôles, attentes, représentations, etc.) et une construction identitaire personnelle (ressenti, expression, etc.). Il peut être pensé indépendamment du sexe biologique et peut se situer sur un spectre entre féminité et masculinité.

On le caractérise selon différents critères :

- Se reconnaître ou non dans un genre (genré·e /agenre)
- Conforme (cisgenre) ou différent (transgenre) de celui assigné à la naissance
- Binaire (femme/homme) ou non-binaire.
- Stable ou fluide dans le temps (*genderfluid*)

Sexualités

La sexualité regroupe les notions d'orientation, de comportement et de pratiques sexuelles.

L'orientation sexuelle définit les personnes envers lesquelles on peut être attiré·e (hétéro-, homo-, bi-, pan-) ou l'absence d'attirance (asexuel·le, etc.)

Le comportement sexuel définit l'attitude relationnelle adoptée à un moment donné.

Les pratiques sexuelles constituent les actes et attitudes expérimentées lors d'un rapport sexuel incluant la masturbation.

On distingue l'attirance sexuelle de l'attirance romantique.

Espaces d'échange et de formation

Espaces d'échange : Espaces sécurés permettant aux personnes concernées, aux proches et aux alliés.es d'être, de se rencontrer et d'échanger sur leurs vécus.

Ils permettent de partager des solutions et des outils ainsi que de co-construire des opinions, des représentations symboliques, des revendications et actions.

Espaces de formation : Espaces permettant la transmission de savoirs et de connaissances dans l'objectif de déconstruire les idées reçues des participant.es, de les informer et de les outiller pour être elleux-mêmes actrices de cette déconstruction.

Ils permettent d'être une porte d'entrée vers des contenus et des structures ressources (associations spécialisées par exemple).

Ces espaces, d'échange et de formation, visent à créer des collectifs de pensée et d'actions autour de ces questions.

Jeunes issu.e.s des territoires ruraux

Lien et sentiment d'appartenance à une zone géographique souvent caractérisée par une diversité de paysages, de faibles densités de population (villes, villages, espaces naturels, espaces agricoles, etc.) ainsi qu'une forte interconnaissance. Aujourd'hui, on les caractérise aussi par leur éloignement des services publics et des espaces de décisions et d'informations.

LES GENS DU COIN : LA DIFFÉRENCE DE GENRE EN MILIEU RURAL

La construction de la féminité en milieu rural

Perrine AGNOUX, doctorante en sociologie. Propos issus de ses travaux de thèse « Rapport au territoire et construction de la féminité en milieu rural »

Le contexte économique et social est moins favorable aux femmes qu'aux hommes en zone rurale. En effet, les perspectives d'emploi pour les femmes sont très restreintes (le tertiaire, les emplois agricoles, industriels et artisanaux demeurant l'apanage des hommes). Les jeunes femmes, pour la plupart, ne vont pas à l'encontre de ce schéma genré. Elles se destinent encore beaucoup aux métiers du soin, de l'esthétique, etc. Malgré un faible accès à la mobilité, elle est néanmoins plus importante pour elles que pour les jeunes hommes dans la recherche d'un emploi.

Pour autant, bien qu'exposées à une situation moins favorable que les jeunes hommes, les jeunes femmes disposent de ressources dans leur parcours vers l'emploi et l'indépendance (aide de la famille ou de la belle-famille, réseau,...). Les ressources économiques des parents, ont une influence majeure sur la manière dont le parcours d'une jeune femme va se dessiner tout comme le capital culturel (le niveau de diplôme, la possession de biens culturels comme des livres, tableau, ainsi que l'aisance à s'exprimer en public) dans une moindre mesure.

Il est important de souligner que les spécificités du mode de vie rural et les rôles sociaux attendus des jeunes femmes en milieu rural se caractérisent par leur ambivalence.

La forte interconnaissance des espaces est souvent décrite seulement comme un avantage et un moyen de sentir protégé-e (ex : reconnaissance, réseau), ou bien seulement comme une contrainte qui pèse sur les jeunes femmes (ex : pression à la « respectabilité » dans la vie affective et sexuelle). En réalité, cela dépend de la situation de chaque jeune femme et de la manière dont elle la vit.

La valorisation du don de soi chez les femmes illustre bien cette ambivalence. L'investissement d'une jeune femme dans la vie domestique et ménagère est susceptible de lui garantir l'aide de ses parents, de sa famille proche. Elle peut être valorisée dans ce rôle. Mais c'est un rôle qui peut devenir un poids conséquent, notamment quand la jeune femme en vient à assumer un rôle familial de substitution. De la même manière, les jeunes femmes peuvent être sollicitées pour assurer des responsabilités dans le milieu associatif (clubs sportifs, comité des fêtes, etc). C'est à la fois une ressource (prestige, réseau et intégration en découlent), et une contrainte (temps bénévole et investissement des jeunes femmes qui est beaucoup moins mis en avant que celui des hommes – moins de reconnaissance obtenue, des missions avec une moindre visibilité).

Enfin, l'isolement des jeunes femmes en milieu rural est à relativiser. Comme les jeunes hommes, elles disposent de temps de loisir (salle de sport, zumba,...). Néanmoins leurs activités sont moins visibles (cours de sport en salle et rencontre au domicile plutôt qu'au café ou au bar).

Dans son étude sur des jeunes filles de milieu rural et de milieu populaire, Perrine a trouvé des points communs permettant de dégager 3 profils types.

Les filles du coin

Issues de classes populaires stabilisées (parents ouvriers ou employé-es, souvent actifs tous les deux et propriétaires). Départ du domicile parentale à condition d'avoir une stabilité matérielle puis installation à proximité : attachement à l'espace local, projets d'accès à la propriété dans le coin.

Les échappées

Issues de classes populaires précarisées (familles mono-parentales ou mono-actives, maladies des parents, activité en pointillés ou inactivité de la mère, relation souvent distendues avec le père). Départ du domicile parentale souvent associée à l'installation en couple et à un éloignement relationnel des parents. Volonté de vivre à distance du territoire d'origine.

Les étudiantes

Issues de classes populaires stabilisées (parents petits indépendants agriculteurs ou artisans, et propriétaires) voire petites classes moyennes. Décohabitation pour motifs scolaires accompagnée par les parents et relocations provisoires fréquentes (stages, fin de formation...). Rapport stratégique à la mobilité géographique malgré un attachement à l'espace local.

“ Depuis que je suis petite, je me suis toujours sentie en décalage par rapport aux autres « filles » et aux attentes que les gens pouvaient avoir envers moi à cet égard. [...] Je me souviens du jour où j'ai décidé que je ne porterai « plus jamais » de robes, après que des garçons m'aient couru après pour soulever ma jupe dans la cour de l'école maternelle. J'ai donc adopté un style vestimentaire plus « masculin » dès lors, qui avait pour moi l'avantage d'être pratique, confortable, de me faire discrète et d'éviter de subir la drague des gros relous (quoi que ...). J'étais également très sportive et je pratiquais des disciplines « peu féminisées » : foot, judo, ...

Ce qui m'a valu, de la part de mon entraîneur, les mots qui m'ont le plus blessé ; j'étais un « garçon manqué ». Cette expression me décrivait comme une erreur, un échec de la nature. Depuis je le comprends différemment, je perçois que c'est la société qui échoue à m'identifier et me faire entrer dans une case, et que l'erreur ce n'est pas moi mais le fait de vouloir à tout prix m'attribuer des qualités particulières en fonction de critères arbitraires. ”

Anonyme – 25 ans - Seine / Maine et Loire



“ Mon travail consiste à être surveillante de travaux en travaux d'assainissement dans les travaux publics. Nous sommes deux à réaliser ce travail, moi, femme et mon collègue homme. Au quotidien dans notre travail, je remarque que nos collaborateurs sont différents quand ils ont affaire à lui ou à moi. Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, vu que c'est un milieu d'homme, quasi exclusivement, ils sont beaucoup plus collaborants avec moi qu'avec lui. J'ai eu des retours, par « ragot » que mes équipes chantier me trouvait en adéquation avec mon poste et le fait que je sois une femme, n'a jamais posé problème, au contraire. ”

Louise – 29 ans – Deux Sèvres

Vous pouvez aussi regarder les témoignages de Sonia, Lucile, Anne-Lise et Maëlys sur uniqueenmongenre.fr



La construction de la masculinité en milieu rural

Benoît Coquard, sociologue ; extrait issu de ses propos enregistrés dans le podcast "Les couilles sur la table - épisode #28 : Les gars du coin". À retrouver sur Binge Audio.

Les modèles de masculinité dans les milieux ruraux ont évolué. Avec la désindustrialisation, une partie des jeunes hommes cherchent à éviter de reproduire la condition ouvrière du père.

L'un des modèles de masculinité très valorisé chez les jeunes hommes est le statut du « vrai pote sur qui on peut compter ». Cependant, il ne s'agit pas d'une valorisation de l'amitié masculine quelle qu'elle soit. Benoît a constaté que les jeunes hommes récemment arrivés dans le territoire ou ceux qui ne sont pas assez intégrés n'ont pas accès à ce statut (ce n'est donc pas en fait une question de mérite personnel).

Chez les petits notables, représentés par les artisans et les agriculteurs sur le terrain d'enquête, montrer « qu'on mène soi-même sa vie » a beaucoup de valeur (savoir tenir tête au patron, ne pas se laisser imposer trop de contraintes, comme les 80 km/h par ex.).

Contrairement à ce qui se passe dans les cités, la construction de la masculinité en milieu rural se fait sans confrontation directe avec les jeunes hommes bourgeois qui y sont très peu présents. Les jeunes hommes ne se sentent donc pas dévalorisés dans leur masculinité (pas de mise en concurrence), "ils ne se voient pas comme des ploucs".

.....

“ En première, j'ai rencontré une fille. On s'est mis en couple assez vite. Cependant, en terminale, mes potes du collège avec qui j'étais très proche, ont commencé à me reprocher le temps que je passais avec elle. J'ai donc commencé à prendre des distances avec eux. Au bout de quelques mois, mon meilleur ami de l'époque m'a confronté à un dilemme, soit eux, soit elle. Après ces séances, j'ai décidé

de les voir une dernière fois, de les confronter à leur comportement, voir si ils s'excuseraient, et si non, couper les ponts avec eux. Je ne les ai plus revu, mais je ne regrette rien puisque je suis toujours en couple avec cette même personne.

Aujourd'hui, grâce à des recherches comme celles de Benoît Coquard ou d'Isabelle Clair, je comprends mieux ce qu'il s'est passé, à la fois la raison pour laquelle ça été très dur psychologiquement et aussi la réaction de mes potes. Parce que je mettais sur un même plan ma relation amoureuse et amicale, que je ne faisais pas ou plus passer « les potes avant tout », ils m'ont sanctionné elle et moi.



Valentin - 24 ans - Mayenne

L'approche du genre et la sexualité dans la religion catholique

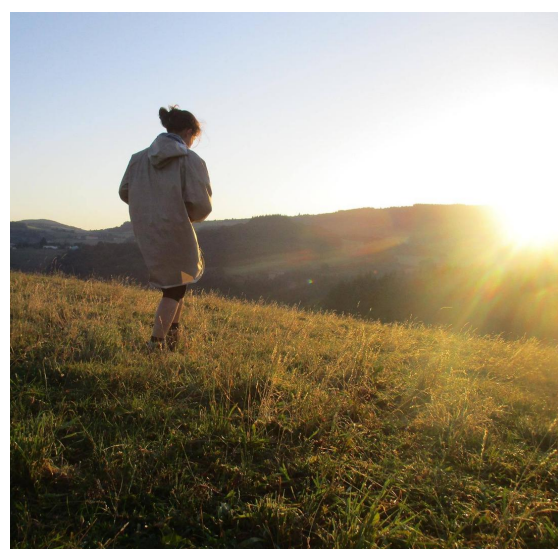
Bertrand Evelin, frère des Oblat et aumônier national au MRJC, propos issus de ses recherches et études sur l'approche du genre et de la sexualité au sein de la religion chrétienne.

En cours

.....

“ Voici deux moments qui m'ont fait faire des bonds de géant dans mon éducation sexuelle, dans ma vie . J'ai passé mon lycée dans un internat catho et le prêtre qui était en charge de l'internat faisait venir des intervenants pour nous parler de sexualité. On a étudié un livre qui s'appelle « Youcat » du Pape Benoît XVI. C'est un livre qui répond à des questions sur la vie sentimentale et sexuelle, qui m'a énormément inspiré moi qui n'aimais pas lire. Plus tard j'ai passé un Week-end sur la sexualité proposé par une communauté religieuse.

C'était très professionnel et on a vécu des moments forts. Ils ont séparé les garçons et les filles, on a parlé de sexualité. Pour moi, c'était un des plus beaux moments de mon éducation sexuelle, on a parlé honnêtement même de choses très osées. La parole était libérée. C'est une méthode que j'encourage vivement. ”



Baptiste - ... - Hautes-Pyrénées

Identité de genre et transidentités

L'identité de genre d'une personne est le genre auquel une personne s'identifie (homme, femme, non binaire). Il peut être différent de celui assigné à la naissance. Il est important de souligner que l'expression de genre, c'est-à-dire la façon d'utiliser des codes sociaux et corporels attribués à un genre particulier, n'est pas nécessairement en corrélation avec l'identité de genre (on peut s'identifier comme femme et avoir une apparence masculine).

“ Je n'ai jamais correspondu aux normes du genre féminin, j'ai toujours été androgyne dans ma tête et mes vêtements. Entre 19 et 22 ans je me suis beaucoup demandé si j'étais transgenre, ça a été à la fois douloureux, de remettre en question, voir rejeter mon corps, de jalouser le corps des hommes et en même temps il me semble que ça m'a permis d'incarner la question de « qu'est-ce que le genre » et de mieux comprendre pourquoi je rejetais ces deux carcans « femme/homme ». Au final, j'ai demandé à mes amis de me genrer au masculin parfois, mais j'avais décidé de ne pas trancher, de ne pas choisir. Aujourd'hui je me reconnais bien dans le concept assez récent de non-binarité. ”

Perrine – 27 ans – Deux Sèvres



“ J'ai l'impression qu'aux alentours de mes 8, 10 peut-être 12 ans, j'ai commencé à vraiment me rendre compte que je ne collais pas à l'image sociale de la femme, à l'archétype. Aujourd'hui avec le recul, mon auto-éducation et l'accompagnement de mes pères je sais que j'ai toujours su dans ma tête, dans mon corps, dans ma projection que j'ai vécu mon identité sans me conformer à l'image que ma famille ou la société projetait de moi. Ça me semble tellement évident de pas vouloir être considéré comme les femmes qui m'entourent, car je ne leur ressemble pas et je ne veux pas être traité comme les femmes le sont aujourd'hui dans la société. Je me revendique homme et je traîne majoritairement avec des mecs. Je n'ai pas découvert mon genre, j'ai juste mis des mots que ce que vivais au quotidien. Une fierté de ne pas m'être laissé dicté mon identité. ”

Anonyme – 25 ans - Inconnu

Vous pouvez aussi regarder les témoignages de Lucie et Mika sur
[**uniqueenmongenre.fr**](http://uniqueenmongenre.fr)

LE MILIEU RURAL À L'ÉPREUVE DES GESTIONS DES SEXUALITÉS

Sexualités

Denis Quinqueton, codirecteur et responsable des études LGBT à la Fondation Jean Jaures ; propos issus d'une enquête sur la sexualité des français réalisé par l'IFOP de juin à septembre 2017 auprès de 7 403 personnes de 18 à 69 ans.

D'un point de vue historique, au 20ème siècle, le développement du chemin de fer et la démocratisation de son usage ont changé la vie de beaucoup de gens et, dit-on, nous ont préservé d'une société trop endogame (partenaire choisi.e à l'intérieur du groupe à la fois social et local) en rendant possible, par exemple, des mariages inter-régionaux. Au 21ème, la généralisation en cours de l'accès numérique à la connaissance, à l'information, contribue à unifier la société et ses mœurs. La sexualité peut se définir selon 3 critères : **l'autodéfinition, les pratiques et les attirances.**

Au niveau de **l'orientation sexuelle**, sur l'ensemble des personnes interrogées 90% se disent hétérosexuelle, 7% se disent lesbienne, gay, homosexuel.le ou bisexuelle et 3% ne définissent pas leur orientation sexuelle ou n'ont pas souhaité répondre. Les habitant.e.s des communes rurales sont très proches de cette moyenne nationale.

Concernant la **situation conjugale**, un écart assez important se creuse entre l'ensemble de la population et les communes rurales. Les habitant.e.s du milieu rural ont répondu à 74% être en couple (pour 67% sur l'ensemble de la population). Les femmes sont en couple plus jeunes. Au sein de cette catégorie les personnes partageant un logement avec cette personne sont légèrement plus importantes en milieu rural (90% en rural et 88% sur l'ensemble). La vie commune vient généralement dans un second temps et est fortement tributaire des conditions économiques d'existences des opportunités qu'offre le lieu de résidence.

Que ce soit sur le **nombre de partenaires sexuels**, le **nombre de rapports sexuels** au cours du mois précédent ou sur **les pratiques sexuelles**, on ne remarque pas de différences territoriales notables. Les différences les plus notables sont liées à une différence de genre et d'âge

.....

“

Je me souviens très bien comment une collégienne en 5ème avait eu le malheur de raconter à sa meilleure amie son expérience réjouissante de la masturbation (d'ailleurs pas évoquée, dans les séances « vie affective et sexuelle »). [...] C'était le souci, c'était mal vu – quand dans le même temps, les garçons commençaient à parler librement de leur masturbation. Par ailleurs, les filles étaient très dures envers les « chaudasses » et les « salopes », entendez les filles qui avaient une relation amoureuse avec un garçon, puis rapidement avec un autre, etc. Il suffisait que la fréquence dépasse un peu la norme attendue et respectable. C'est cela que je retiens de l'ambiance autour de la sexualité.”

Léa – 24 ans - Deux-Sèvres

“

Je ne me suis jamais intéressée à la sexualité. Mais, étant en couple hétéromantique et étant très curieuse, je m'y suis essayé, essayé et réessayé. Et plus j'essayais, plus je me rendais compte que je n'aimais pas ça. [...] J'ai cherché ce qui n'allait pas chez moi, mais je n'ai rien trouvé. Je suis allée consulter toute une série de médecins et de thérapeutes, mais aucun n'a pu m'aider et leur rencontre a été plus ou moins violente. Pendant ce temps, étant en couple, je ressentais une forte pression de la société à pratiquer des actes sexuels. [...] À ce moment-là, je me forçais à pratiquer une certaine sexualité par « devoir conjugal », tout en culpabilisant de ne pas réussir à cacher à mon copain que quelque chose n'allait pas. Ce n'est que quelques années plus tard, en poursuivant mes recherches sur internet que j'ai découvert le mot « asexualité ». Je n'aime ni les cases, ni les étiquettes, mais cette étiquette-là m'a permis de comprendre que ce qui m'arrivait n'était ni une maladie, ni un traumatisme, mais une orientation sexuelle. Elle m'a permis de beaucoup déculpabiliser et d'accepter que j'avais le « droit » de ne pas avoir envie de faire l'amour ou d'avoir des rapports sexuels. J'ai beaucoup souffert de ne pas connaître l'existence de l'asexualité. Aujourd'hui j'essaie d'en parler autour de moi, pour faire connaître aux gens l'existence de cette orientation sexuelle. Ce n'est pas toujours facile. Certains vont jusqu'à nier l'existence de l'asexualité et dans ces cas-là j'ai l'impression que c'est mon existence et mon identité que l'on nie. Aujourd'hui, je vais mieux, je continue à découvrir mon corpus, ma sexualité ou mon absence de sexualité, mais j'ai trouvé les mots pour y penser et en parler. ”

Claire - 26 ans - Haut-Rhin

“

Armée de romans, aidée du fonds « éducation sexuelle » de la médiathèque de ma ville et d'internet, la découverte de la sexualité a été pour moi sereine et enthousiasmante. J'ai eu par ailleurs la chance d'avoir des parents qui m'ont toujours répété, à mes frères et sœurs et à moi, que l'on était libre d'aimer qui l'on voulait, quel que soit son sexe (ils ne disaient pas « quel que soit son genre », ça ne faisait pas encore partie de leurs réalités). J'imagine que ce climat a joué dans l'absence de questions que je me suis posée concernant mon orientation sexuelle. Quand ma première relation amoureuse s'est nouée avec une jeune femme, je ne me suis pas sentie différente ou hors-norme. Je crois que c'est une chance. Au collège et au lycée, j'ai eu trois fois accès aux séances d'éducation à la vie affective et sexuelle avec de bons intervenants (ça compte!). Pour ma part, j'avais déjà rangé la sexualité du côté des jeux et du plaisir. En revanche, je sentais la différence de mon vécu d'avec celui d'autres jeunes. ”

Léa – 24 ans - Deux-Sèvres

Vous pouvez aussi regarder les témoignages de Lucile et Anne-Lise sur uniqueenmongenre.fr

Accès à la santé

L'information santé-sexualité est beaucoup portée par les interventions extérieures au sein des collèges et lycées. En milieu rural, l'éloignement des centres médicaux rend plus difficile l'accès à l'information ainsi qu'à des soins de première nécessité.

“ J'avais 16 ans et j'étais interne dans un lycée à 1h de chez mes parents et à 30 min d'une ville. Cela fait plusieurs années que j'ai des relations avec des garçons sans qu'elles soient à long terme. Suite à tous les cours de préventions sur le sexe et ses dangers, je me suis décidée à faire un dépistage MST pour me rassurer. Mes heures de cours et les horaires de bus ne collaient pas avec les ouvertures du centre de dépistage. J'ai donc demandé à ma grande sœur de passage de m'accompagner dans cette épreuve qui était difficile à surmonter, j'avais peur de comment ça allait se passer. Quelques semaines plus tard j'ai reçu un appel du centre en me disant que je pouvais passer récupérer mes résultats. Ma sœur n'était plus là, je n'avais pas de possibilité d'y aller seule ; j'étais obligée de demander à ma mère. Je lui ai dit que je ne voulais pas en parler, elle a été compréhensive et m'a ramené mon dossier. ”

Fanette -20 ans - Tarn

“ Quand j'avais 16-17 ans, on parlait beaucoup du papillomavirus et de son vaccin. J'ai demandé à ma médecin généraliste (de famille) de m'expliquer ce que c'était, quels étaient les risques et l'intérêt du vaccin. Elle m'a parlé des facteurs à l'origine du papillomavirus, des risques liés à la sexualité. Pour conclure : le moins risqué c'est l'abstinence. Elle m'a expliqué que lors d'un rapport sexuel, le pénis du garçon, corps étranger, rentre dans le vagin de la fille (déjà, qui lui avait dit que j'étais hétérosexuelle et que je voulais faire du sexe avec pénétration ?!). Le vagin en question pouvait alors se sentir agressé et développer le papillomavirus. Le risque était accru si on avait plusieurs partenaires au cours de sa vie (?!) Elle avait conclu que de toute façon, la seule manière de ne pas courir de risque dans la sexualité, c'était l'abstinence. Je suis repartie sans réponse sur le vaccin et avec une vision de la sexualité pas très positive.”

Manon – 28 ans - Doubs



Homosexualité

Denis Quinqueton, codirecteur et responsable des études LGBT à la Fondation Jean Jaurès ; propos issus d'une enquête IFOP en ligne réalisée en 2019 avec la Fondation Jean Jaurès et la DILCRAH auprès de 3 013 personnes âgées de 18 ans et plus et d'une partie spécifique de cette enquête auprès de 1 229 personnes homosexuelles, bissexuelles et transgenres.

La société accepte globalement bien l'idée de l'homosexualité. On peut considérer que le sujet de la perception de l'homosexualité est une question désormais tranchée. Au sein des personnes interrogées, 85% affirment que l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité (89% en rural) et 72% vivrait « bien » qu'un de leurs enfants soient homosexuel.le.s (76% en rural). Ces chiffres positifs ont énormément progressé en un demi-siècle et sont à peu près stables. Ce qui n'était pas envisageable dans les années 1960 est à présent admis et/ou reconnu et/ou accepté, y compris dans la sphère familiale. Les espaces ruraux semblent plus apaisés sur cette idée que les espaces urbains.

La norme vis-à-vis de la perception de l'homosexualité s'inverse par rapport aux décennies précédentes. Il y a une recrudescence d'intolérance dans la tranche d'âges 18 - 24 ans. Que près de 20% des jeunes gens nés au moment où la France adoptait la loi sur le Pacs, il y a 20 ans, considèrent l'homosexualité comme une « perversion » ou une « maladie » nourri une inquiétude et souligne l'importance de l'éducation affective et sexuelle.

Concernant le vécu de personnes LGBT, les 18-24 ans sont plus discriminé.e.s. Parmi elles, celles habitant dans une commune rurale sont 79% à affirmer ne pas avoir eu le sentiment de subir de la discrimination en lien avec leur orientation sexuelle/identité de genre (70% sur l'ensemble). Deux interprétations sont possibles, soit la réalité des relations en milieu rural contourne les clichés et les préjugés, soit cela marque une vie sociale plus réservée dans un groupe de population plus restreint.



Un grand nombre des discriminations subies par la population interrogée sont provoquées par des élèves et étudiant.e.s dans un établissement scolaire (28%) ou des supérieur.e.s hiérarchique ou des collègues de travail et des voisins ou habitant.e.s des alentours du domicile (23%). On observe moins de discriminations aux logements en milieu rural qu'en milieu urbain (-8%). Cette différence s'explique sans doute par un marché du logement en milieu rural peu tendu voire en crise contrairement à celui du milieu urbain, ne laissant pas de place pour faire jouer des mécanismes de discriminations dans le choix des acheteuses ou des locataires. Les espaces dans lesquels se manifestent des injures ou des menaces verbales ne sont pas toujours les mêmes entre milieu rural et milieu urbain. C'est particulièrement visible pour les discriminations de rue, subies à 25% pour l'ensemble de la population interrogée, alors seul 16% des habitant.e.s des communes rurales disent en avoir déjà subies. Cette raison peut sans doute s'expliquer par une interconnaissance plus forte en milieu rural, les habitant.e.s privilégiant des espaces restreints. De la même manière, seul 16% des personnes issues des milieux ruraux déclarent avoir fait l'objet au cours de leur vie d'atteintes à leurs biens ou d'agressions physiques ou sexuelles, alors qu'elles sont 26% dans l'ensemble de la population.

Colin Girault, doctorant en sociologie et maître de conférence au CRESPA ; propos issus de ses travaux de thèse « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine »

La grande ville est par excellence l'espace de visibilité des réalités et vécus homosexuels. L'ambition de la thèse de Colin est de raconter des parcours et modes de vies peu connus pour plusieurs raisons, notamment parce que ce public est peu sollicité et peu répondant et que l'histoire se construit en milieu urbain.

Il existe des représentations préexistantes mais très binaires spatialement et socialement, donnant une vision trop homogénéisante. D'un côté, la ville ouverte, perçue comme un espace accessible et tolérant, « éduqué », offrant un sentiment de protection par l'anonymat, avec des bars et des lieux de rencontre. De l'autre, les espaces périurbains et ruraux perçus comme conservateurs, moins tolérants voire hostiles avec une mise en avant d'un mode populaire et de rejet. L'importante réception médiatique du livre « En finir avec Eddy Bellegueule » d'Edouard Louis, qui insiste sur la difficulté de vivre son homosexualité à la campagne et la nécessité quasi vitale de migrer dans les grandes villes, en est l'illustration.

Dans l'inconscient collectif quand on parle d'homosexualité et du rural, trois idées reçues se dégagent : **l'invisibilité des personnes homosexuelles, la figure du rejet et la perception d'un espace que l'on fuit.**

Des études ont cherché à observer la **visibilité de l'homosexualité en milieu rural**. Celle-ci a été définie comme collective, institutionnelle et associative. Avec ces critères, il est très peu probable de retrouver en milieu rural ces marques de visibilité. Comme dans de nombreuses études sur d'autres sujets, on cherche à regarder le rural avec les mêmes lunettes que l'urbain. On définit la visibilité urbaine, et on s'étonne de ne pas la retrouver en rural. Ça ne signifie pas que les gens sont individuellement invisibles, peu de gens se cachent et restent dans le placard. En revanche on trouve des formes plus fines, plus nuancées et plus diverses de conceptions de l'homosexualité. L'inexistence de lieux identifiés n'est pas forcément vécue sur le mode du manque et/ou de la souffrance de ne pas pouvoir s'exprimer entre pair.e.s.

Concernant **l'hostilité et le rejet**, il y en a, mais pas plus qu'ailleurs. Au sein de la famille, la présence d'un enfant homosexuel peut venir bousculer les représentations et la structure famille hétéronormée ; de même pour le milieu professionnel. De par la présence des personnes homosexuelles, de fait, l'homosexualité intègre les vies et bouscule les normes, n'empêchant pas les socialisations. L'existence de ces minorités vient progressivement changer socialement la majorité hétérosexuée au cours du temps.

Par rapport à la vision où le milieu rural est **un espace que l'on fuit**, il faut d'abord prendre en compte la diversité des territoires et ne pas mettre tous les territoires ruraux dans une même catégorie. Concernant les trajectoires des personnes homosexuelles trois trajectoires se dégagent : - **les locaux « pur jus »** qui restent sur leur territoire - **les « 100% néoruraux »** qui arrivent de métropole et n'ont souvent jamais connu le rural et - **ceux qui partent et reviennent après « l'expérience de la ville ».**



Vous pouvez retrouver le témoignage de Olivier et Hugo sur uniqueenmongenre.fr

Témoignages

“ J’ai découvert que j’étais lesbienne vers mes 20 ans. Être lesbienne est une des facettes de ma personnalité qui en comprend de nombreuses autres. J’ai grandi sans repères sur l’homosexualité en rural. Je ne connaissais personne dans mon entourage « adulte » qui était en relation avec une personne du même sexe. Je me rappelle que quelque fois on parlait des vieux garçons ou vieilles filles qui habitaient à l’orée du village. Si on réfléchit deux minutes, on se doute bien qu’ils ou elles sont en couple. En ne mettant pas de mots, on invisibilise et chacun achète une part de la paix sociale. En milieu rural, c’est difficile de se construire hors des normes, car nous n’avons pas de miroir. Nous grandissons dans un environnement qui ne nous dit pas que c’est possible, que ça existe. Aujourd’hui, de plus en plus de couples de femmes ou d’hommes s’installent en agriculture. Je rêve, que nous serons chacun et chacune à notre manière, les miroirs de jeunes ruraux.ales qui ne se demanderont plus : Est-ce que c’est possible ? ”

Aline – 28 ans - Tarn

“ Quand j’étais petite, vers 6 ans, je me souviens avoir demandé ce que voulais dire le gros-mot « PD », et que ma mère m’avait expliqué très succinctement, l’air gênée que ça venait du mot pédéraste qui voulait dire deux hommes amoureux ou quelque chose comme ça. Donc vers 6 ans j’ai appris avec un grand étonnement que deux hommes avaient le droit d’être amoureux, que c’était relativement admis. Mais vu la façon dont ma mère en parlait, ajouté au fait que ça soit aussi une insulte, j’avais deviné que ce n’était pas très valorisé dans la société. Mais quand même j’avais considéré ça comme un nouveau possible et c’était déjà réjouissant. [...]Ce n’est donc que vers onze ou douze ans que j’ai découvert l’existence des lesbiennes, et que j’ai donc compris que je n’étais pas un extra- terrestre, seule « fille » sur terre à être amoureuse de femmes. Avec du recul aujourd’hui ça me semble complètement incongru de n’avoir eu accès à cette information que si tard. ”

Perrine – 27 ans - Deux-Sèvres



AGIR SUR CES QUESTIONS EN TANT QU'ACTEUR.TRICE DE JEUNESSE

Penser et animer cette question avec son équipe



Maud, responsable de la commission mixité des Éclaireuses et Éclaireurs de France et membre de comité de rédaction du guide Mixicamp.

Dans un premier temps, nous nous sommes partagé nos contextes d'équipes dans lesquels on souhaite travailler les questions de mixités ainsi que des documents cadres sur lesquels s'appuyer (Rapport d'Orientations, Projet Educatif, Plaidoyer pour l'Égalité, Cadre GSMR – au MRJC) ce qui permet de corréler le cheminement collectif et personnel, mais aussi d'asseoir la légitimité de la démarche vis-à-vis de l'équipe, des jeunes, des parents, des inspecteurices jeunesse & sport, etc.

Dans un second temps, nous avons fait une lecture du guide "Mixicamp" pour en sortir différents éléments.



Ce que l'on dit, ce que ça dit

Le langage contribue à façonner nos représentations du monde. Agir sur le langage c'est donc aussi agir sur la réalité.

Les propos sexistes, homophobes, ou transphobes sont des paroles qui renforcent des stéréotypes ou des mots insultants qui ne visent pas une personne en particulier. Par ex : « c'est un truc de pédé » ; « Laura et Marine sont pas encore revenues de la douche ; en même temps c'est normal ce sont des filles ». **L'objectif, c'est de réagir.** Réagir, c'est sortir le propos de la banalité, offrir un miroir qui appelle la réflexion sur des phrases et des représentations réflexes.

Un des aspects de ce que l'on appelle la « norme hétérosexuelle » est que, de prime abord, tout fonctionne dans notre tête comme si tout le monde était hétérosexuel. **Faire exister dans notre langage la possibilité de l'homo ou de la bisexualité** est donc important pour « normaliser » les différentes orientations sexuelles et amoureuses. On peut dire systématiquement « ton copain ou ta copine ». Ouvrir cette double possibilité peut amener à des commentaires négatifs ou interrogatifs : c'est alors l'occasion d'échanger sur ce sujet.

En équipe de responsables, de groupe, de formation...

Si l'équipe reproduit parfois des schémas ou des déséquilibres genrés, c'est aussi le premier levier pour agir. Voici des points d'attentions :

La composition de l'équipe et la prise de responsabilité :

- Inciter et accompagner les personnes à **prendre des responsabilités à l'intérieur de l'équipe** selon des schémas non genrés.

Les principes de fonctionnement de l'équipe

- Se **dire explicitement** que l'on sera vigilant.e.s à nos propres attitudes / propos sexistes, que l'on respectera les identités de genre, et permettra aux personnes de s'exprimer à ce sujet (faire un tour des prénoms et des pronoms).
- **Débriefier ensemble** quand on identifie des situations problématiques (ex : une réaction différente avec un garçon qui pleure qu'avec une fille qui pleure ; des garçons qui n'écoutent que les responsables hommes ...) et échanger sur comment on pourrait agir pour la suite.
- Être vigilant.e.s aux **temps de parole** dans l'équipe, aux interruptions. S'encourager à participer aux temps informels du genre opposé au sien (ex. : en tant que responsable femme, aller faire un tour dans la partie de foot), à se former sur des domaines nouveaux.

La relation avec les parents



- **S'adresser aux pères comme aux mères** pour donner des informations sur les enfants ou en demander.
- **Solliciter tous les parents pour les différents coups de main** : coudre n'est pas réservé aux mères, et réparer les tripattes aux pères. On peut même proposer d'en faire des temps d'apprentissage.
- **Expliciter auprès des parents l'importance de l'égalité des genres** dans son association, notamment **dans le projet pédagogique**. Même si ce n'est pas un objectif spécifique de l'équipe, on peut inscrire une simple phrase *"l'équipe sera par ailleurs vigilante aux questions d'égalité entre les filles et les garçons et à éviter les propos discriminant pendant le camp"*.
- **Ne pas supposer que toutes les familles sont hétérosexuelles** quand on discute avec un.e parent, soutenir si besoin la place des **familles homoparentales** dans le groupe.

Le contenu de nos activités

S'il est bien sûr intéressant de proposer des temps spécifiques sur l'égalité, la première étape est d'être attentif.ve à ne pas reproduire des stéréotypes dans les activités habituelles, et à proposer des contenus dans lesquels tout le monde peut trouver sa place.

Des activités variées auxquelles tous.tes peuvent participer

- Proposer des activités qui permettent à **chacun.e d'exprimer ses capacités et d'en développer de nouvelles** : activités physiques, d'expression artistiques, corporelles, d'adresse, de patience, de repérage...

Un imaginaire qui évite ou questionne les stéréotypes

- Être vigilant.e aux trames basées sur des films / livres connus, parfois très stéréotypés, et qui rendent difficile d'imaginer des variations par rapport à l'original (que le héros devienne une héroïne, ou soit amoureux d'un garçon).
- **Créer des rôles de filles complexes** (gentilles, méchante, rusées,...) et des relations entre des personnages féminins qui ne passent pas toujours par des hommes (la femme, la sœur, la mère...).
- **Éviter le syndrome de la schtroumfette** (seule fille dans un monde de garçon)
- Intégrer **la possibilité des personnages homosexuel.les** sans en faire forcément un élément de l'intrigue.
- En tant que responsable, incarner des personnages du genre opposé au sien, sans cliché ou caricature.

Animer des temps avec des jeunes

Albane, membre de la commission mixité des Éclaireuses et Éclaireurs Unioniste de France.



Nous nous sommes beaucoup questionnés sur la posture que l'on doit avoir pendant l'animation d'un tel temps.

Avant de proposer une animation, il faut analyser en amont et connaître son groupe. C'est mieux que l'ambiance avant soit plutôt **calme**. Éviter de terminer une olympiade juste avant ! Les soirées sont souvent propices à ces temps d'échanges plus intimes. Prévoir de pouvoir **prendre le temps**, un créneau de 2h est souvent idéal.

Il faut aussi prendre un temps en amont entre animateurices pour être au **clair sur le positionnement** : Sommes nous tous sur la même ligne ? Quelle posture ? Quel propos (homosexualité, prostitution, porno, avortement, PMA, GPA...) ? Proposer aussi un temps en adéquation avec la posture de tout le monde. N'importe qui peut animer un temps sur la sexualité. **Plus l'animation est structurée, plus les animateurices seront à l'aise.**

Cela peut être bien sans être nécessaire de se renseigner en amont, notamment sur les questions physiologiques et de contraceptions. Il faut également être à l'aise avec le fait que les animateurices ne savent pas tout, il faut **savoir verbaliser ses limites**. Des participant.e.s peuvent également être en capacité de répondre. Que ce soit personnel ou pour le groupe,, **ne jamais laisser les personnes sans réponse**. Concernant l'utilisation du « je » ou d'exemples personnels que ce soit pour les participant.e.s comme pour les animateurices, cette question n'a pas été tranchée.

Au début du temps, il est important de poser un cadre de bienveillance pour les

animateurices et pour les jeunes afin de **créer un espace où les participant.e.s se sentent libre de parler**. L'animation doit

permettre de laisser parler les personnes, qu'il y ait une bonne distribution de la parole, et que chacun soit attentif.ve aux modes de prise de parole. Il faut veiller à **ne pas laisser les moqueries et les rires s'installer**.

Dans l'idéal, sa posture doit donner de l'importance au moment sans l'aborder de manière grave ou sans importance. Il faut **dédramatiser le sujet avec sérénité**. Il est important d'éviter d'avoir une posture jugeante et culpabilisante, de formuler des conseils trop précis, d'expliquer par concept sans être dans une posture d'écoute, de poser trop de questions pouvant mettre mal à l'aise la personne. Dans ce cas-là, il est possible de juste demander à la personne de reformuler son propos (la question miroir) et notamment de creuser dans le cas de questions à l'apparence provocatrices.

Si des problématiques ressortent de ce genre de temps, il faut mesurer le degré de problématique des paroles du / de la participant.e.. Si cela est trop important il ne faut pas hésiter à couper la conversation et **redonner un autre espace pour en échanger en plus petit collectif**. Si des prises de paroles peuvent dégager un mal-être ou des questionnements, il faut se donner la possibilité d'en reparler avec la personne à la suite de l'animation.

Il est très important de **dissocier le temps sexualité/rapport amoureux et temps sur la contraception et prévention**. À mélanger les deux, il y a des risque le message de fin soit « Attention la sexualité est dangereuse ».

CONCLUSION ET LE MRJC DANS TOUT ÇA ? LES SUITES

Les préconisations face à ce qu'il s'est déjà passé

Objectifs généraux à long terme

- Construire un lien apaisé avec l'Église sur ces sujets
- Que le sujet soit reconnu et accepté par toutes les sections, qu'il ne soit plus un non-sujet
- En faire une question transversale, qui traverse toutes les thématiques du MRJC
- Faciliter l'accès des jeunes de milieu rural à une information et des échanges sur la question



Objectifs opérationnels (à 2-3 ans)

Avoir des temps de rencontres entre l'Église et les personnes qui portent le sujet

Nous prévoyons des rencontres qui seraient réalisées à différents moments et à différents échelons, national et en section, et pourraient rassembler des clercs, des volontaires de l'Église ou des décideurs financiers et les personnes qui portent le sujet au sein du MRJC. Ces temps pourraient être médiés à l'aide d'outils de communication non violente et / ou d'un·e médiateur·trice. Nous pourrions également faire appel à différents partenaires comme David et Jonathan, Coexister, etc.

Animer les enjeux du dossier "Genre et Sexualité" auprès de toutes les sections

Plusieurs pistes ont été évoquées :

- Faire une plénière centrale sur les thématiques *Genre et sexualité en milieu rural* ou *Travailler l'inclusion*, au congrès 2020 ou 2021
- Prévoir un temps d'aération de théâtre-forum sur la thématique *Genre et sexualité en milieu rural*, au congrès 2020 ou 2021
- Faire un atelier à destination des militants (hommes) du MRJC qui se sentent en difficulté ou déstabilisés face à cette thématique (qui n'en ont pas toujours conscience d'ailleurs). Il est important que cet atelier soit animé par des hommes concernés ou déconstruits. L'objectif est de montrer aux militants en quoi ils sont concernés et l'impact qu'a le patriarcat sur eux
- Faire une rencontre entre toutes les sections qui ont fait un diagnostic pour agréger les résultats

Former aux enjeux du dossier genre et sexualité au sein du mouvement et à l'externe

Plusieurs pistes ont été évoquées :

- Création d'un module de BAFA pour animer ces questions au sein d'une équipe d'animation : sous forme de kit et en collaboration avec nos partenaires.
- Prévoir un stage de recherche sur l'amour et la sexualité en 2022.
- Se doter d'outils pour que le MRJC puisse intervenir auprès des jeunes (catéchèse, interventions en milieu scolaire, camps). Exemples d'outils :
 - Création de chansons
 - Outils de théâtre-forum
 - Création de jeux
 - Diffuser différentes ressources sur le sujet
- Continuer à faire des efforts pour se mettre en relation avec les actrices qui font déjà ça sur nos territoires (EEDF, EEUDF, Civam, etc.)

Outiller les problématiques liées à ce dossier au sein du mouvement

Créer une ligne d'appel d'astreinte pour répondre à l'ensemble des personnes en animation et direction pour répondre à ces questions-là ou mutualiser la ligne d'appel des éclair.euse.s.

Ce qui se fait actuellement sur les territoires :

- Doubs : Création d'outils, notamment avec du théâtre forum + enquête pour réaliser un diagnostic de territoire. Cette section a accès à des services d'information et de prévention au sujet de la masculinité toxique, du sexisme ordinaire et de la charge mentale.

GENRE ET SEXUALITÉS EN MILIEU RURAL

RECIT DE FORMATION

MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE

Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne est une association qui œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux. Il propose aux jeunes ruraux·ales de se réunir pour agir ensemble sur leur lieu de vie. Les actions sont autant des évènements festifs que des débats, des séjours éducatifs, des formations sur différents sujets de société...

Le 13, 14, 15 décembre 2019, un week-end de formation a été réalisé dans le cadre du projet "Genre et sexualité en milieu rural" du dossier "Vivre Ensemble" du Mouvement rural de Jeunesse Chrétienne.

MRJC

2 rue de la Paix - 93500 Pantin

www.mrjc.org

Annexe 12

Dossier Transrural Initiatives :
« Genre et sexualités en milieu rural : libérons la parole ! »
(Avril-Mai 2020)

Transrural initiatives

n°479 / avril – mai 2020 / 10 euros

- CONTRE LA PANDÉMIE,
LES CIRCUITS COURTS
- OUVERTURE DES VANNES
POUR LA LIBÉRALISATION DE L'EAU
- PERSPECTIVES
POUR LES EFFONDRES

Dossier

GENRE ET SEXUALITÉS EN RURAL : LIBÉRONS LA PAROLE !

Transrural initiatives

est publiée par l'Adir, association d'édition de :



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale (www.civam.org).



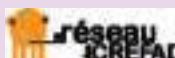
Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation. (www.mrjc.org).



Le Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (Relier) considère qu'il est nécessaire de soutenir le développement d'autres activités à la campagne et, face aux interrogations de notre société, qu'il est urgent de leur donner un sens : s'installer à la campagne, monter une entreprise rurale, c'est d'abord faire le choix d'un mode de vie. Depuis 1984, l'association d'éducation populaire Relier contribue à créer et animer des lieux d'échange et de mise en lien des personnes qui font le choix de s'installer et vivre en milieu rural (www.reseau-relier.org).



Le centre de ressources sur les pratiques et les métiers du développement local Cap Rural a pour vocation de promouvoir le développement des territoires ruraux et périurbains de Rhône-Alpes. Depuis 1996, Cap Rural porte le projet d'espaces ruraux vivants aux fonctions diversifiées (productive, résidentielle, touristique et nature), composés par une mixité de populations et d'activités, et mettant en œuvre de réelles dynamiques économiques, sociales et environnementales, dans le cadre de relations équitables avec les espaces urbains (www.caprural.org).



Le Réseau des Créfad est une coordination d'associations se reconnaissant dans des valeurs communes en référence au Manifeste de Peuple et Culture comme l'éducation populaire, la laïcité, la lutte contre les inégalités, les injustices, ou encore dans l'entraînement mental. Ses membres travaillent les thèmes de l'accompagnement, de l'habiter, de la vitalité des territoires ruraux, de la jeunesse, de l'interculturalité, du rapport à la lecture et à l'écriture. Ils œuvrent ensemble pour se renforcer, s'inspirer et se soutenir mutuellement, construire du neuf (www.reseaucrefad.org).

Directeur de publication : Raphaël Jourjon - **Équipe**

de rédaction permanente : Fabrice Bugnot, Jade

Lemaire - **Ont participé à ce numéro :** Isabelle

Barnier, François Bausson, Hugues Boiteux, Mathilde

Bourgerie, Michel Carré, Céline Champouillon, David

Chomentowski, Solène Cordonnier, Aline Coutarel,

Germain Coutarel, Valentin Douillet, Anne-Lise Hervieu,

Raphaël Jourjon, Cédric Letourneur, Etienne Martin,

Lucie Martin, Rémi de Montaigne, Jean-Claude

Moreau, Jean-Marie Perrinel, Justine Raynaudard,

Pauline Salcedo, Jeanne Vanderkam, Claire Wolfarth.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard

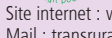
Maquette : Catherine Boé

Impression : Evoluprint, Bruguère

Administration / Rédaction :

58 rue Regnault - 75 013 Paris

Tél. 01 48 74 52 88



Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : MRJC

ET DE LA COUVERTURE DU DOSSIER :

Sandra-Vanessa Liégeois

Reproduction autorisée sous réserve de demande

— n°CPPAP : 0620G86792 — ISSN : 1165-6166 —

Dépôt légal : mai 2020.

vivre ensemble

Société

- 4 Face à la pandémie, les circuits courts ?
- 5 Regard critique sur la ville intelligente, la smart city
- 7 Les tiers-lieux contre les déplacements pendulaires ?

Santé

- 8 Les Agences régionales de santé, ces pompiers pyromanes

Culture

- 10 Les droits culturels ou la nécessaire transition vers une culture de liens



un autre développement

Initiative

- 15 Coaraze, préserver la vie locale de l'affluence touristique

Aménagement

- 16 Villes : « Small is beautiful » ?

Agriculture

- 18 Les PAT font-ils avancer la transition agro-écologique ?

Idées

- 19 Perspectives pour les effondrés ?

Initiative

- 21 « Deux tiers des aires d'accueil sont situées à côté de sources de pollution »

ménager les ressources

Agriculture

- 12 La méthanisation est-elle une caution aux élevages industriels ?

Aménagement

- 14 Ouverture des vannes pour la libéralisation de l'eau



Quatrième de couverture

Pendant la crise du Covid-19, les « fenêtres en lutte » se sont multipliées. Julien Frégé, l'homme sur la photo, a vite compris que relever la culture ne serait pas prioritaire. Il a rencontré Alix Montheil, auteur du cliché, à l'École supérieure d'art dramatique de Paris il y a dix ans. Expulsés de leur logement au début du confinement, les amis se sont rabattus sur un hangar dont Alix a hérité à La Croisille-sur-Briançon (Haute-Vienne). Est née l'idée d'en faire un lieu de création pour la Compagnie AlixM (cicalixm.com) et les troupes amies « pour pallier la fermeture des espaces où l'on peut jouer, ne plus être dépendants d'un système libéral qu'on subit alors qu'on le dénonce ». À terme, les habitant-es du coin s'y retrouveraient pour festoyer, partager et des liens seraient tissés avec des maraîcher-ères ou des artisan-es locaux-ales.

(Ré)abonnez-vous à **Transrural initiatives**
sur la boutique en ligne de la revue

22 Le vin et les arts,
un pont entre France et Roumanie

Culture

23 *Vitis Prohibita*,
une histoire des cépages interdits

Chronique

24 La guerre des mots — acte XXXV



découvrir

25 En revues

26 Au fil des lectures

I à XII DOSSIER

Genre et sexualités en rural : libérons la parole !

Des femmes plus précaires assignées à des rôles et métiers peu reconnus, des normes hétérosexuelles plus prégnantes, des professionnel·les de santé moins accessibles... À travers de nombreux témoignages, ce dossier, qui s'inscrit dans le projet de lutte contre les discriminations de genre et de sexualités en milieu rural du MRJC, explore les stratégies déployées par les jeunes souhaitant d'affranchir des normes en vigueur et interroge la façon dont l'État et les associations peuvent favoriser l'existence d'une diversité apaisée et l'émancipation féminine dans tous les territoires.



SANDRA-VANESSA LIÉGOIS

LES MÉCANISMES DE LA DOMINATION ORDINAIRE

En novembre dernier, lors du dernier comité d'orientation de l'Agence de diffusion et d'informations rurales (Adir), association éditrice de *Transrural initiatives*, nous débattions de l'écriture inclusive. Pourquoi l'utiliser ? Quelles conséquences sur nos habitudes d'écriture et de lecture ? Quelles règles se donner ? Parce que l'Adir est un collectif de structures mais aussi d'individus aux sensibilités différentes, parce que nous ne souhaitons pas imposer de norme et parce que nous n'avons pas pris le temps de définir des règles précises sur ce que serait la meilleure manière de ne pas exclure le féminin dans notre écriture, nous avons fait le choix de laisser à chaque personne la possibilité d'utiliser des substantifs féminins (autrice et non auteur), la double flexion (paysans, paysannes), des mots englobants (paysannerie) ou épïcennes (personnes), le point-médian... ou non. Difficile de ne pas évoquer ce sujet alors que nous publions dans ce numéro un dossier sur la question du genre et des sexualités en milieu rural, construit avec le MRJC, et dans lequel nous avons tenté de systématiser une écriture inclusive !

Comme le sous-titre de ce dossier - « *libérons la parole* » - le suggère, nous nous incluons au même titre que nos membres dans un combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes. « *L'écriture inclusive est un sujet engageant pour toute communauté qui décide de s'en saisir (...). Ce changement ne consiste pas seulement à ajouter des points ici et là (...). En attirant l'attention sur les modalités de l'expression, sur le fonctionnement de l'outil qui nous sert à penser et écrire, sur les lieux parfois obscurs où se cache le sexisme, l'écriture jette une lumière crue sur les mécanismes de la domination ordinaire. Elle est un levier de redistribution du pouvoir au sein d'une organisation* », lit-on dans la postface du livre d'Eliane Venot, *Le langage inclusif : pourquoi, comment*¹, publié en 2018 aux éditions Mots-Cles.

Ces mécanismes de domination et les défaillances de nos systèmes économiques et politiques sont aujourd'hui mis en lumière par l'épidémie de Covid-19 et sa gestion. Hébétés par le cirque médiatique, le confinement et les mensonges gouvernementaux, conscients de ne pas avoir le recul suffisant ni l'envie, nous avons fait le choix de repousser au prochain numéro, dans un dossier, un traitement plus poussé de ce moment particulier.

Parmi les nombreuses interrogations sur les changements qui pourraient résulter de cette crise, citons tout de même la tribune publiée fin avril par la revue en ligne *Terrestres* : « *Les mesures de distanciation interpersonnelle et la peur du contact avec l'autre générées par l'épidémie entrent puissamment en résonance avec des tendances lourdes de la société contemporaine* », écrit notamment le collectif Écran total, craignant que « *la possibilité que nous soyons en train de basculer vers un nouveau régime social, sans contact humain, ou avec le moins de contacts possibles et régulés par la bureaucratie* ». Alors à bientôt, de vive voix !

FABRICE BUGNOT, RESPONSABLE DE LA RÉDACTION

1 - Il revient dans son chapitre deux sur l'histoire de la masculinisation du français, rappelant ainsi que la société médiévale connaissait maîtresse, tavernières ou baronnes et que la condamnation des noms féminins progresse à partir de la naissance de l'Académie française en 1635 ou que l'accord des adjectifs au profit du masculin pluriel est justifié par le fait que « *le genre masculin est réputé plus noble que le féminin, à cause de la supériorité du mâle sur la femelle* », selon un ouvrage sur le grammaire en 1767.

2 - www.terrestres.org/2020/04/27/ne-laissons-pas-sinstaller-le-monde-sans-contact.

Genre et sexualités en rural : libérons la parole !



- Sexistes et homophobes, les campagnes ? II
- Quand « tout se sait », faire ses propres choix sexuels et amoureux. III
- « Pour les femmes il n'y a jamais d'acquis » V
- Des collectifs engagés pour les paysannes VI
- Le parcours des combattant·es pour un accès à la santé sexuelle en rural VIII
- Homosexualité : « Je me sens moins en sécurité en ville » IX
- Eglise et sexualités : un mélange des genres X
- Raconter pour comprendre et agir .. XI

Les paysannes ont dû lutter pour acquérir le statut de conjointe collaboratrice puis de cheffe d'exploitation au même titre que leur mari. Plus diplômées que les hommes, les femmes des milieux ruraux ont aussi des conditions d'emploi plus précaires qu'eux, en partie parce qu'elles sont assignées à des rôles et métiers peu reconnus, traditionnellement associés à la féminité, comme l'aide aux personnes âgées. Elles risquent leur réputation locale en s'écartant des normes de genre qui vont jusqu'à brider leur sexualité. Ces normes s'appliquent aussi aux garçons, dont la virilité ne doit pas être mise en doute par une orientation homosexuelle. Faut-il fuir la campagne, plus conservatrice que la ville dans l'imaginaire collectif, pour vivre sa différence ? La réalité est plus nuancée. Quelles sont les stratégies déployées par les personnes, en particulier les jeunes, souhaitant d'affranchir des normes de genre et de sexualités en milieu rural ? Comment l'État, à travers ses programmes d'éducation à la sexualité et de santé sexuelle, pourrait permettre l'existence d'une diversité apaisée et l'émancipation féminine dans tous les territoires ? Quelle place les associations prennent-elles ou doivent-elles prendre dans cette démarche ?

Engagé dans un programme de trois ans sur les questions de genre et de sexualités en milieu rural, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), souhaite « rompre le silence et l'isolement sur les discriminations de genre et de sexualités que subissent les jeunes issues des territoires ruraux ». Dans le milieu associatif et syndical paysan, nombreuses sont les structures à s'intéresser à la place des femmes dans les fermes et les campagnes, dénonçant les discriminations dont elles sont victimes tout en mettant au jour leur rôle d'innovatrices. Des espaces de non-mixité émergent pour libérer la parole et permettre l'émancipation. Ce dossier est l'occasion de faire un tour d'horizon des constats et des pratiques individuelles, collectives, institutionnelles et associatives sur ces questions.

Les particularités démographiques et d'aménagement des territoires ruraux en font des lieux où l'épanouissement des femmes et des minorités de genre et sexuelles est plus difficile qu'ailleurs.

Sexistes et homophobes, les campagnes ?

Il n'existe pas d'études récentes sur les discriminations liées au genre et aux sexualités que subissent les jeunes des territoires ruraux français, alors qu'il y en a de nombreuses sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville¹. L'absence de travaux spécifiques au rural est une constante, comme le souligne le Commissariat général à l'égalité des territoires². Mais les rares études sur les femmes rurales révèlent de fortes discriminations de genre qui les empêchent d'accéder à une meilleure situation économique. Les associations, mutuelles, organismes de santé et de prévention témoignent aussi de situations critiques touchant les jeunes ruraux-ales victimes de discriminations liées à leur orientation sexuelle, pour souligner le risque d'enfermement ou leur fuite vers la ville. D'après plusieurs témoignages, il est également plus difficile pour des jeunes ruraux-ales LGBTQI+ d'affirmer leur identité sexuelle. Peu de structures d'information et d'éducation à la sexualité existent sur les territoires ruraux (planning familial, centre LGBT, lieux d'accueils de femmes victimes de violences conjugales, etc.)

ISOLEMENT DES PERSONNES LGBTQI+

«Lorsqu'on compare au milieu urbain, la principale différence se situe au niveau de l'isolement. (...) parce que la population est moins nombreuse, les personnes LGBT s'affirment moins. Plus on est dans un petit patelin, plus c'est difficile à faire», explique Line Chamberland, titulaire de la Chaire de recherche sur l'homophobie et professeure à l'Université du Québec à Montréal. En France, la ligne téléphonique Fil vert de l'association Refuge voit une augmentation des jeunes ruraux-ales LGBTQI+ appelant pour trouver écoute et soutien. Les



D'après plusieurs témoignages, il est plus difficile pour des jeunes ruraux-ales LGBTQI+ d'affirmer leur identité sexuelle.

responsables se trouvent désemparés devant le manque de structures relais, situés exclusivement en milieu urbain. «Ce que nous aimerions offrir à ces jeunes, c'est juste des espaces de sociabilité leur permettant d'exprimer leur situation sans crainte de jugement», mentionne Nicolas Noguier, président du Refuge.

Le monde rural n'est pas resté à l'écart de la profonde transformation de la société française qui s'est opérée depuis 2012 suite aux lois sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la lutte contre le harcèlement, la criminalité pédophile, le

mariage pour tous, l'abolition du système prostitutionnel... Cependant, il manque les dispositifs nécessaires pour faire appliquer ces lois dans les territoires ruraux, dans un contexte de désengagement de l'État. Dans ces conditions, les structures associatives qui maintiennent la cohésion sociale ne sont pas en mesure de lutter pleinement contre ces discriminations. Elles sont même parfois entraînées à les reproduire, en témoignent la faible offre de loisirs en direction des jeunes filles ou le maintien des traditions viriles dans certaines activités sportives ou festives. ■ ■ ■

UNIQUE EN MON GENRE, C'EST QUOI ?

Le MRJC s'est engagé en 2019 dans un projet sur trois ans de lutte contre les discriminations de genre et de sexualités en milieu rural. Ce projet, financé par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, ainsi que par le Fonds pour le civisme en ligne de Facebook, passe par l'organisation de séminaires, week-ends de formation, enquêtes ou encore théâtres-forums un peu partout en France, mais aussi par une web-série de témoignages ainsi qu'un site Internet de ressources, baptisés « Unique en mon genre ». Pour en savoir plus : www.uniqueenmongenre.fr.

■ ■ ■ L'ÉDUCATION POPULAIRE POUR CONSTRUIRE LE VIVRE ENSEMBLE

Au MRJC, en tant que mouvement d'éducation populaire, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole et faciliter l'entraide et la socialisation. Nous menons depuis 2019 le projet « *Unique en mon genre - genre et sexualités en milieu rural* » (cf. encadré p.11). Nous proposons des espaces de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun-e. Nous recueillons la parole de personnes concernées, afin de comprendre les particularités de certains territoires et sensibiliser les habitant-es, élu-es et acteur-rices de jeunesse aux questions de genre et de sexualités en milieu rural pour agir collectivement contre ces discriminations.

■ MATHILDE BOURGIER (MRJC)

1 - Cf. les travaux des sociologues Zoé Rollin, Isabelle Clair ou Amandine Lebugle.

2 - www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/dossierobsnov2014femmeterritoiresruraux.pdf.

QUELQUES DÉFINITIONS

Discrimination : Traitement défavorable et/ou de rejet, provoquant l'exclusion sociale d'une personne ou d'un groupe de personnes en fonction d'un des critères (plus de 25) définis par la loi (sexe, orientation sexuelle, lieu de résidence, etc.) dans certains domaines (accès aux services, accès à l'emploi, loisirs, etc.).

Genre : Le genre est à la fois une construction sociale et culturelle (hiérarchisation, rôles, attentes, représentations, etc.) et une construction identitaire personnelle (ressenti, expression, etc.). Il peut être pensé indépendamment du sexe biologique et peut se situer sur un spectre entre féminité et masculinité. On le caractérise selon différents critères :

- Se reconnaître ou non dans un genre (genré-e/agenre) ;
- Conforme (cisgenre) ou différent (transgenre) de celui assigné à la naissance ;
- Binaire (femme/homme) ou non-binaire ;
- Stable ou fluide dans le temps (genderfluid).

Sexualité : Regroupe trois notions. L'orientation sexuelle définit les personnes envers lesquelles on peut être attiré-e ou l'absence d'attraction. Le comportement sexuel définit l'attitude relationnelle adoptée à un moment donné. Les pratiques sexuelles constituent les actes et attitudes expérimentées lors d'un rapport sexuel incluant la masturbation. On distingue l'attraction sexuelle de l'attraction romantique.

LGBTQI+ : Sigle, parfois raccourci en LGBT, rassemblant des réalités de genre et de sexualités hors de la norme actuelle. Il signifie : lesbienne, gay, bisexuel-le, transgenre, queer (rassemble toutes les identités sortant de la norme), intersexe (qualifie les personnes dont les caractéristiques sexuelles biologiques varient de la norme) et + car cette liste n'est pas exhaustive. La norme actuelle est d'être une personne cisgenre, hétérosexuelle, monogame et dyadique (dont les organes génitaux sont sans ambiguïté mâles ou femelles).

En rural, peut-être plus qu'ailleurs, l'hétéronormativité façonne les jeunes et leur assigne des rôles genrés prédéfinis.

Quand « tout se sait », faire ses propres choix sexuels et amoureux

Comme les urbain-es, les habitant-es des espaces ruraux n'échappent pas aux injonctions à la norme hétérosexuelle, appelée hétéronormativité. Or, du fait d'un entre-soi plus marqué et d'une forte interconnaissance, ces injonctions sont plus efficaces et ont des effets sur les rapports des individus au genre, constate Isabelle Clair, sociologue et chargée de recherche au CNRS, ou sur leurs relations amoureuses et sexuelles. Ces injonctions créent et reposent sur l'existence de groupes de sexes distincts, séparés mais complémentaires, filles ou garçons, auxquels des normes de genre

sont associées. Il est attendu que les garçons soient virils, tandis que les filles doivent être féminines sans trop l'être et ne doivent pas avoir de sexualité en dehors d'un cadre conjugal pour être respectables. Dévier de ce cadre, c'est remettre en cause l'ordre hétérosexuel et par là-même la séparation et la prétendue « complémentarité » entre les sexes. Si l'attitude d'un homme est jugée trop féminine, il sera catégorisé comme homosexuel et si l'on juge que la sexualité d'une fille est trop libre, que cette dernière est trop féminine, elle sera vue comme une « fille facile ». Or, dans un cadre rural où « tout se

sait » ne pas respecter les normes, c'est risquer l'exclusion et donc l'isolement. Dans ce contexte, la conjugalité semble être une des stratégies pour éviter l'exclusion.

LE COUPLE COMME ENJEU DE RESPECTABILITÉ

Selon une étude du Commissariat général à l'égalité des territoires¹, 62 % des ruraux-ales contre 57 % des urbain-es vivent en couple. Régissant à la fois les relations amoureuses et sexuelles, le couple est aussi très vite imbriqué dans la sphère familiale du fait de l'absence de lieux dans lesquels les jeunes peuvent ■ ■ ■

■ ■ ■ se retrouver. En outre, il permet de préserver et confirmer le genre des individus et ainsi d'éviter tout stigmate. Comme le dit la sociologue Isabelle Clair : « *la vertu des filles confirme la virilité des garçons ; en miroir, la virilité des garçons offre une garantie de bonne image sexuelle aux filles* »². Le couple agit aussi comme une instance de contrôle et de surveillance, notamment pour les filles. Bien que, selon Clair, leur entrée dans la sexualité est plus précoce en milieu rural, elles sont constamment rappelées à l'ordre, par leur mère notamment, sur ce que doit ou ne doit pas être leur sexualité, comme c'est le cas dans les cités avec les grands frères. « *La sexualité, je l'ai longtemps cachée, parce que c'est ce qu'on me demandait de faire d'une certaine manière, donc c'était toujours une vigilance permanente de pas me faire chopper, comme si c'était quelque chose de grave, un crime* », témoigne Lucile³, originaire de l'Ain. Le couple n'est cependant pas seulement un moyen d'afficher son adhésion aux normes de genre établies et donc de montrer sa respectabilité « sexuelle ». Il permet aussi, notamment pour les femmes, mais aussi pour les hommes les plus précaires professionnellement, de s'assurer une bonne réputation en démontrant la stabilité de leur ménage, notamment avec enfant(s). C'est sans doute l'une des explications de la conjugalité et la parentalité plus précoces dans les milieux ruraux. Finalement, dans les espaces ruraux, bien que les « *rôles publics – et valorisés comme tels – sont dévolus aux hommes* » comme le dit Benoît Coquard, sociologue à l'Inrae, ils ont peu de marge de manœuvre en dehors du couple face à leur expression et identité de genre. Les filles peuvent, elles, se réapproprier des attributs considérés comme masculins pour se déssexualiser et ne pas risquer de jugements stigmatisants.

LES PERSONNES LGBTQI+, INVISIBILISÉES MAIS TOLÉRÉES

L'interconnaissance élevée qui caractérise souvent les milieux ruraux peut à la fois être vue comme une source de difficultés pour se construire en tant que jeune non hétérosexuel, mais également comme une protection face à une certaine violence.



Pour vivre heureux-ses, vivons caché-es ?

Les normes hétérosexuelles sont très présentes en rural, il est donc fréquent de penser ces espaces comme des environnements hostiles aux homosexuels et personnes LGBTQI+. Différents ouvrages (*En finir avec Eddy Bellegueule* d'Édouard Louis et *Retour à Reims* de Didier Eribon) et témoignages relatent l'expérience de la fuite des milieux ruraux, jugés trop néfastes ou conservateurs, vers la ville, jugée plus accueillante. C'est une réalité pour certain-es, pas pour tout le monde ni dans tous les milieux ruraux. Beaucoup font le choix d'y rester. Il est fréquent de croire qu'il n'y a pas ou peu de communauté homosexuelle en milieu rural, mais comme le dit Colin Giraud, sociologue à l'université Paris-Nanterre, on ne peut observer l'urbain avec les mêmes lunettes que le rural, où l'on trouve très peu de lieux ou d'organisations collectifs, institutionnels et associatifs.

CRAINTE DE CHOQUER

L'homosexualité y est davantage vécue comme une expérience privée, réservée à l'intimité, voire à la sexualité, qui n'a donc pas sa place dans l'espace public. Pour autant, cela ne signifie pas forcément qu'elle y soit cachée. Comme le mentionne Marianne Blidon, géographe à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, cette absence de signes visibles peut être expliquée par une interconnaissance élevée, mais aussi par le poids des normes hétérosexuelles qui induit la crainte de choquer.

En raison de l'invisibilisation des relations non hétéronormées, il est fréquent que les personnes LGBTQI+, privées de modèles de référence, éprouvent des difficultés à s'affirmer, voire à s'identifier comme telles. « *Nous grandissons dans un environnement qui ne nous dit pas que c'est possible, que ça existe* », explique Aline³, 28 ans, originaire du Tarn.

Enfin, les espaces ruraux apparaissent pour certain-es plus sereins que les villes. Peu se risquent à être qualifiés d'homophobes par le voisinage et les agressions et discriminations homophobes y sont moins nombreuses. Selon l'observatoire des LGBTphobies 2019⁴, 16% des personnes interrogées en rural disent avoir fait l'objet d'injures ou menaces verbales au moins une fois au cours de leur vie, contre 25% pour l'ensemble de la population.

■ VALENTIN DOUILLET ET CLAIRE WOLFARTH (MRJC)

1 - www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/dossierobsnov2014femmeterritoiresruraux.pdf.

2 - « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel », dans *Agora débats/jeunesses* 2012/1 (N° 60), www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2012-1-page-67.html.

3 - Témoignages recueillis dans le cadre du projet « Unique en mon genre » du MRJC.

4 - Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy-Sophie Desmarais menée auprès de 1 229 personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres de 18 ans et plus.

Perrine Agnoux, doctorante à l'Université de Bourgogne, s'intéresse aux trajectoires des jeunes femmes de milieu populaire en rural, et met en évidence la précarité de leur statut par rapport à celui des hommes de même milieu, pourtant moins diplômés.

« Pour les femmes il n'y a jamais d'acquis »

Uotre thèse, «Du côté de chez soi. Rapport au territoire et construction des féminités populaires en milieu rural», s'appuie sur de nombreux entretiens avec des jeunes femmes issues de baccalauréats professionnels des secteurs sanitaires et sociaux. Pourquoi avoir ciblé ce public ?

Perrine Agnoux : Je suis originaire d'un département rural du centre de la France et je voulais voir si les jeunes femmes qui y restent travailler tirent des bénéfices de leurs ressources locales de la même façon que les jeunes hommes¹. J'ai regardé où il y avait du travail féminin localement, et puisque c'est un département à la démographie vieillissante, il y a dans la voie scolaire une surreprésentation des filières du secteur médico-social.

Ces bacs pro sont obtenus presque exclusivement par des jeunes filles... pourquoi ?

P.A. : Les formateurs, conseillers d'orientation ou les professionnels essaient d'attirer

des hommes dans ces professions d'aides à domicile, aides-soignantes, etc. mais elles sont très mal rémunérées et reposent beaucoup sur des compétences naturalisées comme féminines, notamment prendre soin des autres. Dès l'enfance, les compétences relationnelles sont plus développées chez les filles et leur travail domestique est plus important que celui demandé à leurs frères. Les jeunes femmes de classes populaires qui ont des difficultés scolaires vont reconnaître dans ces filières les compétences qu'elles ont développées dans le cadre familial et qui sont sources de valorisation sociale.

Mais une fois embauchées, elles doivent tout donner à leur boulot...

P.A. : Quand elles sont jeunes, on attend d'elles qu'elles soient dévouées avant tout à leur travail. Les aides-soignantes, les aides à domicile peuvent être appelées en urgence n'importe quand. Dans ces emplois, la pénibilité implique de nombreux arrêts

maladie et changements de plannings. Les femmes qui les encadrent promeuvent un modèle de classe moyenne qui place en priorité l'émancipation matérielle et celle-ci passe par le travail. Avoir des obligations familiales importantes – des parents qu'il faut véhiculer, des grands-parents malades – peut constituer un frein sur le marché du travail. C'est paradoxal, car c'est ce contexte familial qui les a orientées vers ces métiers dont elles parlent comme d'une «vocation». La maternité aussi est vue comme un handicap : les jeunes mamans sont stigmatisées parce qu'elles n'auraient pas le sens des priorités. Ces normes sont bien reçues par ces jeunes femmes. Celles devenues mères jeunes le présentent sans exprimer de regrets mais comme un «accident».

Vous distinguez trois catégories de jeunes femmes selon leur rapport à ces injonctions. Quelles sont-elles ?

P.A. : Il y a celles qui se reconnaissent dans cet idéal de dévouement et ont les ressources pour le mettre en œuvre. Elles accèdent ainsi à une stabilité matérielle mais leur position reste précaire : certaines regrettent de devoir faire du travail à la chaîne en Ehpad ou que dans l'aide à domicile il y ait tant de *burn out*. Ensuite il y a celles qui ne peuvent pas mettre en application ce modèle faute de ressources. C'est là une spécificité du monde rural : pour celles qui n'ont pas de permis de conduire, l'accès à l'emploi est très difficile. Et dans un milieu où l'interconnaissance est plus forte qu'ailleurs, certains noms de famille, de gens du voyage par exemple, constituent de véritables stigmates. Ces filles-là veulent parfois partir mais n'ont pas forcément les moyens de sortir d'un système d'échange avec leur famille ou leurs amis. Le troisième groupe, ce sont celles parties étudier à la ville. Elles sont plus nombreuses que les étudiants : parmi les 18-24 ans resté-es dans le département étudié, ■■■



Les jeunes femmes de milieu rural populaire sont souvent orientées très tôt vers les services à la personne, mal rémunérés.

■ ■ ■ il n'y a que 8 femmes pour 10 hommes. Leurs parents peuvent être issus des petites classes moyennes, leurs mères sont au comité des fêtes, voire élues municipales, leurs pères dans l'équipe de foot ou de rugby. Elles reviennent souvent, ont une petite réputation locale et même si elles savent qu'il n'y aura pas forcément tout de suite un emploi pour elles, leur objectif est de revenir s'installer en étant plus diplômées.

Même la position des plus installées dans l'espace social semble fragile...

PA.: Le parcours idéal, qui consiste à attendre d'être installée professionnellement, conjugalement puis d'avoir des enfants, étape ultime et consécration, tient à peu de choses. Elles sont toujours susceptibles de perdre leur emploi, par exemple à cause d'un problème de santé, ce qui

n'est pas rare parmi les enquêtées. Leurs mères ont souvent eu des troubles psychologiques parce que les métiers du soin impliquent un gros travail émotionnel. Et puis dans un espace de forte interconnaissance, elles sont sensibles à la valeur symbolique d'une réputation bienveillante si bien que le moindre écart peut réduire à néant leurs efforts. Beaucoup d'inquiétude liée à la fragilité de leur statut est ressortie dans les entretiens.

Cette fragilité existe-t-elle autant chez les hommes de leur milieu ?

PA.: Beaucoup moins, parce que les hommes ont une stabilité professionnelle et matérielle plus importante car les compétences masculines sont plus reconnues. Ils sont aussi plus établis au niveau résidentiel : beaucoup d'enquêtées vivent chez

leur conjoint, souvent plus âgé et dont la réputation est déjà solidement établie. Tandis que pour les femmes, il n'y a jamais d'acquis. Je pense à une rupture liée à l'infidélité d'une enquêtée. Non seulement cet épisode a nui à sa réputation, mais ses ami-es, voire sa famille se sont détournés d'elle. Cette asymétrie dans le couple peut favoriser des violences : les femmes tirant plus que les hommes des ressources matérielles et symboliques de leur couple, cela rend la rupture tellement coûteuse qu'elles vont accepter de vivre ces situations de violence en se disant que ça va passer.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR JADE LEMAIRE (TRANSRURAL)

1 - C'est la notion de capital d'autochtonie illustrée notamment dans les ouvrages *Les gars du coin* de Nicolas Rénahy et *Ceux qui restent* de Benoît Coquard.

UN INTÉRÊT DE PLUS EN PLUS MARQUÉ POUR LES FEMMES DE MILIEU RURAL :

Les campagnes et leurs habitants font aujourd'hui l'objet d'un intérêt inédit de la part des chercheurs et des pouvoirs publics, et les femmes n'en sont pas exclues. Parmi les publications récentes, on peut citer l'étude de Yaëlle Amsellem-Mainguy sur « Les filles du coin », évoquée dans *TRI* n°473, le rapport chiffré du Commissariat général à l'égalité des territoires sur les femmes dans les territoires ruraux ou encore les préconisations du Centre Hubertine-Auclert pour l'égalité entre hommes et femmes dans les territoires ruraux franciliens, le tout étant disponible en ligne.

Malgré des avancées depuis les années 1970, la multiplication des initiatives de collectifs, associations et syndicats montre que le combat des paysannes pour leurs droits n'est pas terminé.

Des collectifs engagés pour les paysannes

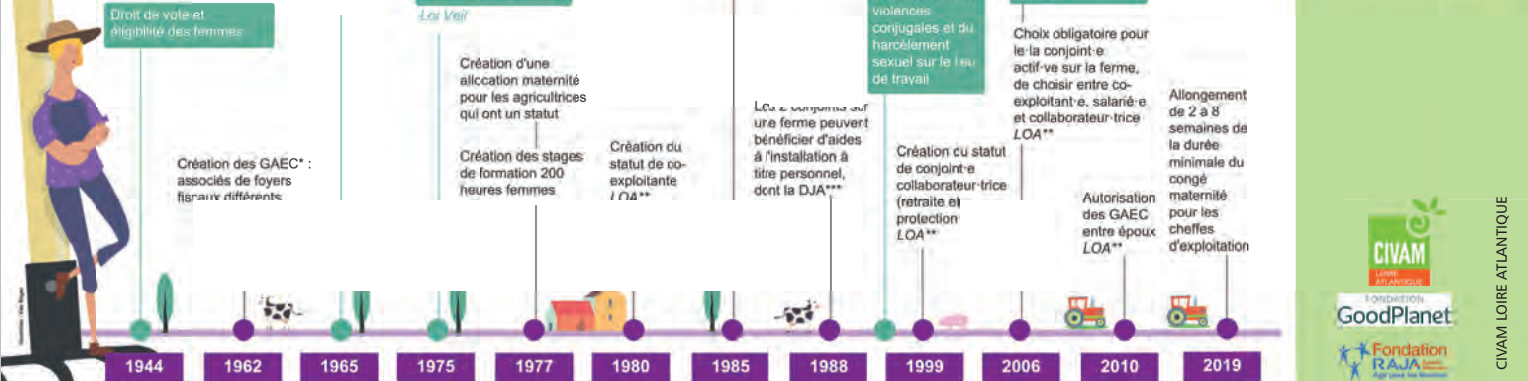
Le rôle des paysannes dans l'Occident moderne a longtemps été celui de subordonnées au chef de famille. Après 1945, les discours changent mais leurs droits restent bien maigres. Le statut de conjoint-e collaborateur-ice n'a été créé qu'en 1999 (cf. schéma). De plus, les femmes sont éloignées de la production au profit d'activités de « support » (administratif, vente, transformation...) jugées comme secondaires et leurs travaux domestiques sont invisibilisés. « *Les agricultrices ont longtemps été des travailleuses "invisibles" dont le travail n'était pas salarié ni reconnu* », insiste un rapport d'information du Sénat¹. Aujourd'hui, environ un tiers des actives agricoles - 110 000 cheffes d'exploitation,

26 000 collaboratrices et 409 000 salariées - sont des femmes contre moins de 10% dans les années 1960. Elles sont de plus en plus présentes parmi les jeunes installées - un tiers des moins de 40 ans -, dans les filières production de l'enseignement agricole ou dans les organisations agricoles. Depuis une quinzaine d'années, les médias mettent davantage en avant des agricultrices y compris des éleveuses et les tâches dites féminines, comme l'accueil ou la transformation, sont redevenues visibles. Mais les inégalités subsistent. Selon la Mutualité sociale agricole, les revenus des cheffes d'exploitation sont en moyenne inférieurs de 30% à ceux des hommes, de même pour leurs retraites, qui plafonnent

entre 500 et 600 euros par mois pour celles n'ayant pas eu d'autre profession. Elles restent aussi presque absentes des mandats « prestigieux » des organisations agricoles notamment dans les champs syndicaux, économiques et techniques, selon Clémentine Comer, docteure en science politique². Enfin, si les agricultrices ont acquis une certaine autonomie, notamment au travers d'activités de diversification, « *les conditions de domination auxquelles elles étaient soumises sont restées les mêmes* »³, le patriarcat s'exprimant simplement différemment. Le machisme, la discrimination dans l'accès aux ressources financières et foncières ou la remise en cause de leurs compétences subsistent.

■ ■ ■

LE DROIT DES FEMMES ET DES AGRICULTRICES



■ ■ ■ En face, on observe depuis une dizaine d'années une multiplication des études, films ou livres pour documenter le vécu des femmes paysannes, leur approche particulière, leurs difficultés ; et de collectifs plus ou moins formels de femmes, à la fois espaces d'entraide, de partage, de réflexion et d'action. C'est le cas dans plusieurs groupes Civam comme l'Adage35 qui intervient dans les lycées agricoles ou organise des formations techniques non-mixtes ; la FDCivam44 qui a par exemple participé à une étude sur le rôle des femmes dans l'engagement des fermes vers un système économique et autonome et a monté une pièce de théâtre ; la FDCivam31 qui accompagne des femmes à la création d'activité... Les premières rencontres nationales du réseau sur ce sujet ont été organisées en octobre

dernier autour du rôle et de la place des femmes dans les évolutions agricoles et sociétales. En 2015, l'étude Carma⁴ montrait déjà l'importance du rôle des femmes dans l'évolution des modèles agricoles sur les plans technique (agriculture biologique, nouvelles productions, adaptation du matériel...), économique (diversification, vente directe...), organisationnel et social (accueil, lien aux acteurs des territoires...).

On pourrait également citer l'Atelier paysan, qui travaille avec différents partenaires sur l'innovation, notamment sur le

EN 2015, L'ÉTUDE CARMA MONTRAIT DÉJÀ L'IMPORTANCE DU RÔLE DES FEMMES DANS L'ÉVOLUTION DES MODÈLES AGRICOLES.

matériel agricole ; le Groupe de recherche-action sur l'agroécologie paysanne, qui a co-publié un guide sur l'installation des paysannes ; ou les «Josianne» au sein du réseau des Associations de maintien pour l'agriculture paysanne d'Île-de-France. Le syndicat agricole Confédération paysanne, de son côté, travaille depuis longtemps sur le sujet, notamment au sein de sa commission «femmes» en portant des revendications auprès des pouvoirs publics sur les statuts, les retraites, les remplacements pour le congé maternité... La Fadear⁵, elle, va rendre prochainement une synthèse de 150 témoignages sur l'installation des paysannes afin de construire un plaidoyer sur le sujet, car des freins et stéréotypes subsistent. Si l'on juge que les femmes ont joué un rôle important dans l'évolution de l'agriculture vers des modèles plus en accord avec les attentes sociétales, le nombre de nouvelles installées aura son importance dans les changements futurs.

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)

PATRIARCAT ET PRÉDATION DES TERRES, DEUX FACES D'UNE MÊME MÉDAILLE

L'écoféminisme, mouvance militante née dans les années 1970, lie historiquement l'oppression des femmes et la destruction de la nature. Ainsi, l'essayiste Silvia Federici rappelle¹ que le capitalisme est né d'une accumulation de richesses via notamment l'extension de la propriété privée au détriment des communaux (prairies, lacs, forêts, pâturages sauvage...). Désastre écologique, cette privatisation des communaux est aussi une tragédie sociale. Silvia Federici montre que la fonction sociale de ces terres «était particulièrement importante pour les femmes qui [...] [en] dépendaient davantage pour leur subsistance, leur autonomie et leur socialité. [...] Dans l'Europe précapitaliste, la subordination des femmes aux hommes était modérée par le fait qu'ils avaient accès aux communaux, alors que dans le nouveau régime capitaliste, les femmes elles-mêmes devenaient les communaux, dès lors que leur travail était défini comme ressource naturelle, en dehors des rapports marchands.» Exclues progressivement du salariat, celles-ci furent «confinées au travail reproductif», sommées de donner naissance aux nouveaux travailleurs productifs. Aujourd'hui, divers mouvements se réclament de l'écoféminisme, comme Navdanya, l'association indienne fondée par la physicienne Vandana Shiva, qui recueille et diffuse les graines et les savoir-faire des grands-mères paysannes contre les semences Round-up ready de Monsanto. J.L.

1 - Dans *Caliban et la sorcière, Femmes, corps et accumulation primitive*.

1 - Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires, juillet 2017.

2 - En quête d'égalité(s). La cause des agricultrices en Bretagne entre statu quo conjugal et ajustement catégoriel, 2017.

3 - Agricultrices et diversification agricole : l'empowerment pour comprendre l'évolution des rapports de pouvoir sur les exploitations en France et aux États-Unis, Alexis Annes et Wynne Wright, Cahiers du Genre, 2017.

4 - Contribution des agricultrices au renouvellement des métiers agricoles, analyse de 27 parcours d'agricultrices, février 2015.

5 - Fédération des Adear (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural).

En rural, l'accès à l'information sur la sexualité et à la santé sexuelle est rendue difficile par la faible densité des praticien·nes et des équipements.

Le parcours des combattant·es pour un accès à la santé sexuelle en rural

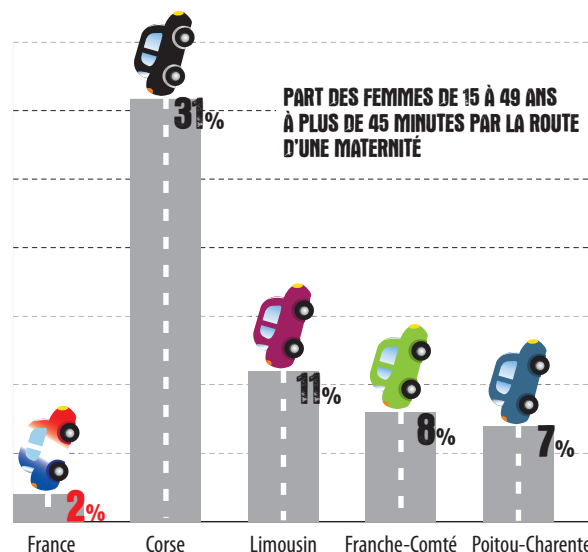
Si la sexualité des Français·es ne diffère pas vraiment selon les territoires, l'accès à l'information et à la santé sexuelles - médecins, gynécologues, sages-femmes et hôpitaux - est plus compliquée dans les campagnes. «*Quand j'avais 16-17 ans, on parlait beaucoup du papillomavirus et de son vaccin. J'ai demandé à ma généraliste de famille de m'expliquer ce que c'était. [...] Elle a conclu que, la seule manière de ne pas courir de risque dans la sexualité, c'était l'abstinence. Je suis repartie sans réponses sur le vaccin et avec une vision de la sexualité pas très positive.*»¹ Comme a pu l'expérimenter Manon, 28 ans, originaire du Doubs, les professionnel·les du monde rural travaillent de manière plus isolée que les professionnel·les en ville. Le gouvernement a bien adopté en 2017 une «*stratégie nationale de santé sexuelle*» mais aucune proposition concrète n'est faite pour les espaces ruraux. En 2015², 98% de la population accédait à un·e médecin généraliste en moins de 10 minutes de route mais de plus en plus de territoires se retrouvent sans médecins. Bien que des aides à l'installation aient été mises en place, leur impact est encore à prouver.

DES SPÉCIALISTES DIFFICILES D'ACCÈS

En rural, du fait de la faible densité de gynécologues, sages-femmes, maïeuticiens, les moyens de contraception sont plus difficiles d'accès, ce qui accroît les risques de grossesse non désirées et le non-traitement des infections sexuellement transmissibles. En 2017, 15%³ des femmes avaient déjà renoncé à un soin en gynécologie. Les principaux facteurs de renoncement aux consultations préventives soulevés lors des entretiens avec des ruraux et rurales sont les délais d'attente, le fait de ne pas se sentir en confiance avec les praticien·nes les plus proches et les difficultés d'accès, comme a pu le vivre Fanette, 20 ans, dans le Tarn alors qu'elle était en lycée agricole : «*J'avais 16 ans et je devais faire mon*

2% des femmes âgées de 15 à 49 ans sont à plus de 45 minutes par la route d'une maternité. Par contre les régions ne sont pas à égalité avec 31% des femmes en Corse, 11% en Limousin suivi de près par la Franche-Comté (8%) et le Poitou-Charente (7%)

Données issues d'une étude de l'Irdes et de la Drees de 2011 sur les «*Distances et temps d'accès aux soins en France métropolitaine*».



premier dépistage pour me sécuriser dans mes relations. J'étais très inquiète. Mes cours et les horaires de bus n'étaient pas compatibles avec les heures d'ouverture du centre de planification situé à 15 minutes de voiture puis 30 de bus. J'ai dû demander à ma grande sœur de passage de m'y accompagner. Les études sont souvent fondées sur l'hypothèse que l'ensemble de la population a accès à une voiture, mais de nombreuses femmes et particulièrement les jeunes ne sont pas véhiculées.

MÈRES ET BÉBÉS EN DANGER

Un autre problème met en danger la vie de nombreuses mères et bébés : de plus en plus de maternités ferment et notamment celles implantées loin des métropoles. Le collectif «*C'est pas demain la veille*», qui milite pour la réouverture de la maternité du Blanc (Indre), fermée en 2018, a recueilli le témoignage de Nicolas, futur père, sur le moment où sa conjointe a perdu les eaux : «*J'ai immédiatement appelé les urgences de Poitiers pour leur demander si nous devions nous rendre à la maternité. Mon interlocuteur m'a dit qu'à distance, il ne pouvait pas savoir. Que c'était*

à nous de décider de faire ou pas une heure de route.» 2% des femmes âgées de 15 à 49 ans sont à plus de 45 minutes par la route d'une maternité mais ce pourcentage national cache de fortes disparités régionales⁴. C'est pourquoi le 22 et 23 mars 2019, 16 territoire(s) en lutte contre la fermeture de leur maternité ont signé un manifeste national «*Renaissance des maternités condamnées*» et continuent de lutter au travers de nombreuses actions : inauguration d'aire d'accouchement sur le bord de la route, cours d'accouchement en voiture, marches, manifestations...

■ ALINE COUTAREL (MRJC)

1 - Témoignage recueilli dans le cadre du projet «*Unique en mon genre*» du MRJC.

2 - D'après un dossier de 2017 de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques : «*Déserts médicaux : comment les définir ? Comment les mesurer ?*»

3 - Sondage réalisé entre 2015 et 2017 auprès des assurés fréquentant l'accueil des CPAM par l'Observatoire des non-recours aux droits et aux services.

4 - D'après une étude de l'Irdes et de la Drees de 2011 sur les «*Distances et temps d'accès aux soins*».

Le collectif informel Psst - Pas seul sur terre - s'est constitué en 2016 dans les Monts du Lyonnais. Ces témoignages sont issus du troisième épisode du podcast¹ réalisé par ce collectif sur les questions d'homosexualité et de ruralité, dans le cadre de la semaine de la tolérance du 16 au 22 novembre 2019.

Homosexualité : « Je me sens moins en sécurité en ville »

« Quand on explique à son entourage qu'on ne se tient pas forcément la main dans l'espace public, qu'on ne va pas se faire un bisou, ils ne comprennent pas. Pour eux, c'est le quotidien, c'est une banalité. Il faut que l'entourage arrive à comprendre que si on se protège, c'est qu'il y a un risque. Ce n'est pas quelque chose que l'on invente, il suffit de regarder les médias ou les rapports sur les agressions homophobes. Ça fait partie du quotidien. Mais est-ce que l'on fait attention au risque de gâcher des moments de plaisir ? C'est toute la question. »

« Lorsque j'étais ado, avec mon petit ami de l'époque, on passait un temps sur les quais de Saône comme tous les amoureux, côte à côte, mais peut-être un peu trop proches pour les jeunes qui passaient à ce moment-là et on a été menacés d'être jetés dans la Saône. Ça devenait vraiment violent. C'est là qu'est née chez moi une forme de vigilance par rapport à l'espace public. Je ne le qualifierais pas comme dangereux, mais c'est un lieu dans lequel je ne dois pas laisser ma vigilance car je ne sais pas qui s'y trouve. Je me sens moins en sécurité en ville, dans des lieux où je ne connais personne, je n'ai pas la garantie qu'on me viendrait en secours. Lorsqu'on s'est fait agresser sur le quai, d'autres personnes se baladaient et détournaient le regard, continuaient de marcher comme si c'était une simple altercation entre jeunes. »

« On ne se sent jamais vraiment safe. Même dans une boîte LGBT à Lyon. Sauf chez soi... J'ai déjà eu peur en sortant de croiser des gens mal intentionnés. Ça n'est pas forcément lié à la sexualité mais si tu sors d'une boîte LGBT, tu peux te faire insulter par rapport à ça. Par rapport à tout en fait. Surtout en ville, c'est flippant. En campagne, il n'y a personne, donc... »

« Je me sens beaucoup plus en sécurité dans les Monts du Lyonnais qu'à Lyon ou dans une grande ville. Pour moi il y a moins de risques, il n'y a pas cet anonymat, de personnes qui peuvent faire irruption à l'importe quel moment dans ma vie, ma vie privée. »

« Dans les Monts du Lyonnais, de mon point de vue, il n'y a pas d'espace hyper safe où tu es sûr de ne pas avoir une remarque ou un regard déplacé. Après, je n'ai pas l'impression qu'il y ait un endroit où je n'ai pas du tout envie de dire ou montrer que je suis lesbienne. Mais il n'y a pas d'espace où on sait qu'on peut rencontrer d'autres personnes homosexuelles. »

« J'ai grandi à la campagne jusqu'à 15 ans puis j'ai vécu en ville. Je l'ai vécu comme une libération par rapport à mon image. Je me suis senti vachement plus libre par rapport à cette question, peut-être aussi car il n'y a plus les parents. Les seules expériences amoureuses que j'ai pu avoir, c'est en ville. »

« À Grenoble, j'ai découvert un monde un peu alternatif où on parle de genre, de non-binarité, de lesbiennes... Ça m'a ouvert une porte, je me suis dit : Ça existe, on peut en parler et vivre plein de choses facilement, sans peur de jugement ou de regard. »

« Ni en ville, ni en campagne, je ne me projette à m'afficher en couple. Je ne me vois pas prendre la main de mon copain. Sauf si on est seuls dans la montagne ! »

« Ma dernière expérience en ville a été plutôt désagréable. Je suis allée au cinéma avec ma copine et en se promenant main dans la main dans la rue, en l'espace d'un quart d'heure, on s'est fait siffler avec des regards vraiment malaisants. Je ne retrouve absolument pas ça à la campagne. Peut-être que les gens ne se permettent pas de faire ça, car tout le monde se connaît ? »

« J'ai essentiellement grandi à la campagne, pas très loin de grandes villes. Si je devais faire un choix aujourd'hui, ce serait de vivre à la campagne. Plus jeune, adolescent, c'était la ville car il y avait un facteur rencontre, anonymat, mais aussi de plaisir. Mais la campagne c'est là où je me sens bien, je m'épanouis et je suis reconnu. On a besoin d'avoir une place dans la société et le fait d'être dans un village, reconnu pas forcément en tant que couple homosexuel, mais exister aux yeux des gens, faire partie d'une vie associative et de village, c'est très important. »

¹ - Retrouvez les autres émissions sur : www.mixcloud.com/PSSTlemission.

Les positions d'une partie de l'Église sur les questions de sexualité ou de genre excluent une partie des croyant·es de la communauté des chrétien·nes.

Église et sexualités, un mélange des genres

Le MRJC, en tant que mouvement d'Église, c'est-à-dire reconnu par l'Église catholique, se retrouve dans une position délicate en parlant de genre et de sexualités. En effet, ces sujets sensibles le sont encore plus au sein des institutions de l'Église catholique. Son catéchisme dit ainsi « *qu'un rapport sexuel n'est ordonné que dans le cadre de la procréation* ». C'est-à-dire que le sexe pour le plaisir est vu comme déviant, anormal. Ainsi, la masturbation, les pratiques non procréatives ou l'utilisation de la contraception sont déconseillées et jugées contraires à la morale, au même titre que les actes homosexuels. La subtilité, c'est que l'Église ne condamne pas les personnes homosexuelles, elle invite les fidèles à les accueillir « *avec compassion, et sans discrimination injuste* »¹. Pourtant, l'attitude stigmatisante de certain·es responsables a pour effet d'exclure de la communauté des chrétien·nes² les personnes souhaitant vivre ouvertement leur amour.

ORDRE NATUREL OU SOCIAL, LE GENRE EN QUESTION

Concernant les questions de genre, l'Église considère qu'il en existe deux, différents et complémentaires. Elle se positionne contre « *la théorie du genre* », expression qu'elle utilise pour contrer les études montrant que le genre est social et non naturel, tout en défendant une certaine vision des rôles que doivent tenir hommes et femmes. Par exemple, Jean-Paul II écrit en 1995 dans sa *Lettre aux femmes* que malgré l'égalité de dignité entre hommes et femmes, il existe un « *génie de la femme* » dont Marie est le parfait exemple en temps qu'« *épouse et mère* ». Les femmes auraient des attitudes et traits de caractère propres, liés à la possibilité d'enfanter. Cette position patriarcale les maintient encore aujourd'hui hors des instances de décision des corps ecclésiastiques. Cependant, cette vision et cette organisation sont en train d'être retravail-



Le MRJC crée avant tout des espaces d'expression et de réflexion afin que chacun·e se forge un avis.

lées suite à la crise de la pédocriminalité qui a secoué l'Église dernièrement.

LE MRJC SOUS UNE VOLÉE DE BOIS VERT

Le MRJC est un mouvement d'Action catholique reconnu par l'Église catholique. Cette reconnaissance donne une portée et une responsabilité à sa parole, engage l'Église et participe à sa pensée sociale³, et cela n'est pas du goût de tous·tes en son sein. Une partie de l'épiscopat et des responsables de l'Église a fait le choix de retirer ses subventions au mouvement, rappelant régulièrement que le MRJC pourrait quitter l'Église... s'il en faisait le choix, quand d'autres continuent d'entretenir des relations de confiance et d'engagement avec nous.

« *Le MRJC est fait d'individus qui sont dans la société et donc qui pensent et agissent de manière plurielle. Il peut exister un écart entre ce que pensent ces individus et la position officielle de leur institution* », répond Jean-Yves Baziou, prêtre dans le Finistère, ancien doyen de la faculté de théologie de Lille, à celle et ceux qui souhaiteraient que le MRJC répète mot à mot le discours des autorités de l'Église.

Notre mouvement crée avant tout des espaces d'expression et de réflexion afin que

chacun·e se forge un avis. C'est ainsi qu'il aborde ces questions de genres et de sexualités en milieu rural. « *Une posture pastorale serait de l'accompagner à élaborer sa propre pensée car, rappelle Jean-Yves Baziou, un des rôles des responsables de l'Église c'est de protéger la diversité interne* ». Cette posture de dialogue et d'ouverture s'ancre profondément dans l'enseignement social de l'Église, car c'était celle de Jésus. « *Le prix à payer quand on veut vivre une pluralité, c'est d'argumenter. Argumenter à partir de l'Évangile et de la "tradition", c'est-à-dire l'Histoire, de l'Église* » expose Jean-Yves Baziou. C'est peut-être le défi du MRJC pour aborder ces questions et ainsi structurer des espaces d'échange et de construction de soi au sein d'un collectif de confiance.

■ LUCIE MARTIN ET FRANÇOIS BAUSSON (MRJC)

1 - Catéchisme de l'Église catholique de 1992.

2 - Les chrétien·ne·s suivent les enseignements du Christ Jésus. Les catholiques sont une des familles de chrétiens, organisés en diocèses dont le responsable de l'unité est l'évêque.

3 - L'enseignement social de l'Église est un ensemble hétéroclite de textes - en particulier ceux des conciles et des Papes - et de discours des acteurs de l'Église qui permettent de guider l'engagement des chrétiens dans la société.

Face au manque de témoignages et d'études sur le genre et les sexualités en rural, le MRJC est parti à la rencontre des habitant-es des campagnes. Une démarche qui lui permet de sensibiliser le grand public, former ses animateur-rices et interpeller les pouvoirs publics.

Raconter et comprendre pour agir

Lorsque le MRJC s'est emparé en 2018-2019 des questions de genre et de sexualités en rural avec l'envie d'agir contre les discriminations, nous nous sommes heurté-es au manque de récits, d'études et de lieux de ressources sur le sujet. Au MRJC, faire entendre notre voix, réaliser des diagnostics de territoire et organiser des événements constitue depuis longtemps la base de notre action. C'est la pédagogie issue des mouvements d'action catholique : le « voir, juger et agir » qui pour l'occasion est devenu « raconter, comprendre et agir ». Les récits de discriminations se font de plus en plus nombreux dans la société mais leurs origines restent majoritairement urbaines. Est-ce qu'une lesbienne agricultrice, un habitant d'un hameau ou une personne trans habitant un petit village ont les mêmes vécus que des urbain-es ?

Sonia (Ain) affirme avoir découvert le harcèlement de rue en ville ; Mika (Meurthe-et-Moselle) raconte sa transition dans un petit village ; Anne-Lise (Maine et Loire) questionne la différence d'accès à l'information, Hugo et Olivier (Ain) déjouent les clichés en étant un couple gay éleveurs de poulet.¹ Bien que les questionnements soient souvent proches, les réalités et les vécus sont souvent différents. Des collectifs locaux se sont montés pour répondre à ces interrogations : Pourquoi cette thématique est compliquée et parfois taboue dans notre société ? Pourquoi énormément de jeunes se sentent discriminé-es concernant leurs orientations sexuelles ? Que pensent les jeunes et les habitant-es de leur territoire ? Le MRJC a lancé « Unique en mon genre », une web-série de témoignages et une plateforme sur internet, pour faire entendre

d'autres voix, les récits de vie de ruraux et rurales qui parlent face caméra ou écrivent leur vécu - de femme, homme, non-binaire, trans, hétéro, gay, lesbienne -, leur rapport au corps, à l'éducation, à la famille ou aux normes sociales et des questions que soulèvent l'interconnaissance, la présence ou l'absence d'espaces d'échanges, etc. Produire ces témoignages demeure difficile.

TÉMOIGNAGES INTIMES ET DIAGNOSTICS DE TERRITOIRE

Nous n'apprenons guère à parler de nous et encore moins de ce qui nous est intime mais nous restons persuadé-es de l'importance de ces témoignages et de la force collective qu'ils peuvent avoir.

Ils vont de pair avec l'analyse et la prise de recul sur nos vies. Nous avons lancé nos propres diagnostics de territoires, par des ■■■

ÉGALITÉ DES SEXES : DU PROGRAMME PÉDAGOGIQUE À LA RÉALITÉ DES CAMPS SCOUTS

En favorisant la solidarité et la mixité, les animateur-rices des Éclaireuses et éclaireurs de France luttent pour l'égalité des genres.

Les équipes d'animation des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF) sont régulièrement confrontées aux questions de genres et de sexualités. Elles sont d'abord réfléchies en équipe en amont du séjour dans nos projets pédagogiques. Nous sommes également attaché-es à les faire vivre sur nos séjours à travers nos valeurs et la méthode scout. Un des piliers de cette méthode est la vie en petites équipes. Chacun-e dans son groupe de 5 à 6 personnes a un rôle (intendant-e, trésorier-ère, infirmier-ère, coordinateur-rice, responsable matériel, secrétaire) et des responsabilités associées, adaptées à son âge. Cet apprentissage est valorisé lors de l'exploration en autonomie, où chacun-e peut mettre en pratique ses connaissances. De plus, tout le monde est confronté à toutes les tâches, autant faire le feu que la vaisselle. Cela permet de sortir de sa zone de confort et d'acquérir de nouvelles compétences. La coéducation est une des valeurs des EEDF : chacun-e a quelque chose à apprendre de l'autre et à l'autre. Une autre valeur est la solidarité : elle pousse les jeunes à s'entraider et à se soutenir.

Plusieurs camps proposent la mixité des couchages, tout en donnant la possibilité d'un couchage non mixte (conformément à la loi). Cela permet de faciliter la rencontre de personnes qui se côtoient peu sur le camp. Malgré cela on remarque que ces inégalités existent encore. Trop souvent les garçons (animateurs ou jeunes) s'occupent du matériel et du bois pendant que les filles sont infirmières. Un point d'attention est à avoir concernant la diversité des activités proposées, les imaginaires stéréotypés, le temps de parole en réunion des responsables, la répartition des animateur-rices en fonction des tranches d'âge (en 2016 aux EEDF, 70% des animateur-rices des 6-8 ans sont des femmes contre 40% pour les 11-14 ans). Le groupe de travail national « Genre & Sexualités » a été créé en 2016 pour amener ces questions dans l'association, créer des outils et former les équipes d'animation pour aller vers une égalité réelle des genres et une éducation à une sexualité choisie et libre. Le livret Mixicamp¹ a été créé dans ce contexte et afin de faire avancer les réflexions concernant la mixité.

JUSTINE RAYNOUARD ET GERMAIN COUTAREL (BÉNÉVOLES EEDF)

¹ - <https://galilee.eedf.fr/wp/genre-et-sexualites/>

■ ■ ■ personnes concernées pour des personnes concernées. Trois collectifs se sont formés dans le Doubs, les Deux-Sèvres et le Rhône. Martin, animateur des Deux-Sèvres, va rencontrer des acteur·rices du territoire et ses habitant·es : « Cette enquête a plusieurs objectifs : identifier les actions et dispositifs présents sur le territoire, connaître les sentiments et les visions des habitant·es sur le sujet, identifier ce qui le rend complexe ». Dans les Monts du Lyonnais (Rhône), le diagnostic sur les réalités locales se fonde sur des temps d'échanges chaque dernier mercredi du mois. « Dans un premier temps, l'objectif est d'aller à la rencontre des habitant·es et de se nourrir de leur vécu, piocher dans différents milieux sociologiques et professionnels, pour récupérer des récits de vie et opinions », raconte une membre du collectif. Le travail de ces collectifs va s'étaler jusqu'en 2021. La matière qu'ils auront recueillie et analysée nous permettra à la fois de nourrir nos actions et d'interpeller les pouvoirs publics sur les potentielles défaillances observées.

SENSIBILISER TOUS LES PUBLICS

Nous voulons donner à voir d'autres réalités et libérer la parole dans un cadre sécurisant. C'est aussi ce que dit Sarah, animatrice dans le Rhône : « Nous voulons agir avec des publics peu atteints par ces questionnements pour sensibiliser, améliorer et apporter ce que chacun a appris au cours de ce cheminement ». « Nous espérons nous produire en théâtre forum, pour aborder par des saynètes des situations qui posent problème avec un public qui sera invité à les résoudre et à se questionner sur ses propres expériences. Avec le temps, nous souhaitons sensibiliser un plus large public », déclare Léa, membre du collectif du Doubs. L'enjeu est d'arriver à conjuguer à la fois paroles, écoute, partage et action. Des événements portés par des groupes de jeunes du MRJC sont organisés dans plusieurs départements comme ce fut le cas d'une journée sur la place des femmes en rural dans l'Indre, une formation sur être LGBTQI en rural dans le Centre, sur les questions de genre en Vienne, des vacances jeunes adultes en Haute-Saône...



Des collectifs locaux du MRJC passent par le théâtre forum pour sensibiliser les jeunes et le grand public aux questions de genre et de sexualités.

Le MRJC accompagne toute l'année des groupes de jeunes et propose des séjours éducatifs sur les vacances. Aborder ces questions avec les plus jeunes a rapidement été intégré dans la dynamique. Sarah (Rhône) affirme que « les jeunes se questionnent sur la féminité, l'égalité homme/femme, la mixité, le changement, l'acceptation de chacun et chacune, l'inclusion et beaucoup d'autres sujets tels que le genre et la sexualité ». Il est important que les animateurs et animatrices puissent proposer un environnement sans stéréotype et des espaces de parole bienveillants. Dans ce cadre, nous travaillons avec les Éclaireuses et éclaireurs de France et les Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France à proposer des programmes de formation (cf. encadré p.XI) sur les questions de genre et sexualités au sein des formations aux diplômes d'animation et de direction (BAFA et BAFD).

TROIS SÉANCES D'ÉDUCATION SEXUELLES PAR AN À L'ÉCOLE

Nous souhaitons également interpeller le ministère de l'Éducation nationale et les établissements sur le non-respect de la loi de 2003 ayant rendu obligatoires trois

séances d'information et d'éducation affective et sexuelle dans le courant de chaque année scolaire. Le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a pointé le manque de moyens humains et financiers des établissements ruraux, c'est pourquoi nous demandons qu'une partie des dotations aux établissements soient fléchée spécifiquement sur l'animation de ces séances par des structures de terrain.

Sans témoignages et sans études, pas de données tangibles, pas de visibilité, pas de prise de conscience et pas d'action ni associative, ni des pouvoirs publics. Ainsi, en partenariat avec d'autres associations, nous tâchons d'apporter nos pierres à l'édifice du vivre ensemble afin de permettre à chacun et chacune de se sentir à sa place dans nos territoires. Une participante du projet Unique en mon genre a écrit : « Je rêve que nous soyons chacun et chacune à notre manière les miroirs de jeunes ruraux et rurales qui ne se demandent plus : est-ce que c'est possible ? »

■ ALINE COUTAREL (MRJC)

1 - Témoignages recueillis dans le cadre du projet « Unique en mon genre » du MRJC.

Ce dossier a été réalisé avec le MRJC et le soutien du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse de l'Injep



Transrural initiatives

**Vous pouvez vous abonner
ou commander un numéro en ligne sur :**
<http://boutique.transrural-initiatives.org>

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue bimestrielle portée par des organisations de développement agricole et rural qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire. En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles. *Transrural* entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Agriculture et société : vers un nouveau contrat ; Repenser l'accueil des migrants dans les territoires ruraux ; Les champs de la culture revisités...).

Sans publicité, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour un abonnement d'un an (6 numéros de 40 pages) :

- Tarif normal (individus) : 55€ ;
- Tarif réduit (étudiants, chômeurs, temps partiel subi, abo. groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ;
- Tarif associations : 60€ ; Tarif institutions (collectivités, bibliothèques...) : 90€ ;
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Société : Nom - Prénom :

Adresse :

CP/Ville : Tél. / mail (en cas de retour de numéros) :

Je souhaite recevoir une facture : ☐ OUI ☐ NON

**Si vous souhaitez faire découvrir la revue,
indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :**

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural initiatives ou par mandat administratif
Transrural initiatives - 58, rue Regnault - 75013 Paris
transrural@globenet.org



Annexe 13

Recommandations du MRJC
à l'issue de l'expérimentation Genre et Sexualités en Milieu Rural

Genre et sexualités en Milieu Rural

Les recommandations

Depuis 2019, le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne) mène le projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » avec le soutien du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse pour atteindre les objectifs suivants :

Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités, que subissent les jeunes issus·es de territoires ruraux en identifiant, analysant et rendant visible ces actes.

Rompre le silence et l'isolement sur les discriminations et violences de genre et de sexualités en leur permettant de se mobiliser pour proposer et faire avancer les dispositifs visant à lutter efficacement contre les violences sexuelles, le sexisme et la lgbtphobie en milieu rural.

Durant trois ans et demi, le MRJC a animé divers temps d'échanges entre jeunes.

Une plateforme internet¹ a été développée, permettant le témoignage, la transmission d'éléments de compréhension et d'outils d'animation. Deux diagnostics territoriaux illustrant les besoins des jeunes à l'échelle d'une intercommunalité ont été réalisés (Mont du Lyonnais² ; Bocage Bressuirais³).

Cette variété de propositions nous permet de formuler des recommandations à l'attention des pouvoirs publics et du monde associatif concernés par les enjeux d'égalité, de jeunesse et de ruralité.

Le MRJC est un mouvement d'éducation populaire laïque et un mouvement d'Eglise. Cette double appartenance est une richesse à de nombreux égards. Elle permet notamment de parler de spiritualité (sujet relativement tabou), d'être accessible aux jeunes en questionnement sur leur vie intérieure ainsi que d'amener certains milieux religieux à voir autrement leur rapport à la société.

Cette dynamique GSMR en a été impactée. Elle a soulevé des dissensus, tensions et échanges vifs, pointant du doigt une zone sensible dans le paysage catholique. Le travail effectué par le MRJC n'a pas vocation à changer l'institution religieuse ni à initier un mouvement séparatiste mais participe aux « options sociales de l'Eglise » en se mettant à l'écoute des éloignées du pouvoir et en favorisant leurs voix.

¹ <https://www.uniqueenmongenre.fr/>

² <https://www.uniqueenmongenre.fr/diagnostic-de-territoire-monts-du-lyonnais/>

³ <https://www.uniqueenmongenre.fr/diagnostic-de-territoire-deux-sevres/>

Recommandation 1 : RENDRE VISIBLE

Favoriser la visibilité des variations de genres et de sexualités, c'est favoriser la connaissance des jeunes concerné-es quant à l'existence de pairs ; permettant ainsi de rompre l'isolement. C'est aussi rendre explicite leurs existences aux yeux des non-concerné-es.

- Assurer les formations obligatoires en éducation affective et sexuelle

Les diagnostics locaux ont pointé les manques ou manquements de l'éducation nationale quant à ses engagements. En effet, la loi dispose une obligation de 3 séances « d'éducation affective et sexuelle » par an⁴ aux collèges et lycées. Bien souvent, les établissements manquent de moyens pour former des équipes de personnels volontaires et font appel à des associations spécialisées.

Ces structures externes (Planning familial, CIDFF, Centres LGBT...) sont bien souvent éloignées et surchargées, ne pouvant répondre qu'à un petit nombre de sollicitations. Ce constat est d'autant plus présent dans le monde rural où il existe très peu d'associations compétentes sur le sujet⁵.

Recommandation 2 : DEVELOPPER DES ESPACES

- Espaces physiques

Aujourd'hui les espaces de rencontre des personnes LGBT sont quasi-exclusivement urbains. Les personnes concernées par les (potentielles) discriminations de genre et sexualités en milieu rural n'ont donc bien souvent pas d'espace qui prenne en compte cette partie-là de leur identité. Pour répondre à ce besoin de collectif et de reconnaissance mutuelle, la création d'espaces de rencontres, de discussion, entre personnes concernées, pilotés, dirigés et initiés par des personnes issues des territoires est une piste de solution.

Le développement de ces espaces physiques doit prendre en compte les spécificités du rural, notamment la moindre densité. Pour y répondre, les points de rencontres pourront être mobiles, ponctuels et réguliers, hebdomadaires ou mensuels. Ces initiatives devront être appuyées par les pouvoirs publics et pourront être parrainées, au lancement, par des associations urbaines déjà structurées, en faisant attention à ce que la gouvernance reste dans les mains de personnes du territoire.

⁴ <https://www.education.gouv.fr/education-la-sexualite-1814>

⁵ Carte des Planning Familiaux : <https://www.planning-familial.org/fr/pres-de-chez-vous>

- Espaces numériques

La sensibilité des jeunes aux espaces numériques et le maillage territorial rural nous invite à continuer l'utilisation d'une plateforme numérique avec différents axes :

- témoignage (sortir de l'isolement) ;
- animation (diffusion d'outils) ;
- compréhension (articles journalistiques ou scientifiques) ;
- de mise en lien (associations et collectifs partenaires).

L'animation efficace d'un tel site, avec des ramifications sur différents réseaux sociaux pourra permettre de mieux rejoindre les jeunes et les concerné-es.

Recommandation 3 : INCLURE LES CONCERNÉ-ES

Les nombreux week-ends de formation mis en place dans le cadre du projet ont permis de mettre en lumière une méthode d'échange très régulièrement utilisée au MRJC : le croisement de savoirs individuels, militants et scientifiques. Ce croisement des savoirs permet de montrer la force d'une expression incarnée et l'importance des savoirs de l'expérience ; de passer de l'intime au politique et de mettre les travaux scientifiques au service d'un projet de mouvement militant.

La récurrence d'événements ou de séquences sur la place des alié-es au fil du projet met en lumière l'envie des non-concerné-es de se former pour être soutien des personnes cibles de discriminations potentielles. Ces espaces doivent pouvoir continuer d'exister, appuyés par les recommandations précédentes.

Au sein du mouvement, cette dynamique a permis de mettre en lumière le chemin à parcourir, l'animation de ces enjeux d'inclusion à continuer. En avril 2022 et dans la lignée directe des travaux menés lors de l'expérimentation, le MRJC a publié un rapport⁶ mettant en lumière des violences sexistes et sexuelles ayant existées en son sein et décryptant les éléments qui les ont permis. Pour le MRJC, une grande partie de la suite du travail permis par le FEJ se trouve dans la mise en place des préconisations de ce travail.

⁶ <https://www.mrjc.org/app/uploads/2022/04/Rapport-CIP-VF-publique.pdf>